



دراسات دولية

عدد 137/136 . ديسمبر 2018

مجلة دراسات دولية عدد 137/136



ETUDES INTERNATIONALES

N° 136/137 . Décembre 2018



■ ملف خاص

الأفاق والرّهانات الأمنيّة بالفضاء المغاربي

■ مكتب المغرب العربيّ بالقاهرة

■ في السيادة الوطنيّة

■ النظام الإقليمي العربي

■ أبعاد خمسة في تسيير البلديّات

■ DOSSIER SPECIAL

Perspectives et Enjeux Sécuritaires au Maghreb

■ *L'économie politique et institutionnelle de la décentralisation en Tunisie*

■ *La Chine et nous*

Revue : Études Internationales N° 136/137



رقم 03308758

ISSN 03308758

ÉTUDES INTERNATIONALES

N° 136/137
Décembre 2018

Fondateur
Rachid DRISS

Directeur responsable
Ezzeddine KERKENI

Rédacteur en chef
Boubaker BEN FRAJ

Revue de l'Association des Études Internationales

ÉTUDES INTERNATIONALES

Dirassat Duwalya

N° 136/137

Décembre 2018

Revue trimestrielle

Comité directeur de l'association des études internationales

Ezzeddine Kerkeni	: <i>Président</i>
Salem Fourati	: <i>Vice-président</i>
Riadh Zghal	: <i>Vice-président</i>
Boubaker Ben Fraj	: <i>Secrétaire Général</i>
Abdelhamid Bouhawallah	: <i>Secrétaire Général- Adjoint</i>
Adnèn Damergi	: <i>Trésorier</i>
Khaled Bouzguenda	: <i>Trésorier adjoint</i>
Hédi Ben Nasr	: <i>Membre</i>
Tarek Saadi	: <i>Membre</i>
Abdessalem Htira	: <i>Membre</i>
Moncef Ben Fraj	: <i>Membre</i>

Adresse postale : Association des Etudes Internationales
BP 156 - 1012 Tunis Belvédère.

Adresse du siège : Immeuble Babel- Escalier B. 1^{er} étage
Cité Montplaisir - Tunis

Tel. : (216)71901683 - Fax : (216)71906793

Site web : www.aei-tn.org

Email : aei@topnet.tn

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Conception : Taoufik Sassi / *Impression* : Simpack

Ce numéro est imprimé avec le soutien de la

Fondation Friedrich Ebert

© Association des Études Internationales

Tunis - Décembre 2018

ISSN n° 03308758

Sommaire

■ Editorial par M. Ezzeddine KERKENI	5
■ Dossier spécial <i>Workshop : « Perspectives et enjeux sécuritaires au Maghreb ».</i> (Tunis le 19 septembre 2018).....	9
■ I- Argumentaire du workshop.....	11
■ II- Programme.....	15
■ III- Interventions.....	19
□ Allocution de M. Ezzeddine KERKENI, <i>Président de l’A.E.I.</i>	21
□ Allocution de Mme Anna STAHL, <i>Directrice de projet- Fondation Frederich Ebert</i>	25
□ La sécurité dans l’espace géopolitique Maghrebin Abdelhamid BOUHAWALA	27
□ S’attaquer aux sources Riadh ZGHAL	33
□ Cinq pistes pour plus de sécurité au Maghreb Boubaker BEN FRAJ	335



■ IV- Rapport final du Workshop	
Mehdi TAJE	39
■ ARTICLES HORS COLLOQUE	
<i>Notes de lecture : " L'économie politique et institutionnelle de la décentralisation en Tunisie état des lieux, bilan et enjeux "</i>	
Riadh ZGHAL	73
■ Chronique par Boubaker BEN FRAJ	
Le géant chinois et nous	79



EDITORIAL

Par Ezzeddine KERKENI¹

Les faits marquants, sur la scène internationale, donnent à penser, qu'un monde nouveau est en train de se mettre progressivement en place.

La mise à l'épreuve du multilatéralisme, comme vecteur privilégié de la coopération internationale, est parmi les signes révélateurs de ce bouleversement.

Les Etats Unis, principal artisan de ce mode de gouvernance au plan international, savamment, et patiemment élaboré depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sont en train de le battre en brèche.

Pour preuve, leur retrait de l'Unesco, le 12 octobre 2017, de l'accord de Paris sur le climat le 1 juin 2017, leur départ en juin 2018 du Conseil des droits de l'homme au nom du respect de la souveraineté nationale, et leur décision le 31 août 2018 de suspendre leur participation financière à l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens.

Ces positions américaines n'auraient pas eu une grande importance, si les Etats Unis n'étaient pas un acteur majeur des relations internationales.

On assiste par ailleurs au retour à ce qui fut la règle pendant des siècles, c'est-à-dire la volonté de régler les problèmes par la violence et la guerre.

1 Ancien Ambassadeur et Président de l'AEI.



Les conséquences sont néfastes sur des peuples, au Moyen Orient, au Yémen en Libye, et ailleurs dans les différentes régions du monde.

L'Europe est soumise quant à elle, à des très fortes pressions aussi bien internes qu'externes.

Le BREXIT, lui fait vivre une crise existentielle ; les clivages politiques gauche /droite se perdent au profit des mouvements populistes qui gagnent en intensité ;

En effet, l'alliance entre la Ligue de Matteo Salvini, et le mouvement 5 Etoiles de Luigi Di Maio, populistes de droite et de gauche ont pris le pouvoir en Italie.

Tout récemment VOX, une formation ultranationaliste, eurosceptique, et anti-immigration, a fait irruption aux élections régionales andalouses en obtenant douze sièges au parlement de la région autonome de l'Andalousie, la plus peuplée d'Espagne, et bastion traditionnel des socialistes.

L'Alternative pour l'Allemagne (l'AFD) parti d'extrême droite fondé en 2013 et actuellement présent dans tous les Länders allemands et au Bundestag, cultive le même discours réducteur que les autres partis populistes européens qui s'approprient l'identité nationale, et s'arrogent le rôle du nouveau politique.

Situation inédite, car l'Allemagne et l'Espagne ont été longtemps réfractaires à tout mouvement de droite depuis la disparition du Nazisme et du Franquisme. Ce déferlement de populisme touche la plupart des pays européens et n'épargne pour le moment que l'Irlande et le Portugal.

Le sentiment de déclassement et d'abandon qui s'est emparé d'une partie non négligeable des populations européennes en raison des difficultés économiques, a été largement instrumentalisé par ces partis populistes ; ces derniers comptent sur le vote de désenchantement de ces populations pour remporter le maximum de sièges au Parlement Européen lors des élections de mai 2019.

Quelle majorité va se dégager de ces élections, et quel impact aurait-elle sur les politiques, les choix de l'Union Européenne ? quelle Europe sortira enfin de ce scrutin ? et comment se comporter avec elle ?



Situation complexe et nouvelle pour la Tunisie, embourbée dans une crise économique, sociale et politique, et engagée dans des négociations avec un partenaire lui-même déstabilisé, en vue d'un accord de libre échange complet et approfondi.

Situation, certes difficile, mais non pas sans issue au cas où un consensus national est dégagé, sur une vision et des objectifs clairs et bien définis, avec à l'appui une méthodologie minutieusement préparée.

Cette méthodologie dont le but est d'améliorer le pouvoir de négociation des experts Tunisiens, doit, surtout, favoriser une attitude proactive, et éviter de se limiter, à réagir, seulement, aux propositions du partenaire européen.



Dossier spécial

Workshop : « Perspectives et enjeux sécuritaires au Maghreb ».

Date : 19 septembre 2018

Lieu : Tunis

*Organisé par l'Association des Etudes Internationales
en partenariat avec
la Fondation Friedrich Ebert - Tunisie -*



ARGUMENTAIRE

L'histoire de l'humanité, quelque soit le continent, est ponctuée de violences pour lesquelles on a donné plus d'un nom : batailles, razzias, invasions, guerres, escarmouches, attentats... et plus récemment guerres par procuration et terrorisme. Les motifs sont divers et évoluent avec l'évolution des croyances, des valeurs, des civilisations et de la technologie. Si l'on croit la théorie psychanalytique de Freud, la violence fait partie de la nature humaine mue par deux pulsions principales celle de la vie et celle de la mort : libido et agressivité commandent les comportements de chacun. L'organisation de la vie sociale intervient pour réguler l'expression de ces pulsions individuelles au moyen d'institutions telles que le mariage et la répartition des pouvoirs dont celui de l'Etat. Cette organisation sociale permet d'assurer une sécurité nécessaire au vivre ensemble et une protection contre les agressions qui viennent de l'extérieur. Cependant des facteurs endogènes et exogènes viennent troubler sans cesse l'ordre et la sécurité. Dans le monde d'aujourd'hui les sources d'insécurité et l'exposition à la violence sont multiples. Il y a le contexte géopolitique et les failles de la gouvernance d'un monde globalisé par les institutions de Bretton Woods que les puissants EU d'Amérique ne semblent plus vouloir respecter¹. Il y a aussi la disponibilité de l'information et la technologie qui créent à la fois des aspirations illimitées à la consommation et de

1. Stephen M. Walt, "Why I Didn't Sign Up to Defend the International Order" *Foreign Policy*, August 1, 2018.



nouveaux moyens de nuisance, qu'il s'agisse d'armements de plus en plus sophistiqués et destructeurs ou de moyens de cyber guerres. La gouvernance mondiale et la doctrine économique néolibérale ont permis une inégalité de répartition des richesses à travers le monde et une expansion de la pauvreté de moins en moins soutenables². Les grandes puissances qui ont vécu des guerres meurtrières recourent aujourd'hui à des guerres par procuration dans les pays vulnérables du Tiers Monde, particulièrement ceux qui disposent de ressources énergétiques et de positions géographiques stratégiques comme c'est le cas de la Syrie, de la Libye ou de l'Irak. L'iniquité dans la répartition des richesses et l'industrie financière ont généré chômage et pauvreté dans des pays riches. Cette pauvreté conjuguée avec la situation de pays du sud en désespoir de développement et/ou en proie à des guerres fratricides/par procuration alimentent des vagues d'émigration, souvent meurtrières, vers les pays du nord. Dans ces pays, l'afflux de migrants nourrit la xénophobie au plan social et le populisme au plan politique. Parallèlement se sont constitués des organisations terroristes pour qui le champ de bataille est constitué par la planète dans son ensemble. Aujourd'hui plus que jamais on ne peut penser la sécurité dans le monde sans considérer la dimension économique, sociale et de gouvernance aussi bien celle des Etats que celle du monde. C'est que les sources d'insécurité sont à la fois endogènes à chaque société et exogènes. Elles sont liées à un contexte géopolitique et un mode de gestion des affaires internationales et de répartition des richesses. Néanmoins l'humanité mue par un besoin d'amélioration des conditions de vie et un besoin de valeurs éthiques, ne cesse d'explorer les vecteurs possibles d'adresser les sources de violence afin de réduire ses manifestations sinon l'éradiquer. L'organisation de ce workshop s'inscrit dans un tel objectif. Il réunira des spécialistes intervenant aussi bien dans des panels que dans le débat entre la salle et les panelistes. Les présentations et les débats devraient aboutir à la

2. Selon l'Oxfam la richesse détenue par 1% de la population mondiale équivaut à celle détenue par la moitié de l'humanité ; OXFAM (2017), *An Economy for the 99%* .



reconnaissance de voies porteuses vers l'éradication de la violence nourrie par la radicalisation idéologique à la fois religieuse et politique. Seront abordés des thématiques en rapport avec les facteurs générateurs de radicalisation, de violence et d'insécurité aussi bien dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. Les pays du Maghreb ne peuvent adresser les défis sécuritaires sans considérer facteurs économiques et sociaux dont la pauvreté, le chômage et le sous emploi, la discrimination de genre, l'éducation et plus généralement les processus de socialisation porteurs de germes de radicalisation semés particulièrement par des femmes soumises aux courants intégristes. En effet, la conjonction de ces facteurs pousse des jeunes, des hommes, des femmes et leurs enfants vers l'émigration au risque de leur vie. Cette poussée vers l'émigration se renforce sans cesse en prévision de la croissance démographique, du non développement, du changement climatique, le tout grevant les ressources en eau et en nourriture, en plus de la raréfaction des moyens à consacrer à l'éducation, la santé et autres services sociaux. Les effets de l'émigration vers le Nord commencent à se manifester de manière dramatique. On constate un sentiment d'hostilité envers les migrants nourrie par la montée des extrémismes de droite, la résurgence du racisme latent et de la dégradation du niveau de vie de certaines catégories sociales.

Les défis sécuritaires concernent aussi bien les Etats que la communauté internationale. Ce workshop mettra en perspective les perceptions et les politiques face aux défis sécuritaires dans les divers pays du Maghreb d'une part et, d'autre part celles des pays du Nord et de la communauté internationale. L'aboutissement attendu de ce workshop d'une journée, grâce aux analyses des panélistes et aux débats entre participants, résidera en un ensemble de recommandations que l'on souhaite pragmatiques et réalisables à court, moyen et long terme.

Ce workshop d'experts, qu'organise **le Bureau Tunisie de la Fondation Friedrich Ebert (FES)** en partenariat avec **l'Association des études internationales (AEI)**, réunira un éventail de chercheurs, diplomates et hauts responsables



politiques de la région et de l'étranger afin d'analyser les défis sécuritaires au Maghreb .Il permettra aux intervenants des différents pays du Maghreb d'exposer leurs points de vue et d'en débattre avec des acteurs de la communauté internationale.

Le workshop vise à stimuler une discussion ouverte et d'encourager une réflexion commune sur la multitude des défis sécuritaires auxquelles doit faire face le Maghreb. Pour ce faire, il abordera les enjeux sécuritaires au sens large, en prenant en compte la dimension multidimensionnelle du sujet.

Le but principal du workshop est de trouver des solutions et de formuler un ensemble de recommandations stratégiques. Afin d'atteindre cet objectif, la discussion sera répartie en trois séances avec un modérateur qui va diriger les interventions. Les exposés traiteront successivement des sous-thèmes suivants :

Première séance: Analyse des défis sécuritaires au Maghreb

Deuxième séance : La sécurité du Maghreb et le voisinage régional.

Troisième séance: La communauté internationale et les défis sécuritaires au Maghreb.

Les trois séances réservées aux sous-thèmes ,seront suivies par une table ronde qui sera consacrée à l'élaboration conjointe de recommandations stratégiques destinées essentiellement à influencer les politiques nationales et les acteurs de la communauté internationale



PROGRAMME

Session d'ouverture

8:30-9:00 Accueil et inscription des participants

9:00-9:30 Allocutions de bienvenue

- **M. Ezzeddine KERKENI**, Président de l'Association des Études Internationales (AEI)
- **Dr. Anna STAHL**, Directrice de projet, Fondation Friedrich Ebert (FES) Tunisie
- **Dr. Taïeb BACCHOUCHE**, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
- **M. Mahmoud KHEMIRI**, Directeur Général du Monde Arabe, Ministère des Affaires Etrangères

Séance 1 : Analyse des défis sécuritaires au Maghreb

Modérateur : Prof. Montassar Ouadi, Université de Sousse

09:30-11:30

- **La perspective de l'Algérie**
Prof. Louisa Dris-Aït Hamadouche, Université d'Alger
- **La perspective de la Libye**
Abdoul Rahman Agili, Chatham House
- **La perspective du Maroc**
Abdelhak Bassou, OCP Policy Center (OCPPC)
- **La perspective de la Tunisie**
Rafik Chelli, Centre Tunisien des Etudes de la Sécurité Globale (CTESG)
- **La perspective de la Mauritanie**
Mohamed El Mehdi El Bechir, Institut Mauritanien des Études Stratégiques

11:30 -11 :45

Pause-Café

Séance 2 : La sécurité du Maghreb et le voisinage régional

Modérateur : Prof. Montassar Ouadi, Université de Sousse

11:45-13:15

- **L'influence et les ambitions de l'Égypte**
Rabha Allam, Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies (ACPS)
- **Sécurité et géopolitique de l'espace sahélo-saharien**
Mehdi Taje, Global Prospect Intelligence
- **La crise du Golfe et son impact sur les équilibres maghrébins**
Youssef Cherif, Columbia Global Center Tunis



Session 3 : *La communauté internationale et les défis sécuritaires au Maghreb*

- 14:30-16:00** - **Le rôle de l'Union Européenne**
Prof. Erwan Lannon, Collège d'Europe
- **Le rôle de l'Organisation des Nations Unies et sa mission d'appui en Libye**
Major Général Josef D. Blotz, La mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL)
- **Le rôle de DCAF**
Dr. Stefan Buchmayer, Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF)
- **Le rôle des Etats-Unis et de USIP**
Ouiem Chettaoui, US Institute of Peace (USIP)
- **Le rôle de la Russie**
Alexandra Kuimova, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)
- **Le rôle de la Chine**
Dr. Mohamed Sabhi Basly, Conseil de coopération tuniso-chinois

16:00-16 :30 *Pause-café*

Table Ronde : Formulation de recommandations stratégiques

Les enjeux sécuritaires au Maghreb : Quelles ripostes stratégiques ?

Rapporteur : Mehdi Taje, Global Prospect Intelligence

- 16:15-17:30**
- Boubaker Ben Fraj, Association des Études Internationales (AEI)
 - Mohamed Ibrahim Hsaïri, Association des Études Internationales (AEI)
 - Prof. Riadh Zghal, Association des Études Internationales (AEI)

Clôture

- 17:30-17:45**
- Ezzeddine Kerkeni, Association des Études Internationales (AEI)
 - Dr. Anna Stahl, Fondation Friedrich Ebert (FES) Tunisie

18:00-19:00 *Cocktail*



Participants

Abdelaziz Kacem	Universitaire, écrivain, poète
Abdelhak Bassou	OCP Policy Center (OCPPC)
Abdelhamid Bouhawala	Universitaire, économiste, ancien directeur général de l'Agence Tunisienne de la Coopération Technique
Adam Mokrani	Centre Tunisien des Etudes de la Sécurité Globale (CTESG)
Adnène Damergi	Ancien diplomate chercheur et membre du bureau de l'Association des Etudes Internationales (AEI)
Ahmed Ounaïs	Ancien ministre des affaires étrangères et ancien ambassadeur
Alexandra Kuimova	Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)
Ali Hachani	Journal électronique « le Diplomate » de l'ATAACG Ancien ambassadeur près de l'Organisation des Nations Unies
Amel Hammami	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Amelie Ludwiginkel	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Anna Stahl	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Basma Soudani	Union du Maghreb Arabe (UMA)
Boubaker Ben Fraj	Consultant et secrétaire général de l'Association des Etudes Internationales (AEI)
Darin El Hage	US Institute of Peace Libya
Emil Lieser	Friedrich Ebert Stiftung Algérie
Erwan Lannon	Collège d'Europe
Ezzeddine Kerkeni	Président de l'Association Des Etudes Internationales (AEI)
Fadil Aliriza	Expert et journaliste Indépendant
Faten Mejri	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Friederike Stolleis	Friedrich Ebert Stiftung Algérie
Ghazi Jomâa	Ancien ambassadeur près de l'Organisation des Nations Unies et ambassadeur en Autriche
Hatem Atallah	Ancien directeur exécutif de la Fondation Anna Lindh, ancien ambassadeur à Londres, Washington, et ancien représentant de la Tunisie près de l'Union Africaine à Adis Ababa
Hédi Ben Nasr	Ancien ambassadeur en Irak, en Syrie, chercheur et membre du bureau de l'Association des Etudes Internationales (AEI)
Ilaria Mussetti	Délégation de l'Union Européenne
Imene Cherif	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Jana Treffler	Etudiante/Chercheur
Josef Dieter Blotz	The United Nations Support Mission in Libya
Khaled Tahari	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Leyla Hassen	Friedrich Ebert Stiftung Tunisie
Luisa Dris-Aït Hamdouche	Université d'Alger
Mehdi Taje	Global Prospect Intelligence
Mejda Hassan	Association des Etudes Internationales (AEI)
Merine Abbas	Friedrich Ebert Stiftung Libye
Mohamed El Mehdi Mohamed El Bechir	Institut Mauritanien des Études Stratégiques
Mohamed Ibrahim Hsairi	Chercheur à l'Institut tunisien des études stratégiques (ITES) et ancien ambassadeur en Iran et en Syrie



Mohamed Sabhu Basly	Conseil de coopération Tuniso-chinois
Mohamed Salah Tékaya	Ancien ambassadeur à Washington et à Ankara
Moncef Ben Fradj	Membre du bureau de l'AEI
Montassar Ouardi	Université de Sousse
Nate Wilson	US Institute of Peace Libya
Osama Mehdawi	Friedrich Ebert Stiftung Libye
Ouiem Chettaoui	US Institute of Peace Tunisia
Rabha Allam	Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies (ACPSS)
Rafik Chelly	Centre Tunisien des Etudes de la Sécurité Globale (CTESG)
Riadh Zghal	Vice-présidente de l'Association des Etudes Internationales (AEI)
Saadi Tarak	Membre du bureau de l'Association des Etudes Internationales (AEI)
Sarra Al Houni	Friedrich Ebert Stiftung Libye
Stefan Buchmayer	Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF)
Tahar Sioud	Président de l'association des anciens ambassadeurs et consuls généraux (ATAACG), ancien Ministre du commerce, ancien ambassadeur, ancien gouverneur adjoint de la Banque centrale
Taieb Baccouche	Secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
Youssef Cherif	Chercheur/Analyste indépendant
Zied Boussen	Pandora Consulting



INTERVENTIONS

ALLOCUTION DE MONSIEUR

EZZEDDINE KERKENI

Président de l'AEI

Chers invités Mesdames Messieurs,

Permettez-moi au nom de l'AEI de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier d'avoir bien voulu répondre à notre invitation.

Le workshop que nous organisons en partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert sous le thème « Enjeux et perspectives sécuritaires au Maghreb » débattrà d'un sujet important au cœur de nos préoccupations au Maghreb et constitue souvent à ne pas en douter, un motif d'inquiétude pour notre voisinage européen

Car il ne faut pas perdre de vue qu'il existe une réelle interdépendance, sur le plan de la sécurité, entre notre région maghrébine et son voisinage subsaharien, européen et moyen-oriental. Il est certain que les multiples défis soulevés par la sécurité ne peuvent être relevés par un seul pays ; un multilatéralisme et une coopération renforcés dans ces espaces sont nécessaires, pour la mise en œuvre de solutions globales et consensuelles. Cette coopération existe-elle ? Est-elle efficace dans l'état où elle se trouve ? Y a-t-il une politique d'entente au moins au plan Maghrébin, sur une coopération régionale pour affronter les problèmes et défis sécuritaires ?

Mais quels sont ces défis que nous affrontons ?



D'abord la sécurité dépend de notre capacité de vaincre l'extrémisme qui peut déboucher sur le terrorisme. Cet extrémisme, peut adopter des formes différentes, et ses causes qui mènent à la radicalisation sont connues dont notamment la frustration, le mécontentement social, le chômage et la marginalisation ; tout ceci est le résultat d'une croissance faible et d'un mal développement, qui font que la gestion traditionnelle de la grogne sociale par des subventions, ne fonctionne plus comme souhaité.

Face à cette situation, les extrémistes cherchent à exploiter la colère et les mouvements contestataires de populations de plus en plus jeunes et urbaines, nourris par la corruption, la hausse de l'inflation, et un service public de moins en moins performant.

En plus, l'accès étendu aux technologies de l'information avec la démocratisation d'internet, font que la désinformation et la manipulation gagnent en intensité, et offrent à ces extrémistes une tribune leur permettant de trouver dans le cyberspace des fidèles, des sympathisants, et des soutiens.

Alors ne sommes nous pas devant un premier défi à relever à savoir stimuler la croissance, et créer les conditions politiques et les opportunités économiques qui puissent emporter l'adhésion des jeunes en âge de travailler, pour prévenir la radicalisation, et faire échec aux manœuvres des terroristes. Entreprise qui nécessite une stratégie de développement s'appuyant sur un consensus de tous les acteurs sociaux.

Un **deuxième** défi consiste à sécuriser nos frontières avec la Libye en décomposition, après l'intervention de l'OTAN soutenue par la ligue des Etats arabes!

Un autre défi tout aussi important est de se prémunir des retombées de la situation prévalant dans l'espace sahélo-saharien. En effet, outre les répercussions de la situation en Libye, en termes de sécurité et d'emplois, la dégradation de la situation économique et sociale de cet espace, l'abandon du travail agricole en raison des sécheresses prolongées dues au



changement climatique, tous ces facteurs ont augmenté le risque, déjà patent dans certaines régions de l'espace sahélo-saharien, de voir se constituer une zone grise, confisquée par des groupes criminels et des milices terroristes vivant du terrorisme et des trafics illicites.

En outre, les retombées du voisinage concernent également le Moyen Orient où l'effondrement des structures étatiques a ouvert un grand espace pour les extrémistes. Bien plus, l'avènement d'une génération perdue d'enfants marqués par la guerre, privés d'éducation et de soins, fournira sans doute « un réservoir » potentiel de candidats à la radicalisation.

La région subit également le conflit par procuration entre l'Iran et l'Arabie Saoudite alimentant le sectarisme entre sunnites et chiites.

S'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information, qui facilitent la circulation des idées, ce sectarisme constitue une évolution dans la nature de la menace. Une menace d'une autre dimension, parce que la religion et la lecture qu'on lui fait subir, transcende les frontières, l'autorité des Etats, et peut conduire à la constitution d'identités transnationales ennemies.

- S'agissant de l'Europe, le sentiment d'hostilité envers les migrants et la xénophobie alimentée notamment par les mouvements populistes, pourraient bien miner certaines valeurs socles de l'Occident, comme celle de cultiver le multiculturalisme et d'exploiter tous les talents, sans distinction de culture..Les extrémistes cherchent à exploiter cette situation et à lier les injustices perçues y compris celles subies par les palestiniens, à une identité commune, renforçant par conséquent l'identité religieuse. Le soutien aux groupes religieux totalitaires risque de ce fait de gagner en popularité.

La sécurité dépend aussi de bien d'autres facteurs liés aux ressources, à la santé, à l'environnement ,et surtout à l'éducation qui constituera l'un des facteurs les plus déterminants de succès pour les pays et les individus.



La sécurité doit donc faire l'objet d'une approche globale, qui replace le citoyen au centre de la démarche sécuritaire ; elle doit passer d'une démarche réactive à celle préventive, en ne perdant pas de vue qu'au cours des prochaines années, nos populations maghrébines seront en général plus jeunes, plus urbaines, plus mobiles, plus interconnectées , et plus désireuses d'être entendues.

Une démarche préventive doit donc apporter des solutions aux crises cumulées et complexes touchant l'économie, la gouvernance, l'éducation, les services sociaux, l'environnement, bref la sécurité humaine dans son acception large.

Pour cela, une coopération solidaire entre les pays de la région et l'Europe s'impose avec insistance, car nous constituons un théâtre stratégique global, caractérisé par une réelle interdépendance sur le plan de la sécurité et de la stabilité, mais aussi, sur le plan des défis liés au développement humain, économique et durable.

Cette coopération solidaire ne commande-elle pas l'approche d'un partenariat spécifique, à la mesure des défis sécuritaires, économiques et sociaux ? Mais pour cela ne faudrait-il pas que les pays concernés de notre région maghrébine, unissent leurs efforts pour imaginer, concevoir, et **mettre en œuvre** un nouveau paradigme de relations régionales. ?

Les analyses, les débats et les recommandations des experts, vont, j'en suis convaincu nous éclairer sur ces enjeux et d'autres que je n'ai pas cités. Qu'ils soient vivement remerciés.

Pour terminer je souhaite la bienvenue à vous tous ici présents, et réitère au nom de l'Association Des Etudes Internationales, mes remerciements les plus sincères à notre partenaire la fondation Friedrich Ebert Stiftung à Tunis, et à son équipe, pour leur soutien, et leur disponibilité.



**ALLOCUTION DE
DR. ANNA STAHL**

Directrice de projet dialogue social
Fondation Friedrich-Ebert

S.E. Monsieur Taïeb Baccouche, Secrétaire Générale
de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
S.E. Monsieur Mahmoud Khemiri, Directeur Général
du Monde Arabe au Ministère des Affaires Etrangères
Monsieur Kerkeni, Président de l'Association des
études internationales,
Chères participantes, chers participants,

Je suis ravie de vous souhaiter la bienvenue à ce workshop
d'experts que la Fondation Friedrich Ebert organise en
partenariat avec l'Association des études internationales (AEI).

Permettez-moi de vous donner quelques informations
concernant la Fondation Friedrich-Ebert (FES). La FES est
une fondation politique allemande, proche du parti social-
démocrate allemand SPD. C'est une organisation à but non
lucratif, qui travaille de manière autonome et indépendante.
A travers plus de 100 bureaux dans le monde, nous défendons
les valeurs fondamentales de la social-démocratie que sont
la liberté, la justice et la solidarité.

Contrairement à d'autres organisations internationales,
la FES travaille en Tunisie depuis de nombreuses années. Le mois
prochain nous allons fêter notre trentième anniversaire. Par ailleurs,
nous sommes également présent dans d'autres pays du Maghreb.
Je me réjouis que mes collègues responsables de nos bureaux de
l'Algérie et la Libye sont également parmi nous aujourd'hui.

Dans le cadre des nos activités en Tunisie, nous
travaillons étroitement avec des partenaires tunisiens, dont
l'Association des études internationales. Une composante
essentielle de notre partenariat avec l'AEI est la tenue d'un
colloque annuel sur différentes questions internationales.



Pour cette année, nous avons choisi le thème « enjeux et perspective sécuritaires au Maghreb ». Les pays de la région sont confrontés à une série d'enjeux sécuritaires, comme le terrorisme, la criminalité organisée, les conflits entre les pays de la région, notamment celui du Sahara occidental. Ces défis ne peuvent pas être résolus au niveau national, mais nécessitent des solutions régionales. Pour cette raison, je suis particulièrement ravie que S.E. Monsieur Taïeb Baccouche, Secrétaire Générale de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) a accepté notre invitation. Je me félicite également de la présence de nombreux experts venant de différents pays du Maghreb.

Les nouvelles menaces sécuritaires ne concernent pas uniquement le Maghreb, mais bouleversent également le théâtre sahélien et sont liés à des problématiques plus larges au niveau global. Je considère donc que des solutions doivent être élaborées d'un point de vue maghrébin tout en intégrant le regard d'acteurs extérieurs, à l'image de l'UE, des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, etc. autant d'acteurs amenés à peser sur les équilibres géopolitiques et sécuritaires maghrébins.

En outre je préconise de transcender l'approche purement sécuritaire axée sur la « hard security » et de privilégier une approche plus inclusive intégrant l'économie et le social afin de valoriser le concept plus large de "sécurité humaine".

Comme les questions sécuritaires au Maghreb restent un sujet très sensible nous avons choisi d'adopter un nouveau format pour cet évènement. Au lieu d'organiser un colloque ouvert au public, comme dans les années précédentes, nous avons décidé de réunir des experts tirés sur le volet dans le cadre d'un workshop à huis clos. Je me permets de vous rappeler que ce workshop va se dérouler sous la règle de Chatham House. Nous espérons que ce nouveau format permettra d'avoir des débats plus francs et ouverts.

Comme mentionné dans notre invitation, l'objectif de ce workshop est de formuler une série de recommandations concrètes destinées aux décideurs politiques. Nous avons donc demandé à chaque intervenant de préparer deux recommandations qui seront collectées par le rapporteur Mehdi Taje et discutées lors de la table ronde.

Je vous souhaite des débats intéressants.



LA SECURITE DANS L'ESPACE GEOPOLITIQUE MAGHREBIN

Abdelhamid Bouhawala¹

HISTORIQUE

Les menaces sécuritaires ont toujours existé au Maghreb vu l'ouverture de cet espace sur le monde environnant et les facilités qu'il offre pour la mobilité des personnes et des marchandises. Ces menaces se sont amplifiées avec le durcissement des pouvoirs, les difficultés économiques, les conflits entre pays voisins (l'attaque de la caserne de Gafsa en 1980, la question du Sahara Occidental..), exacerbant des poussées de violence, l'intégrisme religieux et l'émigration sauvage..

Partant de la décennie 1980, l'activisme des intégristes de tous bords pour servir des idéologies et tendances religieuses radicales et des intérêts politiques et économiques, s'était accentué. En effet, depuis cette période le Maghreb a commencé à subir sérieusement les méfaits et les menaces de mouvements radicaux, bien préparés pour mener leurs campagnes dans les universités... pour imposer leurs programmes, endoctriner les jeunes et s'attaquer aux pouvoirs en place.

* Le rôle actif de ces forces a favorise la déstabilisation des régimes, la montée de l'islamisme (les pan-arabes, frères musulmans, wahhabites puis les Talibans, Al-Qaïda) et par voie de conséquence le terrorisme et la violence.

1. Consultant en Développement et en Relations Internationales.
Membre de l'Association des Etudes Internationales (AEI).



Pour justifier ces radicaux et leur prodiguer un soutien moral et médiatique, (asile politique, tolérance de leurs activités et de leur financements souvent douteux), certains pays occidentaux, utilisaient comme alibi, et l'absence de libertés et le despotisme des régimes en place.

- A partir des années 1990, les conflits sécuritaires au Maghreb sont devenus plus musclés ; les radicaux voulaient arracher les pouvoirs, imposer de nouveaux modes de gouvernance et imposer un modèle de société théocratique. Les combats menés étaient bien préparés avec toute une stratégie, de la logistique, des financements et tout ce qu'il fallait pour l'embrigadement, la formation au jihad et l'exécution d'opérations terroristes. Certains jeunes formés avaient même combattu en Afghanistan et ailleurs.

Il a fallu les attentats et débordements en Europe même, pour qu'une prise de conscience des menaces et des dangers, ait eu lieu en Occident ! C'est ainsi, que dans le cadre d'une importante conférence sur le futur des rapports Euro-Med (le 6 et 7 septembre 1990 tenue à Montpellier), la question de la Sécurité fut abordée avec plus d'attention. Mais, certains penseurs occidentaux continuèrent à relier la question de la Sécurité aux nouvelles tendances sociétales, aux Conflits des Cultures, aux différends identitaires et au clash des civilisations.

L'Organisation des Nations Unies, à son tour, commença en 1994 à débattre d'une manière approfondie de la question et finit par adopter des résolutions traitant d'une manière élargie le champ, les enjeux et les risques pour la Sécurité.

La Sécurité devenait, alors, un volet important dans le cadre des dialogues bilatéraux, multilatéraux et surtout régionaux (entre maghrébins et les pays de l'Ouest Médit, soit les 5+5, et pour un espace plus étendu dans le cadre de l'Euro-Med, de l'UPM...).

- **Avec les attentats du 11 sept 2001 à New York** et ceux de Londres et de Madrid et autres, l'Occident a bien saisi la gravité des menaces terroristes. Bouleversé et en réaction, il commença par adopter des mesures pour



contrôler d'une manière drastique la circulation des biens et des personnes (unification des listes des terroristes présumés, des restrictions pour l'octroi de visas et des cartes de séjour..). La logique de pays occidentaux était donc de prendre des mesures unilatérales et protectionnistes, confondant souvent entre terrorisme et migration, terroristes et musulmans !

* Les américains dans un rapport de la Maison Blanche, publié en sept 2002 'the war against terror', avaient globalisé les causes des menaces terroristes et cherché à imposer à certains pays de la région des réformes générales comme la défense des droits de l'homme, la démocratisation des régimes, et surtout les contrôles de leurs adversaires pour éviter la non prolifération des armes nucléaire et autres armes de destruction massive...

* Pour leur part les Européens, réunis le 22.6.2002 à Séville, s'étaient mis d'accord pour la prise de mesures communes facilitant l'échange d'infos et de renseignements, la prévention des actes, l'extradition des terroristes, le contrôle des sources de financement.. Ils n'avaient pas, toutefois, fait l'amalgame entre la lutte contre le terrorisme et la lutte contre les armes de destruction massive. Ils se dotèrent de mesures assez protectionnistes pour le contrôle des mouvements des personnes (ajoutant ainsi aux accords de Schengen de 1990 sur la délimitation de l'espace européen et les contrôles frontaliers, de nouveaux textes tel que le traité de Maastricht de 1992 sur la citoyenneté européenne, le visa unique et la coopération sécuritaire, l'accord de Dublin de 1992 sur la sécurité économique et la monnaie unique...).

- **A partir 2011**, avec l'accentuation des guerres et des conflits au Moyen Orient, des printemps arabes et surtout la déstabilisation de la Libye, les enjeux de la Sécurité au Maghreb sont devenus d'une grande acuité.

Les crises, dues à la montée de l'intégrisme et l'instrumentalisation des religions, à l'anarchie post 'révolutions' et à la pauvreté, font régner actuellement une atmosphère d'insécurité et poussent les gens du Sud à émigrer d'une manière clandestine et risquée. Migrations causant des perturbations pour toutes les parties et provoquant la montée

de courants xénophobes, le protectionnisme, ainsi que des réactions d'hostilité et de violence.

ETAT DES LIEUX : CAUSES ET CONSEQUENCES

En résumé, parmi les facteurs internes et externes qui accentuent les menaces, on peut noter :

- L'absence de régimes démocratiques sachant que le passage à des régimes clairvoyants ne se réalise pas toujours comme souhaité.

- Les guerres et les conflits au Proche Orient qui se compliquent, provoquent des situations chaotiques. Dans ces contextes de conflits, les conditions de vie deviennent plus précaires. Ces situations offrent des occasions propices pour l'endoctrinement des populations, l'augmentation des exilés et réfugiés, le développement de la criminalité.

- Les interventions étrangères souvent ne cherchent pas à aider ou à stabiliser les régimes ; mais essayent de tirer profit du chaos et de s'assurer d'une domination et des zones d'influence.

RISQUES POUR LE MAGHREB

On peut dire que le Maghreb est devenu un espace, émetteur- récepteur, de menaces. En effet, les pays maghrébins subissent, actuellement, de fortes pressions intérieures et extérieures. L'affaiblissement des pouvoirs publics et les perturbations économiques et sociales rendent ces pays perméables aux différentes formes d'infiltration et de manœuvres déstabilisatrices, comme :

Aussi, les enjeux sécuritaires sont-ils devenus plus importants et les menaces plus sérieuses.

MENACES POUR LES VOISINS

Les impacts négatifs ressentis au Maghreb se répandent aussi dans l'espace environnant, notamment dans les pays du Nord de la Méditerranée et en Afrique subsaharienne.



Ces deux espaces risquent de subir les conséquences du chaos qui règne dans la région du Maghreb et surtout en Libye (anarchie et terrorisme, émigration sauvage des maghrébins et sub-sahariens, trafic de tout genre : de produits de contrebande, des transferts illicites d'argent...).

SOLUTIONS et RECOMMANDATIONS :

Comment surmonter les défis ?

Il ne peut y avoir de solutions sans stratégie Maghreb-Europe :

* L'établissement d'un Plan d'actions, avec des programmes complets et cohérents, pour anticiper, prévenir et agir (et ce d'une manière bien réfléchie et bien concertée). A ce titre, et pour l'efficacité, il faudrait créer des comités d'experts par thème pour arrêter des programmes d'action judicieux et opérationnels ; l'ensemble des programmes et des mesures devraient être ainsi inclus dans le cadre d'une Stratégie Globale 'Sécurité et Développement'.

Des opérations ponctuelles et pragmatiques, ne peuvent suffire pour faire face et arrêter les risques sécuritaires.

Parmi les questions à examiner et les actions à entreprendre on peut recommander :

- une coordination entre les pouvoirs politiques et de communication (intérieures et extérieures) pour identifier, sensibiliser et agir contre les sources d'insécurité et freiner la recrudescence du terrorisme (agir contre toutes les formes, facettes et outils : formation, armement, financement..).

- une coordination entre les organismes de Défense et de Sécurité pour des mesures techniques permettant d'éviter tout risque et menace terroriste (alertes précoces, coordination pour la prévention des actes de violence en gestation, et pour la gestion opérationnelle lors des crises..).

- une méthodologie pour l'échange de renseignements, ainsi qu'une généralisation des équipements de détection et de contrôle.

- le blocage des sources de financement et des organes de propagande et de recrutement.



- la prise en œuvre de programmes utiles et bénéfiques pour les jeunes : en développant davantage les études, la formation, la recherche et la création d'opportunités d'emploi ; ajouté à celà des activités sportives, culturelles et associatives complémentaires, afin de permettre à la jeunesse de pratiquer des activités valorisantes et intégratrices qui la prémunissent.



S'ATTAQUER AUX SOURCES¹

Riadh ZGHAL²

Les sources sont à notre avis principalement liées à la paix et à l'économie des pays du Maghreb, et c'est sur cela que reposent nos recommandations :

1- Œuvrer pour la **fin de l'anarchie qui sévit** en Libye qui jettent en pâture la population aussi bien aux terroristes qu'aux belligérants.

2- Soutenir par tous les moyens pacifiques la constitution d'institutions et le renforcement des pratiques de **bonne gouvernance qui seraient** autant de boucliers contre la corruption et l'avidité des prédateurs qui convoitent les ressources naturelles au dépens des populations locales. La bonne gouvernance implique la **participation** qui donne de la voix aux populations locales, et la **redevabilité** des gouvernants. En conséquence, elle peut favoriser l'attachement du citoyen à son pays et donner un sens à la vie même si les difficultés sont toujours là.

3- Revisiter les méthodes d'évaluation de l'aide internationale et y intégrer la **participation** de bénéficiaires, les indicateurs **d'autonomisation durable** de ces derniers dont l'entrepreneuriat social et solidaire.

1. Certaines des recommandations ci-dessous ont été développées dans mon ouvrage « *Transition politique et développement inclusif. Transformer le processus de démocratisation en levier de développement* ». Éditions universitaires européennes, 2018.

2. Universitaire, vice président de l'AEI.



4- Soutenir la formation de clusters notamment dans les zones frontalières axés sur le partenariat entre des agents économiques maghrébins résidents, ceux de la diaspora et des européens le cas échéant. Ces clusters peuvent être technologiques aussi bien que valorisant les métiers traditionnels à travers la maîtrise de la chaîne de valeur qu'à travers des **greffes technologiques et d'innovation**. Les métiers traditionnels tels l'agriculture et l'artisanat sont en cohérence avec une civilisation autrement dit des modes de vie et des cultures locales ; leurs produits sont destinés à la satisfaction des besoins de la population locale mais pas seulement, ce qui les dote d'un marché durable. Mais ces métiers souffrent de désarticulation de la chaîne de valeur, de dispersion des petits agriculteurs/trices et petits artisans/ es ce qui les rend peu créateurs de valeur à l'origine de la désaffection des jeunes et du risque de déperdition de savoirs et savoirs faire accumulés durant des siècles.

5- Penser le développement économique et la création d'emploi, seuls pare-feux contre l'émigration et le jihadisme à trois niveaux : **micro, méso et macro**, autrement dit imaginer des politiques qui adressent les points faibles et misent sur les points forts propres à une localité, une région, un pays. On sait combien les politiques pensées au niveau macro uniquement, ont laissé des régions entières et des pans entiers de la population d'un même pays sur le bord de la route des avancées du développement néanmoins réalisées!

6- Sachant que l'émigration est une constante de l'histoire humaine et qu'on ne peut l'éradiquer, et vu le différentiel de développement scientifique et technologique entre les pays du Maghreb et la rive nord de la Méditerranée, une stratégie d'émigration circulaire constituerait un moyen idoine de développement économique par la création d'entreprises, le partenariat entre agents économiques maghrébins et/ou européens et par suite de réduction de la pauvreté et du chômage.



Cinq pistes pour plus de sécurité au Maghreb

Boubaker BEN FRAJ

L'amélioration de l'état de la sécurité dans l'espace maghrébin est une question complexe et une démarche de longue haleine, qui nécessite de la part de chacun des pays de la région agissant souverainement, et des cinq pays du Maghreb travaillant en commun, la mise en œuvre de stratégies globales et sectorielles à plusieurs composantes.

A l'état où en sont les choses, cinq directions nous semblent prioritaires, quand bien même elles ne paraissent pas à première vue directement liés aux champs sécuritaires stricto sensu :

PREMIERE PISTE

Plus de croissance et de développement économique et social, afin de pallier aux déficits indéniables en la matière dans les cinq pays. Réduire l'ampleur de la pauvreté, de la précarité, des frustrations et de la marginalité et mobiliser plus de moyens pour réduire le chômage, créer des sources de revenus et limiter les flux de l'exode rural et de l'émigration non contrôlée.

DEUXIÈME PISTE

Plus d'équité dans l'objectif de réduire les écarts trop flagrants entre riches et pauvres ; entre les régions, entre les villes et les campagnes, et dans la ville - même, entre les quartiers riches et les quartiers laissés pour compte.



TROISIÈME PISTE

Plus d'éducation et de culture pour diffuser plus largement les valeurs du vivre-ensemble de la tolérance et de la promotion des individus et des collectivités. Et du même, limiter du même coup la propagation des idéologies obscurantistes et les appels aux fanatismes quels que soient les motifs et les clivages religieuses, ethniques ou politiques.

QUATRIÈME PISTE

Plus de démocratie, étant donné que le prix que coûte la démocratie est toujours moins élevé que celui de son absence néanmoins une démocratie est inconcevable sans une meilleure gouvernance, qui permet une participation plus large et plus réelle des individus et des collectivités à la gestion des affaires publiques.

Il va de soi qu'une démocratie ne peut vivre et durer sans que l'Etat lui-même ne soit suffisamment fort et respecté pour pouvoir gouverner et appliquer la loi.

CINQUIÈME PISTE

Plus de coopération entre les Etats maghrébins, au double niveau bilatéral et multilatéral. D'abord sur le plan strictement sécuritaire et notamment, dans les domaines de la lutte contre les trafics illicites, la contrebande et les réseaux mafieux et terroristes transfrontaliers. Une coopération soutenue et plus étroite dans les domaines du renseignement sur les activités de ces réseaux est plus que jamais indispensable.

En parallèle, les Etats maghrébines sont appelés à coopérer de manière plus consistante et plus soutenue pour le développement économique et social et le désenclavement des zones frontalières, afin d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Une telle coopération contribuera sans aucun doute à la sécurisation de ces zones qui représentent à l'heure actuelle, des terreaux privilégiés, autant pour les activités terroristes elles-mêmes, que pour les différents trafics illicites qui leurs viennent en soutien.



RAPPORT FINAL DU WORKSHOP

RAPPORT FINAL DU WORKSHOP

« ENJEUX ET PERSPECTIVES SÉCURITAIRES AU MAGHREB »

Mehdi TAJE¹

Allocutions d'ouverture

M. Ezzeddine Kerkeni, Président de l'Association des Etudes Internationales, a souligné les avancées significatives enregistrées par la Tunisie relativement au processus de transition démocratique, avancées exposées à de multiples menaces en provenance du voisinage stratégique. Il a mis l'accent sur la montée en puissance du terrorisme entretenue par le chaos libyen en interaction avec les groupes terroristes du théâtre sahélien et de la scène moyen-orientale. Tout en soulignant l'interdépendance entre le Maghreb, le Sahel et la Méditerranée, théâtres marqués par des rivalités de puissances et de multiples enjeux politiques, économiques, sociaux, culturels, religieux, migratoires, environnementaux, etc. il s'est interrogé sur les mécanismes à mettre en œuvre afin d'aboutir à l'émergence d'un concept sécurité collective. Dans un second temps, M. Kerkeni énumère les défis et menaces susceptibles de déstabiliser le théâtre maghrébin : extrémisme violent, radicalisation de jeunes désœuvrés et sans perspectives d'avenir, terrorisme, faiblesses et vulnérabilités économiques et sociales, mal développement, chômage des jeunes, corruption, sécurité aux frontières et chaos libyen, insécurité sahélienne, impact de la crise du

1. Géopoliticien, spécialiste du Maghreb et du Sahel et Directeur de Global Prospect Intelligence. Tunis, 5 octobre 2018.



Golfe sur les équilibres géopolitiques maghrébins risquant d'exacerber les tensions entre le Maroc et l'Algérie, etc. Il dit : « il ne faut pas perdre de vue qu'il existe une réelle interdépendance sur le plan de la sécurité entre le théâtre maghrébin et son voisinage subsaharien, européen et moyen-oriental. Il est certain que les multiples défis soulevés par la sécurité ne peuvent être relevés par un seul pays. Un multilatéralisme et une coopération renforcés dans ces espaces s'imposent dictant la mise en œuvre de solutions globales et consensuelles. Cette coopération existe-elle ? Est-elle efficace dans l'état où elle se trouve ? Y a-t-il une politique d'entente, au moins au plan Maghrébin, sur une coopération régionale en mesure de faire face aux défis et menaces sécuritaires ? ». Apporter des réponses concrètes et des pistes de réflexion est l'objet de ce séminaire. En effet, face à ce large spectre de menaces et de défis sécuritaires, M. Kerkeni considère que sécurité doit faire l'objet d'une approche globale replaçant le citoyen au centre de la démarche sécuritaire. Celle-ci doit passer d'une démarche réactive à une approche préventive en ne perdant pas de vue qu'au cours des prochaines années les populations maghrébines seront en règle générale plus jeunes, plus urbaines, plus mobiles, plus interconnectées et par voie de conséquence désireuses d'être entendues. Dans ce cadre, cette démarche préventive doit apporter des solutions aux crises complexes et interdépendantes impactant l'économie, la gouvernance, l'éducation, les services sociaux, l'environnement, etc. Il invite à la mise en œuvre d'un nouveau paradigme maghrébin axé sur la sécurité humaine dans son acception large.

Dr. Anna Stahl, Directrice de projet à la Fondation Friedrich Ebert, a souligné l'ampleur des enjeux et des menaces bouleversant les théâtres maghrébin et sahélien. En ce sens, érigeant la démocratie en pilier, elle appelle à un règlement global des problématiques et enjeux hypothéquant l'avenir de la région. En effet, dans le cadre de sa présentation de la FES et du champ de ses activités, elle met en avant les concepts de sociale démocratie, de



justice et de liberté. Quant aux enjeux sécuritaires, Madame Stahl considère qu'ils doivent certes être abordés d'un point de vue maghrébin tout en intégrant le regard d'acteurs extérieurs, à l'image de l'UE, des Etats-Unis, de la Russie, de la Chine, etc. autant d'acteurs amenés à peser sur les équilibres géopolitiques et sécuritaires maghrébins. Par ailleurs, Madame Stahl souligne le déficit de coopération et d'échanges entre peuples et experts maghrébins quant aux enjeux et défis sécuritaires susceptibles de porter atteinte à la stabilité de la région mais aussi de l'Europe. En ce sens, elle préconise de transcender l'approche purement sécuritaire axée sur la « hard security » et privilégier une approche plus inclusive intégrant l'économique et le social afin de valoriser les concepts de sécurité globale et humaine.

Son Excellence M. Taieb Baccouche, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe, commence son intervention en remerciant les organisateurs pour le choix de ce sujet au cœur des préoccupations de l'UMA² sur fond d'exacerbation des tensions à l'échelle maghrébine. Son Excellence se penche sur les différentes acceptions du concept de sécurité, ce dernier pouvant être pris dans un sens large si l'on se réfère à la sécurité humaine ou inversement restreint en évoquant la sécurité alimentaire. Il en est de même quant à l'approche purement sécuritaire axée sur le hard et l'approche plus globale et holistique valorisant la sécurité globale et humaine. Dans un second temps, M. le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe dresse un panorama des menaces susceptibles de déstabiliser l'espace maghrébin : foyer de terrorisme en Libye exacerbé par le retour de foreign fighters en provenance d'Irak et de Syrie, problématiques de voisinage et tensions entre Etats maghrébins non surmontées, terrorisme éclaté à l'échelle maghrébine et africaine (AQMI, Daesh, Boko Haram, Jund Al khilafa, etc.), la migration, les trafics illégaux, la course aux armements, etc. Son Excellence met l'accent sur la corruption et le crime organisé transnational qui se généralisent et menacent la

2. Union du Maghreb Arabe.



stabilité et l'avenir des Etats maghrébins. Afin de faire face à ces menaces, il rappelle que l'UA³ s'appuie sur l'UMA en tant que l'une des huit organisations sous-régionales africaines et que toute réponse à ces menaces ne pourra être efficace qu'en articulant des solutions locales, régionales, à savoir à l'échelle maghrébine et méditerranéenne (UE et Dialogue 5+5) tout en intégrant l'impact des événements au Moyen-Orient et en Afrique. En ce sens, il convient d'établir une coordination renforcée entre ces différents champs interdépendants afin de mieux lutter contre les crises et les conflits. Enfin, Son Excellence M. Taieb Baccouche met en avant l'exemple libyen : à son sens, la Libye est devenue une problématique sécuritaire échappant et dépassant les Libyens eux-mêmes via une internationalisation du conflit et une multiplication des ingérences étrangères.

M. Mahmoud Khemiri, Directeur Général Monde Arabe, Ministère des Affaires Etrangères tunisien, a dressé un constat éloquent des multiples défis et menaces restructurant le théâtre maghrébin et impactant par voie de conséquence la sécurité de la Tunisie. Il met en exergue trois points :

- La forte interdépendance entre le Maghreb et le Sahel africain, espace ne parvenant pas à se stabiliser ni à trouver son point d'équilibre, l'exposant aux ingérences étrangères le dépossédant des clefs de son avenir. Ce théâtre projette un large spectre de menaces susceptibles de déstabiliser l'espace maghrébin ;
- Le théâtre maghrébin est confronté à de multiples menaces appelées à s'amplifier et à favoriser un risque accru d'ingérences étrangères. Dans ce contexte, M. le Directeur Général Khemiri estime qu'il incombe de relancer l'intégration maghrébine sur de nouvelles bases et de jeter les fondations d'un concept de sécurité collective rapprochant les points de vue et les perceptions des menaces entre Etats maghrébins ;

3. Union Africaine.



- M. Khemiri expose également les fondements de la politique de la Tunisie à l'égard de la Libye, valorisant le cadre onusien, le respect de la souveraineté libyenne, la non-ingérence dans les affaires étrangères, le refus de l'option militaire et des ingérences étrangères, etc.

Enfin, M. le Directeur Général relève que la problématique sécuritaire s'érige en enjeu transversal commun devant être abordé via des mécanismes instaurant une réelle sécurité collective.

Session N°1 : Analyse des défis sécuritaires au Maghreb

Mme. Louisa Dris-Aït Hamadouche, maître de conférences à la faculté des sciences politiques et des relations internationales à Alger 3, développe la perception algérienne des défis et menaces à l'échelle algérienne et maghrébine. Dans un premier temps, elle évoque le contexte historique algérien marqué par, en interne, une guerre civile et une aïssance financière et en externe par un conflit ouvert. Dans un second temps, Dr. Louisa Dris-Aït Hamadouche introduit une nuance en évoquant des défis à la sécurité et non des défis sécuritaires car il s'agit, pour le professeur, de déconstruire une approche instaurant la primauté du sécuritaire sur le politique. Trois facteurs contribuent significativement à alimenter cette confusion : l'arsenal juridique restreignant les libertés individuelles et collectives et criminalisant la migration ; la primauté de l'armée algérienne, seconde armée d'Afrique, 23^{ème} au monde avec un budget de 11 milliards de dollars et une économie rentière avec une forte dépendance aux importations portant atteinte aux équilibres économiques algériens. Dans ce contexte, l'Algérie s'estime ciblée, ce discours étant généralisé et admis en Algérie. En découle la sacralisation de la sécurité. Des causes intérieures et extérieures alimentent cette perception :

- Causes internes : vision et perception permanente d'une menace non perceptible et diffuse conjuguée à une transition bloquée légitimant le tout sécuritaire et l'absence d'alternance ;

- Causes externes : deux causes sont mises en exergue : la transposition du discours eurocentriste, l'Algérie s'érigeant en forteresse à l'image de l'Europe et le voisinage stratégique marqué par les retombées et crainte de contagion du printemps arabe avec le risque accru d'ingérences étrangères.

Dans ce cadre, afin d'assurer la sécurité de l'Algérie, Dr. Hamadouche préconise une nouvelle approche axée sur :

- Diversifier l'économie et sortir de la logique rentière afin de répondre aux enjeux climatiques et aux défis inhérents au développement régional et local ;
- Replacer au centre la responsabilité des acteurs et valoriser la sécurité globale en allant vers une hybridation des acteurs ;
- Privilégier l'approche préventive, notamment dans le sud du pays, en repensant l'espace et les équilibres régionaux.

M. Abdelhak Bassou, OCP Policy Center, développe quant à lui la perception marocaine des défis et menaces à l'échelle marocaine et maghrébine. Il articule son intervention autour de quatre points centraux :

- Pour le Maroc, le premier défi portant atteinte à sa sécurité nationale est incarné par la fragmentation de l'espace auquel il s'identifie, à savoir le théâtre maghrébin. En effet, l'absence de perception commune des menaces à l'échelle maghrébine se traduit par l'élaboration de stratégies nationales isolées hypothéquant tout concept de sécurité collective et exposant le Maghreb aux ingérences étrangères. Par ailleurs, selon M. Bassou, la sécurité intérieure du Maroc s'érige en enjeu vital, son économie reposant sur deux piliers : le tourisme et les IDE⁴. Dans ce contexte, la sécurité prime sur toute autre considération et s'érige en impératif ;

4. Investissements Directs Etrangers.



- L'importance du voisinage stratégique exposé à de profonds bouleversements : Europe fragilisée et en reconfiguration ; espace arabe et moyen-oriental marqué par des conflits ouverts et une forte instabilité et Sahel africain non stabilisé et tourmenté. M. Bassou insiste sur l'impact de la crise du Golfe opposant l'Arabie Saoudite, les EAU⁵, etc. au Qatar sur la sécurité et les équilibres géopolitiques au Maghreb. Cette crise est subie par les Etats maghrébins. L'espace européen est en profonde reconfiguration : il impose plus qu'il ne donne nourrissant une crise de confiance entre les deux rives de la Méditerranée. La PEV⁶ en constitue une illustration. Inversement, les pays maghrébins agissent également en ordre dispersé qu'il s'agisse de la PEV, de leur relation à l'OTAN, etc. Enfin, les équilibres géopolitiques maghrébins et la sécurité des pays du Maghreb sont intimement liés aux événements secouant la scène sahélienne : menace terroriste, migration, etc. En ce sens, il n'est pas fortuit que le dernier discours d'Ayemen Al-Zawahiri mette l'accent sur le Maghreb et le Sahel en appelant la jeunesse de ces pays à se mobiliser ;
- La notion de sécurité humaine doit être valorisée. La jeunesse maghrébine, minée par le chômage et le manque de perspectives d'avenir, est vulnérable aux discours d'embrigadement et constitue une véritable « bombe à retardement ». La crise de confiance entre cette jeunesse et ses gouvernants accentue le risque de recours à la violence armée ;
- La prolifération de la doctrine extrémiste islamiste au Maroc constitue une menace majeure à la sécurité nationale marocaine.

M. Rafic Chelli, Centre Tunisien des Etudes de la Sécurité Globale (CTESG), développe la perception tunisienne des défis et menaces à l'échelle tunisienne et maghrébine. Dans le cadre de son intervention, il met l'accent sur les points suivants :

5. Les Emirats Arabes Unis.

6. Politique Européenne de Voisinage.



- L'enracinement du terrorisme en Tunisie dictant une approche globale : persistance de foyers terroristes dans les montagnes du Nord-Ouest constituant de véritables abcès de fixation ; cellules dormantes, notamment dans les grandes agglomérations ; réseaux d'envoi de jeunes tunisiens vers les foyers du djihad régionaux et à l'échelle planétaire, etc.

- Le retour des tunisian foreign fighters constitue la menace principale pour la sécurité nationale tunisienne. Il s'agit, selon M. Chelli, d'une menace diffuse, invisible et difficile à cerner dictant une coopération renforcée avec la Turquie, l'Algérie, l'Égypte, etc.

Dans ce contexte, M. Chelli relève quatre points :

- Mettre l'accent sur des solutions globales incluant l'aspect pénitentiaire ;

- Elaborer une stratégie nationale portant sur la cybersécurité et le cyberterrorisme, internet étant le moyen dominant d'embrigadement des jeunes tunisiens ;

- Sensibiliser les médias dans le cadre de cette véritable guerre de l'information et de la manipulation des référentiels religieux ;

- Compte tenu de l'hybridation des menaces (terrorisme et contrebande), lutter efficacement contre les trafics en tous genres.

Au regard de ces développements, M. Chelli préconise de :

- Valoriser la formation et l'équipement des forces armées et de sécurité ;

- Sauvegarder l'équilibre politique marqué par la politique du consensus ;

- Contrôler rigoureusement les mosquées ;

- Accroître la vigilance à l'égard des infiltrations en provenance de la frontière libyenne.



M. Mohamed El Mehdi El Béchir, Institut Mauritanien des Etudes Stratégiques, expose la perception mauritanienne des défis et menaces à l'échelle mauritanienne et maghrébine. Suivant son intervention, jusqu'à l'année 2005, la Mauritanie était préservée de la menace terroriste. Par la suite, la combinaison de facteurs internes et externes ont favorisé l'émergence de l'extrémisme islamiste et du terrorisme frappant durement la Mauritanie et impactant son économie en portant atteinte au tourisme. Progressivement, ces deux menaces se sont érigées en véritable cinquième colonne minant l'Etat de l'intérieur et l'exposant aux actions malveillantes d'acteurs extérieurs visant la déstabilisation de la Mauritanie. Par ailleurs, M. Mohamed El Mehdi El Béchir relève que la pauvreté conjuguée à un tissu ethnique et clanique fragmenté ont conféré une certaine résonance au discours extrémiste. Dès lors, tout en renforçant de manière significative son appareil sécuritaire et militaire, la Mauritanie s'est attelée à lutter contre les causes profondes nourrissant la menace extrémiste. Engrangeant des succès notables, la Mauritanie est aujourd'hui principalement confrontée à une menace terroriste en provenance du voisinage sahélien et maghrébin d'où le renforcement capacitaire et en termes de formation des forces armées tout en privilégiant les opérations à caractère préventif. Parallèlement, sont mis en place des mécanismes de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

Session N°2 : La sécurité du Maghreb et le voisinage régional

Mme. Rabha Allam, Al-Ahram Center for Political and Strategic Studies (ACPSS), a présenté la perception égyptienne de sa sécurité et des menaces susceptibles de porter atteinte à sa sécurité nationale. Dans le cadre de son intervention, Mme Allam met l'accent sur la prééminence de la menace terroriste, notamment du djihadisme en provenance d'Al Qaida, de Daesh et de multiples groupes ciblant notamment le Sinaï. Ce terrorisme vise des officiels, hautes personnalités, agents de sécurité, opérateurs



économiques, etc. En se référant à son analyse, le pire scénario pour l'Égypte serait incarné par la fusion ou l'engorgement de ces différents groupes extrémistes et terroristes. En effet, la prise du pouvoir par le Président Al-Sissi a généré des perdants s'attaquant aux institutions et symboles de l'Etat. Parallèlement, la marginalisation économique de certains groupes et leur imbrication avec le crime organisé et les trafics expliquent la recrudescence des attaques terroristes ciblant l'Égypte. Dans un premier temps, le gouvernement égyptien a réagi vigoureusement par l'utilisation de la force militaire brute. Constatant, dans un second temps, les limites d'une approche axée uniquement sur le hard power, des mesures économiques et sociales ciblant la marginalisation de catégories sociales ont été introduites afin d'atténuer la capacité de nuisance et de mobilisation de ces groupes terroristes. La menace provient également de l'extérieur. Comme le souligne Mme Allam, l'Égypte aspire à se protéger de l'instabilité en provenance de la Libye et de la Syrie. A titre illustratif, elle mentionne l'objectif pour le Caire d'éviter à tout prix la constitution en Libye de sanctuaires terroristes en mesure également d'abriter les Frères Musulmans tout en établissant des connexions avec les groupes terroristes du Sinaï. Cette approche se combine avec la volonté de l'Égypte de renforcer la coopération sécuritaire avec les pays du bassin du Nil, rapprochement critiqué par certains acteurs égyptiens, notamment à l'égard de l'Éthiopie et de l'enjeu de contrôle des ressources hydriques.

M. Mehdi Taje, géopoliticien, Directeur de Global Prospect Intelligence, a développé une vision géopolitique des enjeux sécuritaires restructurant l'océan sahélien. Il développe quelques points clefs :

Il met l'accent sur la primauté des pesanteurs de l'histoire afin de poser le bon diagnostic : une véritable ligne de feu chargée d'histoire s'étendant de l'océan Atlantique à la mer Rouge brise en deux les Etats sahéliens. Au Mali, l'opposition fondamentale est celle des Blancs, Maures et Touaregs, et des ethnies africaines noires, les premiers



dominant traditionnellement les populations du sud. La décolonisation, en attribuant le pouvoir aux populations du sud, a abouti à une inversion des rapports de domination. La problématique centrale repose sur l'opposition historique intimement liée au mode de vie de populations nordistes et de populations sudistes s'affrontant pour le contrôle des zones intermédiaires situées entre le désert au nord et les savanes au sud. Du fait du réchauffement climatique, cette opposition ne cessera de s'amplifier. C'est sur cette réalité ethno-politique que prospère l'extrémisme islamiste. Tant que cette problématique de fond ne sera pas posée de manière claire, sans dérobade, aucune solution durable à la stabilité de l'océan sahélien, et en particulier à la crise malienne, ne sera envisageable.

Difficulté supplémentaire, le concept de démocratie tel que formulé par l'Occident, à savoir « un homme, une voix », est difficilement conciliable avec les réalités ethniques caractérisant le Mali et plus globalement le Sahel. En effet, « la variante africaine de la démocratie fondée sur le « one man, one vote » est d'abord une ethno-mathématique donnant automatiquement le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence les Noirs sudistes, ce que les nordistes ne peuvent accepter ».

Selon M. Taje, à ces facteurs historiques s'ajoutent de nouveaux facteurs déstabilisateurs : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; la spéculation islamiste par des forces obscures qui sont loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam ; l'instrumentalisation des référents identitaires, ethniques et religieux, les sécheresses et les famines ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective d'avenir pour de nombreux jeunes désœuvrés ; l'effondrement des systèmes éducatifs, la forte croissance démographique (en 2040, la population sahélienne devrait doubler pour atteindre 150 millions d'habitants) ; la montée en puissance des trafics en tous genres, notamment du trafic de drogue en provenance d'Amérique Latine ; la prolifération



d'armes légères alimentant les conflits, l'enracinement du terrorisme, la généralisation de la corruption et du népotisme, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tension afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares, etc.), les vulnérabilités environnementales attisant les tensions entre sédentaires et nomades, enfin les effets induits par la déstabilisation de la Libye. Par ailleurs, M. Taje relève que l'ensemble de ces vecteurs de tensions est dopé par une importante circulation financière qui permet l'entretien d'équipements modernes et multiplie les espoirs de gain immédiat pour des prédateurs organisés relevant du crime organisé transnational. Les réseaux mafieux locaux, tel un nodule, se greffent sur un corps malade (un échiquier tourmenté) en se donnant une rhétorique terroriste afin de brouiller les cartes d'intelligibilité.

Cette situation pèse directement sur la sécurité de la Tunisie, mais également de l'Algérie, du Niger, du Tchad et plus globalement des théâtres maghrébins et méditerranéens. L'avenir de la Libye, proche des foyers de tension et de vulnérabilité que sont le Darfour, l'espace toubou, le fondamentalisme islamiste de Boko Haram et l'Égypte, est au cœur de l'équation sahélo-maghrébine.

M. Taje met en exergue l'exacerbation des rivalités de puissance au Sahel : Progressivement, se dessine au Sahel un nouveau « Grand jeu » fait de manœuvres subversives et de manipulations où la duplicité et les stratégies de l'ombre sont la règle. Les développements inhérents aux bouleversements actuels ne s'arrêtent pas au seul Mali. L'appui du Qatar révélé au cours de l'année 2013 aux groupes islamistes témoigne d'un prolongement de la stratégie ayant déjà ciblé la Libye et la Syrie. La finalité de cette stratégie est de pousser jusqu'à son terme la logique politique du printemps arabe sur fond d'exploitation des richesses naturelles régionales. Les visées du Qatar risquent d'être entravées par la nouvelle stratégie américaine conceptualisée par le président Trump et par le



blocus le ciblant piloté par l'Arabie Saoudite et ses alliés et engendrant son isolement depuis le 5 juin 2017. Ainsi, les puissances extérieures, sous couvert de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, convoitent les ressources naturelles avérées et potentielles et visent, à terme, une militarisation croissante et durable de la zone afin d'asseoir leur contrôle et d'évincer les puissances rivales (Chine, Russie, Inde, Brésil, Turquie, Iran, etc.). Ces puissances ont tout intérêt à favoriser l'émergence d'une équation géopolitique les plaçant en situation de force pour le partage des richesses du Sahel. En outre, se positionner militairement au sein de ce couloir stratégique reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge offre la double faculté de peser sur les équilibres géopolitiques et énergétiques du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, suivant des lignes historiques, nous assistons, selon M. Taje, à une nouvelle poussée de l'Islam radical s'opposant à la domination occidentale dans la droite ligne des anciens empires musulmans du XIX^{ème} siècle tels que l'empire Toucouleur ou l'empire de Sokoto. Ainsi, derrière l'émergence de certains groupes terroristes se cacherait la volonté de certaines puissances musulmanes de favoriser la reconstruction des anciens Etats historiques pré-coloniaux dominés par l'Islam. Enfin, M. Taje dessine les contours d'une nouvelle géopolitique du Sahel suite à la mise en œuvre d'une manœuvre russe et chinoise combinant militaire et économique de repositionnement et de neutralisation de l'implantation occidentale. M. Taje achève son exposé en formulant des propositions en mesure de dessiner les contours d'un nouvel ordre sahélien. Parmi ces propositions, figure celle-ci, tenant compte de l'interdépendance des théâtres sahélien, maghrébin et méditerranéen : le G5 sahélien créé le 16 février 2014 à Nouakchott associant la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso constitue un pas important mais encore insuffisant. Cette coopération inter-sahélienne doit aller de pair, à l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, avec la mise en place d'un 5+5 sahélo-maghrébin associant les cinq

pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal (G5 sahélien élargi). Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et le Sahel africain. Cette initiative dite « 5+5+5 » pourrait être portée par les autorités tunisiennes et ériger la Tunisie en Etat pivot de ces trois espaces en miroir.

M. Youssef Cherif, Columbia Global Center (Tunisie), présente, dans le cadre de son intervention, l'impact de la crise du Golfe sur les équilibres géopolitiques des pays du Maghreb. Selon M. Cherif, les efforts et les pressions déployés depuis l'été 2017 par l'Arabie Saoudite et ses alliés (EAU, Bahreïn, Égypte) afin d'isoler le Qatar et la réponse de ce dernier ont impliqué des efforts soutenus pour forger des alliances à travers le monde Arabe impactant directement les pays du Maghreb via une exacerbation des tensions, notamment entre l'Algérie et le Maroc.

M. Cherif relate les faits : hormis la Mauritanie et la Libye orientale, l'une fortement endettée envers l'Arabie Saoudite et l'autre sous influence directe de l'Égypte et des EAU, les pays du Maghreb ont globalement et moyennant certaines nuances adopté une position neutre au lieu de prendre parti pour un camp ou l'autre. Leur neutralité est, par ailleurs, jugée bienveillante envers le Qatar. Ainsi, un pays traversant de profondes difficultés économiques à l'instar de la Tunisie a réussi à garder une distance égale des deux parties, engendrant des réactions hostiles surtout de la part de l'axe Riyad-Abu Dhabi. La Tunisie, qui était par ailleurs un champ de bataille médiatique entre cet axe et le Qatar, s'est retrouvée exposée à une avalanche de « fake news » alimentant la polarisation massive de la scène politique.

M. Cherif avance divers facteurs explicatifs justifiant la posture adoptée par les pays du Maghreb : en se référant aux années passées, l'influence du Qatar a atteint son apogée durant les années 2011 et 2012, lorsque ses « relais locaux » sont arrivés au pouvoir en Égypte, en Libye, en Tunisie et



au Maroc. Le Qatar était par voie de conséquence sur la même ligne que ces pays concernant l'inclusion de l'islam politique au sein de la vie politique. Néanmoins, il souligne : « Son rôle s'est amoindri à partir de 2013 suite au coup d'Etat du General A. Sissi en Égypte, la sortie d'Ennahda du gouvernement en Tunisie et l'éclatement de la Libye. Dans les années qui suivront, le Qatar cherchera à sécuriser ses investissements dans la région et à préserver le statu quo ». A l'inverse, les Saoudiens et les Émiriens, bien qu'ils furent des pays appelant au statu quo avant 2013, développaient une vision opposée et plus agressive, notamment quant à l'inclusion de l'islam politique. En Égypte comme en Libye, Riyad et Abu Dhabi pilotaient le changement et le containment de l'islam politique incarné par les Frères Musulmans. Plus précisément, selon M. Cherif, le facteur prépondérant justifiant la neutralité adoptée par les pays du Maghreb réside dans la crainte de subir l'hégémonie de l'axe Arabie saoudite-EAU et Egypte. Néanmoins, cette neutralité toute relative, car préservant par un jeu d'équilibriste des relations avec le Qatar, n'épargnera pas les pays du Maghreb de pressions exercées par l'axe mentionné ci-dessus. A titre illustratif, M. Cherif mentionne : l'embargo de la compagnie aérienne « Emirates » visant les femmes Tunisiennes (2017-2018) ; le boycott non-officiel des investisseurs Émiriens de la Tunisie ; le vote sanction de l'Arabie Saoudite contre le Maroc lors de sa candidature pour la coupe du monde de football de 2026 (Mai 2018), etc.

M. Cherif achève son exposé en formulant deux recommandations :

- La crise du Qatar a positionné l'Algérie et le Maroc sur la même ligne de politique étrangère, fait rare à l'échelle du Maghreb. Les deux pays rejoignent ainsi la Tunisie et la Libye occidentale dans cette position. Cet état de fait constitue une opportunité que l'UMA pourrait saisir afin de conférer un nouveau souffle à sa structure et formuler une esquisse de politique étrangère commune aux pays du Maghreb ;

- L'Union Européenne, en mesure de peser sur les pays du Golfe, devrait évaluer à sa juste portée leurs interférences dans les pays d'Afrique du Nord et exercer des pressions ciblées afin qu'ils ne déstabilisent pas le Maghreb, rivage sud de l'Europe. De plus, la guerre froide que se livrent les pays du Golfe nuit à la politique européenne de promotion de la démocratie et d'instauration de l'Etat de droit.

Session N°3 : La communauté internationale et les défis sécuritaires au Maghreb

Prof. Erwan Lannon, Collège d'Europe, s'est focalisé sur l'action et le rôle de l'UE quant à la sécurité des pays du Maghreb. Retraçant les fondamentaux de la collaboration entre l'UE et les pays du Maghreb quant aux enjeux sécuritaires et des instruments mobilisés par l'UE, il met l'accent sur l'articulation entre la PEV et la PESC⁷ et l'avancée dans la coopération matérialisée par la mise en place, en 2010, du Service Européen pour l'Action Extérieure axé sur le « more for more » et la réforme démocratique. Ce dispositif est couplé au contrôle des forces armées et de sécurité intérieure. En 2015, selon le professeur Lannon, nous assistons à un renforcement de la dimension sécuritaire au sein des politiques européennes : à titre illustratif, il mentionne le programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en Tunisie doté d'un budget de 23 millions d'euros. Il conclut son exposé sur un constat : l'UE se focalise de plus en plus sur la dimension sécuritaire face au risque accru de conflit couplé à une problématique migratoire devenue centrale et éprouvant l'unité des pays européens.

Cajor Général Josef D. Blotz, Mission d'Appui des Nations Unies en Libye (MANUL), présente les dernières évolutions bouleversant la scène libyenne et l'action de l'ONU afin de sécuriser le pays et d'initier un processus

7. Politique Etrangère et de Sécurité Commune.



politique vertueux de sortie de crise. Il présente en détail, en la replaçant dans sa dimension historique, la mission menée par les Nations Unies en Libye. Il distingue trois phases :

- Approche classique de réforme du secteur de la sécurité axée sur les enjeux de sécurité traditionnels ;
- Suite aux accords de Skhirat, il incombait pour l'ONU de sécuriser le déploiement du GNA de M. Sarraj à Tripoli ;
- Prenant acte des limites des approches traditionnelles, mise en place d'approches compréhensives, globales et holistiques transcendant le champ sécuritaire classique. Elles reposent sur la triptyque : Sécurité-Politique-Economie.

Le Général Blotz conclut son exposé par un double constat :

- La solution pour la Libye ne peut être sécuritaire : il convient de valoriser les approches globales, holistiques et intégrées afin de répondre à une problématique complexe ;
- Il s'agit de promouvoir une solution libyenne tenant compte des spécificités et singularités libyennes.

Dr. Stefan Buchmayer, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), a présenté en détail le DCAF et son action en Tunisie, notamment dans l'accompagnement à la réforme du secteur de la sécurité. Selon M. Buchmayer, l'approche mise en œuvre par le DCAF en Tunisie est holistique et globale, axée sur la sécurité humaine dictant une relation constante avec la société civile. En effet, suivant cette approche, il convient d'axer les efforts sur les bénéficiaires des actions menées par le DCAF dans le domaine de la sécurité humaine : en l'occurrence, il convient de partir des besoins des populations et non simplement des attentes formulées par les ministères régaliens relevant de la sécurité.

Ouiem Chettaoui, US Institute of Peace (USIP), initie son exposé en déconstruisant un mythe quant à la politique américaine : elle n'est pas unique mais multiple. Croire en une

politique américaine unique relève d'une analyse grossière : celle-ci est diverse. Dans un second temps, Mme Chettaoui présente en détail l'USIP et son action en Tunisie dans le domaine sécuritaire. Selon elle, les Etats-Unis développent une stratégie mixant diplomatie et interventionnisme. Elle insiste sur l'importance de la sécurité humaine et la nécessité de formations ciblées tout en relevant un point central : c'est la soutenabilité et l'appropriation des mesures dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) qui doivent primer.

Alexandra Kuimova, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), part du constat que l'Afrique et le Maghreb acquièrent une importance croissante et stratégique pour la Russie. Le secteur de la défense et des ventes d'armement constitue un axe majeur de la coopération entre les pays du Maghreb et la Russie. Quant aux ventes d'armement, l'Algérie est le partenaire principal de Moscou au Maghreb (S300, MIG 29, chars T90S, sous-marins classe Kilo, etc.). Plus globalement, la Russie axe sa politique à l'égard de l'Algérie sur deux piliers : la lutte contre le terrorisme et le secteur de l'énergie, notamment le nucléaire civil. Selon Mme Kuimova, la coopération avec le Maroc est à un degré moindre. Toutefois, rabat est intéressée par l'achat d'armements auprès de la Russie : S400, sous-marins, avions de chasse de dernière génération, etc. La coopération avec la Tunisie est encore à un niveau largement inférieur à la coopération avec l'Algérie et le Maroc. Deux domaines sont mis en exergue : le tourisme et le partage de renseignement stratégique dans le cadre de la lutte contre les groupes terroristes. Enfin, elle souligne le retour en force de la Russie en Méditerranée et en Libye.

Dr. Mohamed Sahbi Basly, Conseil de Coopération tuniso-chinois, tout en soulignant la difficulté, a mis en avant la perception chinoise des enjeux de sécurité au Maghreb. Dr Basly a mentionné qu'il convenait en réalité de répondre avant toute autre considération à une question : est-ce que



la Chine s'intéresse au Maghreb ? Tout en mentionnant la politique chinoise des 5 « Non » réaffirmée lors du sommet Chine-Afrique tenu au cours du mois de septembre 2018 à Pékin, il développe la perception chinoise singulière du monde en cercles concentriques : en premier lieu, le pré carré, le premier cercle : les Etats stratégiques protégeant les frontières chinoises ; le deuxième cercle composé de trois ensembles économiques régionaux : les Etats-Unis, l'UE et l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ; le troisième cercle est composé des organisations internationales ; enfin, le quatrième cercle regroupe l'Afrique, le monde arabe, etc. Le Maghreb relève donc de ce quatrième cercle. Dans le cadre du projet BRI⁸, véritable projection de puissance impériale chinoise appelée à structurer la politique étrangère chinoise sur le long terme, le Maghreb occupe une position attractive en tant que rive sud de la Méditerranée, débouché de la route maritime de la Soie et rive nord de l'Afrique, réservoir des matières premières convoitées. Selon Dr Basly, 50 navires de guerre chinois naviguent aujourd'hui en Méditerranée. En effet, dans le sillage des investissements économiques et de la prise de contrôle de ports stratégiques, il devient vital pour Pékin de sécuriser ces investissements. Il souligne : « le militaire suit l'économique et la Chine sera de plus en plus appelée à intervenir militairement ». Elle pèsera sur les équilibres géopolitiques et géoéconomiques méditerranéens et maghrébins.

Table ronde : « Les enjeux sécuritaires au Maghreb : quelles ripostes stratégiques ? »

Cette table ronde visant à identifier des pistes d'avenir et à dégager des propositions concrètes et recommandations a été modérée par **M. Mehdi Taje, géopoliticien, Directeur de Global Prospect Intelligence.**

8. Belt and Road Initiative.



Propositions formulées par trois intervenants et la salle : **M. Boubaker Ben Fraj**, Association des Etudes Internationales (AEI) ; **Mme Riadh Zghal**, AEI et **M. Mohamed Ibrahim Hsairi**, AEI. Des propositions sont également issues des différentes interventions lors des séances plénières.

Défis sécuritaires et politiques

La sécurité est avant tout une sécurité humaine et globale dictant une approche holistique et intégrée incluant l'économique, le social, le culturel, etc. Il convient d'opérer une distinction entre sécurité et sûreté. Les solutions doivent émaner des populations elles-mêmes ;

Il convient d'axer les efforts sur les bénéficiaires des actions menées par le DCAF dans le domaine de la sécurité humaine : en l'occurrence, il convient de partir des besoins des populations et non simplement des attentes formulées par les ministères régaliens relevant de la sécurité ;

Importance de la sécurité humaine et nécessité de formations ciblées tout en relevant un point central : c'est la soutenabilité et l'appropriation des mesures dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) qui doivent primer ;

Développer une vision convergente relativement aux défis sécuritaires structurant les trois espaces suivants (Union Européenne, Maghreb et Sahel) : la sécurité de l'un est étroitement liée à la sécurité de l'autre ;

Cœuvrer de manière coordonnée à la fin des troubles en Libye jetant les populations vulnérables entre les mains des milices et des trafiquants. Toute approche devra partir du réel en tenant compte de la structure tribale libyenne faisant toute sa singularité ;

Réfléchir à une nouvelle altérité maghrébine. Le format passé a épuisé ses vertus. Quant aux enjeux sécuritaires, il convient de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale entre les pays maghrébins. Trois axes sont prioritaires : le



développement et l'ouverture des zones frontalières ; la lutte contre les différents trafics illégaux transfrontaliers et la coopération entre les Etats dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent, la radicalisation et le terrorisme ;

Face à la prolifération du crime organisé transnational et de régimes mafieux, nécessité de mise en œuvre d'une stratégie commune à l'échelle maghrébine ;

Mettre fin à l'idée de vide dans la région et au mépris à l'égard des populations ;

Nécessité d'une meilleure prise en charge des frustrations à l'échelle des cinq pays maghrébins, notamment des jeunes et populations marginalisées risquant de basculer dans l'extrémisme violent ;

Les lignes de faille et de vulnérabilité socio-économiques fragilisant les Etats maghrébins doivent être comblées via des stratégies inclusives, globales et proactives ;

Il convient de mettre en avant le concept de sécurité globale et de sécurité culturelle centrée sur l'Homme ;

Impliquer les femmes dans la prévention et la résolution des conflits ;

La stratégie de l'Union Européenne axée sur le développement et la sécurité ne saurait produire des effets durables. Elle doit être élargie et coller davantage aux réalités locales. Il convient de cultiver une réflexion commune entre partenaires maghrébins et européens transcendant la crise de confiance entre les deux rives de la Méditerranée ;

L'Union Européenne, en mesure de peser sur les pays du Golfe, devrait évaluer à sa juste portée leurs interférences dans les pays d'Afrique du Nord et exercer des pressions ciblées afin qu'ils ne déstabilisent pas le Maghreb, rivage sud de l'Europe. De plus, la guerre froide que se livrent les pays du Golfe nuit à la politique européenne de promotion de la démocratie et d'instauration de l'Etat de droit ;

Les organisations de la société civile des pays du sud doivent établir des connexions auprès des instances



européennes, se faire entendre et se positionner en tant que force de proposition ;

Encadrer les télévisions des Etats de la région afin qu'elles n'instrumentalisent pas les défis sécuritaires et engendrent une montée des tensions ;

Mettre en avant l'éducation et la culture (le sabre et l'épée), secteurs sinistrés dans le combat contre l'intégrisme et le terrorisme. Ils doivent être valorisés dans le cadre de stratégies visant à libérer les esprits et à privilégier une approche préventive et holistique, notamment dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation des jeunes ;

Impliquer les populations dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé afin de combattre la complicité passive ;

Ne pas se focaliser uniquement sur les blocages et les aspects négatifs. En ce sens, il conviendrait de créer des mécanismes mettant en exergue les changements positifs et diffusant les avancées notables dans la réforme du secteur de la sécurité au sein des pays du Maghreb ;

Il convient de revoir le rôle de l'Etat et son articulation avec les autres acteurs impliqués dans la sécurité : créer des synergies vertueuses. Il appartient aux Etats de la région de ne pas se limiter à un soutien financier aux organisations de la société civile mais de les impliquer davantage au sein du processus décisionnel ;

Valoriser le développement économique des régions frontalières ;

Les think tank maghrébins doivent se connecter et travailler en réseau et initier un projet de coopération sur les menaces et défis à la sécurité au sein de l'espace maghrébin. Ce programme de recherche pourrait s'étaler sur une année avec cinq rencontres, une dans chaque pays. Un rapport global devra déboucher sur un mapping des menaces et des risques jetant les bases d'une perception commune



des menaces. A titre indicatif, cinq thèmes peuvent être retenus : le Maghreb et l'emploi des jeunes ; le Maghreb et les migrations ; les jeunes et la désaffection à l'égard du politique ; le Maghreb face à la menace terroriste au Sahel africain ; le Maghreb et la sécurité en Méditerranée.

Intégration régionale

La sécurité de la Tunisie et son essor économique sont intimement liés à l'évolution de la scène maghrébine et à l'édification du Grand Maghreb. Les initiatives passées ayant toutes buté sur la complexité du théâtre, la Tunisie doit faire preuve d'audace et porter cette ambition. « Il s'agit de l'ériger en priorité nationale. Afin de surmonter les rivalités, Tunis pourrait lancer une initiative visant à promouvoir, sans parti pris, une collégialité stratégique jetant les bases d'un Maghreb équilibré. Le dénominateur commun doit être d'abaisser le niveau des tensions régionales. Dans un contexte marqué par la vulnérabilité croissante de l'ensemble des pays maghrébins, il s'agit, pour la Tunisie, d'amener les autres pays, via une diplomatie plus active, à jeter les bases d'une entente régionale pragmatique, visible et manifeste aux yeux de l'Occident, de l'Afrique et des pays asiatiques. Ce Maghreb devra assumer sa sécurité et se prendre en charge afin de répondre collégialement aux défis et aux menaces et entraver les ingérences étrangères risquant de le déposséder des clefs de son avenir. Trois dossiers prioritaires devront sceller cette collégialité maghrébine : le règlement de la question libyenne ; une convergence de vue et d'action sur les problématiques caractérisant la scène sahélienne et l'élaboration d'une stratégie commune de gestion du retour des « foreign fighters » et de prévention de la radicalisation des jeunes »⁹ ;

9. Pour de plus amples détails, consulter l'Etude « La Tunisie en 2025 », ITES, janvier 2017 consultable au lien suivant : <http://www.ites.tn/la-tunisie-en-2025/>



Le caractère transnational des menaces projetées place le théâtre sahélien « comme partie intégrante d'un champ de confrontation globale » et dicte la mise en place d'une coopération régionale et internationale soutenue et convergente afin de produire des réponses proportionnées et collectivement maîtrisées. **Le G5 sahélien créé le 16 février 2014 à Nouakchott associant la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso constitue un pas important mais encore insuffisant. Cette coopération inter-sahélienne doit aller de pair, à l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, avec la mise en place d'un 5+5 sahélo-maghrébin associant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal (G5 sahélien élargi). Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et le Sahel africain. Cette initiative dite « 5+5+5 » pourrait être portée par les autorités tunisiennes et ériger la Tunisie en Etat pivot de ces trois espaces en miroir ;**

La crise du Qatar a positionné l'Algérie et le Maroc sur la même ligne de politique étrangère, fait rare à l'échelle du Maghreb. Les deux pays rejoignent ainsi la Tunisie et la Libye occidentale dans cette position. Cet état de fait constitue une opportunité que l'UMA pourrait saisir afin de conférer un nouveau souffle à sa structure et formuler une esquisse de politique étrangère commune aux pays du Maghreb ;

Subissant de multiples pressions, la société civile doit être au cœur du projet d'intégration maghrébine. En ce sens, les organisations de la société civile doivent sortir du cadre national en intégrant la dimension maghrébine et sahélienne.

La Tunisie

Mettre l'accent sur des solutions globales incluant l'aspect pénitentiaire ;

Elaborer une stratégie nationale portant sur la cybersécurité et le cyberterrorisme, internet étant le moyen dominant d'embrigadement des jeunes tunisiens ;



Sensibiliser les médias dans le cadre de cette véritable guerre de l'information et de la manipulation des référentiels religieux ;

Compte tenu de l'hybridation des menaces (terrorisme et contrebande), lutter efficacement contre les trafics en tous genres ;

Valoriser la formation et l'équipement des forces armées et de sécurité ;

Sauvegarder l'équilibre politique marqué par la politique du consensus ;

Contrôler rigoureusement les mosquées ;

Accroître la vigilance à l'égard des infiltrations en provenance de la frontière libyenne.

L'Algérie

Nouvelle approche axée sur :

Diversifier l'économie et sortir de la logique rentière afin de répondre aux enjeux climatiques et aux défis inhérents au développement régional et local ;

Replacer au centre la responsabilité des acteurs et valoriser la sécurité globale en allant vers une hybridation des acteurs ;

Privilégier l'approche préventive, notamment dans le sud du pays, en repensant l'espace et les équilibres régionaux.

Le Sahel africain

Réfléchir à une nouvelle gouvernance des régions sahariennes collant aux réalités locales en s'affranchissant du placage de modèles importés.

Les Etats sahéliens, à l'instar de la Libye, doivent consolider l'Etat central, développer l'économie et promouvoir



une sécurité collective. Sur cette base, il convient de renforcer les Etats dans la mesure où une plus grande balkanisation multipliant des Etats fantoches incapables d'assumer leurs obligations de souveraineté ne ferait que perpétuer le désordre régional. En contrepartie, les Etats doivent admettre une large autonomie au bénéfice des communautés qui sont autant de composantes de l'Etat. Le détricotage de la région ne serait profitable à personne sur le long terme. Séparatismes touareg, sahraoui et autres ne sont qu'une manifestation de la crise de l'ordre post colonial qui a atteint ses limites. L'Afrique doit former un concept de règlement constitutionnel à l'échelle africaine : reconnaître l'autonomie de ces provinces dans le cadre de la souveraineté nationale. Or, jusqu'à présent, le continent reste captif d'un concept déphasé, celui de l'Etat national centralisé niant la réalité historique des nations pré-coloniales.

Eviter les interventions militaires étrangères ne s'attaquant pas aux racines profondes des crises et poursuivant des objectifs géopolitiques et économiques engendrant une déstabilisation accrue de l'espace sahélien.

En ce sens, nous privilégions la solution sahélienne, et là, le concept d'océan sahélien prend tout son sens. Partons du principe qu'aucune solution durable ne prévaudra si les riverains de l'océan sahélien sont en conflit entre eux. Dans ce contexte, il convient de mettre en avant un consensus favorisant le règlement des différends entre Sahéliens. Dans ce cadre, l'organisation d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de l'océan sahélien et associant les Touaregs, doit privilégier la négociation sur de bonnes bases et permettre d'élaborer une solution politique. Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination afin de dissiper des stratégies qui, pour le moment, ne convergent pas. Bien au contraire, elles se croisent, voire se neutralisent au nom de calculs étroits. La Tunisie, bénéficiant d'un capital de sympathie car ne pouvant être accusée d'ambitions hégémoniques à l'instar de l'Algérie ou du Maroc, pourrait porter ce projet.



La Tunisie devrait œuvrer à l'émergence d'une communauté de destin saharienne, d'apporter des réponses collectives et concertées aux problématiques suivantes :

- La sécurité humaine en s'attelant à l'adoption de mesures urgentes visant à satisfaire les besoins vitaux des populations. A ce titre, il serait conceptuellement possible d'envisager la création d'un fond axé sur le développement économique, social et humain et basé sur les contributions des Etats pétroliers (Algérie, Libye, Nigéria et fonds islamiques) et des acteurs extérieurs concernés par la valorisation des ressources de la région (Pêche, pétrole, gaz, uranium, or, minerais divers, terres rares, etc.). Dans le même esprit, un Conseil de Développement régional en mesure de veiller à l'application dans l'espace saharien des techniques modernes du développement de l'habitat, de l'énergie, des ressources agricoles et hydrauliques devrait prévaloir. L'industrialisation du Sahel est une priorité ;

- La sécurité culturelle afin de promouvoir le vivre ensemble dans le respect des différences et des minorités. La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national Touareg. Comme le souligne l'Amiral Dufourcq, « le respect des minorités doit être un principe cardinal ne souffrant aucune exception, de façon à ce que les identités de chacun soient préservées par tous comme un bien commun. C'est à une nouvelle citoyenneté multiple qu'il faut tendre, une citoyenneté saharienne incluse dans une citoyenneté africaine régionale comme un bien précieux »¹⁰ ;

- La sécurité politique, c'est-à-dire la lutte contre la défaillance politique, économique et sociale des Etats. Lorsque l'Etat est trop faible, des acteurs malveillants s'engouffrent dans la brèche et se substituent à son autorité ouvrant la voie à une criminalisation galopante des acteurs politiques et économiques ;

10. Jean Dufourcq, « Corrélation entre les théâtres sahélien et atlantique », Revue Défense Nationale, Tribune N°325, 5 février 2013, http://www.defnat.com/site_fr/tribune/fs-article.php?ctribune=381, consulté le 7 février 2013.

- La géopolitique du Sahel détermine la définition d'une politique de sécurité commune. L'intervention extérieure ne saurait être la règle. La relation de confiance, le sens de la menace commune, l'impératif de stabilité régionale s'imposent entre les Etats riverains de l'océan sahélien. La mise en place d'un observatoire des riverains de l'océan sahélien axé sur la prévention et la gestion des conflits pourrait contribuer à cette orientation. Après la remise à niveau des armées locales, la mise en place d'une force saharienne en attente, apte à intervenir en cas de crise, pourrait constituer les prémices d'une structure de sécurité collective prenant en main le destin de la région. La sécurité reste la condition première de toute dynamique de développement économique, sociétal et humain ;

Sur le plan purement sécuritaire, la Tunisie devra veiller à ce que le cadre de règlement assure la cohérence des initiatives destinées à la stabilisation et à la restructuration de la région. Il s'agit d'esquisser la vision d'un avenir commun basé sur un Partenariat stratégique entre Méditerranée, Maghreb et Sahel : tel est le véritable chantier de l'avenir ! L'espace sahélien ne doit pas être livré aux initiatives individuelles de tel ou tel pays que ce soit l'Algérie, le Maroc, la France ou les Etats-Unis qui ne manquent pas d'instrumentaliser leur engagement au service de leurs intérêts stratégiques propres. La Tunisie, compte tenu de son image très positive dénuée de toute suspicion, gagne à faire prévaloir une démarche multilatérale et des institutions multilatérales auto-centrées (le commandement doit incomber aux pays du Sahel). En effet, le caractère transnational des menaces projetées place le théâtre sahélien « comme partie intégrante d'un champ de confrontation globale » et dicte la mise en place d'une coopération régionale et internationale soutenue et convergente afin de produire des réponses proportionnées et collectivement maîtrisées. Le G5 sahélien créé le 16 février 2014 à Nouakchott associant la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso constitue un pas



important mais encore insuffisant. Cette coopération inter-sahélienne doit aller de pair, à l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, avec la mise en place d'un 5+5 sahélo-maghrébin associant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal (G5 sahélien élargi). Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et le Sahel africain. Cette initiative dite « 5+5+5 » pourrait être portée par les autorités tunisiennes et ériger la Tunisie en Etat pivot de ces trois espaces en miroir.

Œuvrer sur le plan économique à favoriser une industrialisation du Sahel indispensable au développement économique de ces pays. Les échanges universitaires, l'envoi d'ingénieurs qualifiés, une coopération renforcée dans le domaine des énergies renouvelables, de la santé, de l'agriculture en milieu désertique et de la lutte contre la désertification, l'économie d'eau, la réexploitation des eaux usées, etc. pourraient constituer des pistes préliminaires.

Défis économiques et humains

Soutenir par tous les moyens pacifiques la constitution d'institutions et le renforcement des pratiques de bonne gouvernance, autant de boucliers contre la corruption et l'avidité de prédateurs convoitant les ressources naturelles aux dépens de la protection de l'environnement et des intérêts des populations locales. La bonne gouvernance implique la participation qui donne de la voix aux populations locales et la redevabilité des gouvernants. En conséquence, elle peut favoriser l'attachement du citoyen à son pays et donner un sens à la vie même si les difficultés sont toujours là ;

Revisiter les méthodes d'évaluation de l'aide internationale et y intégrer la participation de bénéficiaires et des indicateurs d'autonomisation durable de ces derniers dont l'entrepreneuriat social et solidaire ;



Favoriser le développement inclusif devant juguler les disparités entre Etats maghrébins et au sein même des Etats ;

Réfléchir à l'émergence de contrats sociaux renouvelés à l'échelle des pays maghrébins. Il convient d'insuffler plus de justice et d'équité entre les classes sociales ; entre les régions et les villes ; entre zones rurales et urbaines ; entre Hommes et femmes, etc. ;

Cœuvrer à la démocratisation des Etats maghrébins : plus de démocratie et de libertés conjuguées à une meilleure gouvernance axée sur la transparence et la redevabilité. Néanmoins, la démocratisation des Etats maghrébins ne doit pas induire un affaiblissement de ces Etats. Le déficit d'Etat est vecteur de menaces et de risques pour la région et pour l'Europe ;

Soutenir la formation de clusters, notamment dans les zones frontalières, axés sur le partenariat entre des agents économiques maghrébins résidents, la diaspora et des acteurs européens le cas échéant. Ces clusters peuvent être technologiques aussi bien que valorisant les métiers traditionnels à travers la maîtrise de la chaîne de valeur ou via des greffes technologiques et d'innovation. Les métiers traditionnels, tels l'agriculture et l'artisanat, sont en cohérence avec une civilisation autrement dit des modes de vie et des cultures locales. Leurs produits sont destinés à la satisfaction des besoins de la population locale mais pas seulement, ce qui les dote d'un marché durable. Mais ces métiers souffrent de désarticulation de la chaîne de valeur, de dispersion des petits agriculteurs/trices et petits artisans/es ce qui les rend peu créateurs de valeur induisant la désaffection des jeunes et la déperdition de savoirs et savoirs faire accumulés durant des siècles ;

Penser le développement économique et la création d'emploi, seuls pare-feux contre l'émigration et le jihadisme à trois niveaux : micro, méso et macro. Autrement dit, imaginer des politiques publiques ciblant les points faibles et misant sur les points forts propres à une localité, une région ou un pays.



Il est admis que les politiques pensées uniquement au niveau macro ont laissé des régions entières et des pans entiers de la population d'un même pays sur le bord de la route des avancées du développement économique ;

Sachant que l'émigration est une constante de l'histoire humaine difficilement maitrisable et compte tenu du différentiel de développement scientifique et technologique entre les pays du Maghreb et la rive nord de la Méditerranée, une stratégie d'émigration circulaire constituerait un moyen idoine de développement économique par la création d'entreprises et le partenariat entre agents économiques maghrébins et/ou européens visant la réduction de la pauvreté et du chômage.

ARTICLES HORS COLLOQUE

Notes de lecture

" L'économie politique et institutionnelle de la décentralisation en Tunisie état des lieux, bilan et enjeux "

Bernard DAFFLON & Guy GILBERT (2018)

Par Riadh ZGHAL¹

Après une précision des concepts que sont la déconcentration, la décentralisation et la dévolution, les professeurs Dafflon et Gilbert analysent le cadre institutionnel relatif au fonctionnement des collectivités locales en Tunisie et de leur rapport avec les institutions de l'Etat. Ils font le décryptage d'une réalité complexe avant et après janvier 2011. Leur analyse révèle une perpétuation des ambiguïtés dans la formulation des textes et une porosité entre les différents modes de financement des collectivités locales que sont les subventions et les prêts. En plus de l'analyse détaillée et des questions pertinentes posées, ce livre recèle d'autres mérites. L'analyse qui y est faite s'inscrit dans la continuité au lieu de s'en tenir à l'analyse du nouveau cadre institutionnel « *nous décrivons l'évolution de la décentralisation en Tunisie dès les années 1980 et dresserons un état des lieux tel qu'il se présente en 2017* » écrivent les auteurs. Ils reconnaissent comme l'affirme dans la préface Mokhtar Hammami (alors directeur général des collectivités locales) « *on ne peut décider où l'on va sans connaître (et accepter) d'où l'on vient* ». Non pas seulement parce que la nouvelle décentralisation ne pourra pas faire table rase du passé mais parce que ce passé renferme des

1. Universitaire, vice président de l'AEI.



points forts bons à consolider.

Sans se départir d'un souci pragmatique, les auteurs abordent la question de la décentralisation en Tunisie avec une certaine humilité qui rompt avec celle des donneurs de leçons et des vendeurs de recettes. Ils définissent ainsi leur approche : « *une approche analytique transversale et cohérente des diverses thématiques de la décentralisation, chacune formant un chapitre, afin de poser les jalons et d'ouvrir une feuille de route à une décentralisation « à la tunisienne » applicable et réalisable à moyen terme.* » Alors, le lecteur trouvera dans ce livre aussi bien une identification des problèmes, que des solutions possibles et les moyens de les mettre en œuvre.

En revanche, l'analyse reste juridico-politique et n'aborde pas le volet gestion, ce que les auteurs justifient par leur ignorance des compétences futures décentralisées qui détermineraient les capacités de gestion « *pertinentes* ».

Néanmoins l'analyse met en évidence un mal persistant à l'origine de dysfonctionnements passés et très probablement futurs de la gestion des communautés territoriales : c'est le flou de plus d'une disposition juridique et organisationnelle. Le terme flou apparaît 9 fois dans le texte : il apparaît au niveau de la définition des régions (seraient-elles des collectivités territoriales ou non), du partage des taxes et des redevances, des objectifs des transferts financiers, de la destination des dotations de l'Etat aux collectivités locales au titre I ou au titre II lorsqu'il s'agit de leur utilisation effective, de la nomenclature budgétaire et des divers équilibres, de ce qui fait la différence entre les régions en tant que collectivités territoriales et les gouvernorats en tant qu'autorités « *déconcentrées* »... « *un flou qui laisse une marge de manœuvre dans les applications ultérieures* » préviennent les auteurs².

2. Nous avons constaté lors de nos recherches sur le comportement dans l'entreprise l'existence du phénomène du flou organisationnel et analysé son impact sur le travail et la gestion notamment en ce qui concerne le pouvoir cf. R. Zghal (1994) *La culture de la dignité et le flou de*



A l'évidence, lorsque le juridisme domine les débats, cela alimente la croyance que tous les problèmes sociaux dont les plus graves peuvent être résolus par des lois qui agiraient comme des baguettes magiques nonobstant les fondements culturels des interactions sociales, les fractures, les conflictualités, les rapports de force latents ou émergents qui caractérisent le système social, en plus du substrat institutionnel que l'on ne peut effacer du revers de la main.

Les auteurs de ce livre sont revenus au substrat institutionnel et analysé en profondeur ses défaillances mais aussi ce qu'il a rendu possible. C'est que la déconcentration d'avant 2011 renfermait des germes de décentralisation et de dévolution à condition d'être saisis en tant qu'opportunités et marges de liberté à exploiter pour une bonne gouvernance des collectivités locales.

Lorsque l'approche de la décentralisation est dominée par l'institutionnel et le juridique, elle perd de vue la dimension interactionnelle de la pratique de gestion décentralisée des affaires publiques. Sortir de ce paradigme fournit des moyens supplémentaires prospectifs et ouvrent de nouvelles pistes pour manager les processus d'interactions faites de stratégies, d'intérêts opposés, de conflictualités, de réseautage, de coopération et de rapports de force. De plus le contexte sociologique local et régional, malgré le soin porté à l'édification d'un cadre institutionnel et juridique peut, à cause des fractures sociales et des accumulations historiques, faire échouer les politiques et réduire **la gouvernabilité** du territoire. Car il est question de gouvernabilité. La question de gouvernabilité se pose avec d'autant plus d'acuité qu'il s'agit de municipalités créées dans un environnement rural souvent marqué par des solidarités de groupes et de familles historiquement et traditionnellement opposées.

Dans un article publié par Jan Kooiman et son équipe³, les auteurs affirment que « *la gouvernance dans son*

l'organisation : culture et comportement organisationnel, le cas tunisien, CERP - Tunis.

3. Jan Kooiman & al. (2008), "Interactive Governance and Governability: An Introduction", *The Journal of*



*sens large suggère que, non seulement l'Etat mais aussi le marché et la société civile ont des rôles dans le gouvernement des sociétés modernes, depuis le niveau local jusqu'à celui international... ». Ils mettent ainsi en exergue l'importance de **l'interactivité** entre les acteurs dans le processus de gouvernance et avancent le concept de gouvernabilité. « La gouvernabilité est définie comme le statut de la gouvernance d'un secteur social ou un système telle une pêcherie ou une région côtière dans son ensemble ».*

L'évaluation de la gouvernabilité prend en considération le critère des interactions qui, selon les auteurs sont prises pour résoudre les problèmes sociaux ainsi que pour la création **d'opportunités sociales** dont la formulation de principes et leur application en vue de guider ces interactions et entretenir les institutions qui les permettent et les contrôlent.

“On ne peut changer la société par décret” écrivait Michel Crozier, néanmoins les décrets peuvent aider. Or lorsque le flou est présent dans le cadre institutionnel, que l'impunité du viol des règles est dans l'ordre des choses, cela ouvre la voie aux bricolages, à la négociation associée à la capacité d'exercer un pouvoir abusif dû au différentiel des rapports de force. Ce qu'on lit par exemple de ce livre illustre la porte ouverte au bricolage :

« Les clés de répartition primaire (quotes-parts des différentes catégories de collectivités locales) donnent l'impression d'avoir été fixées par « tâtonnement », ou du moins « sur mesure »⁴.

« la question de la légitimité de l'« instance indépendante chargée d'évaluer annuellement la performance des collectivités locales », prévue à l'Article 11 du décret 2014-3505, avec les conséquences prévues sur la modulation du volume des transferts, ne manquera pas d'être soulevée, si cette instance ne dispose pas d'un pouvoir

Transdisciplinary Environmental Studies vol. 7, no. 1, (université d'Amsterdam).

4. p. 255.



démocratique encadré par la loi. »⁵.

A plusieurs endroits du livre, on relève une ambiguïté des objectifs de la répartition des dotations et des transferts financiers. Ceci amène à poser ces questions :

Cette ambiguïté ne risque-t-elle pas de se perpétuer par méconnaissance de la complexité des réalités diverses des communautés locales ? D'autant que par décision « au sommet » tout le territoire est désormais municipal ? On se demande comment mobiliser des ressources propres lorsqu'on a affaire à une population rurale éparpillée, déconnectée au niveau de l'infrastructure, constituée en majorité par de petits exploitants agricoles, artisans, petits commerçants, en majorité exerçant dans le secteur informel, une population frappée par l'exode de ses jeunes, une population dominée par une mentalité d'assistantat qui ne se sent pas concernée par les taxes ni par les impôts ni même par le paiement de ses factures ! (voir les difficultés que rencontrent les agents du ministère de l'agriculture à faire payer les frais d'approvisionnement en eau d'irrigation et ceux de la STEG à faire payer les frais d'électricité et à faire sanctionner les vols d'énergie par manipulations des compteurs et piratage du réseau ?).

La loi prévoit un fonds de coopération institué en 2013, dont le bénéfice est lié aux recettes propres et à une péréquation verticale. Les auteurs Dafflon et Gilbert posent à juste titre la question de péréquation horizontale entre communes de la région. Peut-être aussi faut-il étendre la péréquation aux districts : la Constitution précise bien que la décentralisation concerne les communautés locales composées de municipalités, régions et districts. Par ailleurs, le livre blanc publié fin 2011 par le ministère du développement régional sous l'égide du professeur Abderrazak Zouari, propose un découpage horizontal du pays pour une meilleure complémentarité entre régions du littoral relativement développées et régions intérieures qui le sont moins.

5. p. 258.

Au-delà du cadre institutionnel de la décentralisation, nous semble-t-il, il y a nécessité d'innovation et de mobilisation de toutes les ressources locales humaines et matérielles du territoire à l'image des clusters économiques qui se nourrissent du capital immatériel d'un territoire. L'enjeu pour les communes nouvellement créées, reste comment attirer des résidents et des activités économiques pour sortir de la pauvreté. La Chine a par exemple innové en incitant à la création par les administrations locales de « township and village enterprises » ou entreprises de bourgs et de cantons. Le concept peut être repris en Tunisie en actionnant la loi du partenariat public-privé, en incitant les entreprises à orienter leur politique de responsabilité sociétale vers les régions défavorisées. Raisonner en termes de district peut aider à cela.

L'autre enjeu de taille est celui des capacités managériales de communautés locales : définir les priorités et élaborer une stratégie de façon participative, assurer l'engagement des parties prenantes à agir selon cette stratégie tout en respectant la loi, attirer et retenir les ressources humaines, développer les compétences, veiller à la bonne gouvernance et aux principes éthiques qui vont avec...

Il nous semble que si aujourd'hui, certains parmi les Tunisiens hésitent à parler de révolution en référence aux événements de décembre 2010 et janvier 2011, ils seront probablement moins hésitants si le processus de décentralisation réussit, car il sera sans conteste accompagné d'un changement culturel et d'une révolution dans les mœurs et la gestion de la chose commune.



CHRONIQUE

LE GÉANT CHINOIS ET NOUS

Par Boubaker BEN FRAJ¹

Nul ne peut douter aujourd'hui, que la montée spectaculaire de la Chine sur l'ensemble des plans économique, politique et militaire représente au niveau planétaire, le fait majeur du ce premier quart du vingt et unième siècle.

Pays le plus peuplé de la planète avec 1,4 milliards d'habitants, la Chine actuelle, héritière du « céleste empire », est en fait légataire de l'une des civilisations les plus prestigieuses et les plus créatives connues dans l'histoire. Les Chinois ne sont-ils pas les inventeurs de la boussole, de la poudre à canon, du papier, de la monnaie en papier et de l'imprimerie ? A elles seules, ces cinq grandes inventions ont fortement influencé l'histoire et les cultures de l'humanité entière.

Au milieu des années 1990, la Chine qui venait juste de sortir de l'épisode du communisme militant et zélé de Mao Tsé-toung, était perçue de l'extérieur, comme un grand pays émergent devenu, grâce notamment à sa main d'œuvre très nombreuse, laborieuse et à bon marché, une immense fabrique. Les produits industriel « made in China », souvent à bas prix et de qualité médiocre, avaient rapidement envahi les marchés aux quatre coins du monde, bravant tout autant, la concurrence, les distances et les barrières douanières et culturelles.

Rapidement, et tout en augmentant de manière exponentielle ses revenus et sa richesse grâce à ses exportations, la Chine a réussi à dépasser le stade d'un gigantesque « pays-fabrique » pour rattraper au moins en partie, l'énorme écart

1 Rédacteur en Chef - Secrétaire général de l'AEI.



technologique qui la séparait jusqu'à une daaaaaate récente des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon.

Les progrès qualitatifs vertigineux que la Chine est entrain de réaliser sous nos yeux, l'ont rapidement hissé à l'avant-garde mondiale sur les plans technologique, scientifique et culturel. Il suffit pour s'en convaincre de constater les avancées que ce pays réalise dans des secteurs de pointe, tels que le numérique, les technologies de l'information et de la communication, l'intelligence artificielle, la conquête de l'Espace, la robotique et l'ingénierie génétique.

Au final, la Chine brigue actuellement la place des Etats-Unis en tant que première puissance mondiale. Une place qu'elle ne tardera pas à conquérir dans une ou deux décennies.

La Chine et La Tunisie

Historiquement, les relations officielles entre la Tunisie et la Chine ont débuté en 1964, à l'occasion de l'ouverture par la Chine populaire de sa première ambassade à Tunis et la visite d'Etat, qu'avait effectué à cette occasion dans notre pays, le premier ministre chinois de l'époque Chou En- Lai, qui avait reçu en pleine guerre froide de la part du Président Bourguiba, un excellent accueil en dépit du grand écart idéologique qui séparait les deux régimes. Neuf ans plus tard, la Tunisie ouvrait une ambassade à Pékin et une commission bilatérale mixte fut créée en 1983.

Mais en fait, en dépit de la bonne qualité et de la constance des relations politiques, la coopération effective entre les deux pays est restée jusqu'à nos jours, plutôt timorée et modeste et ce, hormis certaines réalisations bien réussies telles la construction du canal reliant la Medjerda au Cap-Bon, la construction du siège des archives nationales, du centre culturel et sportif d'El- Menzah à Tunis et les missions médicales chinoises affectées dans certaines régions de l'intérieur.

Sauf que dans le même temps, on assiste à un accroissement vertigineux des exportations chinoises vers la Tunisie, au point de rompre totalement l'équilibre de notre balance commerciale avec ce pays.



Déjà en 2010, nos exportations vers la Chine ne couvraient que 4% de la valeur de nos importations de ce pays. Depuis, le déséquilibre ne cesse de s'aggraver pour atteindre des seuils de plus en plus inquiétants : en 2013, la valeur de nos exportations vers la Chine n'ont couvert que 2,69% de ce que nous importons de ce pays ; 1,6% seulement en 2017 ! Résultat : le tiers du total de notre déficit commercial est enregistré avec la seule Chine.

Avec ce déséquilibre flagrant dans les échanges, on constate que les investissements chinois en Tunisie sont restés insignifiants, et stagnants, quand nous les comparons avec la croissance remarquable des flux d'investissements chinois dans des pays Maghrébins et africains tels que le Maroc, l'Égypte, la Tanzanie, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud et beaucoup d'autres.

On sait aujourd'hui que les ambitions économiques de la Chine sont d'ordre planétaire. La « nouvelle route de la soie » ou le BRI sont des initiatives de coopération titanesques, qui sont entrain de structurer durablement les rapports de la Chine avec le reste du monde et notamment avec l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Officiellement, la Tunisie n'a pas hésité à adhérer à ces grandes initiatives chinoises. Néanmoins, il reste à savoir - et c'est le plus important- si elle serait capable de s'y positionner à temps et intelligemment, pour en tirer le meilleur profit ?

Quoi qu'il en soit, le niveau de notre déficit commercial avec la Chine a atteint un niveau intolérable. Il contribue non seulement, pour une large part à la dégradation de la situation du Dinar, mais aussi à impacter négativement sur le tissu industriel et économique du pays. Aussi, est-il devenu vital pour l'économie tunisienne de réviser profondément et d'urgences les termes de l'échange avec la Chine.

Grâce à sa position géographique et aux nombreux atouts dont elle dispose, la Tunisie peut non seulement redresser ce grave déséquilibre, mais aussi saisir les opportunités multiples que l'expansion chinoise pourrait lui offrir.

دراسات دولية

عدد 136-137
ديسمبر 2018

المؤسس: الرّشيد إدريس

المدير المسؤول
عزالدين القرقي

رئيس التحرير
بوبكر بن فرج

مجلة تصدر عن جمعية الدراسات الدولية

دراسات دولية

مجلة تصدر كل ثلاثة أشهر

عدد 136-137

ديسمبر 2018

الهيئة المديرة لجمعية دراسات دولية

رئيس :	عز الدين قرقني
نائب رئيس :	سالم الفوراتي
نائب رئيس :	رياض زغل
كاتب عام :	بويكر بن فرج
كاتب عام مساعد :	عبد الحميد بوحوالة
أمين مال :	عدنان دامرجي
أمين مال مساعد :	خالد بوزقندة
عضو :	هادي بن نصر
عضو :	طارق السعدي
عضو :	عبد السلام حنيرة
عضو :	المنصف بن فرج

العنوان البريدي : ص، ب، 156 تونس البلقيدير 1012

البريد الالكتروني : aei@topnet.tn

الموقع الالكتروني : www.aei-tn.org

عنوان المقر : عمارة بابل، مدرج ب، الطابق الأول، مونيليزير، تونس

الهاتف : (216) 71 901 683

الفاكس : (216) 71 906 793

المقالات الممضاة لا يتحمل مسؤوليتها إلا أصحابها

تصميم : توفيق الناسي / طبع : السانباكت

تم طبع هذا العدد بمساهمة منظمة فريدرش إيبيرت

© جمعية دراسات دولية

تونس - ديسمبر 2018

رمد عدد 03308758

محتوى القسم العربي

I - ملف خاص (فعاليات الندوة) «الآفاق والرّهانات الأمنية بالفضاء المغاربي» (تونس 19 سبتمبر 2018)

كلمة السيد وزير الشؤون الخارجية

7..... (ألقاها نيابة عنه السيّد محمود الخميري)

□ رفيق الشّلي

15..... التحديات الأمنية والتوقعات المستقبلية.

II - مقالات

□ عبد الوهّاب الجمل

27..... السيادة الوطنية: مقوماتها وأركانها

□ الهادي بن نصر

37..... النظام الإقليمي العربي: الواقع والآفاق

□ محمد ابراهيم الحسايري

مكتب المغرب العربي بالقاهرة رمزا للتضامن الكفاحي بين

75..... المغرب والمشرق العربيين

□ رياض الزّغل

الأبعاد الخمسة في تسيير البلديات: التنظيمي والاقتصادي

105..... والأخلاقي والثقافي والسياسي



□ طارق السعدي

دراسة حول أزمة الديون اليونانية..... 121



ملف خاص

فعاليات الندوة

« الآفاق والرّهانات الأمنيّة بالفضاء المغاربيّ »

تونس 19 سبتمبر 2018

«التحديات والرهانات الامنية

في المغرب العربي»¹

كلمة ممثل وزارة الشؤون الخارجية

السيد محمود الخميري²

بسم الله الرحمن الرحيم

- السيد عز الدين القرقي، رئيس جمعية الدراسات الدولية.
- السيد الطيب البكوش، الأمين العام لإتحاد المغرب العربي.
- السيدة ممثلة مؤسسة Frederich Ebert.
- حضرات السيدات والسادة الكرام،

يطيب لي، في البداية أن أتوجه بأحر عبارات الشكر إلى سعادة السفير عز الدين القرقي، رئيس جمعية الدراسات الدولية على دعوته الكريمة للسيد وزير الشؤون الخارجية لتعيين ممثل عن الوزارة لحضور فعاليات هذه الورشة الهامة. وأغتنم هذه المناسبة للإعراب عن فائق التقدير لأعضاء جمعية الدراسات الدولية على ما يبذلونه من جهود مقدرة في إثراء الساحة الفكرية ببلادنا من خلال مساهمات علمية وسياسية هادفة تتناول بالدراسة والتحليل مختلف المسائل والقضايا الاستراتيجية المطروحة على المستويات الوطنية والإقليمية والدولية.

1 كلمة في افتتاح أشغال ورشة العمل حول «التحديات والرهانات الامنية في المغرب العربي». ألقاها نيابة عنه السيد محمود الخميري (تونس، 19 سبتمبر 2018)

2 سفير سابق ومدير عام العالم العربي بوزارة الشؤون الخارجية.



ولا يفوتني أن أعرب عن بالغ سعادتني بالتواجد ضمن هذا الجمع الكريم من الزملاء السفراء السابقين، والمفكرين والباحثين البارزين، مثمنا عاليا في هذا الصدد اهتمامهم بالشأن المغربي، خاصة في هذه المرحلة الفارقة من تاريخ المنطقة وما تشهده من تحديات جسام.

حضرات السيدات والسادة.

يكتسي موضوع «التحديات والرهانات الأمنية في المغرب العربي» أهمية بالغة، بحكم ما يحمله في طياته من أبعاد وتأثيرات مختلفة على سير الأحداث سواء على الصعيد الوطني أو فيما يتصل بمسارات العلاقات بين مختلف دول المنطقة وتفاعلها مع المتغيرات الإقليمية والدولية.

ولا يمكن في رأينا عزل التحديات والمخاطر الأمنية المحدقة بمنطقة المغرب العربي عما تشهده بقية مناطق الإقليم، ولا سيما الشرق الأوسط ومنطقة الساحل والصحراء، والتي تمثل أهم أبعاد الانتماء الإقليمي المباشر لتونس، منذ سنوات من اضطراب وعدم استقرار، بفعل الأزمات والنزاعات التي تعصف بعدد من بلدان المنطقة والتي لم تجد طريقها بعد إلى الحل، وأدت إلى تفاقم التهديدات والمخاطر وتعدّد التدخّلات الخارجية، ومظاهر تفكك الدولة إلى مكونات طائفية وعرقية ودخولها في صراع عنيف مع بعضها البعض، وظهور ما يعرف «بالفضاءات غير المحكومة» في بعضها، وهي مناطق داخل النطاق الجغرافي للدولة، فقدت فيها القدرة على ممارسة مهامها السيادية وتحوّلت بالتالي إلى مناطق فراغ وملاذات وقواعد للإرهاب والجريمة المنظمة والتحرّيش الطائفي، مما ساهم في تمديد التنظيمات الإرهابية وتفشّي تجارة السلاح وتفاقم ظاهرة اللاجئيين والهجرة غير الشرعية.

وبالنسبة إلى منطقة المغرب العربي، بما تشكله من امتداد جغرافي شاسع وما تزخر به من موارد طبيعية وطاقات بشرية وحضارية هامة، تعتبر فضاء حيويا ذو صبغة استراتيجية ليس فقط

بالنسبة لبلدان وشعوب المنطقة بل وكذلك على الصعيد الدولي . ورغم كل هذه المزايا، فإنّ الوضع ما زال محكوما بتعطّل مسيرة الاندماج المغاربي بكلّ ما لذلك من تداعيات سياسية واقتصادية واجتماعية وتنموية وأمنية، وفي علاقات بلدان المنطقة ببقية التكتّلات والتجمّعات الإقليمية .

كما أنّ التطورات الداخلية المتسارعة والمتلاحقة التي مرّت بها المنطقة المغاربية في السنوات الأخيرة، أدّت إلى مشهد داخلي مختلف، تجلّت أولى صورته في تصاعد حالات الاحتقان السياسي والاضطراب الأمني وتراجع المؤشرات الاقتصادية في عدد من بلدان المنطقة، بشكل أثار على توجّهاتها وخياراتها وخططها الوطنية، وساهم في مقابل ذلك في تزايد اهتمام عديد الأطراف الأخرى بشؤونها .

كما حمل هذا المناخ الدقيق في طياته تحديات أمنية إضافية، تتمثل أساسا في تزايد التهديدات الإرهابية وارتفاع أعداد الجماعات المسلحة المتطرفة، وتزايد أنشطة عصابات الاتجار بالمخدرات والسلاح والبشر سواء في منطقتنا أو في حزامها الجنوبي على مستوى الساحل والصحراء الإفريقية أو كذلك في جوارها الاقليمي بمنطقة الشرق الأوسط، حيث لا تزال بعض الجيوب والبؤر تشكل أرضية خصبة لنمو الإرهاب وتصديره للخارج .

وحرى بنا أن نوضّح، في هذا الصدد إلى أن الظاهرة الإرهابية بعد سنة 2010، بوصفها حالة «تدميرية شبه ممنهجة»، أصبحت تتشكل ضمن منظومة معقدة، تتفاعل فيها أحيانا الجماعات الإرهابية مع بعضها البعض وفي أحيان أخرى تتوحد وتتقاطع فيها العلاقات والروابط والمصالح مع عصابات الجريمة والتهرب والاتجار بالمخدرات والبشر والسلع، وهو الأمر الذي يُرتب مسؤوليات اضافية ثقيلة على حكومات البلدان المعنية بمكافحته واستئصاله، لاسيما في ظل توظيف العصابات الارهابية والاجرامية للصعوبات الاقتصادية والاشكاليات الاجتماعية والخلافات السياسية التي تعيشها بعض بلدان المنطقة .

إن استمرار هذه الأوضاع، يجعل المنطقة المغاربية مفتوحة على سيناريوهات أكثر خطورة على الأمن والاستقرار ومسارات التنمية في بلدانها، لا سيما في ظل تأثيرات الأوضاع في الأقاليم المجاورة وعلى المستوى الدولي. وسيكون من الصعب على هذه البلدان، تحمّل التداعيات المنجّرة عن ذلك منفردة، باعتبار ما تواجهه من صعوبات وتحديات داخلية، فضلا عن عدم قدرة أيّ منها بإمكانياتها الذاتية للوقوف وحدها في وجه المخاطر الماثلة.

ومن هذا المنطلق، فإنه من الضروري في رأينا أن تعمل كلّ الدول المغاربية بشكل جماعي وإرادة سياسية مشتركة وأهداف متفق عليها، على ترسيخ مفهوم الإحساس بالخطر الجماعي وتطويره من أجل بلورة مقاربة مشتركة للتعاون والتنسيق الأمني للتصدّي للمخاطر المحدقة واستباقها وفي مقدمتها آفة الإرهاب، مع العمل على تجاوز الخلافات وتسوية الأزمات القائمة وإعادة تفعيل مسيرة اتحاد المغرب العربي واستكمال بنائه، وتحقيق مستوى معيّن من التناغم في الأداء الاستراتيجي، بما يرفع قدرتها على التفاعل الإيجابي مع التطوّرات الجارية على مستوى المنطقة وفي محيطها، وتأمين المصالح المشتركة وتعزيز مقومات الأمن والاستقرار فيها.

وبالنظر إلى أن تفشي الظواهر الاجرامية والارهابية لم يعدّ مشكلا يخص منطقة جغرافية بعينها بل تحوّل إلى تحدي وجودي عابر للحدود يهم كافة مكونات المجتمع الدولي، فإن الدول المغاربية مدعوة إلى الاستئناس بتجارب البلدان الشقيقة والصديقة وكذلك توثيق التنسيق والتعاون مع المنظمات الأمنية والتكتلات الجهوية لإحكام مجابهة التحديات المشتركة وإيجاد الحلول المناسبة للإشكاليات المطروحة على الأضعدة الامنية والسياسية والاقتصادية وكذلك الثقافية الاجتماعية.

حضرات السيدات والسادة .

إن المراهنة على الجوانب الأمنية والعسكرية في مجابهة مختلف الظواهر الاجرامية، لا يمثل في نظرنا الحل الأمثل للتعاطي مع التحديات والأخطار التي تحيط بالمنطقة، بل يستوجب العمل على إرساء منظومة تصدي أكثر شمولية ونجاعة تركز على التوعية الفكرية الاجتماعية وإيجاد التسويات السياسية السلمية والحلول الاقتصادية الواقعية والناجعة لمشاكلنا الداخلية وصعوباتنا التنموية، وبما يقطع الطريق عن كافة أشكال التدخل المشبوهة في برامجنا وخططنا التنموية الوطنية والإقليمية .

ومن هذا المنطلق سعت تونس بالتشاور والتنسيق مع مختلف الأقطار المغاربية والأطراف الدولية الفاعلة وفي طليعتها منظمة الأمم المتحدة على الدفع بمسار التسوية السياسية الشاملة في ليبيا من أجل إحلال السلم والأمن والاستقرار في ربوع هذا البلد المغاربي وتجنّب شعبه الشقيق ويلات العنف والارهاب والتدخلات العسكرية الخارجية .

كما تتنزل في ذات الإطار المبادرة الرئاسية لتحقيق التسوية السياسية الشاملة في ليبيا التي أطلقتها تونس في 20 فيفري 2017 والتي تضم إضافة إلى بلادنا كل من الشقيقتين الجزائر ومصر، وتهدف بالأساس إلى معاضدة المسار الذي أطلقتته الامم المتحدة ممثلا في بنود الاتفاق السياسي الليبي الموقع بالصخيرات في 17 ديسمبر 2015 وتسريع مسار التسوية الشاملة في إطار من الحوار والتوافق السياسي وبعيدا عن كافة أشكال التصعيد العسكري والتدخل الأجنبي و الإقصاء بما يضمن سيادة ووحدة ليبيا التي يعد أمنها من أمن البلدان المغاربية كافة .

حضرات السيدات والسادة .

في ظل التحديات الراهنة التي تعيشها المنطقة، تجدد تونس التأكيد على أن اتحاد المغرب العربي، يعد خيارها الاستراتيجي الأوحد،

وهي عاقدة العزم، أكثر من أي وقت مضى، وبالاستناد إلى ما يجمعها بشقيقاتها دول اتحاد المغرب العربي من روابط أخوية متينة وعلاقات متميزة، على مضاعفة الجهود من أجل الارتقاء بالعمل المغربي المشترك، بما يمكنها من كسب مختلف الرهانات وفي مقدمتها تحقيق التنمية الشاملة والحفاظ على وحدة مجتمعاتنا و النهوض بالأجيال القادمة، خاصة فئة الشباب وحمايتهم من أية انزلاقات.

ونحن نعتقد بأن حصيلة العمل المغربي، وبعد مضي قرابة ثلاثة عقود على إنشاء الاتحاد، لا زالت دون الطموحات والتطلعات، وأن هناك حاجة متأكدة لإصلاح المنظمة الاتحادية وتطوير الآليات عملها بما يحقق أهدافنا المشتركة في صيانة هذا البناء وتعزيز أركانه، باعتباره الإطار الأمثل والأوحد لتعميق التعاون والشراكة بين بلداننا وتمتين روابط الأخوة والتضامن بين شعوبها.

كما أن مرواحة البناء الاقتصادي المغربي في مكانه، يتطلب منا مضاعفة الجهود وتوحيدها من أجل كسب الرهانات الاقتصادية الماثلة، عبر توسيع قاعدة التبادل التجاري وتحفيز التعاون والشراكة بين القطاعين العام والخاص، بما يتماشى وحاجة أسواقنا الوطنية إلى مزيد من الانفتاح والتطور ويستجيب لمطالب شبابنا في التشغيل والتنمية.

ولا يفوتنا في هذا الإطار التذكير بأن معظم الدراسات الاستراتيجية تؤكد أن كلفة ما يُسميه الخبراء «كلفة اللامغرب» تتسبب في تراجع مؤشرات التنمية البشرية ومعدلات النمو الاقتصادي السنوي لبلداننا بنسب هامة (لا تقل عن نقطتين)، وهي احصائيات وأرقام تستدعي منا الانكباب الجدي على معالجة أسبابها والتقليص من انعكاساتها.

حضرات السيدات والسادة.

إن مشروع بناء الصرح المغربي الموحد، يمثل حسب رأينا الرهان الأكبر لكسب مختلف التحديات المطروحة في منطقتنا،

ونعتقد في هذا الإطار أن تفعيله وصيانته، يعد مسؤولية جماعية، لا بد أن تساهم فيها بفعالية جميع الأطراف المعنية سواء كانت دولا وأحزابا ومنظمات مجتمع مدني، بما يعزز مبادئ التضامن والشراكة بين جميع بلدانه ويساعد في تسوية الخلافات السياسية وتجاوز حالة الجمود الراهنة، وذلك تفاعلا مع رهانات المرحلة التاريخية الحالية وما تفرضه من تحديات هامة على الأصدقاء السياسية والاقتصادية والأمنية والثقافية.

أودّ في الختام، أن أجدّد شكري لسعادة السفير عز الدين القرقرني ولكافة الباحثين والأكاديميين المشاركين في فعاليات هذه الورشة الهامة، عن بالغ تقديري لجهودهم المبذولة من أجل التحسيس بأهمية التحديات والرهانات التي تحيط بفضائنا المغاربي.

والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته

التحديات الأمنية والتوقعات المستقبلية

رفيق الشّلي¹

استتبعت جملة التحولات الايديولوجية والجيواستراتيجية والاجتماعية التحديات التي يشهدها العالم اليوم ذلك أن العلاقة التفاعلية بين المحددات الداخلية والخارجية (الاقليمية أو العالمية) انطلاقا من الموقع الجغرافي أو الانفتاح السياسي تجعل من البلد، المتأثر بعلاقات ذات خصوصية في القضايا الدولية، يشتغل وفق المعطيات الاقليمية والعالمية ويتقيد بضوابطها.

وقد واجهت كل الدول العربية حالة من عدم الاستقرار السياسي والأمني نتيجة للتحولات التي شهدتها خلال العشرية الثانية من القرن الواحد والعشرين في ما يعرف بثورة الربيع العربي، والذي انتج حالة من عدم الاستقرار بلغت حد فشل بعض الدول وغياب مؤسساتها ومواجهة البعض الآخر لتحديات وتهديدات. دفعت هذه التحولات بتونس الى التركيز على الأمن الوطني كاستراتيجية سياسية واقتصادية وأمنية، ذلك أن تركيز منظومة أمنية صلبة قادرة على التصدي للتهديدات الداخلية والخارجية ومواجهة التحديات يمثل مطلبا وطنيا على درجة عالية من الأهمية

1 . كاتب دوله سابق للأمن الوطني - تونس .



والحساسية، الا أن تحقيق هذا المطلب لا يجب أن يتبلور خارج اطار موجبات قواعد النظام الديمقراطي والتعايش السلمي وتحقيق الرفاه الاقتصادي.

وقبل الخوض في مسألة التحديات التي يواجهها الأمن القومي علينا أن نعرف هذا المفهوم الذي يتمثل في القدرة على توفير المناخ الكفيل بمنح مكونات العمل الوطني، بما يشمل من المجالات السياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية والعسكرية والعلمية والتكنولوجية، أكبر قدر من الحماية والاستقرار ضد كافة التهديدات الداخلية والخارجية. وقد تطور مفهوم الأمن القومي الشامل من اقتصره على الأمن العسكري في المقام الأول ليتسع مفهومه للاعتماد على كل قوى الدولة الشاملة. اما التحديات فتتمثل في الصعوبات أو المخاطر التي تواجه الدولة وتهدد مصالحها الحيوية الذاتية وتكون حجرة عثرة أمام تحقيق أمنها واستقرارها وبالتالي تحد أو تعوق مسار تقدمها.

– التحديات والتهديدات والتوقعات المستقبلية

1- التنظيمات الارهابية

تختلف خطورة هذه التنظيمات وفق موقعها وتمظهرها باعتبار أن هذين المحددين من شأنهما أن يمثلا جوهر مقياس الخطورة أو التحدي والذي على أساسه يتعين تحديد الحلول الواجب اتباعها لضمان نجاعة المنظومة الأمنية.

● **التنظيمات المتمركزة بالجبال**: تتمركز الجماعات الارهابية بكل من جبل السلوم الذي يقع جنوب الشعانبي والمحاذي لمدينة القصرين اضافة الى جبل مغيلة (المتحصن به ما يسمون أنفسهم بجند الخلافة) الذي يمتد شرق القصرين ويفصل بينها وبين سيدي بوزيد وكذلك جبال ورغة من ولاية الكاف وقد تتواتر أخبارا عن مدهامات وعمليات سطو واختطاف لمدنيين بغية الحصول على مؤونة.

- **الخلايا النائمة:** اما بالنسبة للطيف الآخر من المتطرفين فانه يكون في شكل خلايا اجرامية مبنوثة في الأحياء والمدن والتي تكون مشاريع لأعمال ارهابية من منطلق ما يعرف ب « الذئاب المنفردة» والتي تكون عملية مراقبتها وملاحقة تحركاتها صعبة وتتطلب امكانيات بشرية ولوجستية هامة. وهنا وجب الاعتماد على العمل الاستخباراتي والاستعلاماتي وعمليات الاختراق.
- **شبكات التسفير نحو بؤر التوتر:** وقد نشطت هذه الشبكات نتيجة لانتشار الفتاوي التي توجه المغرر بهم الى الأراضي السورية ويتساهل من بعض الجهات السياسية التي أثبتت المشهد السياسي ما بعد الثورة، ووفرت هذه العملية للتنظيمات الارهابية أعداد هامة من هؤلاء العناصر. وقد تم تفكيك أكثر من 40 شبكة تسفير حسب احصائيات سنة 2017 فقط بتصريح من وزير الداخلية وأكثر من 120 خلية استقطاب. عادة ما تكون عناصر هذه الشبكات ذوي الفكر التكفيري وتناصر التنظيمات الارهابية وتتواصل مع عدد من العناصر التكفيرية المتواجدة ببؤر التوتر عبر شبكة الأنترنت. كما اتضح وجود تحالف بين شبكات التسفير وشبكات التهريب. وتغري شبكات التسفير الشباب بتوفير مبالغ مالية قبل عملية التسفير تتراوح قيمتها بين 3000 و5000 ديناراً تونسياً عادة ما تذهب الى عائلتهم. في مثل هذه العملية للاستقطاب والتأثير على شباننا يقول الأستاذ في علم الاجتماع بالجامعة التونسية مهدي شعبان: «استغلت الخلايا الارهابية الفكر الجهادي وشعور الشباب بالحيف الاجتماعي لغسل أدمغة جاهزة للغسل أصلاً».

2- العائدون من بؤر التوتر

يشكل التعرف على العائدين من أماكن الصراعات أهم تحدٍ للسلط الأمنية ذلك أن الكثير يسلك طريقة التخفي عند العودة للبلاد خوفاً من الملاحقات وضمناً لمواصلة نشاطه، لذلك سيعود متخفياً كما ذهب، وهناك من سيحاول العودة بوثائق مزيفة عبر

الحدود الرسمية. وهذا الوضع يستوجب التعاون مع الدول التي تملك بيانات حول تحرك تلك العناصر مثل تركيا التي بإمكانها التعرف على العائدين، والتعاون مع بلدان مثل ليبيا والجزائر والمغرب ومصر واليونان ودول أوروبية أخرى والتي قد يحاول العائدون المرور عبر أراضيها، والاعتماد كذلك على المصادر الاستخباراتية. فهذا التحدي انتشر اليوم على نطاق واسع. ففي أوروبا انتشرت هذه الظاهرة إذ سافر ما يقارب عن 4000 مقاتل من أوروبا الى سوريا والعراق وعاد منهم ما بين 20 أو 30 في المائة الى ديارهم. وقد خضعوا لعملية غسل دماغ إذ تعلموا كيف يستخدموا الأسلحة والمتفجرات والقنابل كما شكلوا شبكات اتصالات هامة ببعضهم البعض. وقامت السلطات الأمنية بتقييم المخاطر التي قد يشكلونها كل حالة على حدة وتبين أن هناك احتمال بأن ينفذ قلة منهم هجوما ارهابيا الا أن الكثيرين قد يكونون مخدولين ويعانون من الاضطرابات النفسية لما بعد الصدمة ويحتاجون الى اعادة الادماج. وهنا يجب معالجة عنصرين رئيسيين عند بلورة أي حل للمشكلة وهما :

– لم الشمل بين العائدين المعزولين وعائلاتهم وأصدقائهم ومجتمعهم.

– ابطال الأفكار العقائدية المتطرفة (désengagement) التي غرست في عقولهم.

علما أن المركز الدولي لمكافحة الارهاب ومعهد الأمم المتحدة الاقليمي لبحوث الجريمة والعدالة وضعا وثيقة حول الممارسات الجيدة في اعادة تأهيل واعادة ادماج المتطرفين المستخدمين للعنف في المجتمع، وتعكس الوثيقة وجهات نظر أكثر من 30 من كبار الخبراء في هذا المجال.

3- المساجين العائدين من بؤر التوتر

تكتسي عملية التعامل السليم مع العائدين من بؤر التوتر حساسية كبرى، باعتبار المخاطر التي يمكن أن

تنجّر عن عدم اعتماد إستراتيجية ناجعة للتعامل مع هذه العناصر الإجراميّة الخطيرة التي يمكن أن تتضاعف نتيجة احتكاكها بمساجين الحق العام. ويعتبر تبييض هذه العمليّة من خلال التعرّض إليها على أنّها عمليّة عودة لمهاجرين غير شرعيين، ولا تكتسي أية خطورة على الأمن القومي في حدّ ذاته تحديا كبيرا لأنّ استسهال هذه العملية من طرف بعض المتداخلين في المسألة من شأنه أن يوفّر غطاء لجرائم هؤلاء الذين كان خروجهم بمباركة بعض القوى المحليّة.

ثم إنّ عمليّة الاستقطاب داخل السّجون تعتبر من التّقاليد لدى هذه التنظيمات الإرهابيّة، وخاصّة منها الإقليميّة والتي وصلت فيها درجة الانضباط الحركي إلى التسيير وبرمجة الاغتيالات من وراء القضبان.

لذا أعد برنامج عمل للتأهيل بالسجون والادماج للسجناء أمام مخاطر التطرف العنيف تشارك فيه عدة أطراف مختصة في الموضوع بالتنسيق مع الادارة العامة للسجون والاصلاح. والمركز التونسي لدراسات الأمن الشامل شريك في هذا البرنامج.

4- الإرهاب الشبكي أو السيبرني

فمصطلح سيبرني يحيلنا الى علم «السيبرنطيقا» cybernétique الذي ظهر في منتصف القرن الماضي على يد عالم الرياضيات الأمريكي Norbert Wiener الذي عرفه بكونه علم القيادة أو التحكم في الأحياء (هو علم طبيعي يعنى بدراسة الحياة والكائنات الحية) والآلات ودراسة آليات التواصل في كل منهما . communication

واستعملت وسيلة الانترنت للتواصل بين الارهابيين وتستعمل لاستقطاب ما سمي «بالجهاديين» وارسالهم الى جهات القتال في سوريا والعراق أو القيام بعمليات ارهابية في مكان تواجدهم. وقد شمل هذا الاستقطاب العديد من الشباب

التونسي. وحسب دراسة قامت بها جمعية آفاق للأمن الداخلي والديوانة أن ألف شاب تونسي يقع استقطابه سنويا من قبل الارهابيين عن طريق الأنترنت. وقد أصبح اذا الارهاب الالكتروني أحد الأدوات الرئيسية في النشاطات الارهابية ويستغل لتجنيد المقاتلين العرب والأجانب.

ومواجهة الارهاب الالكتروني في تونس تتم عبر اتخاذ جملة من الاجراءات ومنها تشديد الرقابة على المبحرين على المواقع التي يستعملها الارهابيون وتجريم العمليات الارهابية التي تتم عبر مواقع شبكات التواصل الاجتماعي مع تحسيس الرأي العام الوطني الى خطورة التواصل مع المواقع المشبوهة واعداد الخطاب المضاد.

ولهذا الغرض يوجد تعاون بين كل من وزارة تكنولوجيا الاتصال ووزارة الداخلية ووزارة العدل بخصوص المواقع التكفيرية التي تحرض على الارهاب. ومزيذا من تحسيس وتأطير الشباب التونسي أعد المركز التونسي لدراسات الأمن الشامل برنامج عمل مع الوكالة الوطنية للسلامة المعلوماتية اثر اتفاق شراكة يقضي بنشر ثقافة المواطنة الرقمية المستنيرة والمسؤولة من خلال اعتماد نهج التوعية الاعلامية (Education aux médias et à l'information : EMI).

5- غسيل الأموال

تمثل مواجهة غسيل الأموال من التحديات الكبرى التي تواجه الأمن القومي التونسي و من خلالها تمول الجماعات الارهابية وتساهم في اضعاف الكيان الوطني عن طريق ضرب الاقتصاد و اضعاف مستوى الثقة في المؤسسات المالية الوطنية.

وتعد هذه الجريمة من روافد عمليات التهريب التي ترهق المنظومة الأمنية بما توفره من تسهيل لعمليات نقل الأسلحة والإرهابيين بين الأقطار.

6- التهريب

وتمثل هذه الجريمة من ضمن المسائل التي تغيرت طريقة تناولها ضمن الاستراتيجية الوطنية خاصة اثر الثورة اذ كان المهربون قبل الثورة يمثلون مصدرا معتمدا للمعلومة ضد العناصر المتطرفة، وبالتالي عنصرا مقاوما لهذه الظاهرة الارهابية، الا أنه وبعد الثورة تم استغلال العديد من المهربين في نقل الأسلحة من ليبيا الى تونس والجزائر ونقل الارهابيين من والى الجبال التونسية، كما ساهموا في نقل الشباب التونسي المغرر به الى بؤر التوتر.

ومن هذا المنطلق يمثل التهريب من ضمن التحديات الهامة التي تواجه المنظومة الأمنية التونسية والتي من المفترض دراسة علاقتها بالظاهرة الارهابية وسبل مقاومتها. وتتطلب مقاومة هذه الظاهرة اجراءات أمنية وعسكرية هامة ومتطورة بالحدود البرية خاصة مع ليبيا وكذلك الحدود البحرية للتصدي لاجتياز الحدود خلسة، ومن جهة أخرى الاعتماد على سياسة مقاومة الفساد.

7- جريمة الأمن العام

من التحديات الواجب أخذها بعين الاعتبار من طرف السلطة هي الظاهرة الاجرامية المتعلقة بالأمن العام والتي ارتفعت منذ ثورة 14 جانفي 2011 بالنسبة لما كانت عليه قبل هذا التاريخ سواء المتعلقة بجرائم القتل أو السلب والبراكاجات أو الاغتصاب وكذلك الاحتيال وكأن تونس تمر بأزمة في هذا الصدد. فتفشي ظاهرة الانحراف نتيجة التهميش وارتفاع نسبة البطالة والوضع الاقتصادي المتردي بغلاء المعيشة الذي انجر عنه ضعف المقدرة الشرائية وكذلك الانحدار الأخلاقي من خلال تفشي ظاهرة المخدرات والتحرش، مما يجعل التزاما الاهتمام بهذه الوضعية والتصدي لها تربويا وثقافيا واجتماعيا وأمنيا. فحسب احصائيات وزارة الداخلية فان القضايا الاجرامية بأنواعها بلغت سنة 2017 107.000 قضية مقابل 99.000 قضية لسنة 2016 مما يدل على ارتفاع الظاهرة في تونس. وهذا الأمر

يؤكد التزام السلطة الوطنية للتصدي لهذا التحدي بجميع الطرق بالتعاون مع جهود منظمات ومكونات المجتمع المدني والاعلاميين. علما أن ارتفاع نسبة الجريمة لا يعود الى غياب الردع، فالقانون التونسي يتضمن ما يكفي من الفصول الردعية ويعاقب بالسجن وبعقوبات شديدة تصل الى الاعدام في بعض الجرائم، بل يعود الشعور السائد لدى الكثيرين بأن القانون لا يطبق وبالتالي يوحي بأن السلطة ضعيفة. من جهة أخرى نرى ضرورة اصلاح السجون التونسية التي تعاني من الاكتظاظ وقد لا تؤدي دائما الى اصلاح بل قد تساهم في تكوين المجرمين.

للتصدي لهذه التهديدات والتحديات سعت المؤسسة الأمنية الى اتخاذ عديد القرارات والاجراءات قصد القيام بعملية التأهيل تتعلق باعادة النظر في برامج التكوين والاهتمام بالوحدات المختصة سواء التابعة للوحدات الأمنية أو العسكرية مع توفير التجهيزات الضرورية لمثل مهمات محاربة الارهابيين كما صرح بها وزير الداخلية مع مزيد تفعيل الميدان الاستعماري والمخابراتي. والعملية الأخيرة التي قامت بها الوحدات العسكرية أوائل شهر سبتمبر الجاري المتعلقة بقصف الارهابيين ليلا بالمناطق الجبلية والتي أصيب فيها عدد منهم وذلك باستعمال وسائل تكنولوجية حديثة لخير دليل حيث أنه لم نكن نمتلك مثل هذه التجهيزات في السابق.

كما أنه بتفعيل اللجنة الوطنية لمكافحة الارهاب التابعة لرئاسة الحكومة وذلك حسب قانون مكافحة الارهاب ومنع غسل الأموال عدد 26 لسنة 2015 بالفصل 66 وجدت آلية مركزية تمكن من التنسيق بين مختلف المتدخلين ومن مهامها وضع البرامج والسياسات التي تهدف الى منع الارهاب واقتراح الآليات الكفيلة بتنفيذها.

ولاننسى دور المواطن الأساسي كعنصر من عناصر التصدي والمكافحة حيث أن عملية بنقردان جعلت المواطن التونسي يستفيق

ويعي بخطورة هؤلاء الارهابيين فكان له دورا هاما في مساندة قواتنا المسلحة بجميع أنواعها.

الخاتمة

رغم تحسن الوضع الأمني بتونس تبقى التهديدات قائمة. ان الوضع السياسي قائم على التوافق بين الأحزاب الكبرى مما جعل القرار السياسي يتسم أحيانا بالضعف الشيء الذي يمكن من السماح حتى اليوم بتواجد مساجد تديرها عناصر ذات الأفكار المتطرفة التكفيرية لها تأثير على الشباب ومن جهة أخرى احداثات للمدارس القرآنية و معاهد العلوم الشرعية والتي تعتبر فضاءات لترسيخ الأفكار المتطرفة والمتشددة في أذهان الشباب. ورغم الجاهزية الأمنية تبقى اليقظة مطلوبة أمام محاولات العائدين من الدخول للتراب التونسي خلسة عبر الحدود مع ليبيا وأمام الوضع الليبي الباقي على عدم الاستقرار وعلى الانقسام والذي له تأثير مباشر على الوضع الأمني بتونس وصعوبة إيجاد طرف مقابل يمكن التفاوض معه. فنجاح الأطراف الليبية في الوصول الى حل لنزع سلاح المجموعات المسلحة وتكوين دولة توافقية شرعية تمكن من استتباب الاستقرار في البلاد يكون له تأثير مباشر على كسب احد التحديات الأمنية التونسية.

مقالات

السيادة الوطنية : مقوماتها وأركانها

عبد الوهاب الجمل¹

أول من استعمل مُصطلح السيادة بمفهومه المتعارف اليوم هو الفيلسوف والمفكر والمؤرخ الفرنسي جون بودان Jean Bodin في كتابه الصادر أواخر القرن السادس عشر تحت عنوان الكتب الستة للجمهورية *Les six livres de la république*، وذلك بعد نهاية الحرب الطائفية والدينية التي عاشتها فرنسا آنذاك وانتهت بمذبحة ليلة السان برتيميلي *Saint Barthélémy* (سنة 1572). وكان هدف هذا الفيلسوف من إصدار مؤلفه هو إنقاذ المملكة (*Sauver le Royaume*) وإعادة الهيئة والسلطان لدولتها من خلال تثبيت وتدعيم سيادة حاكمها، الملك شارل التاسع Charles IX. ثم جاء بعد حوالي القرنين جان جاك روسو J. J. Rousseau وأصدر كتابه الشهير في العدد الاجتماعي *Du Contrat Social* (سنة 1762) ليتحدث فيه عن سيادة الأمة وسيادة الإرادة العامة²، ثم اعتمدت الثورة الفرنسية هذه النظرية وجعلت منها مبدءاً كونياً، فنص إعلان حقوق الإنسان والمواطن الصادر سنة 1789 على أن «الأمة هي مصدر كل سيادة»³.

1. والي وسفير سابقاً.

2. La volonté générale.

3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la



كيف يُمكن التعريف بالسيادة وبمفاهيمها؟ ما هي ثوابتها
وخصائصها؟ ما هي أصنافها؟ ما هو تأثير العولمة عليها؟

1- التعريف بالسيادة وبمفاهيمها

لغةً واصطلاحاً، «السيادة» هي أن تمتلك «الدولة» السلطة العليا والهيمنة المطلقة والتحكم الكامل على - وفي - أرضها ورعاياها ومؤسساتها وخياراتها ومواقفها، وأن تكون مستقلة عن أي سلطان آخر سواءً كان داخلياً أو خارجياً، وأن تكون لها الكلمة العليا والوحيدة في جميع ما تقوم به من أعمال، وأن لا تعلق عليها أية سلطة أو أي هيكل أو كيان آخر.

السيادة هي كذلك - ووجوباً - أن تكون السلطة نابعة من الشعب، وأن تكون نظاماً تمثيلاً لكافة شرائح المواطنين دون تمييز. وقد كان قديماً ولفترة طويلة يُعتقد أنها، أي السيادة، ممنوحة من الإله وحده.

السيادة هي أن تكون سلطة الدولة منبع كافة السلطات الأخرى داخل تراب البلاد، مهما كان نوعها ومجالها وحجمها. مفهوم السيادة ومصطلحها مرتبطان إذن بالدولة وحدها، ولا يُمكن تجزئتها أو اقتسامها، إذ أن السلطات داخل البلد الواحد لا تتقاسم السيادة، وإنما تتقاسم الاختصاص.

يتبين من خلال ما سبق أن مفهوم السيادة يشمل في ذات الوقت «سيادة الدولة» و«السيادة في الدولة»، أي، من ناحية، السلطة السياسية المنوطة بعهدة الدولة بصفتها كياناً يتحكم في أرض وفي شعب، ومن ناحية أخرى، النفوذ الموكول إلى صاحب السيادة الفعلي في الدولة (الحاكم)، ثم تطوّر المفهوم، وخاصة بعد ظهور مبادئ الديمقراطية وحقوق الإنسان منذ نهاية القرن الثامن عشر، فأصبح من المسلم به أن السيادة الوطنية لا تعني السلطة

Nation. Nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.



على الناس وعلى أفكارهم وخياراتهم بحسب أهواء مُتولّي أمرهم (الحاكم)، بل هي تعني التركيز على عمل المؤسسات واستبعاد النزعة الفردية للحكم واحترام حقوق الإنسان الفرد وحقوق الأقليات الإثنية والعرقية والدينية، كما تعني البحث عن أنجع السبل للتنمية الشاملة على جميع الأصعدة بصفة عادلة.

ثم أتى ميثاق الأمم المتحدة ليُكرّس مبدأ السيادة ويجعل منه ركناً من أركان قوانينه وممارساته، فنصّ على أن جميع الدول الأعضاء مُتساوية في الواجبات والحقوق⁴. على أن بعض الخروق والاستثناءات قد سجّلت في الممارسة وعلى أرض الواقع داخل هياكل المنتظم الأممي نفسه، وتحديدًا على مستوى مجلس الأمن. ومنذ أواخر تسعينات القرن الماضي، أصبحت السيادة الوطنية في مفاهيمها السالفة الذكر محلّ جدل ونقاش عميقين، وذلك إثر ظهور ما سُمّي ويُسَمّى بـ «نظام العولمة».

2- ثوابت السيادة وخصائصها

عدّد الباحثون والأخصائيون ما لا يقلّ عن 7 خصائص

للسيادة، فذكروا:

2-1- أن السيادة دستورية وقانونية، أي أنّها مُدوّنة وموثّقة في نصوص مُلزّمة لجميع السُكّان، قادة ورعية، المتواجدين داخل البلاد أو خارجها، لذلك يكاد لا يخلو دستور من الدساتير المُعتمدة في جميع دول العالم من التنصيص بلغة صريحة على السيادة (الدستور التونسي ينصّ في فصله الأوّل على أن «تونس دولة حرّة، مستقلة، ذات سيادة، الإسلام دينها، والعربية لغتها والجمهورية نظامها»، وفي فصله الثالث على أن «الشعب هو صاحب السيادة ومصدر السلطات، يُمارسها بواسطة مُثليه المنتخبين أو عبر الاستفتاء»)،

4. Chapitre I, Article 2, alinéa 1er : L'Organisation (des Nations Unies) est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres.

2-2- أن السيادة سامية وشاملة، أي أنها لا تستثني أحداً أو مجموعةً أو طائفةً من السُكَّان والمقيمين من غير رعاياها، باستثناء طبعاً الدبلوماسيين وموظفي وعملة الهيئات والمنظمات الدولية، وهي تستوجب الطاعة واحترام القانون من الجميع،

2-3- أن السيادة مُطلقة وعامة، بمعنى أن لا سلطة ولا هيئة أعلى منها داخلياً وخارجياً. وهذه رُبَّما هي أعلى وأدق خصائص السيادة ومُميزاتها إذ منها تتفرَّعُ السِادات الأخرى،

2-4- أن السيادة دائمة ومُستمرة، أي أنها لا تُخْصُّ جيلاً أو فترةً أو زمناً دون ما سبق ودون ما سيلي، وهي تدوم بدوام الدولة وتزول بزوالها، فالحكومات والهيكل تتغيَّر، والدولة تبقى،

2-5- أن السيادة غير قابلة للتصرُّف والاجتهاد ولا يُمكن التنازل عنها جزئياً أو كلياً أو تجزئتها، وذلك ما يعني أنه لا توجدُ في الدولة الواحدة سوى سيادة واحدة، وليس للنظام الفدرالي، على سبيل الذكر، أيُّ تأثير على هذه الخاصية، اعتباراً بأن السيادة قائمة بذاتها وتشمل كافة الأقاليم والولايات والمقاطعات، كما أن نظام «الحُكم المحلي» (قانون الجماعات المحلية)، المتحدِّث عنه في بلادنا منذ مدة، لا يتضارب هو الآخر مع هذه الخاصية حسب واضعيه، الذين يُؤكِّدون أن الذين يعتقدون أنه سيؤدِّي إلى تفكيك الدولة وتجزئة سيادتها وزوال وحدتها مُخطؤون.

2-6- أن السيادة مُهيكلية ومُراقبة، إذ أنها تخضع لضوابط وحدود يفرضها القانون ويسهر على احترامها مُمثِّلو السُكَّان (السلطة التشريعية) وكذلك الساهرون على مراقبة القوانين والتشريعات وتطبيقها (المجلس أو الهيئة الدستورية/ والسلطة القضائية).

2-7- أن السيادة لا تتناقض مع ما تتمتع به من استقلالية وحياد بعض الهيئات وأغلب المنظمات والجمعيات، وحتى بعض المؤسسات (مثل البنك المركزي). فهذه الهيكل على تنوعها واختلاف مهامها وصيغها لا يُمكن لها أن تنشط خارج القانون، أي أن تتهرَّب من سلطة الدولة وأن لا تحترم سيادتها، وإن كان لدينا

بعض الأمثلة التي تُبينُ عكس ذلك، وهي حالات نادرة وشاذة، والشاذ يُحفظ ولا يُقاسُ عليه.

في سياق الحديث عن الصبغة الشمولية للسيادة، تجدر الإشارة إلى أنّ لهذا المفهوم تقسيمات متباينة، ولكنها في ذات الوقت متكاملة، إذ هو يشمل السيادة الداخلية (التي تمّ التعرّض إليها في ما سبق من هذا المقال)، والسيادة الخارجية (التي أشر إليها دون تعمق وتحليل). والسيادة الخارجية (التي يكثر الحديث عنها في بلادنا منذ مُدَّة) تعني عدم خضوع الدولة لأيّ جهة أو سلطة خارجية أو دولة أجنبية أو هيئة دولية، أي تمتعها باستقلالها وبحق تقرير مصيرها وبحريّة قرارها وسيادة مواقفها.

3- أصناف السيادة

تُعتبر الدولة كاملة السيادة إذا كانت تتمتع بكامل مقومات سياستها وخياراتها في الداخل ومع الخارج، وإذا كانت لها الحرّية المطلقة في إقامة علاقات (أو عدم إقامتها أو تجميدها أو قطعها) مع كافة الدول الأخرى ومع المنظمات الجهوية والإقليمية والقارّية والدولية على اختلاف أنواعها. ومن خلال إلقاء نظرة سريعة على تاريخ الأمم والشعوب، يُمكن تصنيف الدول ناقصة السيادة (مقارنةً بالدول كاملة السيادة) إلى خمسة أصناف، بعضها لا يزال قائماً إلى اليوم وبعضها الآخر اضمحلّ أو انتهى العمل به. وهذه الأصناف هي:

3-1- الدول التابعة، أي الدّول التي خضعت خلال فترة من تاريخها إلى سلطة دول أخرى في مجالي العلاقات الخارجية والأمن - وفي بعض الأحيان في كامل أو مُعظم صلاحياتها الداخلية الأخرى أيضاً - وهو ما كانت عليه الدول والإيالات التابعة للسلطنة العثمانية (صربيا، رومانيا، بلغاريا، تونس، طرابلس، الجزائر، مصر، ...)،

3-2- الدول الحمية، أي التي وُضعت لفترة ما تحت حماية دولة أخرى، إمّا بمقتضى اتفاقية دولية (كحماية فرنسا

لإمارة Monaco وحماية إيطاليا لجمهورية San Marino)، أو بمقتضى اتفاقية ثنائية، وهي اتفاقيات غالباً ما تكون مفروضة (كحماية فرنسا لتونس والمغرب وحماية بريطانيا لبعض إمارات ودول الخليج)،

3-3- الدول الموضوعة تحت الانتداب، وهو نظام ظهر بعد نهاية الحرب العالمية الأولى لِيُطَبَّقَ مؤقتاً من قبل الدول المنتصرة على الدويلات أو الأقاليم والأراضي التي انفصلت عن السلطنة العثمانية (مثل العراق وشرقي الأردن وفلسطين) أو التي تحررت من الاحتلال من طرف إحدى القوى المنهزمة،

3-4- الدول تحت الوصاية، أي الدول والأقاليم التي كانت تحت نظام الانتداب والأقاليم التي تم اقتطاعها من الدول المنهزمة خلال الحرب العالمية الثانية (مثل الصومال، ليبيا، إريتريا) لتوضع تحت نظام جديد مؤقت بإشراف المنتظم الأممي،

3-5- الدول المحايدة، أي التي اختارت عدم المشاركة في الحروب والنزاعات، حتى تلك التي تدور رحاها غير بعيد عن حدودها، كما اختارت عدم الدخول في أحلاف أو معاهدات (مثل سويسرا والنمسا)، وهي في الحقيقة دول ليست ناقصة السيادة بآتم معنى الكلمة، اعتباراً بأنها اختارت التخلي عن بعض حقوقها طوعاً لا غير.

ويمكن أن نضيف إلى هذه الأصناف «الأوطان» التي لم يتحدّد مصيرها إلى حدّ الساعة، والتي ليست لها سيادة ولم يُعترف بها عالمياً وبالإجماع كدولة (مثل فلسطين)، كما يمكن أن نضيف بعض الأنظمة التي هي في ظاهرها وقانونياً (de jure) مُستقلّة وذات سياسة، وفي باطنها وفي الواقع (de facto) مُنتمية إلى إحدى الأصناف الخمسة المذكورة آنفاً.

بالنظر إلى هذا التصنيف، يمكن أن نلقي نظرة سريعة على تاريخ بلادنا (وهنا يُستحسن استعمال كلمة «بلاد» واجتناب كلمة «دولة» لأنّ الأنظمة التي قامت في هذه الرقعة من الأرض،

تونس، اختلفت وتباينت من حيث مدلولها وأركانها) لنرى كيف كانت السلطة فيها وإلى أي مدى كانت لها سيادة.

سيقتصر الحديث عن هذه المسألة على الفترة من تاريخ الفتح (أو الغزو) العربي الإسلامي إلى اليوم، أي من أواسط القرن السابع ميلادي إلى بداية القرن الواحد والعشرين. خلال كامل هذه الحقبة من تاريخها (1370 سنة) مرّت البلاد بفترات كانت لها خلالها دولة ذات سيادة وأخرى لم تكن لها خلالها دولة ولم تكن صاحبة قرارها كلياً أو جزئياً. ولاختزال كامل هذه المدّة من هذا المنظور، يُمكن الوقوف على المعطيات التاريخية التالية:

1- عاشت إفريقية (تونس حالياً) في تبعية كُلية أو جزئية، دائمة أو محدودة زمنياً، لفترة فاقت السبعة قرون (735 سنة) تجاه الخلافة الراشدة، فالخلافة الأموية بدمشق، فالخلافة العباسية ببغداد، فالخلافة الفاطمية بالقاهرة، فالدولة الموحدية بالمغرب، ثم الباب العالي في إسطنبول،

2- استُعمرت البلاد استعماراً تاماً في ثلاث مناسبات متباعدة لمُدّة 76 سنة (النورمان 12 سنة، والموحدون 47 سنة، والعثمانيون / عهد الباشاوات 17 سنة)،

3- عاشت البلاد فترتي حماية خلال 76 سنة (سنة واحدة تحت الحماية الأسبانية و75 تحت الحماية الفرنسية)،

4- عرفت البلاد فترات استقلال متقطّعة، فكانت لها سيادة تامّة - أو منقوصة حسبما يراه كل محلل وكل مُطلع - لمُدّة لم تتعدّ 5 قرون:

- 342 سنة خلال العهد الحفصي،

- 15 سنة خلال فترات انفراد بعض الشوار أو الثائرين من أبنائها بالحكم، وقد كان ذلك تحديداً خلال فترة الفتح العربي الإسلامي وخلال فترة الحفصيين.

- 62 سنة خلال فترة الخلافة الفاطمية بالمهدية،

- 62 سنة خلال المدّة من السنتين الأخيرتين من فترة حُكم

آخر البايات الحسينين إلى كامل فترة العهد الجمهوري،
أي من سنة 1956 إلى اليوم .

4- السيادة والعولمة

مصطلح «العولمة»، الذي هو ترجمة لكلمة Globalization الانكليزية، ثمّ تُرجم إلى الفرنسية فأصبح Globalisation أو Mondialisation، يعني في الأصل «تعميم الشيء واكتسابه الصبغة العالمية وتوسيع دائرته ليشمل العالم كله»⁵. و«العولمة» بهذا المعنى تعني أنّ الاقتصاد والتجارة والاتّصال، وعموماً جميع أوجه الحياة وجميع مجالات النشاط، لم تُعد لها حدود جغرافية، وهي تعني كذلك أنّ التكتّلات الكبرى (كالاتحاد الأوروبي، والاتّحادات القارّية الأخرى، ومنظمة التجارة الدولية، والمؤسسات المالية والمصرفية الدولية، والشركات العملاقة ومتعددة الجنسيات)، وكذلك أغلب الدول العظمى، وفي مقدّمتها الولايات المتّحدة منذ نهاية القُطبية الثنائية، أصبحت في وضعية شبه أعلى وأسّمى من الدول ومن الأنظمة القائمة، أي أنّها أضحت لا تُقيّم وزناً للسياسات الوطنية، فنتج عن ذلك أنّ صارت سلطة الدول، أي سيادتها كما تمّ التعريف بها في ما سبق، محدودة، أو هي على الأقل غير مُطلقة وغير سامية وغير شاملة وغير كاملة وغير مُستمرة (إشارة إلى الخصائص المذكورة آنفاً باستعمال نفس النعوت)، كما أضحي القرار الوطني (في البداية في المجالات الاقتصادية والتجارية فحسب، لكنّه اليوم أصبح يطال المجالات السياسية) غير مستقل وغير سيادي. وهذا التقويض وهذا التآكل، اللذان أخذاً طريقاً ليس فيها رجعة، لم يمسا جانب العلاقات الخارجية من مكونات السيادة الوطنية فحسب، بل هُما بدءاً يتسلّطان على السياسة الداخلية للدول، وبالأخص الضعيفة والمتوسّطة منها. وقد كانت أولى الذرائع لانتهاك سيادة

5. محمد أحمد هربود العيساوي، في مجلة الدراسات التاريخية والحضارية (أفريل 2014).

الدول في إطار « العولمة » ما سُمي « مبدأ التدخّل الإنساني »⁶، ثمّ « حقّ التدخّل »⁷ الذي تطوّر ليُصبح « واجب التدخّل »⁸، وهو ما أدّى في النهاية إلى مراجعة مفهوم « سيادة الدولة » وتعديله بتعلة الدفاع عن حقوق الإنسان وحمايتها، كما أدّى إلى تسييس التحركات الإنسانية ومواقف المساندة والتعاطف، لاستعمالها ذريعة للضغط على بعض الدول والأنظمة دون غيرها.

هذا الطرح يجزّ حتمًا إلى التساؤل: هل أنّ نظام « العولمة » أدّى اليوم إلى إرساء « سوق حرّة » للأفكار والمواقف والخيارات، وأسقط بذلك الحواجز والدروع التي كانت عديد الدول تحتمي بها بتعلة صيانة حرّية قرارها والذود عن سيادتها؟ هل أدخلت العولمة ارتباكًا على مراكز القرار الوطنية، فأصبحت تُخضع الدول والأنظمة إلى قواعد عمل جديدة ونُظم إشراف ورقابة وتفتيش فوق-وطنية⁹، وذلك من خلال تزايد جماعات الضغط « العابرة للقارات » وعجز الدول على السيطرة على مكّونات سيادتها ودعائمها؟

بناءً على ما سبقت الإشارة إليه، يحقّ لأيّ كان أن يتساءل اليوم، وبكلّ هدوءٍ وحرص، هل أنّ أركان السيادة وخصائصها بمفهومها الداخلي والخارجي متوفّرة في مجموعة البلدان التي ننتمي إليها؟ هل أنّ قرارات هذه المجموعة، التي تخصّ الشأن الداخلي والبعض من المواقف على صعيد العلاقات الدبلوماسية، مستقلة وسيادية كما تُريدها قياداتها وشعوبها؟ هل أنّ العولمة ونوعية العلاقات الجيوسراتيجية التي أصبحت تقود العالم اليوم هي الوحيدة المتسببة في تقلص سيادة الدول؟ أم أنّ هناك ضغوطًا وإكراهات أخرى مُسلطة ولا طائل لأيّ كان للتصدّي إليها أو للتهرب منها.

6. Intervention humanitaire.
7. Droit d'ingérence.
8. Devoir d'ingérence.
9. Supranationales.

النظام الإقليمي العربي: الواقع والآفاق

الهادي بن نصر¹

I- توطئة

1- الفضاء العربي في نظرة

تشغل البلدان العربية مساحة تقارب 14 مليون كيلومتر مربع كائنة في نطاق جغرافي يقع بين خطي العرض 2 درجة جنوبا و37،5 درجة شمالا وبين خطي الطول 60 % درجة شرقا و17 درجة غربا وهو ما يمثل نسبة 10،2 % من اليابسة في المعمورة. والنطاق الجغرافي للبلاد العربية يحوز موقعا استراتيجيا في الكرة الأرضية بتواجده في موضع ترابط قارات العالم الثلاث افريقيا وآسيا وأروبا، ويطل على المحيط الأطلسي غربا والمحيط الهندي شرقا ويشاطئ كل من البحر الأبيض المتوسط والبحر الأحمر والمضايق الهامة، جبل طارق غربا وباب المندب جنوبا وهرمز شرقا وتتوسطه قناة السويس الشريان الحيوي للملاحة البحرية بين الشرق والغرب.

وعدد سكان البلدان العربية حسب تقديرات 2014 بلغ قرابة 378 مليون نسمة مما يرتبها في صنف بلدان النمو الديموغرافي

1. سفير سابق.



العالي ذات الهرم السكاني الذي تغلب فيه فئات الشباب والفتيان .
والكتلة السكانية بالبلاد العربية تحتوي تنوعا عرقيا ودينيا وطائفا
داخل العقيدة الدينية الواحدة وذلك بنسب مختلفة حسب
البلدان .

2- البيئة المحيطة قبل نشأة النظام الإقليمي العربي

شهد العقد الثاني من القرن العشرين، لاسيما خلال
توقف المد الاستعماري للدول الأوروبية الغربية الكبرى وفي ظل
اندلاع الحرب العظمى الأولى في أوروبا، بروز مفهومي التنظيم
الإقليمي والتنظيم العالمي كمقاربة لإدارة العلاقات بين الدول
الكبرى خاصة تأخذ في الحسبان معادلات ميزان القوى فيما بينها
وتأطير حراك التنافس لضمان تقاسم المصالح .

ويتنزل مفهوم التنظيم الدولي الإقليمي ضمن مقاربة
التدرّج في تنظيم المجتمع الدولي وحفظ السلم وضمان التعايش
والتعاون لاسيما بين الدول الكبرى في سبيل وضع لبنات أساسية
لقيام نظام دولي أوسع يشمل العالم كله .

ومن أسس النظم الدولية الإقليمية البعد التكاملي
في نطاق إقليمي محدّد يشمل مجموعة من الدول المتجاورة بما
يكفل تطوير العلاقات فيما بينها عبر ارساء مؤسسات وآليات وأطر
مشتركة .

ويستخلص من الدراسات التي تتناول بالبحث النظم
الإقليمية أنّ من أهم مقومات النظام الإقليمي :

– (1) التموضع بمنطقة جغرافية محددة .
– (2) وجود قابليات التفاعل والتكامل ما بين مجموعة
دول كائنة ضمن إطار جوار جغرافي محدّد .

– (3) توفر عناصر هوية إقليمية مشتركة ووعي بالتقارب
والتضامن بين الدول التي يجمعها نطاق جوار جغرافي محدّد،
وقابلية حشد القدرات على التعامل مع العالم الخارجي كوحدة

متماسكة أو السعي لتحقيق ذلك، ومن مؤشراتهما وتجلياتها بروز مفهوم موحد للدفاع والأمن المشترك².

3- نشأة النظام الإقليمي العربي

جاء تشكيل النظام الإقليمي العربي في أواسط عقد الأربعينيات من القرن العشرين في ظل تحولات كبرى في الوضع الدولي جرّاء الحرب العالمية الثانية التي أفضت الى تبدل في معادلات توازن القوى على صعيد المعمورة وتعاضم نفوذ الولايات المتحدة الأمريكية على الساحة الدولية وتراجع وزن الدول الأوربية الغربية وتأثيرها خاصة في شرق المتوسط بوصفها قوى استعمارية مارست نفوذا كبيرا بتلك المنطقة منذ الربع الأخير من القرن 19³.

2. Cf:

- Ronald I. Yalem: Regionalism & World Order (Washington DC; Public Affairs Press 1985).
- Joseph S. Nye Jr: International Regionalism Readings (Boston Massasushits, Little Brown 1985).
- Inis L. Claude Jr: Swords into Plowshares, The Problems & Progress of International Organizations, 4th edition (New York, Random House 1971).
- Michael Hass: International Integration, in Michael Hass, ed, International Systems: A Behavioral Approach (New York Random House 1971).
- Bruce M. Russet: "International Regions & International System, A Study in Political Ecology" (Chicago, Rand Menolly, 1972).
- Michael Banks: "System Analysis & The Study of Region"; International Studies Quarterly vol.13 (December 1969).
- William Thomson: The Regional Subsystem: A Conceptual Explication & Propositional Studies Quarterly vol.17 March 1973 pp 89/119.
- James C. Caparoso: "Functionalism & Regional Integration (Beverly Hills, California Sage Publications 1972).
- Louis J. Cantori & Steven L. Spiegel: « The International Politics of Regions, A Comparative Approach» (Englewood Cliffs, N.J; Prentice Hall 1970).

3. Cf: Eugene L. Rogan: "The Emergence of the Middle East into the Modern State System" article published in: International Relations of the Middle East, Third Edition 2012, Edited by Louise Fawcett, Oxford University Press, pages 37/56.



وانطلق تشكيل النظام الإقليمي العربي عمليا بإنشاء جامعة الدول العربية الذي تم إثر عقد 7 دول عربية مستقلة آنذاك لمؤتمرين متتاليين لتأسيس الجامعة؛ عقد أولهما في مدينة الإسكندرية المصرية خلال الفترة بين 25 أيلول / سبتمبر و17 تشرين الأوّل / أكتوبر 1944 (والدول المعنية هي : مصر، مملكة شرق الأردن، مملكة العراق، سوريا، المملكة العربية السعودية، دولة شمال اليمن). وتركزت أشغال المؤتمر على التدارس في أسس بناء منظمة جامعة للدول العربية تلك وفي الأغراض والأهداف التي ستبني عليها. وعقد المؤتمر الثاني في العاصمة المصرية القاهرة بتاريخ 22 آذار / مارس 1945 وشاركت فيه نفس الدول وقعت في اطاره على ميثاق الجامعة.

وجاء في توطئة الميثاق أن عقده من طرف الدول الموقعة عليه يأتي :

« تشبها للعلاقات الوثيقة والروابط العديدة التي تربط بين الدول العربية وحرصا على دعم هذه الروابط وتوطيدها على أساس احترام استقلال تلك الدول وسيادتها، وتوجيهها لجهودها الى ما فيه خير البلاد العربية قاطبة وصلاح أحوالها وتأمين مستقبلها وتحقيق أمانيتها وأمالها. واستجابة للرأي العام العربي في جميع القطر العربية».

ومن خلال تفحص مضمون الميثاق وتدقيق المبادئ التي احتواها يستخلص أن عمل الجامعة يحكمه أساسان اثنان :
الأساس الأوّل : الجامعة هي جهاز ذي طابع « بينحكوماتي مشترك » لا يمتلك سلطة فوق وطنية تعلو السلطات الوطنية للبلدان الأعضاء.

الأساس الثاني : أن الجامعة منظمة تقوم بعملها « على أساس التعاون الاختياري بين الدول الأعضاء وذلك على قاعدة المساواة والاحترام المتبادل للاستقلال وللسيادة ؛ وهذا ما يفرض الأخذ بقاعدة الاجماع في اتخاذ القرارات.

واعتماد قاعدة الرضاء العام كأساس في عمل الجامعة تنزّل في نطاق مقارنة قائمة على توفير المرونة والتوفيق بين بعدين متناظرين هما البعد الوطني القطري والبعد القومي العابر للوطنية القطرية « لحياكة نسيج الترابط في علاقات البلدان العربيّة ». وارتهان عمل الجامعة لجدلية ثنائية القطرية والقومية جعلها تعاني دوما من عقبة بنوية في أداء مهامها تضعها غالبا في مواجهة معضلة حل المعادلة المستحيلة بين القطري والقومي وبالتالي فرض الهشاشة على النظام الإقليمي العربي وتدنيّ الفعالية فيه .

وقد أرسّت جامعة الدول العربية منذ سنة 1950 وعلى مرّ السنوات التالية بنية قانونية متنوعة كمرجعية لعمليها في شتى المجالات وحري ذكر أهمها :

- اتفاقية الدفاع العربي المشترك والتعاون الاقتصادي الموقع عليها في أواسط شهر نيسان / أفريل 1950 . وبقيت هذه الاتفاقية غير مفعلة في شقها العسكري الى غاية أوائل سنة 1964 أو ان انعقاد مؤتمر القمة العربي الأوّل في القاهرة الذي أقرّ انشاء قيادة عسكرية عربية موحدة دائمة تتألّف من ممثلين عن هيئات اركان الجيوش العربية، وكذلك انشاء مجلس للدفاع العربي المشترك يجمع كلا من وزراء الدفاع والخارجية العرب وهو مجلس مخول بإصدار قرارات ملزمة بأغليّة الثلثين . وبعد عقدين من الزمن (1984) شلت فاعلية اتفاقية الدفاع المشترك وقوّضت كل الهياكل المنبثقة عنه نتيجة جنوح مصر لعقد اتفاق صلح منفرد مع إسرائيل (في 26 آذار / مارس 1979) .
- اتفاقية تسهيل التبادل التجاري وتنظيم تجارة العبور (الترانزيت) لسنة 1953 .
- اتفاقية الوحدة الاقتصادية العربية والسوق العربية المشتركة مبرمة في 03 حزيران / جوان 1957 (لم تدخل حيز التنفيذ الا سنة 1964 ولم تنضمّ اليها سوى 14 دولة عضو في الجامعة .

– اتفاقية انشاء منطقة التجارة العربية الحرة الكبرى (GAFTA). موقع عليها في قمة عمان سنة 1997 ولكن لم تدخل حيز التنفيذ الا سنة 2005 وعدد الدول المنضمة اليها 18 دولة عضو في الجامعة.

II – النظام الإقليمي العربي / مسارات وعرة وغير مستقرة

كان النظام الإقليمي العربي في بدايته عبارة عن تجمع لسبعة دول حديثة العهد بالسيادة ولاستقلال غير متطورة وذات نظم حكم متباينة الطابع والتوجهات وثقل جغراسياسي غير متكافئ ومجتمعات ذات بنية مختلفة يغلب عليها التخلف، وهي مفتقدة للحمة القوية ولرؤى متوافقة لمستقبلها ولتانة أرضية الثقة فيما بينها. وبحكم هذه العوامل ظل هذا التجمع طوال العشر سنوات الأولى من تأسيسه مجرد تجمع تشاوري تعوزه القدرة على ترجمة مقتضيات ميثاق الجامعة وأهدافها على أرض الواقع. وتضافرت مع العوامل الداخلية السالفة الذكر عوامل خارجية بالغة التأثير على النظام الإقليمي العربي وتمثل أساسا في:

– توطيد كيان إسرائيل في فلسطين بقلب المنطقة العربية.
– الحرب الباردة الذي أحل المنطقة العربية في دائرة رئيسية للصراع على المصالح في المعمورة بين المعسكرين الغربي والشرقي.
– حرص المعسكر الغربي بقيادة الولايات المتحدة الأميركية على توطيد نفوذها وتفوقه بالمنطقة العربية المشرقية خاصة بحكم الموقع الاستراتيجي للبلاد العربية الكفيل من جهة بتطويق الاتحاد السوفياتي والمعسكر الشرقي كاملا من الجنوب عبر آلية الحلف الأطلسي الذي ضمت إليه تركيا سنة 1952، وعزز هذا الحلف بمعاوضة من بريطانيا بحلف رديف هو الحلف المركزي شمل كل من تركيا والعراق وإيران وباكستان. ومن جهة ثانية بحكم

ما تحتويه المنطقة العربية من موارد طبيعية هامة تتمثل أساسا في وفرة مصادر الطاقة بها والحيوية لاقتصاديات الدول الكبرى الغربية الصناعية وفي طليعتها أمريكا.

وباستعراض صيرورة النظام الإقليمي العربي منذ نشأته ولمدى يتجاوز الـ 70 سنة يستخلص أن هذا النظام شهد أطوارا عدة وسلك مسارات وعرة وغير مستقرة يمكن بتكثيف شديد حصرها في أطوار سبعة بارزة دام مدى كل منها في المعدل قرابة عقد من الزمن :

أولا: طور صعود حركة الدفع القومي العربي الوحدوي

1967/1956

تسنّى لمصر، في هذا الطور بحكم ثقلها الجغراسياسي الوزان نسبيا في محيطها العربي وخاصة المشرقي منه، أن تمارس دور قطب قيادي على الساحة العربية في محور ضم كل من سوريا والعراق . وتأسس هذا المحور عل تناغم نسبي أيديولوجي بين نظم سياسية تحمل عقيدة قومية عروبية وحدوية بتوجه ثوري غير موالي للغرب (حركة الضباط الوجدويين الأحرار بمصر التي تعزز توجهها الوجدوي في عهد الرئيس جمال عبد الناصر بعد العدوان الثلاثي البريطاني الفرنسي الإسرائيلي في تشرين الثاني /نوفمبر 1956 على مصر المنخرطة آنذاك في مسار تأسيس حركة عدم الانحياز، وتعزز نفوذ حزب البعث العربي الاشتراكي في كل من سوريا والعراق والوحدة المصرية السورية في 01 شباط /فيفري 1958، فضلا عن انتشار الفكر القومي الناصري في العديد من البلدان العربية مشرقا ومغربا في ظل المواجهة التي كانت تقوم بها لاسيما حركة التحرر الوطني بشمال افريقيا وبلدان الفضاء المغاربي تحديدا).

وانخراط المحور القومي العروبي الوجدوي في انتهاج سياسة جامحة عالية السقف على الساحة الدولية تستهدف وفق خطاب نظري حماسي وتعبوي «تخليص الوطن العربي» من الهيمنة الخارجية والتبعية للغرب من جهة، ومن جهة أخرى

مواجهة « تحديات وجود إسرائيل وتحرير أرض فلسطين السليبية من الكيان الإسرائيلي المغروس في قلب المنطقة بدعم ثابت من الغرب » لم يكن محل رضاء كامل أو قبول من قبل دول عربية عدّة منضوية في إطار جامعة الدول العربية بحكم أن تلك الدول مرتبطة بعلاقات ثنائية وثيقة مع الدول الغربية الكبرى (لاسيما أمريكا وبريطانيا وفرنسا) ؛ كما أنّ الدول المغاربية، التي نالت استقلالها وتخلصت من الاستعمار الفرنسي بحركة كفاح وطني مرير، لم تكن قابلة للتفريط بسيادتها والتنازل عن حرية قرارها على الساحة الدولية للخضوع لكثلة محور التوجه القومي تحت غطاء جامعة الدول العربية خاصة وأن ميثاقها ينص على احترام سيادة واستقلال كل دولة عضو فيها .

ورغم رجحان كفة المحور القومي في النظام الإقليمي العربي طوال الحقبة الممتدة من 1956 الى 1967، فإنّ هذا المحور كانت تعوز دوله الإمكانيات والقدرات الكفيلة بتطبيق سياساتها الجامحة وخدمة أهدافها الطموحة على أرض الواقع بحكم ضعف بنية الدولة وكذلك البنية الاقتصادية وتخلف البنى الاجتماعية فيها .

كما أنّ هذا المحور كان يواجه محورا موازيا قطبه المملكة العربية السعودية وهو يقوم على توجّه يتأسّس على التمسك بالكيانات القطرية الوطنية القائمة في العالم العربي والممانعة في اندماجها أو صهرها في « كيان أوسع ذي طابع عربي اتحادي » والتملص من ذلك برفع أطروحة « الوحدة الإسلامية » الكفيلة بتذويب الكيان العربي المنشود في محيط « اقيانوس أو هيولا ما يدعى بالأمة الإسلامية » الأوسع .

وحظي هذا المحور الأخير برعاية الغرب ولاسيما الولايات المتحدة الأميركية لتوافق توجهاته مع منظورها الاستراتيجي للمنطقة العربية عموما وللسعودية على وجه الخصوص (التحالف السعودي الأمريكي بمقتضى اتفاق الملك السعودي والرئيس فرانكلين روزفلت

في أعقاب الحرب العالمية الثانية «اتفاق الباخرة كوينسي» وتطبيقا لعقيدة الرئيس الأمريكي الآخر دوايت آيزنهاور القاضية بتطويق الاتحاد السوفيتي والمعسكر الشرقي ومواجهة المدّ الشيوعي على الساحة العالمية عموما وبالساحة العربية خصوصا).

ولم تخل مسيرة النظام الإقليمي العربي وبالتبعية المحور القومي من عثرات كبرى ورجّات خطيرة في تلك الحقبة المحددة حربيّ من بينها استحضار:

– وقوع مصر قطب المحور القومي في شرك استنزاف عسكري واقتصادي، بانساقها الى التدخل عسكريا في اليمن (1965/1962) لتثبيت سلطة النظام العسكري الذي قام هناك على أنقاض النظام الوراثي الملكي (الإمامي) وهو استنزاف كبير وطويل المدى رعته السعودية بدعم غربيّ في نطاق إنهاك المحور القومي وحشره في دوامة الصراعات الداخلية العربية-العربية ومشاغلتها عن مواصلة خطه الهادف الى اخراج النظام الإقليمي العربي من فلك الغرب.

– الحرب الاستباقية الخاطفة والكاسحة التي شنتها إسرائيل الكيان أاحتلالي المغروس غصبا في أرض فلسطين، في 5 حزيران / جوان 1967، على دول طوقها بغرض إلحاق ضربة قاصمة لظهر دول المحور القومي وخاصة مصر وسوريا، وهي الحرب التي أسفرت عن إلحاق الدمار ببنييتيهما العسكريتين واحتلال شبه جزيرة سيناء المصرية كاملة والسيطرة على الضفة الشرقية لقناة السويس واحتلال قطاع مرتفعات الجولان السورية الاستراتيجية إضافة الى احتلال كامل قطاع الضفة الغربية لنهر الأردن والشق الشرقي لمدينة القدس اللذين كانا تحت سلطة المملكة الأردنية الهاشمية أي ما يعني استكمال السيطرة على كافة تراب فلسطين التاريخية.

وشهدت حقبة هذا الطور من النظام الإقليمي العربي جراء ما تعرضت اليه من تعثرات ورجات كبرى ظهور توجه هام نحو البحث عن البدائل والخيارات الممكنة لإدارة الصراع العربي

الإسرائيلي وفي جدوى نهج المواجهة العسكرية المباشرة والتقليدية وضرورة مراجعته وتعديله بالاعتماد بصورة موازية على حركة نضال فلسطيني سياسي ودبلوماسي معزز بصيغ حرب استنزاف عسكري غير تقليدي للاحتلال الإسرائيلي من قبل فصائل فلسطينية شبه عسكرية. وهذا التوجه هو الذي يفسّر ما شهدته المراحل اللاحقة لمسيرة النظام الإقليمي العربي من تعاظم دور منظمة التحرير الفلسطينية وفصائل النضال المسلح الفلسطيني في حلقة الصراع العربي الإسرائيلي.

كما شهدت تلك الحقبة (قبل سنتين من اندلاع حرب 1967) طرح مقاربة «قنوعة بالشرعية الأممية» تقدم بها منذ ربيع عام 1965 الرئيس والزعيم التونسي الراحل الحبيب بورقيبة (في جولته المشرقية آنذاك) لحل الصراع العربي الفلسطيني عبر «نهج الكفاح السلمي السياسي والدبلوماسي» للاحتفاظ بما تبقى مما هو مقرّب له للشعب الفلسطيني من حقوق وطنية تمكن من إقامة كيان لدولته على جزء من ترابه استنادا الى قرارات الأمم المتحدة التي تشكل الشرعية الدولية الجديرة بأن تستغل في غياب البديل عنها (قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم 181 لسنة 1947). وبقيت هذه المبادرة خيارا مرفوضا ومهجورا لعقود طويلة اضطر النظام الإقليمي العربي بعدها بعقود لخيار الحل السلمي للصراع مع إسرائيل في كنف «شرعية دولية أدنى قيمة» وأكثر قيودا وبفرض من القوى الكبرى المتنفذة في العالم.

ثانيا: طور اجهاد محور حركة الدفع القومي بتعقد الصراع العربي الإسرائيلي وتراجع التوجّهات القومية العربية مقابل صلابة الوطنيات القطرية وتساعد تيارات الإسلام السياسي (1973/1967)

أكد حصاد الحرب الحاصلة سنة 1967 هشاشة النظام الإقليمي العربي وضعف المحور القومي القائد فيه وبين الكلفة

الفادحة لنهج المواجهة الحربية غير المتكافئة مع إسرائيل ودخول هذا المحور في حالة اجهاد وإنهاك طويل لغاية 1973 تاريخ اندلاع الحرب العربية الإسرائيلية الموالية المنجزة عن التمسك بالمضيّ قداما في هذا النهج كما كرسته القمة العربية الخامسة المنعقدة بالعاصمة السودانية الخرطوم في 29 آب / أوت 1967 مباشرة بعيد حرب 5 حزيران / جوان المدمرة للجانب العربي . وتميّزت هذه الحقبة أساسا بـ:

– تواصل مناخ الهزيمة على الساحة العربية واستمرار انكسار المحور القومي العربي تحت ضغط العجز مقابل السطوة الإسرائيلية وانجراره اضطراريا لمواصلة تحمل عبء نزيف الانفاق العسكري محاولة لتدارك الخلل الفادح في ميزان القوى عسكريا مع إسرائيل بالارتهان أكثر للاعتماد على دعم الاتحاد السوفياتي والمعسكر الشرقي لتوريد السلاح في ظل شحّ المدد المالي من قبل الدول العربية القادرة ماليا (تحديدا دول الخليج النفطية) باستثناء العراق والجزائر (وليبيا بعد اسقاط نظامها الملكي) .

– بروز تدريجي لنزعات العود «للتترس» بالهوية الإسلامية كأداة للاستعادة التوازن من خلال التعلق بالانتماء للكيان الإسلامي الواسع «والهيو لاني» تعويضا عن «الكيان العربي الخديج» باستحضار توجهات المفكرين الإسلاميين الرواد في العصور المتأخرة كجمال الدين الأفغاني ومحمد عبده ورشيد رضا .

– تصاعد ثقل المملكة العربية السعودية ومن ثمة باقي دول الخليج العربية لاسيما بعد القفزة العملاقة لأسعار النفط منذ 1973 باستعمال هذه المادة كأداة تفاوض مع الغرب مما عزز موقع البلد المعني مع دول جواره الخليجية على الساحة العربية بتوظيف قدراتها المالية العاتية كرافعة أساسية لفرض دور فاعل لها في إدارة دفة النظام الإقليمي العربي وتطوير المحور القومي الراح تحت وطأة الاستنزاف المالي والتقهر الاقتصادي بفعل علوقه في المواجهة المبررة مع إسرائيل .

– توفر بيعة مناسبة لترعرع حراك نمو الإسلام السياسي بنزعاته المختلفة المتراوحة بين الاعتدال والانفتاح النسبي على العصر والانغلاق إزاء الحداثة والرفض الشديد للأنموذج الحضاري الغربي أو للاقتباس منه والإصرار على احلال الأنموذج الإسلامي الغابر في منزلة البديل الواجب الوجود لمواجهة الغرب « المهتد لكيان الإسلام والمسلمين » حسب تقدير تلك النزعات المتشددة .

– استفادة تيارات الإسلام السياسي بدعم سخي من كتلة الدول الخليجية القادرة ماليا وفي طليعتها المملكة السعودية . ومن تجليات ذلك انتعاش نشاط تنظيم الاخوان المسلمين وتنظيراته في الدين والمجتمع ونظام الحكم ، واستحضار كتابات حسن البنا وسيد قطب وأبو الأعلى المودودي . كما تنامي وجود التنظيمات السلفية المتشددة المستندة الى توجهات وفقه ابن تيمية وابن القيم الجوزية المنحدر عنهما المذهب الوهابي .

ثالثا : طور تدخل النظام الإقليمي العربي وتصدّع الحور القومي بعقد مصر لمعاهدة سلام منفرد مع إسرائيل (1973/1979) .

أكد هذا الطور مجددا ظاهرة عدم الاستقرار في قاعدة النظام الإقليمي وتشققه لاستمرار جدلية القطرية والقومية في صلبه ومن التجليات الأساسية لهذه الحالة :

– تصدّع أرضية الثقة بين مصر وسوريا على ضوء ما أسفرت عنه حرب تشرين الأول / أكتوبر 1973 من نتائج متواضعة في باب تعديل انخراط ميزان القوة مع إسرائيل وركون الرئيس المصري آنذاك محمد أنور السادات الى توخي سياسة خارجية مصرية جديدة قوامها التحلل من التحالف مع الاتحاد السوفياتي وانتهاج دبلوماسية تستهدف ترميم علاقات مصر مع القوى الكبرى الغربية وفي صدارتها أمريكا وكذلك انتهاجه داخليا لسياسة تقطع مع التوجهات الناصرية لسلفه الراحل في 1970 من خلال تقويض

التنظيم القومي الحزبي الناصري (الاتحاد الاشتراكي) وتحجيمه عبر استحداث آلية المنابر السياسية والاجتماعية المتعددة لتأطير الرأي ومن خلال التغاضي عن عودة تيارات الفكر السياسي الليبرالي والمحافظة على السطح في مصر وفي صدارتها تنظيم الاخوان المسلمين مع عدم منحها الغطاء القانوني . وفي باب الاقتصاد انتهاج التحول الزاحف نحو نظام اقتصاد السوق .

– دخول لبنان في أواسط سنة 1975 في مرحلة بداية غليان بركان الحرب الأهلية بفعل تحوله الى ساحة بديلة للمواجهة العربية مع إسرائيل وبفعل انزياح منظمة التحرير الفلسطينية نحوه وتحول ترابه الى فضاء استقطاب لوجود وتموقع فصائل الكفاح المسلح الفلسطيني باختلاف مشاربها وارتباطاتها مع دول المحور القومي ولاسيما سوريا والعراق وليبيا وتدخّل هذه الدول في الساحة اللبنانية وتغلغل نفوذها هناك وتنافسه .

– فك ارتباط مصر بالمحور القومي العربي الوحدوي وتوجه الرئيس المصري «نحو البحث عن مصلحة مصر الوطنية المحضة» وفق تقديره بجرّها مجدداً إلى فلك الغرب والاستعانة به لعقد صلح منفرد مع إسرائيل برعاية تامة من الولايات المتحدة الأمريكية وتأطير كامل من قبل مستشارها للأمن القومي هنري كيسنجر. والعوامل الرئيسية الدافعة للرئيس المصري للخروج عما كان يوصف بوحدة الصف العربي نابع من استخلاصه «أن مصر لم تجن من دورها كقطب في المحور القومي سوى الأعباء الثقيلة للمواجهة غير المتكافئة مع إسرائيل في اطار الصراع معها مما أورث استنزاف مقدراتها البشرية والاقتصادية وحرمها من الموارد الكافية لأغراض التنمية بل اهدار تلك الموارد في الجهود الحربي في غياب تضامن عربي فعال لا سيما من قبل الدول العربية المقتدرة مالياً مع استفادتها من ذلك الصراع العربي الإسرائيلي لرفع أسعار النفط ومراكمة الثروة وبناء رخائها في معزل عن محيطها العربي المعدم والمنهك وتقصيرها في ترجمة التضامن العربي الى واقع ملموس» .

– إصرار الرئيس المصري الراحل أنور السادات على الاستمرار في نهجه رغم التحفظ والرفض العربي لذلك بأداء زيارة مفاجئة الى القدس والقاء خطاب في الكنيسة الإسرائيلية (تشرين الثاني / نوفمبر 1977) .

– شفعه لزيارته الى إسرائيل بمسار مفاوضات سرية مصرية إسرائيلية رعتها واشنطن واحتضنتها بكامب دافيد سنة 1978 وكان من حصيلتها عقد «اتفاقيين إطاريين لإجراء مفاوضات بلورة بنود معاهدة للسلام المنشود» (أمضيا في 17 أيلول / سبتمبر 1978) .

– تحرك النظام العراقي بقيادة الرئيس صدام حسين «مدفوعا بطموحه المتعجل لتمكين العراق من أن يصبح قطب المحور القومي المتصدع وقاطرته بدلا عن مصر بحكم خروجها عن هذا المحور» ومحاولة لمّ شتات ما تبقي منه وجبر صدعه بفرض عزل مصر وتجميد عضويتها في جامعة الدول العربية باستضافة مؤتمر للقمة العربية العاشرة ببغداد في الثاني من شهر نوفمبر 1978 لتحقيق تلك الغاية وكذلك اتخاذ قرار نقل مقر الجامعة العربية إلى الجمهورية التونسية .

– تأكيد توجه مصر نحو الصلح المنفرد كردد على الموقف العربي الراض لخيارها بتوقيع رئيسها في واشنطن في 26 أيار / ماي 1979 لمعاهدة سلام مع إسرائيل وهو ما فسح المجال لفرض العزلة العربية عمليا على مصر وتنفيذ قرار نقل مقر جامعة الدول العربية خارجها وتكريسا لذلك عقد مؤتمر القمة العربية الحادية عشر بتونس في 20 تشرين الثاني / نوفمبر 1979 .

– مسaire الدول الخليجية للتوجه المتمحور حول عزلة مصر الذي قاده العراق تحت ضغط صعقة انهيار النظام الشاهنشاهي في إيران وقيام النظام الإسلامي الثوري الشيعي على أنقاضه والذي عدّ نذيرا سلبيا لقابلية الغرب ولاسيما الولايات المتحدة الأمريكية رفع الغطاء عن حلفائها بمنطقة الخليج كما تم مع نظام الشاه ولاسيما باستحضار «خطيئة ارتكاب الحظر

النفطي» مع الغرب سنة 1973 وما كان لها من وقع سلبي على صفاء العلاقات معه وعلى استقرارها .
- تخليّ الدول العربية، ولاسيما منها دول الطوق الفلسطيني، نهائيا عن نهج المحاربة المباشرة لإسرائيل لفك احتلالها عن أراضيها وتحرير فلسطين .

رابعاً : طور انحدار النظام الإقليمي العربي الى درك استنزاف مواجهة حربية مريرة إضافية في جواره الشرقي المباشر (1990/1980)

لم يتحمل النظام الإقليمي العربي طويلا الصدع الحاصل فيه بعزلة مصر عنه ولم يكن العراق قطبا بديلا له الكفاءة للمسك السليم بعنانه والاسهام في تأمين تسيير دفته بحكمة، اذ سرعان ما انزلق رئيس النظام العراقي الأسبق الراحل صدام حسين (تحت النشوة العابرة بالتمكن من المسك بعنان النظام العربي وبدفع من فهم شخصي إطلاقي وغير واقعي للعقيدة القومية البعثية). إلى مواجهة حربية مغامرة وغير محسوبة العواقب مع إيران وهي في مطلع ثورتها الإسلامية الشيعية الجامحة فارضا بذلك وزرا جديدا على كاهل بلاده وكذلك على كاهل النظام الاقليمي العربي من خلال جرّه إلى الاضطفاف إلى جانب العراق في معاداة إيران وشعبها المتجذّر في عمق هويته القومية الفارسية العتيدة بما حفز مجددا نار الشعوبية الأزلية المضادة للعرب لكن بوقود إسلامي شديد اللهب .
ومن التداعيات الرئيسية لهذا الطور المأساوي المفروض على النظام الإقليمي العربي :

- مزيد التخلخل في صف البلدان العربية ولا سيما منها تلك المتموقعة في المحور القومي كسوريا وليبيا والجزائر التي استهجنّت ورفضت معاضدة العراق في حربه على إيران .
- فرض استنزاف مالي ثقيل على كاهل دول الخليج تحمّلتها غصبا عنها معاضدة للنظام العراقي ماليا طوال مدة السنوات

الثمانية للحرب العراقية الإيرانية خشية من سطوة النظام الإيراني الجديد في المنطقة ان هو تغلب في تلك الحرب .

– اتاحة الفرصة أمام الدول الكبرى الغربية وفي طليعتها أمريكا لاستغلال ريع الحرب الطاحنة بين العراق وإيران لاستنزاف الدولتين المتجاورتين وكسرتهم في نطاق تطويق أيديولوجيتهما المرفوضتين من الغرب وممارسة مزيد من التدخل ومدّ النفوذ في الفضاء العربي ومحيطه .

– دفع البلدان الخليجية منذ سنة 1981 الى الانخراط في تجمع جهوي حصري لها تمثّل في إقامة مجلس التعاون لدول الخليج العربية للتوقي من ويلات تغوّل أي من البلدين المتحاربين عليها ولتدبّر حماية كيانها وأمنها بالارتهان الى حماية مضمونة من قبل الولايات المتحدة ودول الغرب واحتضان قواعد عسكرية لها على ترابها .

– تمكين الغرب من استنزاف المقدرات النفطية العربية والإيرانية ووضعها مجددا في بؤرة الاستهداف والاستغلال لفائدة اقتصاداته النهمه لمصادر الطاقة والسيطرة على حراك الإنتاج والتسويق للنفط والغاز بالمنطقة العربية بألية تحكم غربية منسّقة وفعّالة عن بعد .

– تراجع الدعم العربي لقضية الشعب الفلسطيني وللكفاح الفلسطيني بحكم انشغال النظام الإقليمي العربي بالصراع العراقي الإيراني .

– سنوح الفرصة أمام إيران ونظامها الثوري الإسلامي للاستثمار السياسي الفعال في المنطقة العربية بدعم القضية الفلسطينية وقطع العلاقات مع إسرائيل مما زاد النظام الإقليمي العربي ارباكا وشكا في حكمة المواجهة العربية الإيرانية وجدواها وفسح المجال لقيام تعاون بين إيران وسوريا لمزيد التغلغل سوريا في الساحة اللبنانية لدعم حركات المقاومة الفلسطينية واللبنانية والدعم الإيراني لكيان المكوّن الشيعي العربي اللبناني النصير للثورة الإيرانية وخطها الإسلامي المعادي لإسرائيل .

– سنوح الفرصة أمام إسرائيل لضرب المفاعل النووي العراقي تموز سنة 1981 . وكذلك لاجتياح لبنان سنة 1982 واستباحة عاصمته وضرب حركات الكفاح الفلسطيني المختلفة والمخيمات الفلسطينية واحتضان قوى لبنانية معادية لتواجد الشتات الفلسطيني على الأراضي اللبنانية ودفع منظمة التحرير الفلسطينية للخروج قسرا من لبنان والهجرة الى تونس .

– اندلاع الانتفاضة الفلسطينية الأولى داخل الأراضي الفلسطينية المحتلة سنة 1987 أمام استمرار تراجع الدعم العربي لكفاحه ونضوب المدد المالي له في غمرة انشغال العرب بالحرب الإيرانية العراقية .

خامسا : طور ارتهان النظام الإقليمي العربي لهيمنة القوى الغربية الكبرى بغزو الكويت من طرف العراق وتردّي هذا الأخير في قيد العزل الدولي ونظام الحظر والعقوبات (2003/1990)

شهد النظام العربي الإقليمي في هذا الطور هزة وزلزالا داخليا لا سابق لهما منذ تأسيس الجامعة العربية بقيام العراق بغزو الكويت عسكريا ونفي وجودها الجغراسياسي بدعوى كونها كانت في فترة ما جزءا من تراب العراق في العهد العثماني . وهذا الزلزال حصل في وضع كوكبي شهد تحوّلًا عظيمًا تمثل في دخوله في صيرورة زوال القطبية الثنائية وتفكك الاتحاد السوفياتي والمعسكر الشرقي الاشتراكي وصعود الأحادية القطبية بسيطرة من الولايات المتحدة الأمريكية .

ومن العوامل الفاعلة لحدوث التزلزل مجدداً في النظام الإقليمي العربي ما نتج من تداعيات سلبية للحرب الطويلة العراقية الإيرانية على البلدان العربية عامة وبلدان الخليج والعراق خاصة ويمكن أساسا اجمالها في :

– تعاظم مديونية العراق وتراكمها بفعل نفقات الحرب .

– تضخم عديد الجيش العراقي والبنية الصّناعية العسكرية العراقية وما ترتب عنهما من وجوب تدبير الموارد بالاعتماد أكثر على زيادة انتاج النفط وتصديره فضلا عن تصاعد حاجة العراق لتمويل إعادة تدوير عجلة اقتصاده من جديد والخروج من اقتصاد الحرب .

– انفراط التنسيق بين الدول المنتجة للنفط ولاسيما العربية منها وارتهان السوق النفطية انتاجا وتسويقا الى مِشِيئة الدول الغربية الكبرى المستوردة التي وضعت آلية فعالة للتحكم في اقتصاد مواد الطاقة انتاجا وتسويقا على صعيد المعمورة .

– نشوب خلاف حاد بين العراق والدول الخليجية حول ضرورة ضبط سياسة عربية مشتركة ومتناسقة لاستغلال الثروة النفطية « وهو ما استشفت منه تلك الدول نوع من المصادرة لثروتها النفطية ومحاوله من العراق لفرض قيود وبسط الوصاية عليها تحت غطاء جامعة الدول العربية تكريسا لشعار نفط العرب للعرب واستغلال الثروات العربية للتنمية المشتركة في البلدان العربية . وبرز هذا الخلاف الحاد للعيان بوضوح شديد في مؤتمر القمة العربية الاستثنائية المنعقد ببغداد في 28 أيار / ماي 1990 .

وأحدث غزو العراق للكويت في 02 آب / أوت 1990 فالقا عظيما في كيان النظام الإقليمي العربي ، ومن أعراضه ونتائجه الأساسية :

– تقويض أسس استمرار تماسك هذا النظام وسدّ جل السبيل أمام الحفاظ على الحد الأدنى من صيغ التعاون والتضامن العربي المتعدد الأطراف صلب جامعة الدول العربية وتبين عجزها عن حل التناقضات صلب النظام الإقليمي العربي .

– انكفاء الدول الخليجية على نفسها وتوجهها نحو التحصن داخل بوتقة تجمعها الجهوي مجلس التعاون الخليجي تحت ضغط خشيتها من الدول العربية الأخرى والتقدير أن شعوبها تنطوي على أطماع في مقدراتها وثرواتها وذلك استخلاصا مما رصد لدى تلك الشعوب من انحياز الى جانب العراق ونظامه بعد

غزو الكويت والانقسام العربي حول سبل ردع نظامه وجبره على الخروج من الكويت .

– تحول العالم العربي بعد الغزو الى حقل مفتوح للتدخل المباشر وغير المباشر من الدول الغربية الكبرى وفي طليعتها أمريكا القطب الأوحده الذي أضحي مهيمنا في العالم وحشد تحالف عسكري واسع تحت قيادتها لدحر الاحتلال العراقي من الكويت تحت لواء اعمال الشرعية الدولية .

– شن حرب كاسحة على العراق ألحقت به دمارا شاملا طال بنيته الأساسية وبنيته العسكرية والصناعية والخدمية والنفطية .

– اخضاع العراق لنظام عزلة دولية خانقة وشبه مطلقة لا سابق لها في سجل النظام الدولي ماضيا؛ وفرض نظام للعقوبات قاس وشامل من شأنه استنزاف العراق لمدى أجيال متعددة بمقتضى ترسانة من قرارات مجلس الأمن الدولي النافذة بمقتضى الباب السابع من ميثاق الأمم المتحدة حولت البلد المعني الى كيان جغراسياسي مستباح المقدرات وتحت الحراسة المباشرة من قبل الدول الغربية الكبرى المتمتعة بالعضوية الدائمة في مجلس الأمن .

– زيادة الحضور العسكري الغربي وبكثافة في بلدان الخليج العربية من خلال تعزيز قواعده العسكرية المتواجدة هناك أو الزيادة في عددها .

– إعادة جامعة الدول العربية الى مقرها الأصلي بالقاهرة وعودة مصر لقيادتها بشراكة ودعم من الدول الخليجية ووضعها على محور سياسة الولايات المتحدة الأمريكية واستراتيجيتها التحكومية إزاء كامل المنطقة العربية ومحيطها وكذلك التدخل الفعال في إدارة دفة تصريف شؤونها السياسية والاقتصادية والأمنية والعسكرية بما يضمن بقائها داخل طوق نفوذ ومصالح تلك القوة الأعظم .

– اذعان البلدان العربية للقبول بحل سلمي للصراع العربي الإسرائيلي والقضية الفلسطينية عبر التفاوض مع إسرائيل تحت اشراف الدول الغربية الكبرى ولاسيما أمريكا كراعية متفردة

لعملية السلام بالمنطقة العربية من خلال جرها الى مؤتمر مدريد المعقود في خريف 1991 والمندرج ضمن منظور الاستراتيجية الأمريكية الهادفة لإرساء نظام إقليمي جديد على أنقاض النظام الإقليمي العربي المتهاوي تحت مسمى «الشرق الأوسط الكبير» يضمن ادماج إسرائيل في محيط جغرافي موسع يتجاوز الكيان الجغراسياسي العربي المراد تذويبه في نطاق جغرافي اكبر يشمل تركيا وايران وباكستان .

– أيلولة مسار مدريد للسلام بمفعول التشدد الإسرائيلي المطلق والتواطؤ الأمريكي إلى نفق مؤدّ لمنفذ وحيد هو ابرام اتفاقات سلام منفردة على غرار معاهدة السلام المصرية الإسرائيلية لسنة 1979 كما كان حال منظمة التحرير الفلسطينية بعد تسللها خارج سياق مؤتمر مدريد ودخولها نفق مفاوضات أوسلو الوعرة والطويلة ما بين أيلول / سبتمبر 1991 وأيلول / سبتمبر 1995 . وعطفا على ذلك قبول الأردن بعقد معاهدة سلام ثنائية مع إسرائيل وقعت بوادي عربة في تشرين الأوّل / أكتوبر 1994 .

– ازدياد مدّ الإسلام السياسي وتنظيماته المختلفة المعتدلة والمتطرفة على الساحة العربية وتراجع التنظيمات الحزبية ذات العقائد القومية أو الليبيرالية وتغذّي هذا المدّ من مدد مالي سخي مصدره البلدان الخليجية سواء بقرارات من نظمها او من طرف جمعيات أهلية ذات خلفية دينية محافظة متمحورة حول الفقه الوهابي التقليدي أو الفكر الوهابي الراديكالي التكفيري، لتحصين دول الخليج ومجتمعاتها ووقايتها من تيارات التحررية الاجتماعية والسياسية ومن تطلع مواطنيها لاكتساب قدرة مساءلة النظم ببلدانها في باب إدارة الحكم والثروة والمشاركة في السلطة .

– تعزز التعاون وكذلك التحالف بين سوريا وإيران لعرقلة السياسية الأمريكية في المنطقة، لاسيما في ظل انسداد الآفاق أمام سوريا للمواجهة المباشرة مع إسرائيل لاستعادة أراضيها المحتلة بمرتفعات الجولان، بغرض التركيز على الساحة اللبنانية واستخدامها

كحلبة لمنازلة دولة الاحتلال واستنزافها بتقوية حزب الله اللبناني وتمكينه من ممارسة حركة مقاومة شرسة وفعالة بجنوب لبنان أجبرت إسرائيل سنة 2000 للانسحاب منه. ومنذ قيامه ما فتئ هذا الحزب ببنيته الاجتماعية المتماسكة وعقيدته الإسلامية الشيعية الثورية وكذلك بنيته العسكرية غير التقليدية يوطد وجوده ككيان عتيد مواز لكيان الدولة اللبنانية ويتموضع بقوة صلب محور بنته إيران مع سوريا لتطويق مزدوج للعراق في عهد صدام حسين ولإسرائيل في جنوب لبنان.

– تفاقم نشاط التنظيمات الإسلامية الجهادية المتطرفة في محيط العالم العربي، ولاسيما في أفغانستان وبلدان القوقاز وكذلك في البلقان والقرن الأفريقي، وانقلابها على نظم بلدان الخليج الداعمة لها ماليا وعقائديا وعلى الدول الغربية وفي طليعتها أمريكا المؤطّرة والداعمة لها لوجستيا. (تنظيم القاعدة وتوسيع اعمالها الإرهابية على امتداد المعمورة بما في ذلك تفجيرات 11 سبتمبر 2001 على التراب الأمريكي).

سادسا : طورتحول فضاء العالم العربي الى نطاق جغراسياسي بركاني باحتلال العراق (2011/2003)

بعد تمكن الولايات المتحدة الأميركية، في أوج سيادة عقيدة المحافظين الجدد بها من بسط نفوذها كقطب عالمي مهيمن على المنطقة العربية منذ تحرير الكويت وعزل العراق تماما وشله عن أي تأثير وشروعها في تنفيذ مخططها الاستراتيجي لبناء «نظام الشرق الأوسط الكبير» الذي يستهدف صهر النظام الإقليمي العربي المتهاوي في نطاق جغراسياسي أوسع يدمج فيه كيانات جغرافية أخرى أبرزها تركيا وإيران وإسرائيل وتسكين هذا النظام الإقليمي الواسع في فلك نفوذها دون منازع من أي قوة كبرى أخرى محتملة البروز، واجهتها في المنطقة ومحيطها ظواهر عدتها خطيرة على استقرار المنطقة وبقائها تحت السيطرة.

وتمثلت هذه الظواهر أساسا في :

- صمود النظام العراقي المقزّم رغم الدمار الشامل الذي ألحقته حرب تحرير الكويت بالعراق واستمراره في مسك الوضع الداخلي بالبلاد تحت السيطرة التامة وتمكنه من قمع الانتفاضة الشعبية الشيعية الواسعة بغالب محافظات البلاد باستثناء القليل منها بعد الحرب مباشرة واندحار الجيش العراقي من الكويت .
- انتشار التنظيمات المتطرفة الإسلامية المتمحورة عقيدتها حول معاداة الغرب ونظم الحكم الموالية والحليفة لأمريكا بالمنطقة العربية ولاسيما بشبه الجزيرة العربية والقرن الافريقي .
- حصول خروقات في نظام الحظر والعزلة الدولية المفروضين على العراق بحكم تعارض مصالح الدول الكبرى وتمكن نظام البلد المعني من نسج شبكة مصالح مع عديد الدول لتسهيل مثل تلك الخروقات ولاسيما من بينها دول ذات عضوية دائمة في مجلس الأمن كروسيا والصين وأخرى صناعية غربية وشرقية فضلا عن دول بجوار العراق من بينها تركيا والأردن وبعض بلدان الخليج (الامارات / قطر) وحتى إيران .

واغتناما لتعرض التراب الأمريكي في 11 أيلول / سبتمبر 2001 لعملية إرهابية كبرى نسبت الى تنظيم القاعدة قدرت الإدارة الأميركية في عهد الرئيس بوش الابن أن التدخل بالقوة مجددا في المنطقة كفيل بخدمة الاستراتيجية الأمريكية فيها واستصدرت لهذا الغرض عبر مجلس الأمن الدولي قرارات لتسويغ تدخلها بالقوة واعطائه صبغة الدفاع المشروع عن أمنها وأمن العالم واستقراره ومشروعية المواجهة بالحرب للتنظيمات الإرهابية والدول الحاضنة أو الداعمة له حسب تقدير الإدارة الأمريكية آنذاك . وبادرت أمريكا في هذا المنظور الى شن حرب على أفغانستان لاجتثاث تنظيم القاعدة وتقويض نظام طالبان هناك في تشرين الأوّل / نوفمبر 2001 .

وسعيا لتوطيد أركان « الباكس امريكانا » المنشود بسطها على كامل منطقة غرب آسيا وشمال افريقيا المسماة أمريكا

بنطاق الشرق الأوسط الكبير، وبعد علوقها في حربها المزمنة على الإرهاب في أفغانستان بتحالف مع دول غربية عديدة سعت الإدارة الأمريكية حثيثا وبإصرار لاستصدار قرار من مجلس الأمن الدولي يخول لها شن الحرب أيضا على العراق بنفس عنوان محاربة الإرهاب مستخدمة لأجل ذلك حجة استعصاء اغلاق ملف سلاح الدمار الشامل بالبلد المعني واتهام نظامه بالإصرار على مواصلة بناء قدراته في هذا المجال سريرا وترويج تهمة تعاونه مع التنظيمات الإرهابية ومن بينها القاعدة .

ولم تحل الممانعة صلب مجلس الأمن الدولي في اصدار قرار صك شرعية لرغبة أمريكا استخدام القوة ضد العراق مجددا دون اقدام الولايات المتحدة الأمريكية على شن حرب خارج إطار الشرعية الدولية لإسقاط نظامه واحتلال البلد في مطلع سنة 2003 (20 آذار / مارس / 09 نيسان / أبريل 2003) .

وعلى عكس رغبة أمريكا وغايتها التمكن من تحقيق الضبط التام والمستدام للوضع بالعالم العربي ومحيطه كهدف مركزي في استراتيجيتها على صعيد كامل المعمورة فان احتلالها للعراق فتح في الواقع «صندوق باندورا» الكامن في أعماق العالم العربي وجواره وكانت مخرجات الحرب والاحتلال متوالية من الكوارث التي طالت ليس العراق فحسب وإنما أصابت ويلاتها كامل جغرافية العالم العربي ومحيطه .

وبرصد تبعات الحرب والاحتلال وحصيلتهما السلبية الكارثية حري بالتسجيل أساسا ما يلي :

– اخلال بالتوازن الهش في معادلة ميزان القوى بين العالم العربي ومحيطه وتحديد لفائدة كل من إيران وتركيا واسرائيل .

– إحلال الفراغ داخل العراق من خلال تدمير بنية الدولة المركزية فيه بتفكيك جيشه الوطني والبنية الأساسية الإدارية في المستوى المركزي والجهوي والمحلي واجتثاث الحزب المهيمن الحاكم فيه قرابة نصف قرن وفرض بنية نظام دولة بديل ببنية فدرالية على

أساس تقسيم طائفي وعرقي مما يعرض الوحدة الوطنية للبلاد لخطر التشقق ويدفع مكونات الشعب العراقي إلى الصراع وبالتالي توفير كل عوامل الإعاقلة مدى طويل لمسار إعادة توطيد أركان الدولة العراقية.

– فشل سلطة الاحتلال في كسب ثقة الشعب العراقي وخاصة المكون العربي فيه « رغم تغنيها بفضلها عليه بتخليصه من النظام الاستبدادي ». وزادت كثافة قوات الاحتلال على الأرض العراقية وممارستها الشديدة العنف والقمعية بترسيخ الاعتقاد بأن « التحرير » لا يعدو أن يكون استعماراً فجاً في مطلع القرن 21 يستبيح حرمة الشعب وحقوقه الوطنية ومقدّرات بلاده والاستيلاء على ثرواته. وكل هذه العوامل حفزت إرادة المقاومة التي تصاعدت بمرور الزمن وأغرقت قوات الاحتلال في عملية استنزاف طويلة وعالية الكلفة على الإدارة الأمريكية.

– تحوّل العراق إلى حقل مغناطيسي جاذب لكلّ التنظيمات المسلحة ذات الخلفية الدينية المتطرفة المتمحورة حول عقيدة تنظيم القاعدة والجهاد ضد الغرب « الصليبي » واستقطابها لمتطوعين من كافة البلدان العربية والإسلامية وجلبهم إلى ساحة المواجهة على الأرض العراقية واعطائهم فرصة للتمرّس والخبرة في كل أساليب الحرب وسرعان ما تمددت هذه التنظيمات إلى خارج العراق وانتشرت على الساحة العربية بحكم تقديرها أن مواجهة « الغرب » و« الدفاع عن الإسلام » ينبغي أن تشمل كل العالم العربي والإسلامي الخاضع في جله لهيمنة الغرب.

وبتحويل الاحتلال العراق إلى حقل بركاني يتهدد بحممه كل المنطقة العربية اضطرت أمريكا تدبير حلول للخروج من المعضلة العراقية كان من بينها ابتداء التوجه للضغط على سوريا لجرحها لغلق حدودها مع العراق والتعاون في مجال منع استخدام ترابها كأرض عبور يستخدمها « المتطوعون الجهاديون » للدخول إلى العراق لمحاربة القوات الأمريكية والسلطات العراقية المنصّبة في

الحكم تحت رعايتها (رغم تحمل سوريا العبء الثقيل لاستقبال ما يناهز 2 مليون لاجئ عراقي) .

وفي باب الضغط على سوريا استعمل سيف الشرعية الدولية بقرارات من مجلس الأمن لإخراج قواتها من لبنان المتواجدة طوال عقود هناك بمقتضى اتفاق الطائف واستغل حادث اغتيال النائب رفيق الحريري (رئيس الحكومة الأسبق في لبنان المتمتع بالرعاية والدعم من قبل دول الغرب والسعودية) كأساس لاستهداف تطويق النظام السوري وتقزيمه على غرار ما جرى مع النظام البعثي السابق في العراق وفك ارتباطه بلبنان تحت عنوان العمل على « احترام سيادته واستكمال رسم الحدود المشتركة بين البلدين وتبادل التمثيل الدبلوماسي » الذي لم يقم أبدا في السابق بين سوريا ولبنان (لترسخ عقيدة وحدة بلاد الشام التاريخي في سوريا منذ عهد السيطرة العثمانية عليهما إضافة لفلسطين) .

واندرج التمشي نحو سوريا ضمن مقاربة استراتيجية تطويق كل الدول والكيانات المتواجدة بالمنطقة والمصنفة بكونها مناوئة للولايات المتحدة وحلفائها فيها ولاسيما منها إسرائيل وهو ما يخدم عمليا تطويق المحور الإيراني السوري على الساحة اللبنانية وشل معاضده على الأرض المتمثل في حزب الله وحركة المقاومة الوطنية اللبنانية . ولكن هذا التطويق بقي متعذر التحقيق والمواجهة الحاصلة في أواسط سنة 2006 بين حزب الله وإسرائيل دليل على وعورة التطويق المرغوب⁴ .

4 . تنظر قرارات مجلس الأمن الدولي الصادرة بين سنة 2004 وسنة 2007 وهي :

– قرار رقم 1559 في 2004/09/02 يقضي بانسحاب أي قوات عسكرية اجنبية من لبنان وكذلك حل أي تنظيم أو ميليشيات لبنانية أو غير لبنانية ونزع سلاحها .

– قرار رقم 1595 في 2005/04/07 يقضي بتأسيس لجنة تحقيق دولية لمساعدة السلطة اللبنانية للتقصي والتحقيق في العملية الإرهابية التي أودت بحياة رفيق الحريري رئيس حكومة سابق وعضو سابق في البرلمان اللبناني .

– قرار رقم 1618 في 2005/08/04 يقضي بتشديد التزام كل الدول الأعضاء في الأمم المتحدة « بالحيولة دون دخول الإرهابيين أو السلاح للعراق أو مساندة الإرهاب فيه بالمال » .

سابعا : طور شلل النظام الإقليمي العربي باندلاع ثورات شعبية قوضت النظم السياسية بعدد من البلدان مشرقا ومغربا وأفضت في أخرى الى الفوضى أو الحرب الأهلية المؤججة بتفاهم التدخل الخارجي غير المشروع (2011/2016)

إنّ تعثر نظم الدولة الوطنية بعد الاستقلال في جلّ البلدان العربية في بناء دولة القانون والمؤسسات وارتهاؤها الى أسلوب حكم منغلِق سياسيا وايدولوجيا لما يفوق نصف قرن، وعدم توفّقها لاتباع منوال اقتصادي سليم يحقق الرّفاه بقاعدة واسعة ويتفاعل إيجابيا مع واقع الكوكبية التي أضحت تسود كامل اقتصاديات المعمورة، أفضى الى جعل تلك البلدان تعاني من اتساع دائرة الفقر لتشمل القسم الأكبر من شعوبها ولاسيما فئاتها الشابة ولتعمّق حالة الإحباط والخيبة في صفوفها.

وعلى امتداد قرابة ما يتجاوز سبعة عقود من تأسيس جامعة الدول العربية فان الدول العربية بقيت كيانات فسيفسائية سياسيا واجتماعيا واقتصاديا عاجزة عن حشد طاقاتها وقدراتها وتكاملها لتحقيق الرّفاه والمصالح المشتركة بما يعزز اللحمة في كيان تلك التجمعات ويسبك وحدتها.

وباستثناء عدد محدود من دول شبه الجزيرة العربية، المتمتعة بثروات طبيعية هامة وحيوية لمصادر الطاقة تمكنت بفضلها

– قرار رقم 1636 في 2005/10/31 يقضي بضرورة تعاون سوريا مع لجنة التحقيق الدولية الخاصة بقضية اغتيال رفيق الحريري .

– قرار رقم 1680 في 2006/05/17 يقضي بترسيم الحدود ما بين لبنان وسوريا بعنوان دعم استعادة لبنان لسيادته وإقامة تمثيل دبلوماسي بين البلدين .

– قرار رقم 1701 في 2006/08/11 يقضي بوقف إطلاق النار بين إسرائيل وحزب الله اللبناني وانتشار قوات الفصل الأممية بجنوب لبنان والتأكيد على بسط نفوذ الحكومة على كامل التراب اللبناني وكذلك التأكيد على كافة مقتضيات قرارات مجلس الأمن السابقة ذات الصلة بلبنان .

– قرار رقم 1757 في موفى شهر أيار / ماي 2007 يقضي تحت الباب السابع من ميثاق الأمم المتحدة إنشاء محكمة دولية خاصة بقضية اغتيال رئيس مجلس الوزراء اللبناني الأسبق رفيق الحريري .



من تحقيق رخاء مادي محسوس في ظل اقتصاديات ريعية محضه مع خضوعها لأنظمة سياسية غير متلائمة مع العصر ومع ما بلغه المجتمع الإنساني من رقي في نظم الحكم وتوسيع قاعدة المشاركة الديمقراطية في إدارة السلطة، فإن جل الدول العربية الأخرى منذ الاستقلال لم تتوفّق الى توفير تنمية انسانية شاملة ومتوازنة لشعوبها وكذلك توفير توسيع قاعدة المشاركة في الحكم ومساءلته ديمقراطيا عبر آلية التداول .

العوامل الرئيسية الدافعة للانتفاضات الشعبية والثورات داخل البلدان العربية .

كل مؤشرات التنمية البشرية تبين أن جل البلدان العربية ترتّب في درجات متدنّية وغير مرضية في السلم القياسي المعياري في هذا المجال وقاسمها المشترك :

– غلبة الأنظمة السياسية المتقدمة والتسلّطية .

– وضع اجتماعي عصيب ومتدهور بغالبية شعوب البلاد

العربية .

– ادارة سيئة الأداء تعاني من قلة الشفافية والفساد .

– عدم قدرة نظم دول الفضاء العربي على الانخراط في

الحدّثة وحراك الكوكبية وتوقعها داخل أسوار اختلافاتها السياسية والاجتماعية والاقتصادية رغم موقع البلدان العربية الاستراتيجية الكفيل بانخراطها في بيئة الكوكبية بنحو إيجابية .

– ندرة عدد الدول العربية الناجية من ظاهرة الاستقطاب

الثنائي شرقا وغربا طوال فترة الحرب الباردة .

– ندرة عدد الدول العربية التي تحكّمت في نسب النمو

الديمقراطي فيها .

– ندرة عدد الدول العربية التي تمتّعت أو عرفت التعددية

السياسية الفعّالة وحرّية التعبير والضّمير والتداول السلمي على السلطة والحكم وامتلاك البنية الحزبية التعددية الفاعلة ذات القواعد الواسعة صلب مجتمعاتها .

– الارتهان لنظم اقتصادية ومناويل تنمية قاصرة عن توفير متوازن للرفاه ومقومات العيش الكريم بقاعدة متسعة لعموم الشعب وسوء توزيع الثروة واحتكار شرائح قليلة لها بحكم موقعها في السلطة.

– ضعف الطبقات الوسطى الفعالة والضرورية لتوفير ديناميكية بنية الدولة والإدارة والاقتصاد.

– غلبة الشباب في تركيبة الهرم السكاني وانسداد السبل أمامه للانخراط في سوق الشغل لضعف الاقتصاد وعدم انسجام مخرجات التعليم ونوعيته مع متطلبات الاقتصاديات العصرية القائمة على التقدم التكنولوجي وعلى التنوع في القطاعات وعلى روح المبادرة والتعويل على الجهد الذاتي والتنافسية.

وفي هذا النطاق حرّي التسجيل الواقع المرير الذي يعانيه الشباب في البلاد العربية حيث يتبين من إحصائيات وتقارير منظمة العمل الدولية في سنة 2010 على سبيل المثال أن العالم العربي يرتب ضمن نطاقات العالم الأكثر معاناة من علو نسب البطالة في صفوف الشباب حيث تبلغ نسبة 25 % مقابل معدل عالمي لبطالة الشباب بمستوى نسبة 14 %.

– استفادة شعوب الدول العربية لاسيما أجيالها الصاعدة المتعلمة من التقدم التكنولوجي في مجال الاتصالات وغزارة البث الفضائي وخدمات الشبكة المعلوماتية العالمية التي حرّرت شعوب البلدان النامية من ريقه السيطرة الإعلامية والأيدولوجية لأنظمتها المتسلطة والشمولية وفتحت بصيرتها على العالم الخارجي ومنجزاته وعمّقت إدراكها للبلون الشاسع بين وضعها المرير والمتخلف ووضع العالم المتقدم. وكشفت عيوب وقصور أنظمة حكم بلدانها.

وفي ظل كل ما تقدم من عوامل كانت جل أوضاع البلدان العربية بمثابة براكين خامدة مرهونة بأي رجّة تحصل فيها بتصرف خاطئ من قبل السلطة الحاكمة وغير ممكن تحملها شعبيا لاسيما وأن الشعوب العربية عايشة وعانت طوال عقود طويلة من

تاريخها المعاصر صدمات ونكبات وخيبات بسبب عدم قدرة نظم حكمها ان تضعها في مرتبة مقبولة داخل أسرة باقي أمم وشعوب الأرض وشدتها إلى درك أسفل مهين في المنزلة البشرية والحضارية المعاصرة .

ووفّر التعلق بمواكبة العصر والعمق التاريخي لكيان الدولة والغازطس الحضاري العريق والقديم الذي تتمتع به بلدان حوض البحر الأبيض المتوسط العربية الطاقة الكامنة في شعوبها ولاسيما فئاتها الشابة لتكون قادحا لإيقاد بركان انتفاضاتها على نظمها السياسية الفاشلة (ولم تكن حالة التبركن على الساحات العربية في منجى من الاستغلال من طرف منظمات غير حكومية ومؤسسات قائمة في الولايات المتحدة الأمريكية تحركها إيديولوجية ليبرالية جذرية رأسمالية) . وجاءت الشرارة الأولى من الشعب التونسي بثورته / انتفاضته السلمية في مطلع سنة 2011 وكانت بمثابة باكورة نادرة في سجل أمم العالم التي كثيرا ما كانت ثوراتها على أنظمتها الحاكمة مخضبة بالدم وقد اتسع مدها الزلزالي ليشمل ليبيا ومصر وسوريا وبلاد اليمن ذي الحضارة القديمة الغابرة .

وتمكنت تونس بعد ثورتها/انتفاضتها الشعبية، بفضل رجحان ذهنية الواقعية والاعتدال والتنوير في مجتمعها ونخبها، من الحفاظ على بنية الدولة المدنية وعلى مضيها قدما في نهج تطوير مؤسساتها الديمقراطية وأكد شعبها تعلقه بالحدثة وانفتاحه عليها و بسعيه للتوقّي من الانتكاس . وهو ما يزال يكابد تصاعد قوى حزبية محافظة متمحورة حول عقيدة الإسلام السياسي المرتكزة على قاعدة الليبرالية الاقتصادية وعلى التقشف في مجال الحريات الفردية وعلى المنوال «الدارويني» في الصراع من أجل احتكار السلطة ؛ و«الغرب الأنغلو سكوني» لا يجد غضاضة في شدّ أزر هذه القوى « لسجايها الكمبرادورية» .

وإن شمل مدّ الثورة الشعبية مصر بإزاحة نظامها السابق لكن في نهاية المطاف لم تقدر تلك الثورة على تمكين البلاد من

تجاوز سياج النظام السلطوي المرتهن إلى عماد عسكري متنفذ في صلب الدولة المصريّة منذ عقد الخمسينيّات من القرن الماضي (ربما لتجذّر السلوكيات الفرعونية في ثنايا عقول الماسكين بأعنة السلطة في مصر هبة النيل حيث تعدّ الديمقراطية في نظرهم ترفاً وسفهاً ونهجاً لا طاقة لمصر أن تنعم به لضخامة كتلتها السكانيّة).

واختلفت مسارات الثورات والانتفاضات الشعبيّة في كلّ من ليبيا واليمن وسوريا التي هبّت عليها كغيرها من البلدان العربيّة رياح الثورة الشعبيّة حيث سقطت في حروب أهليّة زاد لهيبتها جرّاء تدخّل خارجيّ مركّب من طرف دول عربيّة وغير عربيّة وكذلك من قبل الدّول الغربيّة الكبرى.

وكانت ليبيا جارة تونس ثمرة يانعة سهل قطاف رقبة حاكمها بتدخّل خارجيّ غربيّ وعربيّ عاضد الانتفاضة الشعبيّة فيها وأسهم بفاعلية في إسقاط النظام، ولكن تركت ليبيا دون إحاطة دوليّة حريصة على انتشال الدولة من الانهيار وانشطار البلاد الى ثلاثة فضاءات (غرب / شرق / جنوب) تسيطر عليها كيانات دون مقام الدولة مستندة الى بنى شبه عسكرية ذات طابع قبلي أو جهوي وفسح وضع التفكك في ليبيا المجال واسعا لجذب التنظيمات الإرهابية التكفيرية وتغلغلها في مناطق عديدة من البلاد.

وفي اليمن آلت الانتفاضة الشعبيّة على نظامها إلى حرب أهلية مركبة بين شمال البلاد وجنوبها وبين بنية النظام القديم والقوى القبليّة الدّاعمة له معززة بتحالف جديد معقود مع القبائل ذات المذهب الزيدي التي يقودها تنظيم أنصار الله المعروف بالحراك الحوثي ذي العلاقات الجيدة بإيران وهو الأمر الذي خشيته السعودية بشدّة وحشدت له حلفاً عسكرياً محوره دول الخليج باستثناء سلطنة عمان وبمعاوضة عدد قليل من البلدان العربيّة (الأردن / مصر / السودان / المغرب / موريتانيا).

وشنّ هذا الحلف الحرب على اليمن توقياً من استنساخ الحالة اللبنانية فيه ومن توطد النفوذ الإيراني في جنوب شبه الجزيرة.

وما انفكت الحرب تلحق الدمار باليمن من جهة وتزجّ بالسعودية وحلفائها في دوامة الاستنزاف المالي والعسكري في ظل عجز أممي وتغاض من الغرب بل بتواطئ منه لغايات مصلحة وأطماع في منطقة شبه الجزيرة العربيّة أجلت مدى الجشع الغربي واستهتاره بمصائر الشعوب في المنطقة وعدم تحرّجه لجعلها قرابين على مذبح تلك المصالح الأنانيّة « ولو من خلال تلزيم بلدانها لصولات تنظيمات الإرهاب » التي ما فتئت تنتشر كالسرطان خاصة بالبلدان العربية مشرقا ومغربا بدعم جبيري من نظم في قطيعة مع المدنية والحداثة غاطسها وهابي وراثتها ريع نفطي وشاغلها الأظم التوقّي من « تسو ناميات الثورات الشعبية » التي قد يشمل مداها مجتمعات شبه الجزيرة العربيّة .

وفتحت الانتفاضة الشعبية في سوريا بوابة عاصفة التدخّل الخارجي المركب على البلاد والنظام من قبل دول إقليمية (دول خليجية/تركيا/إسرائيل /) ودول كبرى غربية قاسمها المشترك النقمة على نظامها العلماني وعلى تحالفه، من جهة مع نظام الثورة الإسلامية الشيعية الشموليّة المصنف في نظر الدول الخليجية وإسرائيل وتركيا ودول الغرب بكونه معاد وغير موثوق، ومن جهة ثانية، لتحالفه مع روسيا مصدر كبير خشية الولايات المتحدة الأمريكية خاصة - (لماضي روسيا الشيوعي، وإصرارها حاضرا على استعادة كيانه القومي التليد، ولتعزيز منزلتها في معادلة القوى على صعيد العالم والدائبة لكسر الأحادية القطبية، فضلا عن التخوف من سعيها لتوثيق علاقات مصالح مع جوارها الأوروبي الغربي والتطلع ربما لتشكّل فضاء أوروبي/آسيوي مشترك) - .

وبالطبع لم تتخلف إيران وكذلك حزب الله اللبناني عن الاصطفاف الى جانب النظام القائم في سوريا ودعمه بقوة عسكريا، وتدخّلت روسيا تاليا لجانب النظام اسهاما من ناحية في مواجهة استشرى نشاط التنظيمات الإرهابية على الساحة السورية واستقطابها لسيول من المتطوعين من كل البلدان الإسلامية فضلا

عن الجاليات الإسلامية بمختلف قارات المعمورة، وسعيًا من ناحية ثانية للتصدي لتمدد نفوذ الحلف الأطلسي والولايات المتحدة الأمريكية الدائبين لتطويقها من الغرب والجنوب ولخشيتها من ارتداد التنظيمات الإرهابية عليها وخاصة بالجمهوريات والأقاليم ذات الغالبية المسلمة المنضوية في اتحادية روسيا.

ولم تتردد الأطراف الإقليمية والدولية المعادية للنظام السوري بعنوان رغبتها «تمكين شعب سوريا من التخلص من الاستبداد والارتقاء للديمقراطية» أمام استعصاء سقوط ذلك النظام عن استغلال تنظيمات الإرهاب «الكافرة بالحدثة والديموقراطية الغربية» للاستفادة من خدماتها «كمقاومات متخصصة في الهدم والدمار الشامل» لتفكيك الدولة السورية وتقويض نظامها بصيغة المناولة الضمنية عبر فسح المجال لتلك التنظيمات للتغلغل في ترابها وتمكينها من الموارد المالية للتعبيء واستقطاب وتجنيد الشباب ومن التسلح استهدافا للدولة السورية الحالية وبنيتها المعقدة (المجتمعية والدينية والطائفية والعرقية المتعايشة الى غاية ما قبل الثورة).

وإنّ ثورات وانتفاضات الشعوب العربية العاتية المندلعة في مطلع العقد الثاني من هذا القرن لا تنطبق عليها التسميات الرومانسية التي أطلقت عليها لأنها في الواقع أقرب الى الظواهر الخارقة في الطبيعة كالزلازل والظوفان تخلخل القائم على الأرض أو تجرفه وتترك تلك الثورات في ذمّة الشعوب بحسب معادنها وقدراتها مسؤولية الترميم والبناء لما تهدم أو تهاوى بهندسة أكثر صلابة وثبات ليبقى كيانها حيا نشيطا كالطبيعة لا يحتمل الجمود والفراغ. وأجيال الشعوب العربية المسيجة بالحرمان والمتقدة بالطموح لمواكبة نسق العصر هي المعول عليها في نهاية الأمر تحمّل مسؤولية النهوض ببلدانها مجددا من ركاب زلزال أو طوفان ثوراتها. وقد أُلقت الثورات والانتفاضات التي اندلعت مزيدا من الضوء على الواقع المرير لجل البلدان العربية منفردة أو مجتمعة وكشفت خاصة:

- عجزها كبلدان منفردة على بناء أنظمة سياسية عصرية تتلاءم مع مستوى التطور المعاصر للنظم السياسية في المعمورة.
- عدم قدرتها على تحقيق تنمية إنسانية مستدامة تستند الى اقتصاديات وطنية متينة قادرة على الاندماج في الاقتصاد الدولي المتكوكب.
- قصورها الجماعي عن بناء « كيان عربي ملموس متماسك وفعال » (الذي أقيمت من أجله جامعة الدول العربية وعلى بقاء هدفها هذا طوال ما يزيد عن 70 سنة سرايا لا يدرك).
- قعود الدول العربية جميعا في كيان شبيه بالأرخبيل دون جسور بينها و غرقها في بحر متلاطم لتناقضاتها بفعل الاختلاف العقائدي الديني والتعدد الطائفي والعرقى وتباين مستويات التطور الاجتماعي فيها والتضارب في الرؤى الاجتماعية والسياسية والاقتصادية على الضد مع ما يشهده العصر من تشكل مجاميع كبرى من الدول المتجاورة في مختلف القارات ومن توجه حثيث نحو واقع معاصر يملئ تكاثر تلك التجمعات الإقليمية ويدفع نحو تعدد الأقطاب كديناميكية لضبط التوازنات كوكبيا وللحد من الارتهاان الى هيمنة قطب وحيد.

III- أي آفاق ممكنة للنظام الإقليمي العربي

- تتالت حالات العطب والتصدع صلب النظام الإقليمي العربي منذ نشأته وطوال سبعة عقود من وجوده وأهم حلقات سلسلة الأعطاب والتصدعات التي شهدها يمكن اجمالها كالتالي :
- تصدّع ناجم عن تفكك صف دول محور القومي الأساسية بعد خروج مصر منه وعقد معاهدة سلام منفرد مع إسرائيل سنة 1979 .
 - تصدّع مجددا بتورّط العراق في حربه الطويلة مع إيران في سنة 1980 وتباين مواقف الدول العربية ازاءها .

– تعرضه سنة 1990 لفالق عظيم بفعل غزو العراق للكويت وارتهان النظام الإقليمي لعودة هيمنة القوى الغربية الكبرى عليه .

– تعرضه سنة 2003 لانتهاك كبير واستباحته باحتلال أمريكا للعراق سنة 2003 خارج إطار الشرعية الدولية .

– استمرار قصور الجامعة العربية عن أداء دور فاعل يطفئ نيران الاحتراب الداخلي والأهلي في العديد من الدول العربية التي شهدت انتفاضات على نظمها كما هو شأن ليبيا وسوريا واليمن وارتهانها لمشية كتلة الدول العربية الخليجية وتوجهاتها المتمحورة حول الخشية الكبرى من تداعيات تلك الثورات والانتفاضات الشعبية على مجتمعاتها وبالتالي على النظم الخليجية ذاتها وجرحها الجامعة العربية للعب دور أداة افتاء بقبول التدخل الأجنبي في الفضاء الإقليمي العربي بغطاء من مجلس الأمن الدولي المرتهن لإرادة الدول الكبرى وإطلاق يد الحلف الأطلسي بالتبعية لتنفيذ ذلك التدخل وكذلك محاولة جرّ الدول العربية إلى صراع جديد مع إيران والسعي لبناء حلف عسكري عربي مضاد لها .

وبهذا الرصيد من الأعطاب والتصدّعات آلت أوضاع العديد من الدول العربية ومصائرهما في تصرف القوى الخارجية وتبدّدت حرمتها وسقطت مبادئ احترام سيادة الدول واستقلالها وعدم التدخل في شأنها الداخلي وحل النزاعات سلمياً بينها ورفض العدوان الخارجي عليها وان اقتضى الأمر ذلك استعمال القوة العسكرية كما ينص عليه ميثاق جامعة الدول العربية ومعاهدة الدفاع المشترك والتعاون الاقتصادي التي جمّد الشق الدفاعي فيها منذ 1984 وبالمفارقة محاولة احياء رميمها من جديد سنة 2015 قصد الاستخدام ضد اليمن بحجة مواجهة الخطر الإيراني الداهم من هناك .

إنّ المسار الوعر وغير المستقرّ والمتعثر للنظام الإقليمي العربيّ أفضى به راهنا إلى حالة شلل كبير يجعله مستقبلاً عرضة للتفكك أو التلاشي الكامل إن استمرت الدّول العربيّة فاقدة للقدره على وقف استمرار هذا الشلل .

والدول العربيّة تقف حاليًا على مفترق طرق حاسم
وبخيارات ضيّقة لا تخرج عن الاحتمالات الرئيسيّة التالية:
- (1) - بقاء جامعة الدول العربيّة في حالة عجز وعدم
فاعلية في اصحاح وضع الدول العربيّة وانفراط لحمتها ويترتب على
هذه الحالة:

أ / احتمال تفكك وحدة الكيان الجغراسياسي لكل من
العراق وسوريا (بانفصال الأكراد فيهما) وانشطار اليمن بين شمال
وجنوب أي ما يعني تعديل التشكيل الجغراسياسي الراهن في شرق
المتوسط وكذلك في جنوب شبه الجزيرة العربيّة.

ب / احتمال نشوب الاحتراب والصراع الطويل المدى بين
الكيانات المتولّدة عن التفكك الحاصل في البلدان المعنيّة.

ج / تصاعد التحدّيات المفروضة على الدول العربيّة جرّاء
ما يجلبه التفكك في الكيانات الوطنيّة العربيّة المعنيّة من تفاقم
البيئات الموازية لترعرع التنظيمات الإرهابيّة واستشراء نشاطها على
امتداد الجغرافيا العربيّة.

- (2) - انهيار كيان جامعة الدول العربيّة وتفتت النظام
الإقليمي العربي الى تشكيلات جهوية أضيق يمكن أن تكون على
النحو التالي:

- مجموعة دول الخليج العربيّة + جنوب اليمن وابقائها
لعلاقات متميزة مع كل من الأردن ومصر والسودان والمملكة
المغربيّة.

- مجموعة مكوّنة من بعض بلدان الهلال الخصيب
(العراق وسوريا ولبنان وقطاع غزة) واليمن الشمالي واستنادها إلى
علاقات متميّزة مع إيران.

- مجموعة بلدان شمال إفريقيا التي ستضطر إلى التفكير
جدّيا في نفخ الروح مجددا في كيان شراكة جديد ضمن ذلك
النطاق الجغرافي مع التركيز على جواره الأوروبي شمالا والإفريقي
جنوبا ومزيدا من الانفتاح على آسيا ودولها الكبرى كالصين والهند

والدول الإسلامية الهامة فيها كماليزيا واندونيسيا وباكستان وعدم استثناء إيران منها.

ب (3) - وقوع البلاد العربية في طور عدم الاستقرار والغليان الداخلي الطويل المدى بحكم العوامل الأساسية التالية:

أ / شلل العلاقات الاقتصادية البينية بين الدول العربية وما ينجّر عنها من عرقلة لمسارات التنمية وانكماش الاقتصادات الوطنية وضيق سوق الشغل وتفاقم البطالة خاصة في البلدان العربية الفاقدة لثروات طبيعية هامة.

ب / استمرار عطب النظم السياسية واجهاض أي مسارات لبناء ديمقراطيات مستدامة في البلدان العربية.

ج / توطن الإرهاب في البلاد العربية وتحوله إلى ظاهرة سرطانية صعبة العلاج.

د / التهاب حالات الصراع الديني والطائفي والعرقي بالبلدان العربية ذات المجتمعات المشتملة على تكوينات مركبة واستجلابها للتدخل الخارجي سواء من دول المحيط العربي أو من طرف الدول الكبرى.

ب (4) - سبيل تمكن النظام الإقليمي العربي من الخروج من الحضيض:

ب - هذا الاحتمال مشروط أساساً بـ:

* عودة الدول العربية للعمل على السيطرة على تناقضاتها الداخلية وعلى الخلافات السياسية فيما بينها ووقف الصراعات المذهبية التي تشقها والتصدي جماعياً لحريق الإرهاب الذي يهدد كياناتها جميعاً بالدمار، بتفعيل الآليات المتاحة حسب ميثاق جامعة الدول العربية ووثائقها الأساسية المرجعية في مجالات الدفاع والأمن المشترك وتفعيل الآلية العربية للتوقي من النزاعات وفضها عند حصولها والقطع مع سلوك التدخل في الشؤون الداخلية لبعضها البعض وقطع الطريق أمام استمرار التدخل الأجنبي في الشؤون العربية المصيرية.

* التصميم على بناء نوع من الشراكة لتنمية متضامنة على امتداد الدول العربية بتفعيل دور المجلس الاقتصادي والاجتماعي ورفده بألية اتخاذ القرارات العملية لتنفيذ الترسانة المتوفرة من النصوص والاتفاقيات الاقتصادية والمالية والتجارية والجمركية العربية المبرمة في إطار الجامعة لوضع قاعدة اقتصادية عربية مشتركة على أساس ضمان المصالح المشتركة؛ ويمكن في هذا المجال استخدام آلية جديدة لدعم اتخاذ القرارات العربية العملية بعقد مجالس دورية لرؤساء الحكومات تنكب على ذلك الى جانب مجالس قمة رؤساء الدول .

* السعي بتصميم لبناء علاقات سليمة مع دول الجوار على أساس الخدمة المتوازنة للمصالح المشتركة وصيانة الأمن والاستقرار في كامل منطقة العالم العربي وجواره المباشر وسد المنافذ أمام أي انزلاقات نحو حالات الحرب الباردة والصراع على الصعيد الإقليمية .

* العمل على الاستفادة من التنافسية الحالية بين الدول الكبرى وعدم الارتهان الى شق القوى الغربية الطامحة لهيمنة القطب الواحد في العالم حفاظا على الحرية النسبية في القرارات الوطنية العربية في أفق صيرورة العالم نحو واقع التعددية القطبية .

مكتب المغرب العربي بالقاهرة رمزا للتضامن الكفاحي بين المغرب والمشرق العربيين¹

محمد ابراهيم الحسايري²

في بداية المداخلة، توجه السفير محمد إبراهيم الحسايري بجزيل الشكر إلى كل من مركز جامعة الدول العربية بتونس، ومكتبة الإسكندرية على تنظيم هذه الندوة التي قال إنه يحسب أننا أصبحنا أحوج ما نكون إليها في هذا الزمن العربي الصعب، علنا نستلهم منها بعض ما يعيننا، ولو قليلا، على مواجهة حالة التنافر والتناحر التي باتت تهيمن على العلاقات بين بلداننا وبين شعوبنا التي كانت، قبل عقود قليلة ماضية، تتعاطف مع بعضها البعض إن لم تكن تتداعى بالسهر والحمى إذا أصابت أحدها مصيبة أو حل به كرب من الكروب...

وأضاف أنه اختار أن يتحدث عن مكتب المغرب العربي بالقاهرة، لأنه، في رأيه، يمثل رمزا من رموز التضامن بين المغرب والمشرق العربيين، زمن كفاح البلان المغاربية من أجل التحرر من نير الاستعمار الفرنسي الذي أناخ عليها بكلكله على امتداد فترات متفاوتة الطول، كانت أطولها فترة استعمار الجزائر التي استمرت اثنتين وثلاثين ومائة سنة...

1. نص محاضرة أقيمت في ندوة "رؤى في إعادة كتابة التاريخ" الاسكندرية، سبتمبر 2018.

2. سفير سابق.



- وقد تناول الموضوع وفقا للمحاور الأربعة التالية:
- 1- الظروف التي تأسس فيها مكتب المغرب العربي في القاهرة،
 - 2- أهم الأعمال التي قام بها،
 - 3- تجليات التضامن المشرقي مع حركات الكفاح المغاربية...

1- الظروف التي تأسس فيها مكتب المغرب العربي في القاهرة

عندما تعود بنا الذاكرة الى فترة الأربعينات من القرن العشرين، نلاحظ أن هذه الفترة كانت غنية بالأحداث الدولية والإقليمية المفصلية التي أضفت دينامية غير مسبوقة على حركة الشعوب المستعمرة من أجل التحرر والاستقلال، وقد تمثلت أهم هذه الأحداث فيما يلي:

أولا / الأقطار والتقلبات التي مرت بها الحرب العالمية الثانية، والتي أدت إلى متغيرات عميقة في موازين القوى، ساعدت على بلورة وترسيخ القناعة، لدى شعوب المغرب العربي ونخبه السياسية، بضرورة المزج بين النضال السياسي والكفاح المسلح وبإمكانية الانتصار على المستعمر الفرنسي الذي ذاق طعم الهزيمة والاحتلال خلال الحرب، شريطة تكثيف الضغط عليه، وقد كان من متطلبات هذا التكثيف إحكام التنسيق على الصعيدين السياسي والميداني بين نضالات الحركات الوطنية في البلدان الثلاثة.

ثانيا / تأسيس منظمة الأمم المتحدة، في 24 أكتوبر 1945 مباشرة بعد أن وضعت الحرب العالمية الثانية أوزارها، وقد أكدت المادة الأولى من ميثاقها في معرض الحديث عن مقاصد المنظمة على «إنهاء العلاقات الودية بين الأمم على أساس احترام المبدأ الذي يقضي بالتسوية في الحقوق بين الشعوب وبأن يكون لكل منها تقرير مصيرها»... كما أكدت على «تعزيز احترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية للناس جميعا والتشجيع على ذلك إطلاقا بلا تمييز بسبب الجنس أو اللغة أو الدين ولا تفريق بين الرجال والنساء».

وقد ساعد ذلك على انتشار الأفكار التحررية، وتبلور الوعي السياسي التحرري في سائر بلدان العالم عموما وفي بلدان المغرب العربي خصوصا.

ثالثا / تأسيس جامعة الدول العربية، قبل ذلك، في 22 مارس 1945، وقد كان لهذا التأسيس تأثير كبير في دفع المناضلين المغاربيين نحو إيجاد صيغة مشتركة لتوحيد مسارات نضالهم السياسي مستلهمين في ذلك التوجهات الوحدوية التي نادى به الفكر القومي العربي.

وقد أضفى احتضان مصر لمقر الجامعة على عاصمتها القاهرة أهمية كبرى إذ أنها كما يقول الرشيد ادريس في كتابه « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة » كانت تعيش « فترة من أخصب فترات التاريخ حيوية ونشاطا... فبينما كان جنود الاحتلال الإنجليزي وضباطهم يغادرون ثكناتها ومنازلها كانت الوفود العربية تتوافد عليها للمشاركة في أعمال الجامعة والتشاور في الشؤون العربية كما هرع إليها مناضلون من مختلف البلدان الإسلامية والعربية طلبا للتأييد في كفاحهم من أجل الحرية والاستقلال وكان منهم من قدم من إندونيسيا ومن فلسطين ومن السودان ومن ليبيا ومن تونس والجزائر ومراكش»³...

رابعا / تدرّج الحركات الوطنية المغاربية، على غرار غيرها من حركات التحرر في العديد من مناطق العالم، نحو مزيد من النضج والتجذر، لا سيما من حيث التطلعات التي تطمح إلى تحقيقها، حيث بات مطلبها الأساسي هو الاستقلال، وليس بعض الإصلاحات، كما كانت تنادي بذلك في الفترات السابقة⁴.

3. انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، الدار العربية للكتاب، تونس، 1981، ص 11.

4. تجدر الملاحظة في هذا السياق أن مختلف التيارات السياسية الجزائرية تكتلت وأصدرت في 10 فيفري 1943 بيانا مشتركا يندد بالاستعمار، بينما قدم زعماء الحركة الوطنية المغربية في 11 جانفي 1944 عريضة المطالبة بالاستقلال وانهاء نظام الحماية، أما الحركة الوطنية التونسية فقد عقدت في 23 أوت 1946 مؤتمر الاستقلال الذي طالبت فيه بالاستقلال التام.

خامسا / تزايد قناعة الحركات الوطنية المغاربية، بضرورة تنسيق عملها الوطني من أجل تحقيق استقلال البلدان المغاربية الموحد في كنف التضامن فيما بينها، وقد كان وجود مناضلين من البلدان المغاربية الثلاثة (تونس والجزائر والمغرب الأقصى) في القاهرة، عاملا مساعدا وحافزا على السعي إلى تنسيق جهودهم وتحركاتهم في مواجهة الاستعمار الفرنسي .

سادسا / الدروس المستخلصة من التجارب التنسيقية السابقة في مجال العمل النضالي المغاربي المشترك، حيث كان الشيخ محمد الخضر حسين⁵ أسس «جبهة الدفاع عن إفريقيا الشمالية» في 18 فيفري 1944 بالقاهرة، وكان الهدف منها «السعي بالطرق المشروعة للحصول على حرية واستقلال شعوب شمال إفريقيا (تونس، الجزائر، مراكش) وتحقيق التضامن معها عن طريق النشاط الصحفي وتكوين الأندية والتعريف بقضاياها ونقلها إلى المشرق» وذلك خاصة من خلال المرسلات والمذكرات التي كانت توجهها إلى جامعة الدول العربية وهيئة الأمم المتحدة .

وقبل ذلك، كان المناضلون التونسيون وعلى رأسهم الدكتور الحبيب ثامر والرشيد إدريس أسسوا، في نهاية سنة 1942، بالتعاون مع الحاج محمد أمين الحسيني المفتي العام للقدس، ورئيس المجلس الإسلامي الأعلى، ورئيس اللجنة العربية العليا، وأحد أبرز الشخصيات الفلسطينية في القرن العشرين، مكتبا للمغرب العربي في برلين، قام بنشاط إعلامي ودعائي واسع من أجل «استقلال المغرب العربي ووحدته في نطاق الوحدة العربية»، وقد أصدر المكتب جريدة تحت اسم «المغرب العربي» لكن صدورها اقتصر على عدد من فحسب يومي 26 فيفري و14 مارس 1945، وقد تنقل مناضلوها بين العواصم الأوروبية للتعريف

5. عالم تونسي، نشأ في تونس، ودرس في الزيتونة والأزهر، ناضل من أجل تحرير تونس والجزائر، وعمل على جمع كلمة المناضلين المغاربيين في مصر، تولى مشيخة الأزهر الشريف وقد أنشأ جبهة الدفاع بمعية الأمير مختار الجزائري (وكان يشغل منصب نائب الرئيس) والشيخ الفضيل الورتلاني (وكان يشغل منصب الأمين العام).

بقضايا البلدان المغاربية، واستقروا مدة في باريس التي كانت تحت الاحتلال الألماني، حيث افتتحوا فرعا للمكتب بها كما قاموا بتأطير الجاليات المغاربية في فرنسا وتوعيتها بأهمية الاتحاد ودعوتها إلى اغتنام فرصة الدعم الألماني في العمل على تحرير بلدانهم. غير أن انهزام ألمانيا لاحقا، أرغم الدكتور الحبيب ثامر والرشيدي إدريس ورفاقهما في أوت 1944 على اللجوء إلى إسبانيا حيث ظلوا إلى جوان 1946، تاريخ انتقالهم إلى القاهرة. وهكذا وفي هذه الأجواء الدولية والإقليمية الملائمة، وبعد تحضيرات مكثفة قام بها زعماء ومناضلو الحركات الوطنية المغاربية الثلاث في القاهرة، انعقد فيما بين 15 و22 فيفري 1947 مؤتمر المغرب العربي، من أجل بحث السبل الكفيلة بتنسيق جهود الوطنيين التونسيين والجزائريين والمغاربة في نضالهم ضد الاستعمار...

وقد مثل تونس في المؤتمر كل من الحزب الحر الدستوري الجديد والقديم، ومثل الجزائر حزب الشعب، أما المغرب الأقصى فقد مثلته رابطة الدفاع عن مراكش ومعها الوفد الثقافي المراكشي لذي جامعة الدول العربية⁶.

وخلال أيام المؤتمر، عكف المؤتمر على معالجة المسائل

التالية:

– مسألة الاستعمارين الفرنسي والإسباني لبلدان المنطقة.

– مسألة عرض قضية المغرب العربي على الهيئات الدولية.

6. ضمت قائمة المؤتمرين كلا من: 1- عبد الكريم بن ثابت، 2- عبد الكريم غلاب، 3- إدريس السنوسي، 4- عبد المجيد بن جلول، 5- محمد بن عبد الله، 6- المهدي بن صابر، 7- أحمد الوزاني، 8- أحمد مليح، 9- محمد الفاسي، 10- أمحمد بن عبود، 11- الطيب سليم، 12- الهادي السعيد، 13- يوسف الرويسي، 14- حسين التريكي، 15- الحبيب ثامر، 16- علالة العويطي، 17- خليفة حواس، 18- الشاذلي المكي، 19- رشيد إدريس، 20- الطاهر بن صالح، 21- أحمد المدني، 22- الأمين المدني، 23- الطيب بن أحمد. انظر « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة » ص 71.

- مسألة تنسيق العمل بين الحركات الوطنية في المغرب العربي وبين جامعة الدول العربية .
- مسألة توحيد جهود المكاتب المغاربية في مصر .
- وقد أكدوا في خاتمة أشغالهم على النقاط التالية :
- 1- بطلان معاهدة الحماية المفروضة على تونس ومراكش وعدم الاعتراف بأي حق لفرنسا في الجزائر .
- 2- مطالبة الحكومات المغاربية والهيئات الوطنية بإعلان استقلال البلاد .
- 3- المطالبة بجلاء القوات الأجنبية عن بلاد المغرب العربي كلها .
- 4- رفض الانضمام للاتحاد الفرنسي بأي شكل من الأشكال .
- 5- اعتبار أيام احتلال الجزائر (05 جويلية)، وفرض الحماية على تونس (12 ماي)، وفرض الحماية على مراكش (30 مارس) أيام حداد في جميع أقطار المغرب العربي .
- 6- تعزيز الكفاح في الداخل والخارج لتحقيق الاستقلال والوحدة .

وعلى صعيد التنسيق بين الحركات المغاربية وما هو مطلوب منها في المرحلة الموالية، أقر المؤتمر صيغة دقيقة ومنتقدة للتنسيق والعمل المشترك بين الحركات الوطنية المغاربية الثلاث وذلك من خلال التأكيد على :

- ضرورة الاتفاق بين الأحزاب الوطنية داخل كل قطر،
- إحكام الروابط بين الحركات الوطنية في الأقطار الثلاثة،
- ضرورة الاتفاق على مبدأ الاستقلال التام وجلاء القوات الاستعمارية،
- تكوين لجنة دائمة من رجال الحركات الوطنية المغاربية مهمتها توحيد الخطط،
- تنسيق العمل للكفاح المشترك،

– توحيد المنظمات العمالية، والاجتماعية، والثقافية،
والاقتصادية في الأقطار الثلاثة، مع التضامن فيما بينها
عند حدوث أزمات في أي قطر منها.

وانطلاقا من أن المؤتمرين رأوا أن توحيد جهودهم شرط
ضروري لتحقيق نتائج إيجابية في مواجهة الاستعمار، فقد كان أهم
قرار اتخذه المؤتمر هو القرار المتعلق بتنسيق الأعمال التي تقوم
بها مختلف المكاتب المغاربية في مصر وتوحيد نشاطها وهيئاتها
لتشكيل هيئة واحدة تمثل الأقطار الثلاثة، وقد جاء هذا القرار كما
يلي: «تكوّن رابطة الدفاع عن مراكش والوفد المراكشي في لجان
الجامعة العربية ومكتب حزب الشعب الجزائري ومكتب الحزب الحر
الدستوري التونسي مكتبا يسمى مكتب المغرب العربي».

وبالرجوع الى أدبيات هذا المكتب، نلاحظ أن الهدف
من تكوينه تمثل في «توحيد العمل الكفاحي المغاربي من أجل
الاستقلال، والقيام بثورة موحدة في أقطاره الثلاثة لتحقيق
الاستقلال الكامل والموحد لمنطقة المغرب العربي».

ومباشرة بعد انتهاء أشغال المؤتمر، شرع ممثلو الحركات
الوطنية المغاربية في تنفيذ قرار إنشاء «مكتب المغرب العربي»، وفي
هذا الشأن تم فتح دار لتوحيد مكاتب الحركات الوطنية بالقاهرة
تحت راية الهيئة الجديدة، وقد اشتمل نظام المكتب على ثلاثة
أقسام وهي:

- القسم التونسي ويضم الحزب الدستوري الجديد.
- القسم الجزائري ويضم حزب الشعب الجزائري.
- القسم المراكشي ويضم كلا من حزب الاستقلال وحزب
الإصلاح.

وقد عُدَّ تأسيس هذا المكتب، ثم العمل الذي قام به
خلال السنوات الموالية، مظهرا من مظهر التضامن المغاربي، وتجليا
من تجليات الدعم المشرقي عامة والمصري خاصة لكفاح بلدان

المغرب العربي التي ينبغي التذكير بأن اللغة والدين والجنس والتاريخ والجغرافيا توحد بينها وذلك فضلا عن خضوعها لنفس المستعمر.

2- أهمّ الأعمال التي قام بها «مكتب المغرب العربي»

يوجد إجماع لدى مؤسسي المكتب على أن تأسيسه شكل حدثا هاما في تاريخ الحركات الوطنية المغاربية، إذ أصبح الناطق باسمها جميعا.

وبالرغم من الصعوبات التي صادفها في ممارسة مهامه، فقد كانت له العديد من المنجزات الهامة التي يمكن أن نذكر منها: * أنه أصبح الهيئة الرسمية للحركات التحررية الثلاث

الموحدة ولسان حالها، وقد وسّع نطاق الدعاية لقضايا المغرب العربي بكل الوسائل المتاحة، وخاصة من خلال نشاطه الإعلامي الحثيث، فقد تولى بداية من 17 أبريل 1947 إصدار نشرة اخبار يومية تتناول الاحداث التي تدور رحاها في الأقطار المغاربية⁷، وتزود الصحف و«شركات» الأخبار والأنباء بالمعلومات الصحيحة عن الظروف العامة للمغرب العربي، وقد ملأت هذه النشرة بعض الفراغ الناجم عن تفرّد المصادر الأجنبية بنشر الاخبار المتعلقة بما يجري في المغرب العربي، وهكذا أصبح العالم العربي يتتبع حركة النضال في الأقطار الثلاثة، ويطلع على أوضاعها الداخلية من مصدر مغاربي.

وقد ركّز أعضاء «مكتب المغرب العربي» على الاعلام لإدراكهم لأهميته في التعبير عن مواقفهم وتبليغ خطاباتهم للسياسيين العرب والأجانب لكسب تأييدهم لصالح قضاياهم التحررية، خاصة وأن مصر كانت، يومئذ، كما سلفت الإشارة إلى ذلك، مركز نشاط سياسي وعلمي وأدبي في غاية الشراء.

وكان من بين مظاهر النشاط الإعلامي عقد الندوات الصحفية للتعريف بقضايا المغرب العربي، وفضح السياسة

7. انظر: «ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة»، ص 8/7.

الاستعمارية الفرنسية والإسبانية، ومحاولة كسر التعقيم الإعلامي الذي تضربه باريس ومدريد على أخبار سكان المغرب العربي⁸.
* أنه أصدر بانتظام سلسلة رسائل عرض فيها قضايا الأقطار المغربية وأحوالها وأهدافها الوطنية وحركات المقاومة فيها، وأعد تقارير قدمها في مختلف المناسبات للحكومات العربية وغيرها.

* أنه أصدر أيضا عدة مؤلفات منها كتاب «هذه تونس» للحبيب ثامر، وكتاب «تونس الثائرة» لعلي البلهوان، وكتاب «هذه مراکش» لعبد المجيد بن جلون وكتاب «مركز الأجناب في مراکش» لأحمد بن عبود، وكتاب «الحركات الاستقلالية في المغرب العربي» لعلال الفاسي ومنشورات عديدة أخرى منها كراريس بالفرنسية وبالإنجليزية عن قضية الجزائر والقضايا المغربية الأخرى⁹.

* أنه قام بنشاط دبلوماسي مكثف ومنسق تنسيقا محكما سواء على مستوى التخطيط أو التنفيذ، وكان هذا النشاط موجها بالدرجة الأولى إلى البعثات الدبلوماسية العربية القائمة عبر الجامعة العربية بواسطة عضويه «أحمد بن عبود» و«محمد الفاسي» اللذين كانا، سنة 1946، أول وفد مغربي ومغربي يلتحق بالجامعة العربية منذ تأسيسها.

* أنه كان يعتني أيضا بشؤون الطلبة والمتطوعين المغاربة في فلسطين¹⁰.

* أنه نجح في ربط الاتصالات بأعضاء الحكومة المصرية وبالأحزاب السياسية على اختلاف توجهاتها.

8. مثال ذلك الندوة الصحفية التي عقدها علال الفاسي في إطار مكتب المغرب العربي في 25 ماي 1947، حول الأوضاع في المغرب الأقصى، واستمرار السياسة التعسفية الاستعمارية الظالمة في حق الشعب المغربي، وقد أكد خلالها أن فرنسا أصبحت ذبلا لأمريكا في سياستها الخارجية، وأنها في سبيل الاحتفاظ بمستعمراتها تسمح لأمريكا بحقوق اقتصادية وعسكرية في إفريقيا وفي فرنسا نفسها.

9. انظر: «ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة»، ص 8.

10. انظر: «ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة» ص 8.

* أن نشاطه لم ينحصر في القاهرة بل تجاوز حدودها إلى مختلف العواصم العربية والإسلامية من جهة، وإلى نيويورك بصفتها مقر منظمة الأمم المتحدة من جهة أخرى. وبالفعل فقد كانت مصر كما يقول الرشيد ادريس « المنطلق الذي خرجت منه وفود الزعماء المغاربة الى الأقطار العربية والإسلامية والشرقية والى أمريكا للاتصال والدعوة لمساندة القضية»¹¹.

وفي هذا الإطار نشير مثلا إلى أن الزعيم الحبيب بورقيبة الذي وصل الى مصر في 26 افريل 1945 بعد ان غامر بالهجرة اليها عبر الصحراء الليبية، قام بالانطلاق من القاهرة بجولات عديدة في الدول العربية والولايات المتحدة الأمريكية. ويذكر الرشيد ادريس أنه كان «يوالي اتصالاته بالحكومات والشعوب وينتقل شرقا وغربا بين المملكة العربية السعودية وسوريا ولبنان وفلسطين وأمريكا التي سافر اليها في 2 ديسمبر 1946 ولم يعد منها الى القاهرة الا في 16 مارس من السنة الموالية»¹².

* أنه أرسل وقودا للمشاركة في عدة مؤتمرات وكان من أهمها «المؤتمر الثقافي العربي الأول» الذي انعقد في بيروت في سبتمبر 1947، وقد قدّم أمحمد بن عبود خلاله مداخلة حول أوضاع المغرب، وأكد على ضرورة دعم استقلال بلدان المغرب العربي. ودافع بالمناسبة عن فكرة الوحدة العربية كمطلب حيوي، وذلك رغم معارضة بعض اللبنانيين الذين حاولوا قصر أشغال المؤتمر على مجرد التعاون الثقافي، وقد اقترح إرسال تلغراف إلى فرنسا واسبانيا في احتجاج على اضطهادهما للفكر والثقافة في المغرب، ومن ناحيته دافع عبد الكريم غلاب عن العناية بالأدب المغربي وتاريخه في الكتب الدراسية، وقد قبل المؤتمر الاقتراحات التي تقدم بها في هذا الشأن.

11 انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة»، ص 9.

12 انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة»، ص 14.

ومما طرحه الوفد المغاربي النقاط الثلاث التالية:

- 1 / عرض قضية المغرب العربي على الأمم المتحدة .
 - 2 / تقرير مساعدة كافية لمكاتب الدعاية المغاربية .
 - 3 / قبول ممثلين عن المغرب العربي في الجامعة العربية .
- ومن جانبه شارك الدكتور الحبيب ثامر صحبة يوسف الرويسي في أشغال مؤتمر اليونسكو الذي انعقد ببيروت في شهر أكتوبر 1948، وقد قدما خلاله مذكرة عن حالة التعليم والثقافة بتونس والجزائر ومراكش .

وعلى صعيد آخر شارك وفد من المكتب، تألف من الدكتور «الحبيب ثامر» من تونس، و«علي الحمامي» من الجزائر و«أمحمد أحمد بن عبود» من المغرب الأقصى، في المؤتمر الاسلامي الاقتصادي الأول الذي انعقد في ديسمبر 1949 في باكستان . . . وبهذه المناسبة أهدى الدكتور الحبيب ثامر وزير المعارف الباكستاني نسخة من كتاب «هذه تونس»، كما قام بتوزيع مطبوعة باللغة الإنجليزية حول القضية التونسية، وبعقد ندوة صحفية حضرها مندوبو وكالات الأنباء وبعض صحف الهند و laهور، وقد وصف خلالها الاستعمار الفرنسي بالاستعمار الأكثر «وحشية» وأكد أنّ فرنسا تستغلّ الشعب التونسي وتضطهده دون رحمة، وأنّ مصالح الولايات المتحدة الأمريكية تلتقي مع مصالح فرنسا التي تتلقّى منها الدعم الكامل .

ومن المعروف أنّ أعضاء الوفد قضاوا نحبهم بعد مشاركتهم في المؤتمر، إثر اصطدام الطائرة التي كانت تقلهم من لاهور الى كراتشي بقمة جبل، يوم 12 ديسمبر 1949 . وقد ترددت أصداء حادثة استشهادهم في الصحف المصرية والتونسية والجزائرية والمغربية التي حرصت على توطيدها للتأكيد على ضرورة استقلال تونس والجزائر والمغرب الأقصى .

ولأن أعمال المؤتمر تركّزت بالأساس على مناهضة الاستعمار بمختلف أشكاله، والهيمنة الغربية على اقتصاد الدول

الفقيرة والضعيفة، فإن الحكومتين الفرنسية والإسبانية احتجتنا على باكستان لقبولها مشاركة الوفد المغربي في المؤتمر. أما على مستوى المحافل الدولية، فقد قامت الأحزاب المغربية في شهر نوفمبر 1948 بتقديم مذكرة مشتركة إلى الأمانة العامة لهيئة الأمم المتحدة دعت فيها إلى إلغاء الأنظمة الاستعمارية في شمال إفريقيا، والاعتراف باستقلال المغرب الأقصى وتونس والجزائر، وطالبت بانتخاب مجلس تأسيسي في كل بلد من البلدان الثلاثة.

على أن أحد أهم الأعمال التي قام بها المكتب يبقى مساهمته في عملية تحرير الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي¹³ الذي كانت الحكومة الفرنسية وافقت على إنهاء فترة إقامته الإجبارية التي استمرت 21 سنة في جزيرة «لا رينيون» ونقله إلى فرنسا في فيفري 1947.

وقد جاءت الموافقة الفرنسية على إثر جهود بذلها ممثلو الحركة الاستقلالية المغربية بمصر لدى جامعة الدول العربية التي وجه أمينها العام رسالة الى وزارة الخارجية الفرنسية يطلب فيها منها تسريح الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي.

وفي 27 ماي 1947 وصلت إلى مكتب المغرب العربي في القاهرة أخبار عن مرور السفينة التي كانت تنقل الأمير محمد عبد الكريم الخطابي إلى جنوب فرنسا، بعدن، وأنها ستتم بعد يومين بقناة السويس فقام أمحمد بن عبود على رأس وفد من مكتب المغرب العربي بالتحويل إلى السويس حيث استقبله رفقة محافظ

13 . ولد بأغادير سنة 1888، من أسرة مغربية عريقة في العلم والوطنية، كان والده قاضيا في إقليم الريف، أتم تعليمه بمسقط رأسه ثم قصد تطوان، حيث واصل تعليمه الثانوي، ثم انتقل إلى مدينة فاس بجامع القرويين، قاوم الأسبان وانتصر عليهم في معركة الأنوال في ماي 1921، ثم قاد حرب الريف ضد الاستعمار الفرنسي، فتحالفت ضده القوات الفرنسية والإسبانية فاستسلم سنة 1926، ليتم نفيه إلى جزيرة «لا رينيون» بالمحيط الهادي، وفي عام 1947 التحق بمصر لمواصلة نشاطه التحرري لكامل دول المغرب العربي، توفي يوم 06 فيفري 1963 بالقاهرة ودفن فيها.

المدينة ووحيد الدين الدالي ممثل جامعة الدول العربية، والشيخ محمد الخضر حسين، رئيس جبهة الدفاع عن إفريقيا الشمالية. ويروي الرشيد ادريس تفاصيل هذه الواقعة في مقال كان نشره في جريدة « الزهرة » التونسية في مطلع شهر جوان 1948 تحت عنوان « خلاص الأمير عبد الكريم من الأسر »، ومما جاء فيه خاصة قوله: « ووصلت الباخرة الى بورت سعيد وكان الزعيم الكبير الحبيب بورقيبة والزعيमान علال الفاسي وعبد الخالق الطريس قد وصلوا الى الميناء للقيام بالمساعي الأخيرة... ونظر الأمير الى ارض مصر... ونظر الى زعماء المغرب وقدر مسؤوليته في مصير المغرب العربي. فذكر اسم الله وأصدر امره بإنزال افراد عائلته الى الأرض واتجه الى محافظ الميناء ملتجئا الى ساحة الفاروق الكبير وتفضل صاحب الجلالة فأذن له بدخول مصر العظيمة الماجدة»¹⁴.

وقد عُدَّت عملية تحرير الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي أول عملية ذات بعد دولي قام بها مكتب المغرب العربي في القاهرة بنجاح وهو ما جعله يحظى بالمصداقية وحوِّله إلى مركز نشاط كبير، وقبلة للوافدين من أبناء المغرب العربي على مصر والمشرق العربي.

وعلى العموم فقد كان المكتب مركزا للإشعاع الفكري والإعلامي والسياسي، واعتبر عمله مرحلة متطورة في مسيرة النضال والتنسيق المغاربي المشترك، فشكل بذلك بارقة أمل كبيرة في نفوس المناضلين المغاربة الذين أدركوا دور الوحدة في التحرر والتأثير على النظام الاستعماري...

ولقد تعزز دور المكتب بالتحاق الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي به، حيث أعطاه نفسا جديدا ودفعنا وطنيا قويا، خاصة وأنه كان يسعى إلى تحقيق فكرتين أساسيتين هما: فكرة وحدة المغرب العربي، وفكرة التحرير التام عن طريق الكفاح المسلح الشامل الموحد المستمر لكامل الأقطار المغاربية بلا تجزئة ولا مراحل.

14 انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، ص 153/154.

ومن هذا المنطلق عمل الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي، على توحيد الحركات الوطنية المغاربية من خلال تأسيس ما سمي بـ «لجنة تحرير المغرب العربي»، وهو ما تم فعلا في أواخر سنة 1947. وبعد أن بعث الأمير «محمد بن عبد الكريم الخطابي» رسائل إلى كل الأحزاب المغاربية يعلمها فيها بإنشاء اللجنة، ويطلب مصادقتها الرسمية على قانونها الأساسي وتعيين ممثلها فيها، أعلن في 5 جانفي 1948 رسميا عن إنشائها. وقد نشر ميثاق اللجنة في معظم الصحف المصرية يوم 6 جانفي 1948 ومن أهم ما جاء فيه ما يلي:

- * المغرب العربي بالإسلام كان، وللإسلام عاش، وعلى الإسلام سيسير في حياته المستقبلية، وهو جزء لا يتجزأ من بلاد العروبة، وتعاونه في دائرة الجامعة العربية على قدم المساواة مع بقية الأقطار العربية أمر طبيعي ولازم.
- * الاستقلال المأمول للمغرب العربي هو الاستقلال التام لكافة أقطاره الثلاثة: تونس والجزائر ومراكش.
- * لا غاية يسعى إليها قبل الاستقلال.
- * لا مفاوضة مع المستعمر في الجزئيات ضمن النظام الحاضر.
- * لا مفاوضة إلا بعد إعلان الاستقلال.
- * للأحزاب المنضمة إلى «لجنة تحرير المغرب العربي» أن تدخل في مفاوضات مع ممثلي الحكومتين الفرنسية والإسبانية، على شرط أن تطلع اللجنة على سير مراحل هذه المخابرات أولا بأول.
- * وحصول قطر من الأقطار الثلاثة على استقلاله التام، لا يسقط عن اللجنة واجبها في مواصلة الكفاح لتحرير بقية الأقطار.

وتم إمضاء ميثاق اللجنة من طرف الأمير عبد الكريم الخطابي وممثلي الأحزاب الوطنية المغاربية التالية:

- عن تونس: الحبيب بورقيبة والحبيب ثامر من الحزب
الدستوري الجديد، ومحي الدين القليبي من الحزب
الدستوري القديم.
- عن الجزائر: الشاذلي المكي والصدّيق السعدي من حزب
الشعب الجزائري.
- عن مراکش: علال الفاسي وأحمد بن ملىح من حزب
الاستقلال، ومحمد العربي العلمي والناصر الكتاني من
حزب الشورى والاستقلال، وعبد الخالق طريس وأمحمد
أحمد بن عبود من حزب الاصلاح الوطني، ومحمد
اليميني الناصري من حزب الوحدة المغربية.
وتألف مكتب اللجنة كآآتي:
- الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي: الرئيس، وقد انتخب
بصفة دائمة.
- الحبيب بورقيبة: الأمين العام، وممثل «الحزب الدستوري
التونسي الجديد».
- أمحمد بن عبود: أمين الصندوق، وممثل «حزب الإصلاح».
وقد أنتخب الحبيب بورقيبة وأمحمد بن عبود بصفة
مؤقتة لمدة ثلاث سنوات.
- ومع أن الأهداف التي كان «مكتب المغرب العربي» و«لجنة
تحرير المغرب العربي» يسعيان الى تحقيقها هي نفس الأهداف، أو
هي متقاربة فإن عقيدة الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي أضفت
على عمل المكتب طابعا أكثر «ثورية»، وهو ما يعكسه تصريح
أدلى به لمراسل جريدة «كونكوردي الفرنسية» حيث قال: «يجب
إنجاز استقلال المغرب العربي في سنة واحدة، وإن امتنعت فرنسا فإننا
سنلجأ الى الأمم المتحدة، وإذا لم ينصف الشعب المغاربي فسوف
نحتكم الى القوة» أي الى الكفاح المسلح.
- ومع عملها على إحكام التنسيق بين أعضائها، وتوحيد
خطط عملهم، سهرت اللجنة على دعوة مختلف الأحزاب المغاربية

إلى الانضمام إليها، وقد انضمت إليها كل من « جبهة الدفاع عن إفريقيا الشمالية بدمشق»، و«جمعية الدفاع عن المغرب العربي ببيروت» كما انضم إليها فيما بعد «حزب البيان الجزائري». وعلى صعيد آخر عملت اللجنة على الاستفادة من مختلف الهيئات والمنظمات الدولية المدافعة عن حقوق الشعوب المستعمرة، وقد تجلّى ذلك عند انعقاد الدورة الثالثة للجمعية العامة لهيئة الأمم المتحدة حيث سارعت لجنة تحرير المغرب العربي للتعريف بالقضية المغربية في المحافل الدولية، وقد شاركت في أعمالها بوفد مكون من «جلولي فارس» و«أحمد مزغنة» و«المهدي بن بركة» بهدف توضيح خطورة الأوضاع والممارسات الاستعمارية في المغرب العربي. وتضمنت العريضة التي قدمت بالمناسبة المطالبين التاليين:

1 / إلغاء الأنظمة الاستعمارية الكائنة بشمال إفريقيا والاعتراف باستقلال المغرب الأقصى وتونس والجزائر.

2 / انتخاب مجلس تأسيسي في البلدان الثلاثة، ووضع دستور ديمقراطي بها، وتحديد المصالح المشروعة للأجانب المقيمين بشمال إفريقيا ضمن السيادة الوطنية.

3- تجليات التضامن المشرقي مع حركات الكفاح المغربية

سنقسم حديثنا في هذا المحور إلى قسمين، نتطرق في القسم الأول منه إلى دور جامعة الدول العربية وفي القسم الثاني إلى دور دول المشرق العربي في دعم الكفاح المغربي. ولا بد قبل الحديث عن دور الجامعة أن نلاحظ أنها نشأت في غياب دول المغرب العربي، ومعنى ذلك أن البلدان المغربية لم تشارك في إنشائها ولا في صياغة ميثاقها أو في تصوّر آليات عملها وتحديد مقاصدها، غير أن الحركات الوطنية المغربية سارعت إلى التواصل معها، لأنها تفاعلت بقيامها، وأمّلت أن تجد لديها ما تحتاجه من سند في سعيها إلى تحرير بلدانها...

- وقد وجه المؤتمر التأسيسي لمكتب المغرب العربي إلى
جامعة الدول العربية، المطالب الخمسة التالية:
- 1 / إعلان بطلان معاهدتي الحماية المفروضتين على تونس
والمغرب، والإعلان عن عدم شرعية احتلال الجزائر، وتقرير استقلال
هذه الاقطار مع تعيين ممثلين لها في مجلس الجامعة.
 - 2 / عرض القضية المغاربية على الهيئات الدولية واستعمال
كل ما لدى الجامعة من وسائل لمساعدة الأقطار المغاربية على تحقيق
استقلالها الكامل.
 - 3 / إرسال لجان تحقيق إلى أقطار المغرب العربي .
 - 4 / تعيين ممثلين في أقطار المغرب العربي للدول المشتركة
في الجامعة .
 - 5 / عرض الحالة الثقافية بالمغرب العربي على الجامعة
العربية ومطالبتها بالعمل على نشر الثقافة في كامل بلاد المغرب
وحل مشكلة الطلاب المغاربة الذين يلجؤون إلى المشرق بقصد إتمام
دراساتهم في المعاهد العربية وتذليل العقبات التي يلاقونها .
- ويذهب بعض الملاحظين إلى أن السند الذي حصلت
عليه الحركات الوطنية المغاربية من الجامعة، لم يرق الى مستوى
ما كانت تتطلع عليه، ربما لأن اهتمام الجامعة الأكبر كان في تلك
الفترة منصباً على تطور الأحداث في فلسطين، حتى أن أمينها العام
قال ذات مرة للزعيم الحبيب بورقيبة « إن المشغول لا يشغل » .
- وفي هذا الإطار يشير السفير الحبيب نويرة في كتابه
« يوميات ديبلوماسي في الوطن العربي » إلى أن الرئيس الحبيب
بورقيبة « لم ينس ما لاقاه من أتعاب وآلام في رحلته الأولى إلى مصر
وموقف عدم الاكتراث من جامعة الدول العربية تجاهه سنة 1945 »¹⁵ .
- ومن جانبه يقول السفير صلاح الدين عبد الله في محاضرة
ألقاها يوم السبت 24 سبتمبر 2016 بمركز الأرشيف الوطني في إطار

15 . انظر: « يوميات ديبلوماسي في الوطن العربي »، الحبيب نويرة، علامات للطباعة
والنشر، نشر وتوزيع مؤسسات عبد الكريم بن عبد الله، ص 98 .

الاحتفال بستينية وزارة الشؤون الخارجية: «صحيح أن الرئيس الحبيب بورقيبة عرف الجامعة عن كثب خلال فترة لجوئه إلى مصر وخبر أساليب عملها وتحسّس نقاط ضعفها وخرج من ذلك بانطباع سيء وكثيرا ما كان يردّد قوله عبد الرحمان عزام عندما كان يدعوه للاهتمام بالقضية التونسية: «سنفعل ذلك عندما تنتهي من حل القضية الفلسطينية»... .

ولعله مما يؤكد هذا الانطباع ما جاء في الكلمة التي ألقاها عبد الرحمن عزام باشا¹⁶ الأمين العام لجامعة الدول العربية لدى رئاسته للجلسة الافتتاحية لأشغال مؤتمر المغرب العربي حيث بدأ هذه الكلمة مدافعا عن نفسه فقال: «دعاني إخواني ممثلو الحركات الوطنية المغاربية في المشرق العربي لأترأس مؤتمرهم الأول، فلبيت دعوتهم ولا أعرف في حياتي أنني رفضت دعوة المغاربة»... غير أنه أضاف موضحا: «وليس معنى دعوتهم مشاركتهم في كل شيء وإنما معناه قبول دعوتهم والموافقة على الأهداف العامة للمؤتمر وفي مقدمتها المطالبة بالاستقلال والحرية»¹⁷.

على أن القراءة الموضوعية لظروف المرحلة ولإمكانات الجامعة لدى انطلاقها تقتضي منا الإقرار بأن جامعة الدول العربية وإن لم تلب جميع مطالب الحركات الوطنية المغاربية، فإنها اجتهدت في تلبية بعضها وإن جزئيا ولعبت دورا مقدرا في دعم كفاحها وهو ما يمكن أن نلمسه فيما يلي:

1 / في نهاية ماي 1946، أصدر ملوك ورؤساء الدول العربية بيانا أوكلوا فيه إلى الجامعة السعي إلى تحقيق رغبات أهل الشام وشمال إفريقيا، أي تونس والجزائر والمغرب.

16 . ولد في 8 مارس 1893 بالجيزة، درس الطب في مصر ثم سافر إلى بريطانيا، تطوع في الجيش العثماني وحارب البلقان سنة 1913، تطوع في حركة أحمد السنوسي التي عرفت بحرب طرابلس، سنة 1923، عاد إلى مصر وبدأ نشاطه السياسي وأصبح وزيرا للأوقاف سنة 1939، وعين أمينا عاما للجامعة العربية في 22 مارس 1945 إلى غاية 1952، توفي في 2 جوان 1976.

17 . انظر: «ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة»، ص 65.

2/ كما أسلفنا ترأس « عبد الرحمن عزام باشا » الجلسة الأولى لمؤتمر المغرب العربي وقد أكد في خطابه على أن « الجامعة التي هي سلاح العرب في كفاحهم من أجل الحرية، ليست خادمة للأمم المستقلة وحدها، بل هي في المقام الأول خادمة للشعوب التي ما تزال في قبضة الاستعمار وفي مقدمتها شعوب المغرب العربي »¹⁸.

3/ قامت الجامعة بمساعدة الأحزاب المغاربية ووفرت لها بعض الظروف الملائمة للقيام بأنشطتها السياسية والثقافية في مصر وخارجها، وعينت مندوبين لها بالقاهرة منذ سنة 1946 (يتعلق الامر بالحزب الدستوري الجديد، من تونس، وحزب الشعب، من الجزائر وحزب الاستقلال، من المغرب).

4/ شجعت الجامعة أعضاء مكتب المغرب العربي على المشاركة في بعض المؤتمرات السياسية والاقتصادية العربية، والإسلامية على غرار ما سلفت الإشارة إليه بخصوص المؤتمر الثقافي العربي الأول الذي انعقد في سبتمبر 1947، ببيروت والمؤتمر الاسلامي الاقتصادي الذي انعقد بباكستان في ديسمبر 1949.

وتجدر الملاحظة أن حرص الجامعة على مشاركة المكتب في مؤتمر بيروت يندرج في إطار عملها على تعزيز الثقافة العربية في المغرب العربي وتقوية اللحمة بينه وبين الوطن العربي، علما بأن فكرة عقد هذا المؤتمر تعود إلى اللجنة الثقافية للجامعة وذلك لإدراكها ضرورة تفعيل دور التعليم لمواجهة الاستعمار في الاقطار العربية والمغاربية، وبالفعل فقد ركز المؤتمر على التربية الوطنية والتاريخ والجغرافيا واللغة العربية ومناقشة وضع المرأة العربية وضرورة التوحيد بين الأقطار العربية لدحر الاستعمار وتحقيق الوحدة.

5/ ساندت الجامعة أنشطة زعماء الحركات الوطنية المغاربية في إطار مكتب المغرب العربي وساعدتهم على القيام بعدة جولات في الدول العربية والولايات المتحدة الأمريكية في إطار

18. انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، ص 65.

الحملة الدعائية المناهضة للاستعمار الفرنسي والترويج للقضية المغربية.

6 / على الصعيد الإعلامي حثت الجامعة الصحف المصرية والعربية على تمكين مناظلي المكتب من الكتابة فيها، وعلى دعم المكتب وتغطية نشاطاته السياسية.

7 / ساهمت الجامعة أيضا مع مناظلي مكتب المغرب العربي، في ترتيب عملية لجوء الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي إلى القاهرة في 30 ماي 1947، وقد وقفت بعد ذلك الى جانب « لجنة تحرير المغرب العربي » التي أنشأها الأمير بالقاهرة في 5 جانفي 1948.

8 / من المواقف التي وقفتها جامعة الدول العربية إلى جانب مكتب المغرب العربي، استجابتها للطلب الذي وجهه المناضل أمحمد بن عبود الى الامين العام لجامعة الدول العربية في 22 أوت 1948 راجيا منه الضغط على اسبانيا على إثر فرضها على حزب الإصلاح الوطني المغربي غرامات تتراوح بين 2000 و5000 بسيطة وزج مناظليه في السجون، حيث قام الأمين العام بمراسلة السفير الاسباني في القاهرة مطالبا بوضع حد للاضطهادات الممارسة في حق المغاربة.

9 / إلى كل ذلك، تخطى الدعم الجانب المعنوي الى الجانب المادي حيث قامت الجامعة بدعم مكتب المغرب العربي ماليا، وقد تطورت الإعانات المالية المقدمة للمكتب وللجنة تحرير المغرب العربي من 100 جنيه مصري شهريا لتصل إلى 15 ألف جنيه، وقد قامت الجامعة بإنشاء صندوق شمال إفريقيا وتمويله وتنظيمه من أجل دعم الأقطار المغربية.

وتجدر الملاحظة أن السلطات الفرنسية لم تقف موقف المتفرج من هذا الدعم المالي الذي قدم للمكتب، بل عملت جاهدة على إيقافه والحد منه من خلال نشر الدسائس ضد قادة المكتب للتشكيك فيهم ولزرع الشقاق بينهم وبين الجامعة.

وللإشارة فإن الدور السياسي الذي قامت به جامعة الدول العربية من خلال احتضانها ودعمها لنشاطات المكتب، ومظاهر الترابط السياسي الذي كان يجمعهما كان يثير حفيظة فرنسا حتى إن مجلة France تحدثت في أحد أعدادها عن «أن مكتب المغرب العربي أصبح نوعيا امتدادا من امتدادات الجامعة العربية أو اسما مكملا لها».

وبدورها كانت المخابرات الفرنسية تعمل على تقويض أركان مكتب المغرب العربي ولجنة تحرير المغرب العربي في القاهرة، فكانت تبعث ببعض عملائها الى القاهرة لإثارة المشاكل بين أعضاء المكتب واللجنة، وقامت ايضا بتكوين شبكة استخبارات لمراقبة نشاط مناضلي المكتب وعرقلة جهودهم الوحدوية.

وأما فيما يتعلق بدعم دول المشرق العربي لكفاح البلدان المغاربية، فإننا نورد فيما يلي بعض تجلياتها:

– بالنسبة إلى مصر:

* ابتداء لا بد أن نسجل أن النجاح الذي حققه مكتب المغرب العربي في القاهرة يرجع لما وجدته في مصر من بيئة خصبة مكنته من ممارسة نشاطه السياسي، في ظروف معقولة، فالسلطات المصرية استقبلت المناضلين المغاربيين واحتضنتهم وسمحت لهم بالتحرك على الساحة المصرية وانطلاقا منها، وقد وافقت على عقد المؤتمر الذي تمخض عن تأسيس مكتب المغرب العربي، ثم سمحت له بممارسة كافة الأنشطة التي كان يقوم بها للتعريف بقضايا البلدان المغاربية.

ومن المهم أن نسجل هنا أن جمعا غفيرا من المسؤولين المصريين وزعماء المشرق حضروا الجلسة الأولى لمؤتمر المغرب العربي، وفيهم من ألقى كلمة بالمناسبة.

ولعله لم يكن من باب الصدفة أن مصر كانت خلال الأربعينات من القرن الماضي قبلة العرب ومعقلا لثوار المغرب العربي الذين توافدوا عليها لأنها فتحت لهم صدرها وناصرت قضاياهم

وأفسحت لهم المجال لإسماع أصواتهم، وكان ذلك من منطلق أنها كانت ترى أنه من واجبها الوطني كدولة عربية أن تقدم مساعدتها لأشقائها المغاربة.

ولا بد من التوقف عند عملية تحرير الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي واستقباله كلاجئ، فهذه العملية لم تكن هينة أذ أنها انطوت على تحد كبير لفرنسا وللقوى الاستعمارية. وقد قدر الأمير هذا الموقف المصري حق قدره، حيث امتدح الملك فاروق في حديث أدلى به إلى جريدة «الزهرة» التونسية فقال: «اجتمعت بجلالة الملك فاروق أكثر من مرة وفي كل مرة يزداد اعجابي به وهو لعمري ملك عظيم وعاهل فذ وتبينت في المرة الأخيرة من حديثي مع جلالته انه مطلع على جزئيات القضية المغربية ومهتم شديد الاهتمام كما انه مطلع على مشاكل العالم العربي والإسلامي وعينه ساهرة على مستقبل العروبة والإسلام في كل مكان»¹⁹.

ثم إن الصحف المصرية اضطلعت بدور هام في دعم الحركات الوطنية المغربية من خلال تغطيتها لأعمال مؤتمر المغرب العربي، ثم لأنشطة مكتب المغرب العربي وجبهة تحرير المغرب العربي. وما من شك أن ذلك كان بموافقة من السلطات المصرية، إن لم يكن بمباركتها.

وكان من أهم الصحف التي قامت بذلك جريدتا «الأهرام»، و«المصري»، ومن المجلات مجلة «المصور». ودوما في المجال الإعلامي، يتطرق الرشيد ادريس في مقال نشره في جريدة «الزهرة» بتاريخ 20 أبريل 1948 تحت عنوان «تقرير هام عن الصحافة العربية...»، إلى دور مصر على هذا الصعيد فيقول: «لكبار المصريين طريقة امتازوا بها في الدفاع عن المغرب العربي وتتلخص هذه الطريقة في الاتصال الشخصي برجال فرنسا الذين يزورون القاهرة وبغيرهم من ذوي الراي والمكانة في

19. انظر: «ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة»، ص 159.

المؤتمرات والمحافل الدولية وهم يقومون بهذا الواجب دون اشهار فيخدمون بذلك قضية المغرب العربي اجل خدمة يستحقون من اجلها كل تقدير وكثيرا ما نسمع عن جهودهم تلك من افواه خصومنا الذين يحسبون لتأييد مصر ورجالها للوطنية المغربية الف حساب .

وكان أشهر من زار القاهرة من الفرنسيين في المدة الأخيرة الكاتب الشهير جورج دوهاميل والوزير السابق بيار بوردان وقد تحدث كل منهما عند رجوعه الى باريس عما سمعه في العاصمة المصرية من رجال الفكر والسياسة أمثال الدكتور طه حسين وسعادة إبراهيم عبد الهادي باشا رئيس الديوان الملكي وغيرهما من دفاع صادق رصين عن عرب المغرب .

ونشرت اليوم (20 افريل 1948) جريدة « البركري ايجبسين الصباحية » نقلا عن مندوب وكالة فرانس بريس في جنيف ان عضو مجلس الشيوخ المصري ورئيس وفد الصحافة الشرقية في مؤتمر حرية الانباء المنعقد الان في العاصمة السويسرية سلم لسكرتيرية المؤتمر ولسائر أعضاء الوفود المشاركة في هذا المؤتمر مذكرة عن حالة الصحافة في تونس والجزائر ومراكش وليبيا .

وأشارت مذكرة ابي الفتح الى ان الصحافة في اقطار المغرب العربي تجتاز ظروف قاسية وان السلطة المسؤولة تحتكر مصادر الانباء حتى انه ليس لغير وكالة فرانس براس الحق في انتداب وكلاء بها .

وختم عميد الصحافة العربية مذكرته بالاحتجاج على الرقابة التي تخضع لها صحافة المغرب وطلب اجراء تحقيق لتتمكن شعوب شمال افريقيا من استرجاع حقها والتعبير عن رغائبها»²⁰ . ولم يقتصر الدعم المصري للحركات الوطنية المغاربية على الجوانب السياسية والدبلوماسية والإعلامية بل امتد حتى إلى الجانب الميداني .

20 . انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، ص 142 .

وفي هذا الإطار نشير إلى أن الدكتور الحبيب ثامر الذي سمحت له الحكومة المصرية في شهر جوان 1946 بالالتحاق، مع بعض رفاقه، بالزعيم الحبيب بورقيبة في القاهرة، كان حسب شهادات ثلة من المناضلين الذين زاروا القاهرة سنتي 1947 و1948 أو راسلوه منشغلا بمسألة التحاق الطلبة المغاربة بالمعاهد العربية العليا وخاصة منها العسكرية.

ولعله من المفيد أن نلاحظ هنا أن الدكتور الحبيب ثامر تمكن من السفر من اسبانيا الى مصر، بفضل مساعي تحسين العسكري الوزير المفوض للحكومة العراقية بالقاهرة الذي مكّنه من جواز سفر عراقي، وأن نذكر بأن اهتمامه بالجانب العسكري يرجع إلى بداية الأربعينات حيث استغل « حملة تونس » أثناء الحرب العالمية الثانية، لإقامة معسكرات لتدريب الشباب التونسي على استعمال السلاح وحرب العصابات.

ويؤكد رفيقه يوسف الرويسي أنّ بعض الضباط السوريين الذين أوفدهم الحاج أمين الحسيني مفتي فلسطين إلى رجال الحركة الوطنية في تونس (فيفري - مارس 1943) كانوا من ضمن المدربين.

وعند انسحاب جيوش المحور من الجنوب التونسي، مكّن الدكتور الحبيب ثامر بعض التونسيين من الحصول على كميات من الأسلحة والذخيرة التي جُمعت وأخفيت تحت الأرض بعد أخذ الاحتياطات واستعمال الوسائل اللازمة لصيانتها.

وبالعودة إلى العمل الميداني في مصر، نشير إلى أن هذا التوجه تعزّز بإنشاء « لجنة تحرير المغرب العربي »، حيث أن شخصية الأمير عبد الكريم الخطابي أعطته نفسا جديدا ودفعا قويا بحكم إيمانه بضرورة الوحدة واعتماد الكفاح المسلح الشامل في كل البلدان المغاربية، وقد كان يؤكد أنه « إذا كانت الدول الاستعمارية على باطلها تحتاج إلى التساند والتعاقد لتثبيت سيطرتها الاستعمارية فنحن أحوج إلى الاتحاد وأحق به من أجل الحق وتقويض أركان

الاستعمار الغاشم الذي كان نكبة علينا، ففرق كلمتنا، وجزأ بلادنا، وابتز خيراتنا، واستحوذ على مقاليد أمورنا». .
وبالفعل فقد أسس الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي منذ سنة 1948 جيش تحرير المغرب العربي، وتم تدريب المهاجرين المغاربة في معسكرات خاصة في القاهرة وبغداد، وقد ساهم تحريض « لجنة تحرير المغرب العربي » في انطلاق عمليات الكفاح المسلح وتصاعدها في بلدان المغرب العربي في السنوات الأولى من الخمسينات .
وعلى صعيد آخر نشير إلى أن الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي احتج، باسم لجنة تحرير المغرب العربي، على تجنيد المغاربة في حرب الفيتنام، ووجه إليهم نداء يحثهم فيه على الانضمام للمقاتلين الأهالي لأنه لا يصح أن يؤيدوا الاستعمار وهم يطالبون بالتححر في بلادهم .

وعندما ألقى مجموعة من الجنود المغاربة بأنفسهم في بورت سعيد من الباخرة الفرنسية التي كانت تقلهم الى الهند الصينية لمحاربة احرارها، أكد الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي في حديث اجراه مع الرشيد ادريس ونشر في جريدة « الزهرة » في 13 جويلية 1949 أنه لا يظن « ان هناك قوانين تخول للفرنسيين المطالبة باللاجئين السياسيين وبناء على ذلك فالجنود المغاربة الفارون لا يكون مصيرهم في غير صالحهم »²¹.

وسعيا إلى تعزيز التضامن والتنسيق في مجال العمل المغربي الميداني القائم على العمل المسلح تم، بعد الثورة في مصر، العمل بالتنسيق مع القاهرة، على تجديد « لجنة تحرير المغرب العربي » حيث انعقد في 16 مارس ثم في 3 أبريل 1954 اجتماعان ضما الأمير محمد بن عبد الكريم الخطابي والأحزاب المغربية بالقاهرة للنظر في إصدار ميثاق جديد للجنة يمكن من تنظيم الكفاح ضد الاستعمار الفرنسي بدعم من مصر، غير أن الخلافات بين المجتمعين لم تسمح بتحقيق الغاية المنشودة... .

21. انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، ص 159.

ومع ذلك، فقد شهد صيف سنة 1954 نجاح « الثوريين » في إنشاء « جيش تحرير المغرب العربي » بإشراف كل من احمد ابن بلة عن الجزائر، ومحمد حمادي العزيز عن المغرب، وعز الدين عزوز عن تونس .

بالنسبة الى بقية دول المشرق :

اكتسى دعم بلدان المشرق الأخرى شكلين اثنين .

أما الشكل الأول فقد كان ذا طابع شخصي حيث أنه كان يتم بين مناضلين مغاربيين وبين بعض الشخصيات المشرقية، على غرار الأمير شكيب أرسلان، والحاج امين الحسيني مفتي القدس، وغيرهما . وفي هذا الإطار نشير مثلاً إلى أن « جمعية نجم شمال افريقيا » كانت على علاقة بحركة الأمير شكيب أرسلان العربية واستطاعت أن تحدث تقارباً مغاربياً مشرقياً خدمة لفكرة الأمة والقومية العربية، وهكذا كانت للأمير شكيب أرسلان علاقات نضالية قوية مع السياسيين والمصلحين في المغرب العربي مثل عبد العزيز الثعالبي في تونس وعلال الفاسي في المغرب وسليمان الباروني في ليبيا .

وأما الشكل الثاني فقد كان ذا طابع رسمي ويمكن أن نستشف طبيعته من بعض المقالات التي ادرجها الرشيد ادريس في كتابه « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة » عن زيارت الزعيم الحبيب بورقيبة إلى عدد من بلدان المنطقة .

ففيما يتعلق بسوريا نقراً ما يلي : « قال فخامة الرئيس شكري القوتلي وهو الرجل الذي كافح من اجل استقلال بلاده فوهبه الله خير نعمة يهبها لأمثاله من الوطنيين الابطال اذ مكنه من مشاهدة عهد استقلال سوريا واولاه منصب اول رئاسة لجمهوريتها، قال فخامته في ختام الحديث الذي دار بينه وبين الوفد التونسي الذي قابله يوم السادس من افريل 1948 بقصر الرئاسة متجها الى زعيمنا الكبير: ان القضية التي يدافع عنها امثالك قضية ناجحة ونجاحها قريب لا محالة ذلك ان فخامة الرئيس السوري تأثر الى ابعد حد من دفاع الأستاذ بورقيبة عن قضية المغرب العربي فقد صارحه

بحقيقة الحال في بلادنا وكيف لا يتاثر من حديث هذا الرجل الذي وهب وطنه حياته مثلما وهبها هو وهو يقاسي في سبيل هدفه الاسمى ما قاساه فخامته من قبل... تذكر أيام الاحتلال والسجن والكفاح واستمع الى المجاهد الكبير يتلو من حديث الظلم والقهر الاستعماري ما تجرعت سوريا مرارته مدة سنوات طوال... ثم انه الرجل العربي ذو العواطف الإنسانية السامية يتاثر حتما لكل ما يحل باي بلد عربي منكوب.

وإذا كان الرئيس السوري الجليل قد اعرب للأستاذ الكبير وصحبه عن عواطفه وتأييده لهم وللقضية التي يمثلونها فان الشعب السوري لم يكن باقل من رئيسه تحمسا لعرب المغرب فما كاد يحل الأستاذ بورقيبة حتى هرعت الوفود من كبار رجال الفكر والسياسة واقطاب الصحافة وممثلي الهيئات يهنئونه بسلامة القدوم ويعربون له عن تقديرهم لجهاده ويستفسرون عن حالة تونس واقطار المغرب العربي، ولم تكن المرأة السورية باقل شعورا من رجال سوريا الكرام فقد تقدم للزعيم وفد من نساء دمشق يعربن له عن عواطفهن فحدثهن الزعيم عن المرأة في تونس والجزائر ومراكش وكيف شاركت الرجل في القيام بالواجب الوطني حتى سجنت واضطهدت وكيف تتجه اليوم الى نهضة حقة أساسها العلم والخلق الكريم والشعور القومي السليم.

وشاءت الظروف ان يكون ميعاد حفل تأبين المغفور له سعد الله الجابري رئيس الوزارة السورية سابقا قبيل مغادرة الزعيم بورقيبة ورفيقه الأستاذ الطيب سليم دمشق الى بغداد وكان المغفور له سعد الله الجابري من اول الرجال المسؤولين الذين وقفوا يؤيدون المغرب العربي في نضاله ويستنكرون الوسائل الاستعمارية التي ترمي الى ادماجه في الوحدة الفرنسية ومحق كيانه العربي ومن ذا الذي لا يذكر موقفه الرائع يوم اعرب لسفير فرنسا في دمشق عن استنكار الحكومة السورية للسياسة الفرنسية في شمال افريقيا وإذ رد عليه السفير بان فرنسا لا ترضى بان تتدخل أي كان في شؤون

اقطار المغرب لاعتبارها شؤوننا فرنسية داخلية اجابه رحمه الله في غير تردد بان المغرب عربي وللحكومات العربية بشأنه موقف صريح تمليه أواصر الاخوة الدائمة»²².

أما فيما يتعلق بالعراق، فإننا نقرأ ما يلي: « حل الزعيم بالعاصمة العراقية وقابل سمو الوصي على العرش الأمير عبد الاله وسلمه رسالة سمو الأمير عبد الكريم الرمز الحي لوحدة المغرب العربي وكفاحه واتصل برجال الدولة ورؤساء الأحزاب والهيئات وكان يرافقه في جميع مقابلاته وزياراته رفيقنا الطيب سليم، احتفلت بهما بغداد كما احتفلت بهما عمان وبيروت ودمشق»²³.

وأما بالنسبة الى المملكة العربية السعودية، فإننا نقرأ ما يلي: « وإذ كان اخر قطر زاره هو المملكة السعودية فقد كان معظم حديثه عن الجزيرة العربية وعاهلها الكبير وصف فيه الحفاوة التي لقيها من جلالته الذي وضع تحت تصرفه طائرة خاصة تنقله بين مكة والمدينة وجدة والرياض واضافه في قصر فاخر وامر له بسيارة لزيارة الاثار والمباني والسواق وقد رفع الى الملك ابن السعود رسالة سمو الأمير عبد الكريم فأجاب عنها بالتأييد ...

ولم يشأ الزعيم ان يكتفي بهذا القدر الرسمي من الاتصال فطلب الى الملك ابن السعود ان ينصت اليه ليشرح له وضعية المغرب العربي وامله في الجامعة العربية وضرورة عرض قضيته على هيئة الأمم المتحدة وكيف ان الجامعة العربية تستطيع ان تعتنى بهذه القضية الحيوية لمصير العروبة دون ان تقلل من نشاطها في خدمة القضية الفلسطينية التي دخلت بدورها الحاسم وانصت اليه جلالته باهتمام بالغ وتأثر عميق وهو يصف له محنة المغرب العربي واماله واكد له انه يؤيد قضية المغرب العربي العادلة وانه لن يدخر جهدا لنجدته والعمل على اعلاء كلمة العروبة والإسلام فيه»²⁴.

22. انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة » ص، 145/144.

23. انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، ص 145.

24. انظر: « ذكريات عن مكتب المغرب العربي في القاهرة »، ص 151.

الخلاصة

إن ما يمكن استخلاصه، من كل ما تقدم، أمران، أولهما أنه كان لجامعة الدول العربية ودول المشرق العربي سواء مباشرة أو من خلالها دور هام في دعم مكتب المغرب العربي، حيث ساعدت على تأسيسه ودعمت نشاطاته ومنحت قاداته الغطاء السياسي والقانوني للقيام بنضالهم، كما ساهمت في التعريف بقضية المغرب العربي في المنابر الدولية والضغط على الدول الاستعمارية.

أما ثانيهما فهو أن الطرح المتقدم لمسألة التنسيق، والعمل المشترك بين الحركات الوطنية المغاربية الثلاث، عكس وعيا مبكرا بأهمية استثمار فكرة المغرب العربي، واعتمادها أرضية لمواجهة الاستعمار ومقاومته، وهو طرح كانت له امتداداته في الفترة اللاحقة أي بعد استقلال البلدان المغاربية، حيث تعددت المحاولات الرامية الى خلق كيان مغاربي متكامل يستطيع بفضل تضامنه وتعاونه مجابهة أعباء التنمية جماعيا. غير أن هذه المحاولات عرفت مع الأسف نفس المصير الذي آلت اليه تجربة مكتب المغرب العربي في القاهرة إذ انطلق نشاطه واستمر بحماس كبير فيما بين سنة 1947 وسنة 1949 غير أنه تقلص بعد ذلك، بسبب عدة عراقيل وخلافات شخصية أحيانا، وإيديولوجية أحيانا أخرى ناجمة عن تباينات في الانتماءات الفكرية والسياسية وفي التآرجح بين خيار السير في طريق الكفاح المسلح وبين خيار السير في طريق النضال السياسي مع إمكانية اللجوء الى العمل المسلح كوسيلة ضغط إضافية، وكذلك عن صعوبة التوفيق بين التوجه القطري وبين التوجه المغاربي وتضارب المصالح القطرية مع مصالح المنطقة ككل.

ومع ذلك تظل تجربة مكتب المغرب العربي في القاهرة (ثم لجنة تحرير المغرب العربي) محطة هامة في مجال التنسيق السياسي والإعلامي بين أطرافه، من ناحية وبينها وبين حاضنته مصر ودول المشرق العربي من ناحية ثانية.

وإنه لمن الضروري أن نتأمل في هذه التجربة لنتبين من خلالها كيف كنا بالأمس، وكيف أصبحنا اليوم، فنحن، في كلمة، بحاجة ماسة الى مراجعة جذرية لرؤيتنا ورؤيانا للعمل العربي المشترك ولأداته الأساسية جامعة الدول العربية... رؤية ورؤيا تأخذان بعين الاعتبار مستجدات الواقع الإقليمي والدولي لكن تقوم على مبادئ لا تتغير بتغير الزمن الا وهي مبادئ التآخي والتضامن والعيش المشترك في كنف السلم والامن والاستقرار.

الأبعاد الخمسة في تسيير البلديات : التنظيمي والاقتصادي والأخلاقي والثقافي والسياسي

رياض الزغل¹

« إذا كان الحكم العمومي هو ممارسة السلطة باسم السكان فإن الحكم الصالح هو ممارسة هذه السلطة بطريقة تحترم سلامة وحقوق وحاجيات الجميع داخل الدولة ».
البنك الدولي (2003) نحو حكم أصح في الشرق الأوسط وإفريقيا الشمالية.

تعتمد هذه الورقة على قراءة نظرية لتجربة فعلية في تسيير بلدية صفاقس ما بين 1995 و2000 بالاعتماد على مفهومي الحوكمة الصالحة (bonne gouvernance) والفاعل الاجتماعي علما وأن البلدية هي هيكل يجمع بين الخاصية السياسية والخاصية الإدارية. الهدف من تحليل هذه التجربة هو المساهمة في إثراء وتدقيق مفهوم الحوكمة السياسية بعد انتخابات بلدية جاءت اليوم بتعددية حزبية بمختلف المجالس البلدية. ولا بد من الإشارة أن نظام الحزب الواحد (الذي كن سائدا في الفترة النيابية المذكورة) لا يلغي التصرف السياسي لأعضاء المجلس البلدي «المعيينين»

1. جامعية ونائبة رئيس جمعية دراسات دولية.

المنتخبين» كما يتجلى من خلال تحليل السلوكيات الفعلية لأعضاء المجلس البلدي في تلك الفترة².

1- مفهوم الحوكمة

ظهر مفهوم الحوكمة «governance» منذ أكثر من نصف قرن من وضع رونالد كوس ثم تبناه وطروره الاقتصادي الأميركي أوليفر ويليامسون في بداية التسعينات من القرن الفارط³. ويقصد بهذا المفهوم وجود طرق للتنسيق داخل المؤسسة من شأنها أن تخفض من تكاليف المعاملات التي تتم بواسطة السوق الذي من المعلوم أنه يعمل على أساس المنافسة والمصالح المتضاربة غير أن الحوكمة توفر فعالية إضافية من خلال التنسيق بين الفاعلين والشركاء.

ويرى ويليامسون أن الحوكمة تشمل جميع التوجهات وقواعد العمل التي تتخذها المؤسسة بغاية التنسيق الفعال على المستويين الداخلي والخارجي: التكامل والتناغم على مستوى البنية التنظيمية (structure organisationnelle) وكذلك على مستوى العلاقات والعقود التي تربط بين المؤسسة وشركائها الخارجيين بما في ذلك المناولين وذلك من خلال وضع واستخدام معايير تحكم مختلف العلاقات.

وقد استعمل مفهوم الحوكمة كمفهوم اجرائي (concept opératoire) من منظور اقتصادي وكذلك استراتيجي. وفي هذا الصدد يقارن ويليامسون في مقال نشره سنة 1999⁴ بين مدخلين

2. انظر:

Jamio P., (1981): *L'entreprise comme système politique*, éditions PUF.

3. Williamson O.E., (1996): *The Mechanisms of Governance*, Oxford University Press, New York.

Gleason G., Mckee M., Rudenko V., (2002): *Governance, Administration and Law, Keys to Effective Government in Changing Societies*, American International University Press, www.aiunet.org.

4. Oliver E. Williamson, (1999): 'Strategy Research : Governance and Competence Perspectives' *Strategic Management Journal* n° 20, pp. 1087-1108.

متواترين في الدراسات الإستراتيجية : المدخل المبني على الحوكمة ودلالاتها الاقتصادية والمدخل المبني على الموارد الذاتية المستندة إلى الكفاءات المتوفرة بالمؤسسة، وهو المدخل الذي يهتم أساساً بصيرورة المنظومة، لكن ويليامسون يعتبر أن هذين المدخلين يلتقيان إذا اعتمدت **الصفقة « transaction »** كوحدة في التحليل لعملية التنسيق. يستشهد ويليامسون بما طرحه كمونز⁵ من أن النشاط هو في نهاية المطاف صفقة تنطوي على ثلاثة مبادئ وهي « **الصراع والتعاون المتبادل والنظام** » وبالتالي يرى ويليامسون أن الحوكمة هي وسيلة تسمح بالاقتصاد على صعيد هذه المبادئ الثلاثة وذلك من خلال إدخال نظام على العلاقات بين الشركاء والتقليل إن لم يكن القضاء على الصراعات التي تحول دون استغلال الفرص التي تتاح لتحقيق مكاسب مشتركة⁶.

وقد تبنى البنك الدولي⁷ الحوكمة الصالحة كأحد أنماط التسيير السياسي الذي يهدف إلى تصحيح التجاوزات والانزلاقات الناجمة عن الربيع الحكومي والمركزية الإدارية واحتكار السلطة من طرف حزب واحد. ومن المبادئ التي تحظى باتفاق المختصين في مجال الحوكمة هي **الشفافية والتشاركية في اتخاذ القرارات والمسؤولية والمحاسبة**. وهي مبادئ تنطبق على أي منظمة حكومية أو غير حكومية لها أهداف ترمي إلى تحقيقها وترنو إلى الاستغلال الأمثل للموارد التي تتاح لها. ويتطلب ذلك حسن

5. Commons J. R., (1932): 'The problem of correlating law, economics, and ethics' *Wisconsin Law Review* N° 8 pp3-26, quoted by Williamson 'According to Commons 'The ultimate unit of activity ... must contain in itself the three principles of conflict, mutuality, and order. This unit is a transaction'.
6. "And Governance is an economizing response to the Commons triple, in that governance is a means by which to infuse order in a relation where potential conflict threatens to undo or upset opportunities to realize mutual gains". (p. 1090).
7. The Commission on Global Governance, <http://www.cgg.ch/>
<http://www.worldbank.org/wbi/wbigf/governance.html>



التنظيم والتصرف الأفضل في الموارد والدقة والصرامة في تطبيق القوانين .

ولما يتعلق الأمر بإدارة شؤون مجموعة محلية فإن اعتبار الأبعاد التنظيمية والاقتصادية والأخلاقية غير كاف لضمان تحقيق الأهداف المرسومة ذلك أن هناك أيضا بعدين يتعين أخذهما بعين الاعتبار وهما **البعد الثقافي والبعد السياسي** . هذا ما أوجت لنا به قراءة لتجربتنا كمساعدة لرئيس بلدية ورئيسة لجنة المالية وتنمية الموارد بإحدى المدن الكبرى التونسية .

اعتمدنا في تحليل هذه التجربة على محاضر جلسات المجلس البلدي وعلى الأرقام الخاصة بالميزانية . لكن قبل التحليل سنورد بعض التفاصيل حول أبعاد الحوكمة المشار إليها أعلاه عندما يتعلق الأمر بالبلديات .

2- أبعاد تسيير البلدية ومتطلبات الحوكمة الصالحة

إذا اعتبرنا البلدية كمنظومة (système) فإن اشتغالها يتحدد بطبيعة العناصر المكونة لها ومنها الموارد المالية والعينية والبشرية . لذلك فإن **الحوكمة الصالحة** التي ترمي أساسا إلى خدمة المجموعة لا بد أن تأخذ بعين الاعتبار في عملية التسيير مختلف الأبعاد التي تؤثر في القدرة على تحقيق الأهداف المرجوة . فالتسيير يؤثر ويتأثر بالبعد التنظيمي الذي يتحدد بالبنية التنظيمية وتوزيع الأدوار والتنسيق والمراقبة وغيرها من خصائص صيرورة اشتغال المنظومة، والبعد الاقتصادي الذي يشمل الموارد وكيفية التصرف فيها، وكذا الأبعاد التي توجه السلوكيات لدى الفاعلين الاجتماعيين وهي **البعد الأخلاقي والبعد الثقافي والبعد السياسي** .

2-1- البعد التنظيمي

تشتغل البلديات في تونس كما هو الشأن في عديد الدول بالعالم اعتمادا على بنية تنظيمية ثنائية: واحدة إدارية والأخرى سياسية، الأولى مستقرة نسبيا وتعمل تحت إشراف وزارة الداخلية

والتنمية الجهوية⁸، والثانية سياسية وتمثل في المجلس البلدي المنتخب لمدة خمس سنوات. ويخضع التصرف في الشؤون البلدية في الواقع إلى إشراف ثنائي من طرف وزارة الداخلية والتنمية المحلية من ناحية وإشراف والي الجهة من ناحية أخرى⁹. فتحدد الوزارة سابقة الذكر قوانين التصرف في الموارد المالية والبشرية (تحديد قيمة الأداءات، القانون الأساسي للموظفين، الانتداب، التأجير...) وتؤشر الوزارة أيضا على الميزان السنوي للبلدية وعلى عديد الترتيب، وهي التي تسند القروض عن طريق «صندوق القروض ومساعدة الجماعات المحلية»، كما أنها توفر برامج تكوين الأعدان من أجل تنمية كفاءاتهم وتمكينهم من القدرات اللازمة لتطبيق الترتيب الإدارية على الوجه الأفضل. وتسند القروض بالاعتماد على تقييم أداء البلدية خاصة من حيث استخلاص الأداءات وتسديد القروض التي كانت التي قد تحصلت عليها.

أما صلاحيات الولاية فتتمثل في مراقبة التصرف البلدي إذ بإمكان الوالي الضغط على بعض توجهات التصرف البلدي وبحكم أنه يعتبر قانونيا ممثل رئيس الدولة بالجهة، فهو يعمل بصفته تلك كمخاطب للوزارات باسم الجهة الراجعة إليه بالنظر و يتفاوض في برمجة المشاريع التي تتمتع بتمويل مشترك بين الوزارة المختصة والبلدية.

2-2- البعد الاقتصادي

من المعلوم أن البلدية تتكفل بتمويلها الذاتي من خلال استغلال مشاريعها الاقتصادية كالأسواق والمنشآت التي هي على ملكها (مسارح، قاعات أفراح، دكاكين، مساكن...) واستخلاص الأداءات البلدية واستغلال أو بيع المدخرات العقارية، وكذلك الموارد المتأتية من القروض والهبات والخدمات. وإذا كانت معالم الأداءات

8. ما قبل إنشاء وزارة البيئة والجماعات المحلية.

9. حسب القانون الأساسي للبلديات عدد 33 الصادر لسنة 1975 المؤرخ في 14 ماي 1975 وذلك قبل صدور قوانين ما بعد 2011.



تُحدد على مستوى وطني فإن المجلس البلدي يحظى بهامش من الحرية فيما يتعلق بالتصرف في الموارد والممتلكات البلدية من حيث تحديد أثمان الكراء والاستثمار في مشاريع اقتصادية أو ثقافية أو رياضية. وبالتالي فإن اختيارات البلدية وتوجهاتها السياسية والمعادلة التي ترتبها بين الشأن السياسي والاقتصادي والثقافي والاجتماعي والبيئي هي التي ستؤثر في النهاية على مواردها وتوازناتها المالية.

2-3- البعد الأخلاقي

يتميز عمل المستشارين البلديين بالتطوع، أما رئيس البلدية ومساعدوه فيحصلون على منحة رمزية ما عدا الحالات التي يكون فيها رئيس البلدية متفرغا للعمل كامل الوقت لفائدة بلديته، غير أن التواجد كعضو بالمجلس البلدي يعطي لصاحبه فرصة الظهور وإمكانية استغلال هذا الموقع اجتماعيا واقتصاديا وسياسيا. ذلك أنه بإمكان المستشار أن يؤثر على قرارات اللجان من أجل تخلي البلدية عن مذكرات عقارية ما أو حوصصة نشاط بلدي (كجمع الفضلات في دائرة معينة، مثلا) أو تمييز مقاول عن غيره فيما يتعلق بالصفقات. ومن المحتمل أيضا أن يستغل المستشار موقعه لاتخاذ سلوكيات يمكن تصنيفها في خانة الجريمة لما يستعمل المعلومات التي يحصل عليها من داخل البلدية لغايات ذاتية. وعلى الصعيد السياسي يمكن للمستشار البلدي من خلال تدخلات تبدو بريئة في الظاهر، أن تكون تصرفاته هي في الحقيقة بوازع انتهازي مصلحة اقتصاديا أو سياسيا. لذلك وفي غياب الأخلاق، يمكن للمستشار البلدي خاصة إذا كان يرأس لجنة متخصصة، أن يغلب مصلحته الشخصية عن مصلحة المجموعة. فيكون ذلك إما بصفة سلبية كعدم حضور الاجتماعات والسكوت أمام التجاوزات التي تضر بالمصلحة العامة، وإما بصفة متعمدة كاستغلال القوانين والهيكل لغايات شخصية واستعمال وسائل البلدية المتاحة بصفة غير قانونية، والتدخل لانتداب الأهل والأقارب بالمصالح البلدية.

ومن السهل على الأعوان البلديين تسجيل هذه التصرفات والتجاوزات فتتكون لديهم صورة سلبية عن المستشار ينشرونها بين الناس أو يسامونها معه بغية تحقيق أهداف خاصة. وهكذا تلتقي المصالح الشخصية لبعض المستشارين مع مصالح بعض الإداريين فاقدي أخلاقيات المهنة .

وكثيرا ما يجد المستشار نفسه في موقف يغيب فيه التوازن بينه وبين الإداريين الذين يملكون المعلومة والقدرة الفنية في مجال القانون والتراتب الإدارية فإذا غاب التواصل والثقة بينه وبينهم كان لذلك تأثير سلبي على جودة القرارات خاصة عندما يكون رئيس اللجنة أو رئيس البلدية يفتقر في آن واحد إلى التجربة وإلى الحماس لخدمة المصلحة العامة، عندها يخضع لما يمليه عليه الإداريون وما يقدمونه من أسباب وتعلات لتوجيه القرار نحو مسار ليس بالضرورة مستندا إلى الموضوعية والمصلحة العامة أو القيم الأخلاقية. هكذا يكون المستشار البلدي بسبب سلبيته قد زكى عن غير قصد سلوكيات ذات مصلحة شخصية .

2-4- البعد الثقافي

يتدخل البعد الثقافي في حياة المنظمة من خلال التصورات والقيم والمثل التي تحكم سلوكيات الموظف وكذلك علاقات الشغل. غير أن نمط البنية التنظيمية المعتمدة وطرق التسيير عادة ما تكون مستوحاة من الأنماط السائدة أما النمط التقليدي السائد فهو النمط البيروقراطي الذي يتأسس على هرم السلطة وتحديد القوانين والتراتب كأداة للتنسيق بين الوظائف. لكن هذا النمط لا يتناسب مع الثقافة المجتمعية السائدة وبالتالي لا يؤدي إلى النجاعة المرجوة للعمل البلدي .

إن البلدية كهيكل إداري تنقسم إلى وحدات مختصة يشرف عليها إداريا الكاتب العام وتعود السلطة العليا إلى رئيس البلدية. ويشرف رؤساء الدوائر على الإدارات البلدية بدوائريهم. هكذا تتخذ البنية التنظيمية للبلدية الشكل الهرمي. أما مساعداو

رئيس البلدية الذين يشرفون على أعمال اللجان المتخصصة فهم لا يملكون أي سلطة إشراف على الأعوان الإداريين لكنهم يشتغلون معهم عن قرب لأن هؤلاء الأعوان هم الذين يعدون المعطيات والملفات التي تعتمد في عمل اللجان وهم أيضا الذين ينفذون القرارات ويسهرون على سير العمل البلدي .

إن البنية التنظيمية الهرمية ليست متناسقة مع الثقافة المجتمعية التونسية . فقد بينت الدراسات المتعلقة بالسلوك التنظيمي أن العوامل المؤثرة فيه هي التمسك بالكرامة والانتماء الاجتماعي والميل إلى خلق وضعيات يشوبها الغموض وتبقي مجالا واسعا من الحرية والارتجال وتجنب الامتثال لقواعد عمل دقيقة¹⁰ . ويترتب عن هذه المحددات الثقافية أنه إذا أراد المسير أن يحقق الأهداف المرجوة، عليه أن يعامل منظوريه على أساس المساواة وأن يقاوم ميلهم إلى عدم الالتزام بقواعد العمل والدقة واحترام القوانين والإجراءات، ومن المعلوم أنه بدون حوافز لا يمكن توجيه السلوكيات في الاتجاه المطلوب .

بما أن رئيس اللجنة أي الرئيس المساعد لا يتمتع بسلطة إدارية وليس بإمكانه تحفيز الأعوان الإداريين مالياً وجب عليه أن يبحث عن وسائل معنوية تشجعهم على التعاون معه لتحقيق الأهداف المرسومة، وإن لم يفعل كذلك فقد يسمح باستغلال هامش الحرية الموجود للارتجال وتغييب أهداف المصلحة العامة لصالح بعض الأفراد الذين يتصيدون الفرص لغاياتهم الشخصية .

2-5- البعد السياسي

لم يكن قبل سنة 2000 تواجداً لأحزاب المعارضة داخل المجالس البلدية وبالتالي كان جميع الأعضاء ينتمون إلى الحزب الحاكم وهو « التجمع الدستوري الديمقراطي » غير أن درجة الاندماج صلب هذا الحزب كانت تختلف باختلاف المستشارين البلديين .

10 Riadh Zghal, (1994): "Tunisia: they do it their way," *Unesco Courier*; April (1998) *Globalisation, Culture and Management Systems*, *Journal of North African Studies*, 3'2 - Frank Cass.

فمنهم من كان عضواً بشعبة أو جامعة دستورية ومنهم من كان مستقلاً أو يتمتع فقط بشيء من الواجهة المحلية أو الجهوية. أما الانتماء للمجلس البلدي فيمثل في حد ذاته موقعا سياسيا يخول للمستشار أن يبني عليه مستقبله السياسي فيعزز مكانته أو يستعمل هذا الموقع للارتقاء إلى مستوى أعلى في سلم المسؤوليات، ويمثل المجلس البلدي بالنسبة للمستشارين المجدد والشبان منهم، مجالا للتدرب على الشأن السياسي وعلى إدارة المصالح العمومية. أما أصحاب الأعمال فقد يكون بإمكان بعضهم استغلال موقعهم في المجلس لفائدة نشاطهم الاقتصادي، وفي كل الأحوال يمكن لبعض المجلس البلدي جني ثمار سياسية أقلها إثراء رأس ماله الاجتماعي أي شبكة العلاقات والمعارف التي يمكنه أن يستعين بها لقضاء بعض شؤونه الخاصة أو للتدخل لديها لفائدة من يطلب منه المساعدة.

تمثل كل أبعاد تسيير البلدية التي ذكرت آنفا وهي الأبعاد التنظيمية والاقتصادية والأخلاقية والثقافية والسياسية نجدها مجسمة في التجربة التي نحللها فيما يلي.

3- إدارة الشؤون المالية البلدية: منهجية ونتائج

3-1- إعداد الميزانية البلدية

يمثل إعداد الميزانية البلدية السنوية أحد مهام اللجان المختصة الأربعة عشر بالبلدية، كل لجنة تضم عددا من المستشارين ورؤساء الدوائر ورؤساء الأقسام الإدارية. ومن المطلوب من كل لجنة ومن كل دائرة أن تحدد احتياجات القطاع والمجموعة السكانية الراجعة إليها بالنظر. وفي غياب تحديد الأولويات كانت الاجتماعات التي تعقد على مستوى اللجنة المالية ويحضرها رؤساء اللجان الأخرى ورؤساء الدوائر وكذلك الكوادر العليا بالإدارة البلدية، تستغرق أسابيع ويحتد فيها النقاش أمام انعدام مقاييس موضوعية متفق عليها للفصل بين المواقف المتضاربة حول توزيع الموارد على القطاعات والدوائر. نتيجة لهذا الوضع تكون القرارات

النهائية المتخذة متأثرة بميزان القوى السائد بين المستشارين ورؤساء اللجان وكذلك أيضا بإستراتيجيات بعض الإداريين الذين لهم ميزة امتلاك المعطيات والتمكن من القوانين. وكثيرا ما يؤدي هذا الوضع إلى قرارات لا تخدم المصلحة العامة، وإلى الشعور بالإحباط أو عدم الرضا لدى البعض، وتعكر المناخ الاجتماعي بصفة عامة. وعلى صعيد التطبيق، يتأثر سلبا مدى اقتناع الأعوان الإداريين بجدية التزام المجلس البلدي وعمله على إنجاز المشاريع التي وقع التخطيط لها، ذلك أن الإجماع مفقود والإرادة ليست واضحة.

لتجنب هذه المخاطر كلها ولضمان الاستغلال الأمثل للإمكانات المتاحة بغية إصلاح الأوضاع بالمدينة والعمل على تلبية الحاجيات الملحة للمتساكنين، حدد المكتب البلدي منهجية للعمل وطرح هذه المنهجية على موافقة المجلس في جلسته بتاريخ 28 نوفمبر 1995. بعد المناقشة وافق المجلس على المنهجية المطروحة وهي تتمثل في مقارنة إستراتيجية تشتمل على أربع أولويات :

- ✓ النظافة وجمالية المحيط
- ✓ تنظيم حركة المرور
- ✓ تعزيز البنية التحتية الثقافية
- ✓ التنمية الإدارية وتطوير المعدات الإعلامية

واعتمدت أيضا مبادئ معينة لإعداد الميزانية منها تحليل الإيرادات البلدية خلال السنوات الثلاث السابقة وتخفيض النفقات، وتطهير الوضعية المالية من الديون المتخلدة من أجل تحسين صورة البلدية لدى المتعاملين معها وتعزيز القدرة على الادخار مما يساعد على الحصول على قروض لفائدة المشاريع التنموية من طرف صندوق القروض ومساعدة الجماعات المحلية. وقد سهرت لجنة المالية وتنمية الموارد على احترام هذه المبادئ عند وضع أول مشروع ميزانية بالنسبة للمدة الانتخابية وهي سنة 1996-2000، وبعد إعداد هذا المشروع، ومصادقة المكتب ثم المجلس البلدي عليه، كان الاختبار الأول الذي يتمثل في مراجعته من طرف وزارة

الداخلية قبل اعتماده نهائيا، وهذه المراجعة هي تقنية بالأساس . وكان على الفريق الذي يقوده الكاتب العام للبلدية أن يكون قادرا على إيجاد الحجج والبراهين للدفاع عن المشروع وإقناع ممثلي سلطة الإشراف به . وكان النجاح في الحصول على الموافقة النهائية على المشروع ولم تمس التعديلات إلا تفاصيل قليلة وهامشية . وتواصل هذا الأمر طيلة الفترة الانتخابية إلى سنة 2000 .

ساعدت المنهجية المتبعة على الرفع من سقف الأهداف وعلى توجيه النقاش داخل المجلس نحو الزيادة في الموارد البلدية، ففوقشت الوسائل المطلوبة لتحسين أداء الإدارة ومنظومة الاتصال ونشر ثقافة المواطنة لدى السكان حتى يصبحوا أكثر استعدادا لخلاص الأداء البلدي دون تأخير .

3-2- قضية مآوي السيارات

لم يخل هذا التوجه من إثارة مقاومة من طرف بعض الذين رأوا فيه مساسا بمصلحتهم . فقد أثارت مبادرات اللجنة المالية الرامية إلى تحسين التصرف في الملك البلدي حفيظة بعض المستشارين الذين يتمتعون بمساندة بعض الأطراف ضمن القاعدة الانتخابية . وجاءت الفرصة للتعبير عن هذا الاستياء لما ناقشت اللجنة الترفيع في معلوم كراء العقارات التجارية البلدية وكذلك المسرح وقاعات الأفراح البلدية . وجاءت فرصة مهمة أخرى وهي تحديد السعر الافتتاحي لكراء مآوي السيارات بالمزاد العلني حيث برزت مقاومة حادة للتغيير في طريقة هذا التحديد .

كان المطلوب من لجنة المالية وتنمية الموارد أن تحدد في بداية كل سنة سعرا افتتاحيا كي يُشرع في بيع حق استغلال المآوي بالمزاد العلني . وجرت العادة في البلدية أن يحدد هذا السعر على أساس معلوم الكراء المعتمد في السنة السابقة مع إضافة نسبة ضعيفة تقررها اللجنة . لذا بقيت العلاقة بين أسعار البيع وما يمكن أن يجنيه المكثري من أرباح مجهولة حيث لا يخضع تحديد الأسعار إلى أي دراسة موضوعية .

لتجاوز هذا الوضع طلبت رئيسة اللجنة من الإدارة أن تعد دراسة تقييم عدد السيارات التي يمكن أن تتوقف بكل مأوى وكذلك نسبة التداول اليومي للسيارات على الأماكن المخصصة، حتى يمكن تقييم المداخل السنوية المحتملة لكل مأوى. فبينت الدراسة أنه يمكن مضاعفة أثمان الافتتاح مرات عديدة حسب المأوى، لكن خوفاً من عدم الإقبال على الكراء حددت الأسعار بمستوى أقل من توقعات الدراسة غير أنها أرفع بكثير مما كان معمول به من قبل. وفي اليوم المحدد للمزاد العلني لم يأت أحد من الذين تعودوا على كراء المآوي!

ثم مورست ضغوطات على رئيس البلدية حتى يأذن بالعودة إلى الطريقة القديمة في تحديد الأسعار لكنه لم يرضخ وسانده في ذلك الكاتب العام ورئيسة اللجنة المالية وتقرر الإبقاء على الأسعار المعلنة وإعادة تنظيم حصة للبيع بالمزاد العلني، وفي صورة عدم تقدم الراغبين في الكراء وقع استغلال المآوي عبر التصرف الذاتي للبلدية. وأمام هذا الإصرار بدأ المستأجرون يتوافدون فأجرت أكبر المآوي ووقع كراء ما تبقى من مآوي محدودة المساحة بعد تخفيض في سعر التثبيت. وفي النهاية تضاعفت مداخل المآوي ثلاث مرات في تلك السنة وأصبح واضحاً للعيان أن التراجع نحو الطريقة القديمة المتبعة في تحديد الأسعار الافتتاحية مستحيلاً.

يتبين أنه باعتماد منهجية موضوعية تركز على استراتيجية وأولويات واضحة وطرق علمية في التصرف يمكن مضاعفة الموارد وتغليب المصلحة العامة عن المصالح الذاتية. بفضل هذه المقاربة نجحت البلدية منذ السنة الثانية للمدة الانتخابية لمجلسها أن تخفض من نفقات استهلاك الماء والكهرباء والوقود ومواد التنظيف والصيانة بما قيمته 75000 دينار وتطورت نسبة خلاص الأداءات البلدية من طرف المواطنين من 93,2% إلى 99,46% وتطورت الميزانية بين 1995 و2000 بنسبة 41,06% أما ميزانية التنمية فتطورت بنسبة 200% وكانت الأولويات المحددة

منذ بداية أشغال المجلس هي التي انتفعت أكثر من غيرها بهذا التطور .

كان تحقيق هذا الأداء ممكنا بفضل التركيز على البعدين التنظيمي والاقتصادي (الإجماع حول الأولويات الإستراتيجية التي توجه الاختيارات في مجال الاستثمار، تحديد الأهداف المشتركة التي توجه العلاقة بين المنتخبين وأعاون الإدارة، التواصل وتبادل الخبرات من أجل تعبئة الموارد وتطويرها)، وكذلك التركيز على البعد الأخلاقي الذي يولد الثقة لدى المواطنين ويسر العلاقات بين مختلف الأطراف .

لكن هذه التجربة تبدو هشة لأنها لا تستند إلى آليات مؤسسية، وإنما إلى إرادة صلبة لدى أشخاص مؤمنين بأهمية الأخلاق وخدمة المجموعة ويتمتعون بقدره جماعية على التأثير. لكن يبقى السؤال مطروحا فيما يتعلق بضمان استدامة هذه النتائج. المطلوب هو إيجاد إطار مؤسسي مناسب الشيء الذي يرجع إلى البعد السياسي الذي يفضله يوضع الإطار التشريعي وتعطي الصفة المؤسسية للمنهجية المعتمدة. لكن يبدو هذا بعيد المنال لو نظرنا إلى القانون الجديد الخاص باللامركزية¹¹.

الخلاصة

تطرقنا في هذه الورقة إلى مفهوم الحوكمة أو الحكم الصالح الذي يحظى اليوم بالاهتمام لدى الباحثين والمؤسسات الدولية المانحة نظرا لما للتسيير الصحي للمنظومات من تأثير إيجابي على الأداء. وهناك في مفهوم الحوكمة تركيز على أهمية التناغم بين البنية التنظيمية وضرورة اشتغالها من حيث التنسيق بين مختلف الأطراف المتدخلة داخل المنظومة وخارجها .

11 . انظر بهذا العدد للمجلة «A propos d'un livre sur la décentralisation» Bernard Dafflon & Guy Gilbert, (2018) : *L'économie politique et institutionnelle de la décentralisation en Tunisie état des lieux, bilan et enjeux*, AFD.



وقد بينا من خلال دراسة تجرية تتعلق بتسيير بلدية تونسية أنه يجب إضافة البعدين الثقافي والسياسي للبعدين الاقتصادي والتنظيمي من أجل مقارنة شاملة لإدارة البلديات. كما أوضحنا من خلال هذه التجربة أن توفر الكفاءات والأخلاق والشريعة السياسية لدى المسيرين يسمح ربما بتحقيق أداء جيد - اقتصاديا واجتماعيا - لكنه لا يضمن البتة استدامة هذه النتائج. هكذا نكون، من خلال تطبيق إجرائي لمفهوم الحوكمة، قد اكتشفنا أبعادا إضافية له غير المتدولة عامة وذلك على المستوى النظري. أما على المستوى التطبيقي فيمكن أن نستخلص هذه التوصيات من أجل حوكمة أفضل للبلديات من حيث تنمية الموارد وخدمة المصلحة العامة:

- 1- تحديد أولويات المنطقة البلدية بصفة تشاركية،
- 2- وضع استراتيجيات تحظى بالإجماع من طرف الفاعلين الاجتماعيين داخل البلدية حتى يلتزموا بتوجهات محددة وواضحة للعيان، وتكون الاستراتيجية الملزمة هي المرجع في عملية التقييم،
- 3- نشر التجارب الناجحة على المستوى الوطني وتحليل الأدوات والإجراءات المستعملة ووضعها في متناول المسيرين،
- 4- بالإضافة إلى إطار قانوني دقيق، المؤسسة لمنهجيات تسيير تستعمل مثل هذه الأدوات التي جربت فصحت وابتكار منهجيات أخرى تكون متناعمة مع الثقافات المحلية علما وأن الثقافات المحلية ليست جامدة وإنما تتطور بفضل العلاقة الجدلية التي تربط بينها وبين الممارسات اليومية بما في ذلك التسيير.

دراسة حول أزمة الديون اليونانية

طارق السعدي¹

كثيرا ما يستشهد الخبراء والمتابعون للشأن الوطني بالتجربة اليونانية المريرة مع الأزمات عند حديثهم على التحديات الكبرى التي تواجهها بلادنا منذ سنوات على مختلف الأصعدة السياسية والاقتصادية والاجتماعية ولا يتردون في دق ناقوس الخطر والتنبيه بأنه في غياب الإصلاحات الهيكلية العاجلة والقرارات الفورية المناسبة ستتحول الأوضاع في تونس إلى ما هو أسوأ بكثير مما هي عليه الآن وستشهد البلاد أزمة ديون خانقة شبيهة بتلك التي عصفت باليونان منذ سنة 2010 وحولتها إلى بلد شبه مفلس وعاجز لوحده على الإيفاء بالتزاماته المالية الوطنية والدولية. في المقابل ولئن يقر البعض الآخر بخطورة هذه الأزمة ولا يستبعدون أن تلقى بلادنا نفس المصير في غياب الحلول العاجلة والمناسبة، إلا أنهم يرون أنه يمكن الاستفادة من التجربة اليونانية على ضوء نجاح الوزير الأول اليوناني السيد ألكسيس تسيبراس، رئيس الحزب اليساري الراديكالي (سيريزا) في إخراج بلاده من عنق زجاجة الأزمة وضمها إلى الأسواق المالية

1. سفير سابق.



العالمية وذلك ثلاث سنوات فقط بعد توليه السلطة في جانفي 2015 واستلهاهم بعض الأفكار من المقاربة التي أدارت بها حكومته المفاوضات مع الدائنين للخروج بأقل الخسائر. فهل يمكن أن تتكرر الأزمة اليونانية بتونس باتجاه ما ينذر به البعض من مصير محتوم أو بما يستبشر به البعض الآخر من بدائل.

قبل الإجابة على هذا التساؤل يبدو من الضروري تقديم بعض المعلومات الأساسية حول اليونان ونظامها السياسي واستعراض مختلف مراحل الأزمة اليونانية علا ذلك يساعد على مزيد التعريف بأسبابها وتداعياتها وخصوصياتها مقارنة بالحالة التونسية.

معلومات أساسية حول اليونان و نظامها السياسي

تقع اليونان في جنوب شرق قارة أوروبا وتحدها بلغاريا وألبانيا وجمهورية مقدونيا الشمالية من الشمال وتركيا وبحر إيجه من الشرق والبحر الأبيض المتوسط والبحر الأيوني (La mer ionienne) من الغرب والجنوب وعاصمتها أثينا وهي أكبر مدينة تليها مدينة سالونيك العاصمة الاقتصادية للبلاد.

تبلغ مساحة اليونان 131.990 كم² وعدد سكانها حوالي 11 مليون نسمة أغلبهم من اليونانيين ويتبع معظمهم الديانة المسيحية الأرثوذكسية. كما توجد أقليات عرقية من الألبانية والبلغارية والتركية والسلافية وأقليات من المسلمين والديانات الأخرى.

أصبحت اليونان عضوا في منظمة حلف شمال الأطلسي منذ عام 1952 وانضمت إلى الاتحاد الأوروبي في سنة 1981 وإلى منطقة الأورو في سنة 2001.

تحتفل اليونان بعيدها الوطني يوم 25 مارس من كل سنة وذلك تخليدا لذكرى قيام الثورة ضد الإمبراطورية العثمانية يوم

25 مارس 1821 .

كما تحتفل اليونان يوم 28 أكتوبر من كل سنة بيوم «أوخي» (لا) وذلك تخليداً لذكرى رفضها الإنذار الذي تقدمت به إيطاليا إلى اليونان في 28 أكتوبر 1940 للسماح لقواتها بدخول الأراضي اليونانية .

نظام الحكم المعتمد باليونان بمقتضى الدستور الجديد الذي تم سنه عام 1975 بعد سقوط النظام العسكري الذي حكم البلاد من 1967 إلى 1974 وإلغاء النظام الملكي هو «نظام جمهوري برلماني» يستند على مبدأ الفصل بين السلطات التنفيذية والتشريعية والقضائية والعدالة الاجتماعية وحكم القانون والشريعة الدولية والمكتسبات الأوروبية ويسمح بتعدد الأحزاب السياسية وحرية المعتقد. ويعد الاشتراك في الانتخابات واجب إجباري على كل الذين تعدى عمرهم 18 سنة .

رئيس الحكومة هو المسؤول الأول على السلطة التنفيذية ويحظى بصلاحيات واسعة ويرسم السياسة العامة للبلاد وعادة ما يكون من الحزب الفائز في الانتخابات النيابية الحاصل على أغلبية المقاعد في البرلمان الذي يبلغ عدد نوابه 300 يقع انتخابهم من الشعب لمدة اربع سنوات .

يمنح النظام الانتخابي اليوناني للحزب الفائز بالمرتبة الأولى في الانتخابات التشريعية 50 مقعد إضافية كنسبة مدعمة فيما يتعين على كل حزب مشارك في الانتخابات أن يتخطى عتبة 3% من نسبة الأصوات الانتخابية حتى يستطيع الدخول إلى البرلمان .

ويتعين على أي حكومة جديدة الحصول على الثقة البرلمانية (تأييد 151 من أعضاء البرلمان أي نصف عدد الأعضاء زائد واحد) ويمكن إسقاطها في حالة عدم الحصول على الثقة البرلمانية او فقدانها (أي أن عدد النواب الذين يساندون لها أصبح اقل من 151 نائباً) . كما يمكن أن تسقط الحكومة وتتم الدعوة لانتخابات

تشريعية جديدة في صورة فشل رئيس الحكومة على مدى ثلاث دورات في الحصول على عدد الأصوات المطلوبة في البرلمان (151 صوت) للموافقة على تعيين مرشحه لرئاسة الجمهورية. في المقابل رئيس الجمهورية اليونانية هو رئيس الدولة ويتم ترشيحه من قبل رئيس الحكومة ويمكن أن يكون شخصية من غير الحزب الفائز ويقع انتخابه من البرلمان لفترة خمس سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة فقط ولا يتمتع بصلاحيات كثيرة حيث ينحصر دوره بالمراسم.

شاركت في آخر انتخابات تشريعية باليونان (سبتمبر 2015) ثمانية أحزاب سياسية هي:

- حزب سيريزا (تحالف اليسار الراديكالي - 145 مقعد) وحزب «اليونانيين المستقلين» (توجه يميني - 10 مقاعد) ويشكل هذان الحزبان الحكومة الائتلافية الحالية.
- حزب الديمقراطية الجديدة (حزب يميني - 75 مقعد - المعارضة الرئيسية).
- حزب الفجر الذهبي (يمين متطرف - 18 مقعد).
- حزب التحالف الديمقراطي (تحالف حزب الباسوك الاشتراكي مع حزب اليسار - 17 مقعد).
- الحزب الشيوعي اليوناني (15 مقعد).
- حزب النهر (مستقل - 11 مقعد).
- حزب اتحاد الوسطيين (حزب وسطي - 9 مقعد).

أسباب الأزمة

لئن تعددت الآراء والتحليل حول الأسباب التي أدت إلى الأزمة المالية والاقتصادية الخانقة التي عصفت باليونان منذ سنة 2010 إلا أن جل الخبراء والمحللين يجمعون على أهم العناصر التالية:

- الأزمة المالية العالمية لسنة 2008 التي كانت من أهم تجلياتها الرمزية إعلان إفلاس بنك ليمان براذرز الأمريكي

يوم 15 سبتمبر 2008 وحالة الانهيار التي أصابت الاقتصاد العالمي بسبب الزيادة في أسعار العديد من السلع والخدمات وارتفاع السعر العالمي للبتروول . وقد شهدت قيمة الأورو في نوفمبر من نفس العام هبوطاً لأدنى مستوياته ودخل الاتحاد الأوروبي في مرحلة ركود وكانت اليونان من أكثر الأعضاء تضرراً بهذه الأزمة المالية .

● انضم اليونان إلى منطقة دول الأورو سنة 2001 على أساس إحصائيات ونسب غير صحيحة حول الاقتصاد اليوناني قام المسؤولون اليونانيون آنذاك بتقديمها حتى يتسنى لبلادهم الاستجابة لشروط الانضمام والتوقيع على الاتفاقيات ذات الصلة دون الأخذ بعين الاعتبار التطورات المستقبلية التي قد تطرأ على هذه المنطقة .

علما بأن منطقة الأورو تكونت خلال سنة 1999 و ضمت آنذاك 11 دولة هي : فرنسا وألمانيا وإيطاليا وإسبانيا وبلجيكا والبرتغال والنمسا ولوكسمبورغ وهولندا وفنلندا وإيرلندا وانضمت إليها فيما بعد كل من اليونان (2001) وسلوفينيا (2007) وقبرص ومالطا (2008) وسلوفاكيا (2009) وأستونيا (2011) ولاتفيا (2014) وليتوانيا (2015) .

- سوء إدارة موازنات الدولة وارتفاع نسبة العجز والتضخم المالي .
- ارتفاع عدد الموظفين في القطاع العام وانخفاض الإنتاجية .
- تفشي الفساد والرشوة والتهرب الضريبي وازدهار الأسواق الموازية .
- سوء إدارة المصارف اليونانية وتفشي الفساد فيها عن طريق منح ديون الى رجال الأعمال والقطاع الخاص من دون استيفاء الشروط المطلوبة .
- تفاقم أزمة الصناديق الاجتماعية وتدني الخدمات الصحية والتأمين على المرض بسبب ارتفاع عدد المنتفعين بجرايات التقاعد وزيادة العجز في خزانة هذه الصناديق .

● الإنفاق العالي على التسليح . بداية الأزمة

مباشرة بعد انضمامها إلى منطقة الأورو في سنة 2001، قامت اليونان باستبدال عملتها الوطنية (الدراخما) بالأورو مما أدى إلى حاجتها لضخ كميات كبيرة من العملة الجديدة مع ما تطلبته هذه العملية من تكلفة كبيرة إضافة إلى كونها كانت مُلزمة بأن يعيش مواطنوها وفق معايير وشروط دول منطقة الأورو والاتحاد الأوروبي بشكل عام وما يعني ذلك من ارتفاع في مستوى المعيشة في دولة متوسطة الحال يعتمد اقتصادها بشكل رئيسي على موارد بسيطة كالزراعة والثروة السمكية والسياحة مما اضطر اليونان إلى اللجوء إلى طلب قروض خارجية لتمويل مشاريعها التنموية دون وضع خطة مستقبلية للوفاء بديونها .

وقد بدأت الشرارة الأولى لهذه الأزمة في عام 2004 خلال تولي السيد كوستاس كرامانليس، رئيس الحزب اليميني « الديمقراطية الجديدة » رئاسة الحكومة وإعلانه أن بلاده لم تكن مؤهلة منذ البداية للانضمام إلى دول منطقة الأورو وأن البيانات الاقتصادية التي أعطيت للجهات الأوروبية المسؤولة آنذاك قد تم تزويرها للاستجابة لشروط الانضمام مما أحدث مخاوف كبيرة لدى الدائنين والمستثمرين واهتزت ثقتهم في السندات الحكومية اليونانية وأدى ذلك إلى تخفيض التصنيف الائتماني لليونان وتضخم نسبة العجز والإنفاق العام وارتفاع الدين العام إلى 70 مليار أورو . كما شهدت تلك الفترة عدة قضايا فساد تعلقت بمسؤولين ساميين وفقدت الحكومة ثقة الشعب مما أجبر الوزير الأول على تقديم استقالته والدعوة لانتخابات تشريعية سابقة لأنها تم تنظيمها في شهر أكتوبر 2009 وفاز بها حزب « الحركة الاشتراكية الهيلينية - الباسوك » برئاسة السيد جورج باباندرينو . وقد اعترف الوزير الأول الجديد بأن الحكومة السابقة قد زيفت بالفعل الحسابات والإحصائيات المقدمة للإتحاد الأوروبي

بهدف الانضمام إلى منطقة الأورو وأن حكومته قامت على هذا الأساس بمراجعة أرقام عجز الموازنة من الناتج المحلي الإجمالي من 3.7% إلى 12.5% وهي نسبة تمثل خمسة أضعاف ما هو مسموح به في منطقة الأورو مما أدى إلى ازدياد المخاوف بين المستثمرين حول قدرة اليونان على الوفاء بتعهداتها وسداد ديونها نتيجة للارتفاع الحاد لحجم الدين العام وأحدث أزمة ثقة في الأسواق المالية تجلت من خلال ارتفاع الفائدة والتأمين على السندات اليونانية .

ومع تزايد حجم الديون العمومية وارتفاع عجز الموازنة واجه الاقتصاد اليوناني ضعفا في النمو زاد في تعقيد الوضع في اليونان وصعب من قدرة هذا البلد على الحصول على قروض جديدة لتسديد ديونه السابقة خاصة وأن حجم هذه الديون واصل ارتفاعه خلال سنة 2010 وبلغ نسبة 163% من الناتج القومي أي ما يعادل 355.617 مليار أورو وبالتالي لم تعد الدولة قادرة على سداد هذه الديون مما وضعها على حافة الإفلاس وكان لا بد لها من الاستعانة بقروض مالية لتتجاوز هذه الأزمة الخانقة .

وقد انقسمت القوى السياسية اليونانية آنذاك بين مؤيد للاقتراض من منطقة الأورو والمصرف المركزي الأوروبي وصندوق النقد الدولي ومعارض لذلك بحجة ان شروط الاقتراض تؤدي الى خسارة اليونان لسيادتها الوطنية وتضعها تحت رحمة ووصاية الدائنين .

ونظرا لحجم الأزمة المالية التي أضحت تهدد بالانهيار الكلي للاقتصاد اليوناني بعد أن أصبحت البلاد تعيش تحت وطأة توأم العجز والديون، لم يكن بدا أمام الحكومة اليونانية آنذاك برئاسة الوزير الأول جورج باباندريو (أفريل 2010) سوى الطلب من الاتحاد الأوروبي وصندوق النقد الدولي وضع «خطة إنقاذ» لمساعدة بلاده على تجنب الإفلاس والتخلف عن السداد والانهيار الاقتصادي .

ولم يكن أيضا أمام الإتحاد الأوروبي سوى الاستجابة ولو

بشروط لطلب الاستغاثة اليوناني نظرا لأن شظايا الأزمة اليونانية تعدت حدود هذا البلد وشكلت تهديدا لاستقرار منطقة الأورو بعد أن طرح البعض داخل اليونان وخارجه فكرة الخروج من هذه المنطقة الاقتصادية وحتى من الإتحاد الأوروبي كحل لهذه الأزمة. واعتبارا لذلك قرر الإتحاد الأوروبي بالتوافق مع صندوق النقد الدولي تقديم المساعدة المرجوة لليونان في شكل خطة إنقاذ مقابل تنفيذها لإصلاحات اقتصادية وإجراءات تكشف تهدف إلى خفض العجز بالموازنة العامة. وتوزعت هذه الخطة على ثلاث مراحل:

خطة الإنقاذ الأولى (ماي 2010)

في 23 أبريل 2010 قدمت الحكومة اليونانية طلبا رسميا إلى دول منطقة الأورو وصندوق النقد الدولي لتفعيل خطة إنقاذ مالي تتضمن الحصول على قروض من دول الإتحاد الأوروبي وصندوق النقد بقيمة 45 مليار أورو تحتاجها الحكومة اليونانية للنفقات المالية خلال السنة الجارية إضافة إلى حاجة اليونان لتسديد 16 مليار أورو لسندات يحل أجل سدادها مع نهاية شهر ماي 2010 لم تعد قادرة على تمويلها بسبب ارتفاع معدلات الفائدة إلى 8.3%.

وبعد مفاوضات ماراطونية وشاقة تم التوقيع على اتفاقية الإنقاذ الأولى في 8 ماي 2010 بين حكومة السيد بابانديرو ولجنة ثلاثية تضم كل المفوضية الأوروبية والبنك المركزي الأوروبي وصندوق النقد الدولي أطلق عليها اسم الترويكا تتضمن جملة من الأهداف التي يجب تحقيقها ضمن فترة زمنية معينة وتمتلك بموجبها هذه الأخيرة حق الفيتو على أي قرار حكومي يوناني لا يتفق مع سياستها وخصوصاً في المجال الاقتصادي.

وتتضمن الخطة تقديم قروض قيمتها 110 مليار أورو تغطي ثلاث سنوات تمتد من شهر ماي 2010 إلى شهر جوان 2013 (80 مليار أورو مقدمة من دول الإتحاد الأوروبي و30

مليار أورو من صندوق النقد الدولي). وتبلغ نسبة الفائدة على هذه القروض نحو 5.2% وفترة سداد لمدة 3 سنوات. وقد تم تخفيض نسبة الفائدة في قمة بروكسل لقادة الاتحاد الأوروبي في مارس 2011 بنحو 1% لتصبح 4.2% والتمديد في فترة السداد لتبلغ 7 سنوات.

وبحسب هذه الخطة يتعين على اليونان:

- خفض العجز في ميزانيتها إلى 8.1 في المائة من الناتج المحلي الإجمالي خلال سنة 2010 و7.6 في المائة في عام 2011 و6.5 في عام 2012.
- رفع سعر الفائدة.
- تخفيض الرواتب وجرايات التقاعد.
- فرض المزيد من الضرائب لزيادة إيرادات الدولة.

بعد سنة من تطبيق الاتفاق لم تنجح سياسة الترويكاً في تحقيق الأهداف المنشودة بل عكس ذلك زاد الوضع تأزماً حيث تم إغلاق عدد كبير من المنشآت التجارية وارتفعت البطالة بنسبة 3.8% وازدادت نسبة التضخم المالي لتصل إلى 5.5%. كما لم تصل إيرادات الدولة إلى المستوى المخطط له وتوقف العجز عند 10.5% من إجمالي الناتج المحلي بدلاً من المخطط له وهو 9.4% وتراكت الديون لتصل إلى 329 مليار أورو بعدما كانت 298 مليار سنة 2009.

خطة الإنقاذ الثانية (فيفري 2012)

الإخفاق في تحقيق النتائج المرجوة من خطة الإنقاذ الأولى دفع بالجانبين إلى التعجيل بالتوقيع على خطة إنقاذ ثانية في 21 جويلية 2011 تضمنت جملة إجراءات خصص لها مبلغ 130 مليار أورو تسدد تدريجياً إلى غاية 2014.

وتهدف خطة الإنقاذ هذه إلى إعادة هيكلة ديون اليونان التي تناهز 350 مليار أورو وتقليص نسبتها مقارنة بالناتج المحلي الإجمالي من 160% إلى 120.5% في 2020، وهي النسبة الأقصى

للدين التي يمكن أن تتحملها البلاد على المدى البعيد .
مقابل الحصول على هذه القروض اشترطت الترويكا
على اليونان اتخاذ سلسلة من الإجراءات التقشفية من أجل كبح
جماح العجز في الميزانية يذكر منها:

- تسريح عدد كبير من موظفي القطاع العام (أكثر من 100 ألف) .
- خفض المرتبات وجرايات التقاعد .
- رفع سن التقاعد .
- وضع التزامات جديدة في سوق العمل وخصخصة مؤسسات الدولة بما فيها المطارات الإقليمية والمرافئ البحرية .
- رفع ضريبة الدخل و الضريبة على السلع .
- تقليص مكافآت العمل الإضافي وبدلات السفر .
- رفع الضرائب على القيمة المضافة وعلى السيارات المستوردة وعلى المحروقات .
- زيادة الضرائب العامة والضريبة المضافة على السلع الأساسية وكثير من السلع الاستهلاكية مما سبب في ارتفاع جميع الأسعار .
- تحسين أداء الجهاز الضريبي .
- خفض الإنفاق العسكري .

وقد انعكست هذه السياسة التقشفية بشكل قاسي ومؤلم على عموم الشعب اليوناني وخاصة من الطبقة المتوسطة فانخفض الوضع المعيشي ووصلت نسبة البطالة في عام 2011 إلى 16.6% .
أدت إلى اندلاع احتجاجات ومظاهرات في معظم أرجاء البلاد .

وازداد الأمر سوء خلال سنة 2013 حيث ارتفعت نسبة البطالة إلى 27 %، وأضرب العاملون في جميع الهيئات الحكومية والخاصة ضد سياسة التقشف التي يُطالب الاتحاد الأوروبي اليونان بتطبيقها كشرط لتقديم حزمة أخرى من المساعدات المالية ولم تعد الحكومة اليونانية قادرة على الوفاء بديونها أو حتى توفير أسباب

المعيشة للفرد اليوناني على أرضه .
وقد كادت هذه الحكومة بقيادة الوزير الأول السيد أنطونيس ساماراس، رئيس الحزب اليميني «الديمقراطية الجديدة» أن تسقط في مناسبة أولى بسبب قرارها غلق الإذاعة والتلفزة الوطنية وتسريح أكثر من 2500 إطار وفني وعامل دفعة واحدة مما تسبب في خلق أزمة سياسة هددت بشكل جاد مستقبل الوزير الأول وذلك بعد أن قرر أحد الأحزاب المكونة للائتلاف الحكومي الثلاثي (تروكيا يونانية) وهو حزب «اليسار الديمقراطي» الانسحاب من الائتلاف احتجاجا على هذا القرار مما اضطر الوزير الأول إلى تشكيل حكومة جديدة في 12 جوان 2013 تضم وزراء من الحزبين الآخرين المكونين للائتلاف و هما «الديمقراطية الجديدة» وحزب «الباسوك» الاشتراكي .

ولكن استطاع الوزير الأول بهذا التحوير تفادي سيناريو الاستقالة وإجراء انتخابات برلمانية سابقة لأوانها لم تكن نتائجها مضمونة، إلا أن مهمة الحكومة الجديدة لم تكن هي الأخرى سهلة حيث لم تستطع فرض أو تمرير كل قراراتها داخل البرلمان نظرا لكونها لا تملك سوى أغلبية برلمانية بسيطة (153 مقعد من جملة 300 مقعد) وظلت تعاني من سندان الترويكيا (المفوضية الأوروبية والبنك المركزي الأوروبي وصندوق النقد الدولي) من جهة ومطرقة الاحتجاجات الشعبية وانتقادات المعارضة بزعامة ائتلاف اليسار الراديكالي «سيريزا» من جهة أخرى .

خمس سنوات عجاف قضتها اليونان تحت إدارة لجنة الترويكيا ظل التوقيت اليوناني خلالها معدلا على وقع سياسة الشد والجذب تحت شعار «الدعم المالي مقابل المزيد من الإصلاحات الهيكلية والإجراءات التقشفية» وهي معادلة أصبحت بمرور الوقت واستمرار الأزمة، مكلفة سياسيا واجتماعيا مما استوجب من القيادة اليونانية بذل مساعي مضيئة طيلة هذه السنوات لإقناع الدائنين وخاصة ألمانيا بأن أي إصلاحات هيكلية وقرارات تقشفية

جديدة قد تؤدي إلى انفجار شعبي وانهيار للاقتصاد الوطني .
إلا أن الأزمة الاقتصادية الخانقة ظلت ترمي بظلالها على
الأوضاع السائدة بالبلاد ولم تفلح الجهود المضنية التي قامت
بها الحكومة اليونانية للخروج من عنق زجاجة هذه الأزمة في إقناع
الشعب اليوناني بصواب خياراتها أو على الأقل التخفيف من حجم
التحركات الشعبية والإضرابات وتلين مواقف المعارضة خاصة
وأن الإجراءات التقشفية زادت في تعميق الأزمة وأثقلت كاهل
المواطن اليوناني وذلك من خلال :

- ارتفاع كبير في مستوى الفقر ونسبة البطالة (1.5 مليون عاطل عن العمل) .
 - تقهقر القدرة الشرائية للمواطنين .
 - تخفيض الرواتب وجرايات التقاعد (40 % في بعض الحالات) .
 - تسريح عدد كبير من الموظفين والعملة .
 - هبوط الناتج القومي من 240 إلى 190 مليار يورو .
 - ارتفاع إجمالي الدين العام من 126 % للناتج القومي اليوناني إلى 176 % .
 - هجرة حوالي 300 ألف من الشباب اليوناني إلى الخارج .
- هذا الإخفاق الذريع في إجراء إصلاحات جذرية ناجعة وتحقيق الانتعاشة المرجوة من خلال سياسة التقشف المفروضة، أدى إلى انسداد الأمل وانعدام ثقة المواطن في قدرة الحكومة (ائتلاف ثنائي بين حزب يميني « الديمقراطية الجديدة » وحزب « الباسوك » الاشتراكي) على إيجاد الحلول الملائمة لهذه الأزمة ودفع بالشعب اليوناني مدعوما بالمعارضة إلى الدعوة إلى تغييرها .

وكانت الفرصة مواتية خلال عملية ترشيح رئيس جمهورية جديد بعد أن انتهت مدة الرئيس المباشر حيث فشل الوزير الأول اليميني أنطونيس ساماراس طيلة ثلاث دورات في انتخاب مرشحه مما اضطره كما يقتضيه القانون حل البرلمان في

شهر ديسمبر 2014 والدعوة لإجراء انتخابات برلمانية سابقة لأوانها تم تنظيمها خلال شهر جانفي 2015 وأسفرت عن فوز حزب الائتلاف الراديكالي اليساري (سيريزا) بقيادة السيد ألكسيس تسيبراس لأول مرة منذ سنة 1974 .

مباشرة بعد تولي اليسار الراديكالي السلطة انطلقت المفاوضات بين الحكومة اليونانية الجديدة والترويكا من أجل إيجاد حل جذري للأزمة الاقتصادية اليونانية وكان المطلب الأساسي اليوناني هو إعادة جدولة الديون المتضخمة نتيجة الفوائد المرتفعة وشطب جزء منها لتصبح قابله للسداد. في المقابل وافق الجانب الأوروبي على تمديد اتفاقية الدين لأربعة أشهر حتى يوم 30 جوان 2015 لتأمين السيولة النقدية لليونان وفي انتظار ما ستؤول إليه المفاوضات النهائية. بعد مرور خمسة أشهر فشلت المفاوضات ولم تفلح محاولات التقريب بين الجانبين حيث لم يقع التطرق إلى موضوع جدولة الديون كما كانت تأمل اليونان وظلت هناك نقاط خلاف أساسية بينهما حول شروط الطرف الدائن لخفض الجرايات والرواتب ورفع سن التقاعد وخفض النفقات الدفاعية وإلغاء الاتفاقات الجماعية بين أرباب العمل ورفع ضريبة الاستهلاك في الجزر اليونانية المقابلة للشواطئ التركية من 13% إلى 23% .

في خضم هذه المفاوضات وفي وقت لم تنتهي فيه بعد آجال اتفاقية الدين التي تم تمديد آجالها لمدة أربعة أشهر لصالح اليونان، فاجأ رئيس الوزراء اليوناني ألكسيس تسيبراس الجميع بدعوة الشعب اليوناني لإجراء استفتاء حول قبول أو رفض خطة الإنقاذ وعرض هذا الاقتراح على البرلمان الذي صوت لصالح إجراء الاستفتاء بنتيجة 178 صوتاً من أصل 300 .

كانت الإجابة الأوروبية على الموقف اليوناني مباشرة وقاسية حيث اعتبر رئيس منطقة الأورو أن المحادثات بشأن حزمة الإنقاذ كانت مستمرة حتى يوم الجمعة 26 جوان 2015 حين أعلنت اليونان الاستفتاء على تلك الخطة وهو ما يُعد خرقاً للمفاوضات

والشروط بين اليونان ودول الاتحاد. وعلى هذا الأساس أصدر البنك المركزي الأوروبي قراراً يقضي بقطع السيولة المالية على اليونان أربعة أيام قبل انتهاء صلاحية برنامج الدعم في 2015/06/30. وكان الهدف من هذا القرار ممارسة ضغط على الحكومة اليونانية بهدف إلغاء الاستفتاء أو التصويت بنعم في أحسن الأحوال والقبول باقتراح السيد جان كلود يونكر، رئيس المفوضية الأوروبية المقدم في اللحظة الأخيرة قبل انقضاء مدة سداد القرض المستحق من طرف صندوق النقد الدولي بمبلغ 1.5 مليار أورو.

وقد أدى قرار قطع السيولة إلى إجبار الحكومة اليونانية على إغلاق البنوك لمدة أسبوع كامل وفرض رقابة على حركة رؤوس الأموال والعمليات البنكية حيث لم يعد بإمكان المواطن اليوناني وباقي المقيمين الأجانب سحب سوى 60 أورو يومياً من حساباتهم البنكية وإخضاع عمليات التحويل إلى الخارج لموافقة مسبقة من قبل لجنة أحدثت للغرض من قبل وزارة المالية مما أدى إلى شلل جزئي في قطاعات النقد والتجارة والصناعة والسياحة التي تشكل العمود الفقري للاقتصاد اليوناني.

في المقابل عرضت الحكومة اليونانية اقتراحاً مضاداً يقضي بتمديد الاتفاق لمدة سنتين دون تقديم أي وعود حول إلغاء الاستفتاء أو التأثير على نتيجته إلا أن هذا الاقتراح جوبه برفض قاطع من الدائنين مما دفع بالسيد تسبيراس إلى المضي قدماً في قراره وتنظيم الاستفتاء في يوم 5 جويلية 2015.

كان السؤال المطروح على الناخبين هو التصويت بنعم أو لا على خطة التقشف الأوروبية ولكن سرعان ما انقلب الأمر إلى تصويت لصالح أو ضد البقاء صلب الإتحاد الأوروبي أوروبا وانطلقت على هذا الأساس حملة كبيرة وشرسة بين المعارضة مسنودة بوسائل الإعلام المساندة لها وبالضغوطات الأوروبية من جهة وبين السلطة والأطراف المساندة لها من جهة أخرى.

وقد كانت المعارضة والإتحاد الأوروبي يأملان في إسقاط

حكومة تسييراس اليسارية من خلال التأثير على نتيجة الاستفتاء وترشيح كفة المناصرين للبقاء فيما كان الوزير الأول اليوناني يطمح في كسب رهان الاستفتاء كورقة ضغط في مفاوضاته مع لجنة الترويكا.

وعلى الرغم من حدة الحملة التي شنتها المعارضة قبل عملية التصويت خاصة من طرف الحزب اليميني «الديمقراطية الجديدة» والإعلام الموالي له ودعم أوروبي معلى وغير متستر، فقد جاءت نتيجة الاستفتاء لصالح الوزير الأول ألكسيس تسييراس حيث صوت اليونانيون بنسبة 61.24% ضد خطة التقشف.

بعد إعلان نتيجة الاستفتاء تسارعت التطورات السياسية بشكل عزز من موقف وشرعية الوزير الأول اليوناني ألكسيس تسييراس ليس فقط داخل اليونان وحزبه وإنما أيضا على الصعيد الأوروبي حيث سجل ما يلي:

- تغيير في موقف الإتحاد الأوروبي من خلال عدد من الرسائل والتصريحات الإيجابية تضمنت بعض الثناء على الوزير الأول اليوناني والتأكيد على استمرار ثقتهم فيه كمفاوض جدي.

- استقالة وزير المالية اليوناني يانيس فاروفاكيس الذي كان يترأس فريق المفاوضين اليونانيين ومن أبرز الملوحين بفرضية الخروج من منطقة الأورو والعودة إلى استعمال العملة الوطنية الدراخما وتعويضه بقيادي آخر من الحزب معروف بتوازنه ونزعه التوافقية وهو السيد أوكليدس تصاكالوطوس. وشكل هذا التغيير في حد ذاته رسالة إيجابية من قبل اليونان نظرا لأن الطرف الأوروبي لم تكن لديه هو الآخر رغبة في مواصلة الوزير المستقيل ترأس فريق المفاوضين اليونانيين والمشاركة في جلسات التفاوض المرتقبة بسبب مواقفه الحادة

- والمتشددة.
- تقليص نفوذ عدد من الشخصيات الفاعلة داخل حزب سيريزا من بينها رئيسة البرلمان اليوناني السيدة Zoé Konstantopoulou المعروفة بمواقفها المناهضة لخطة الإنقاذ ودعوتها للتوقف عن دفع الديون اليونانية باعتبار أنها ديون غير شرعية لم تكن في صالح الشعب . علما بأن رئيسة البرلمان أحدثت لجنة تدقيق حول ديون اليونان وأصدرت في أعقاب أشغالها في شهر جوان 2015 تقريرا أكدت فيه أن اليونان غير قادر وغير ملزم بتسديد ديونه المتراكمة منذ سنة 2010 وأن الجزء الأكبر من الديون المستحقة للترويكا (85 %) هي ديون كريهة وغير شرعية و غير قانونية.
- استقالة رئيس حزب «الديمقراطية الجديدة» أنطونيس ساماراس لمساهمته في تعميق الانقسام داخل حزبه على خلفية تزعمه حملة لتشجيع اليونانيين ودفعهم للتصويت لصالح خطة التقشف والإنقاذ وإخفاقه المدوي في تحقيق ذلك .
- حصول الوزير الأول ألكسيس تسييراس على مباركة أحزاب المعارضة بعد اجتماع رؤساء الأحزاب السياسية اليونانية للمرة الأولى منذ العام 2012 وذلك لإبرام اتفاقية مقبولة شعبيا مع الدائنين .
- بعد ذلك توجه السيد تسييراس إلى العاصمة البلجيكية يوم الثلاثاء 7 جويلية 2015 حاملاً معه بعض المقترحات والمطالب لوزراء المالية في منطقة الأورو لحل تلك الأزمة ومنها بالخصوص :
 - اقتراح إلغاء نحو 30 % من ديون اليونان البالغة 323 مليار أورو .
 - منح اليونان إعفاءً سداد الديون لمدة 20 سنة .

- ضمان سيولة نقدية للنظام المالي اليوناني .
- مقابل القيام بإصلاحات ذات مصداقية تؤدي إلى أقل نسبة ركود وتحقيق برنامج نمو اقتصادي وعدالة اجتماعية .

وحسب الخبراء فإن هناك أمرين لم يتوقعهما الوزير الأول اليوناني ألكسيس تسييراس عند قراره الدعوة لإجراء استفتاء :
* الأول أن البنوك أصبحت بعد خمس سنوات محصنة من عواقب الأزمة اليونانية بدليل أن الأسواق العالمية والبورصات لم تتأثر جددا كما كان هو نفسه يتنبأ بذلك خصوصا بعد أن أعلنت اليونان عدم قدرتها على سداد القرض المطلوب للدائنين . ويعود سبب استقرار الأسواق إلى أن الأوروبيين استطاعوا نقل الديون من كاهل البنوك الخاصة إلى كاهل دافعي الضرائب اليونانيين والأوروبيين .

* الثاني هو عدم تردد البنك المركزي الأوروبي في اتخاذ قرار بقطع السيولة النقدية على اليونان قبل انقضاء صلاحية برنامج الدعم الأوروبي مما وضع اليونان أمام مأزق فقدان السيولة خاصة وأنه ليس لديها الحق بطباعة عملة الأورو .
ورغم أن الطرف الأوروبي كان على وعي تام بأن هذه المفاوضات قد تشكل الفرصة الأخيرة لتجنب اليونان خطر الإفلاس التام وأن تبعد عن الإتحاد الأوروبي شبح الانفلات، فإنه رفض مسألة شطب جزء من الديون وأصر على أن أي اقتراح للحكومة اليونانية يجب أن يعتمد على البرنامج المقدم من قبل رئيس المفوضية الأوروبية قبل الاستفتاء اليوناني مع بعض التعديلات الطفيفة .

خطة الانقاذ الثالثة (أوت 2015)

بعد مفاوضات مضمية أدرك خلالها الطرفان انه ليس أمامهما سوى التوصل إلى حل يحافظ على وحدة الإتحاد الأوروبي ويساهم في حل الأزمة اليونانية ولو بعد حين، توصلت الحكومة

اليونانية في 14 أوت 2015 إلى اتفاق مع مجموعة الدائنين يقضي بحصول اليونان على حزمة جديدة من المساعدات مقابل موافقة البرلمان اليوناني علي شروط تقشفية قاسية كان حزب سيريزا (اليسار الراديكالي) الفائز في انتخابات جانفي 2015 يرفضها بشدة وبنى برنامجه الانتخابي على أساسها وحاول الوزير الأول اليوناني تجنب إقرارها منذ توليه السلطة في جانفي 2015. وعلى هذا الأساس أصدر وزراء خارجية دول منطقة الأورو بيانا أكدوا فيه على أن العناصر الضرورية باتت متوفرة لبدء الإجراءات ذات الصلة على المستويات الوطنية لإقرار خطة إنقاذ ثالثة تتضمن قرضا جديدا تكفلت بتقديمه «آلية الاستقرار الأوروبية» دون مشاركة صندوق النقد الدولي الذي لم يكن مقتنعا بنجاعة منح قروض جديدة لحل الأزمة بل كان من المساندين لفكرة شطب جزء من ديون اليونان.

وقد بلغ القرض الجديد 86 مليار أورو سيتم صرف الجزء الأول منها وقيمته 26 مليار أورو بشكل فوري موزعة كالتالي :

- 13 مليار أورو لتسديد الديون العاجلة المستحقة من قبل الإتحاد الأوروبي وصندوق النقد الدولي .
 - 10 مليار أورو لإعادة رسملة البنوك التي تضررت بشدة نتيجة لتقلبات الأسواق والضغط المالي الناتجة عن تخلف اليونان عن سداد دفعة من ديونها في نهاية جوان 2015 .
 - 3 مليار أورو لخزينة الدولة اليونانية لتمويل الميزانية خلال شهري سبتمبر وأكتوبر 2015 .
- في المقابل تعهدت حكومة الوزير الأول اليوناني بالمصادقة على الإجراءات التقشفية الإضافية التالية :
- الترفيع في الأداء على القيمة المضافة .
 - إصلاح المنظومة الجبائية .
 - إصلاح منظومة التقاعد .
 - ضمان استقلالية الجهاز المكلف بالإحصائيات .

- احترام أحكام كافة المعاهدات الأوروبية.
 - سن مجلة الإجراءات المدنية.
 - تطبيق التوجيه الأوروبي الخاص بتعبئة وإنقاذ البنوك.
- ورغم عدم اقتناعه بهذه الإجراءات التقشفية التي تتناقض مع ما كان ينادي به في السابق، فقد وافق الوزير الأول اليوناني عليها عن مضمض لتجنيد بلاده « كارثة » كما صرح بذلك وقام بعرضها على البرلمان اليوناني الذي صادق عليها يوم 16 جويلية 2015 مما أدى إلى انشقاق داخل حزبه قاداته بعض الشخصيات المناهضة لهذا الاتفاق وصوتت ضده خلال الجلسة البرلمانية.
- وعلى إثر هذا الانشقاق قرر الوزير الأول اليوناني الدعوة لانتخابات تشريعية جديدة سابقة لأوانها تم بالفعل تنظيمها يوم 20 سبتمبر 2015 وفاز فيها بأغلبية الأصوات مما زاد في تعزيز موقفة وشرعيته وقام بتشكيل حكومة جديدة ضمن ائتلاف ثنائي مع حزب « الديمقراطيون المستقلون » ذو التوجه اليميني وذلك حتى يضمن أغلبية في البرلمان ويستطيع مواصلة تنفيذ ما تعهد به. وتم على هذا الأساس:
- المصادقة خلال شهر أكتوبر 2015 على برنامج تقشف أول يقضي بالترفيه في سنة التقاعد إلى 67 سنة والاقتراع من جريات التقاعد الخاصة بالموظفين بنسبة 10 %.
 - المصادقة خلال شهر ماي 2016 على برنامج تقشف ثاني يقضي بإجراء تخفيضات إضافية في جريات التقاعد والترفيه في نسبة الأداء على القيمة المضافة من 23 إلى 24 %.

نهاية الأزمة: بين الترحيب والتشكيك

بعد ثمانية أعوام من معاناة غير مسبوقه كادت أن تعصف باليونان وعرضت منطقة الأورو إلى أعماق أزمة في تاريخها واضطرتها لضخ ما يقارب 300 مليار أورو لفائدة اليونان

ضمن ثلاث خطط إنقاذ (2010-2012-2015)، أعلن وزراء مالية دول منطقة الأورو في اختتام اجتماعهم بلوكسمبورغ في 22 جوان 2018 أنهم توصلوا إلى اتفاق وصف بالتاريخي يقضي بتمديد آجال تسديد الديون اليونانية المستحقة إلى 10 سنوات إضافية أي من 2022 إلى 2032 ووضع حد لأزمة الديون اليونانية وضمن خروج اليونان من مرحلة الإنقاذ والوصاية وعودتها التدريجية إلى الأسواق العالمية بداية من يوم 20 أوت 2018. كما يقضى الاتفاق بتقديم آخر دفعة من القروض المبرمجة في خطة الإنقاذ الثالثة بقيمة 15 مليار أورو لتسهيل عملية خروج اليونان من الأزمة والعودة إلى الأسواق المالية العالمية (5.5 مليار مخصصة لخدمة الدين و9.5 مليار لشبكة أمان مالية) وأكثر من 24 مليار أورو للأشهر 22 التي ستلي خروج اليونان من البرنامج وذلك مقابل استكمال خطة التقشف على شكل مزيد من الضرائب والتخفيضات في جريات التقاعد خلال سنة 2019 وتوسيع قاعدة الضرائب خلال سنة 2020.

أول المرشحين بهذا الاتفاق كان بطبيعة الحال الوزير الأول اليوناني ألكسيس تسييراس، الذي ألقى خطاباً مساء نفس اليوم في ساحة البرلمان وسط العاصمة أثينا أشاد فيه بهذا الحدث التاريخي وأكد على الاستمرار في النهج الجدي قائلاً «يجب ألا نعود إلى يونان الأمس حيث كان الفساد معممًا والنفقات بلا حدود» واعدوا المواطنين بأن نهج التقشف سيُعوّض شيئاً فشيئاً بالعدالة الاجتماعية وسيتم خفض الضرائب في 2019 وعودة تدريجية للدولة لأجتماعية والاتفاقيات المشتركة ورفع الحد الأدنى للأجور.

ومن اللافت أن الوزير الأول اليوناني كان يرتدي ربطة عنق للمرة الأولى بعد أن كان يرفض وضعها كما يقول طالما أن بلاده لاتزال تحت رحمة الدائنين إلا أنه سرعان ما عاد ونزعها بعد نهاية الخطاب معلناً بأن بلاده انتصرت في معركة ولم تكسب

الحرب وأنه لن يرتدي رابطة عنق إلا عند إحراز نصر جديد .
كما ألقى الوزير الأول اليوناني خطابا يوم 20 أوت 2018 أكد فيه أن اليونان استعادت حق تقرير مصير ثروتها ومستقبلها بنفسها بعد توضيحات مؤلمة وحالة طوارئ مستمرة دامت 8 سنوات تجاوزت خلالها ملحمة «الأوديسة في العصر الحديث» .
وقد تم بث الخطاب بشكل مباشر على القنوات التلفزيونية من جزيرة إيطاكي اليونانية في دلالة رمزية مرتبطة بالحنن التي واجهها الإغريق خلال رحلة إيليس بطل ملحمة هوميروس للعودة إلى هذه الجزيرة .

من جانبه أشاد الرئيس الفرنسي إيمانويل ماكرون، بهذا الاتفاق الذي اعتبره يشكل انطلاقة جديدة لهذا «البلد الصديق الذي تدعمه فرنسا كثيرا» ورأى فيه دليلاً على أنه «رغم الصعوبات فإن أوروبا تتقدم» .

بدوره رحب المفوض الأوروبي للاقتصاد والمالية السيد بيير موسكوفيتش بهذا الاتفاق وأكد أن أزمة اليونان تنتهي هذه الليلة واصفا ذلك باليوم العظيم والتاريخي لليونان . كما أكد أنه رغم خروج اليونان من برنامج المساعدات المالية بأعلى مستوى من الديون الحكومية بين دول الاتحاد الأوروبي (180 % من الناتج المحلي الإجمالي) فإنه على ثقة في أن القرارات التي اتخذتها المجموعة الأوروبية بشأن تنفيذ سلسلة من التدابير ستخفف إلى حد كبير من عبء الديون على اليونان وتضمن استقراره .

أما رئيس مجلس حكام الآلية الأوروبية للاستقرار التي رعت برنامج الإنقاذ الأخير، فقد صرح في بيان له أنها للمرة الأولى منذ مطلع 2010 تقف اليونان على قدميها وأن ذلك يأتي نتيجة لجهد استثنائي بذله الشعب اليوناني والتعاون الجيد من قبل الحكومة اليونانية الحالية وجهود الشركاء الأوروبيين الذين وافقوا على منح قروض وإعادة هيكلة الديون .

كما رحبت المديرية العامة لصندوق النقد الدولي كريستين

لاغارد بهذا الاتفاق وأشارت إلى أن الصندوق الذي ساهم مالياً في خطتي الإنقاذ الأولى والثانية لن يشارك في الخطة الثالثة لكنه سيبقى ضالماً في مراقبة ما بعد برنامج الخروج.

في المقابل لم يخلو هذا الاتفاق من تشكيك حيث حذر البعض من الإفراط في التفاؤل قائلين أن احترام التزامات الموازنة الواردة في الاتفاق سيتطلب تطبيق قواعد صارمة جداً يصعب تحقيقها وتزيد في معاناة الشعب اليوناني إضافة لذلك ستبقى اليونان خاضعة لمراقبة مشددة من الجهات الدائنة حتى 2022.

من أبرز المنتقدين كان السيد يانيس فاروفاكيس وزير المالية السابق في الحكومة الأولى للسيد ألكسيس تسيراس والذي صرح بأنه لم يتم إنقاذ اليونان أبداً مثل ما هو الشأن بالنسبة للبرتغال وإيرلندا وإيطاليا وإسبانيا وأن العملية كانت عبارة على خطط لإنقاذ بنوك فرنسية وألمانية في المقام الأول.

علماً بأن السيد فاروفاكيس يعد من أشد المعارضين لسياسات التقشف ودعا إلى مغادرة منطقة الأورو والعودة إلى العملة الوطنية الدراخما كحل بديل للخروج من الأزمة اليونانية في صورة عدم موافقة الترويكا على المقترحات اليونانية ولم يتردد في تقديم استقالته من منصبه في شهر جويلية 2015 احتجاجاً على مصادقة البرلمان اليوناني على خطة الإنقاذ الثالثة التي كان يعتبرها شكلاً من أشكال الوصاية على اليونان. وقد نشر خلال سنة 2017 كتاباً تحت عنوان « Conversations entre adultes » تضمن قراءة نقدية للأزمة اليونانية والحلول التي فرضتها الترويكا على اليونان حيث أشار إلى أهم المعطيات التالية:

- أن اليونان كان في حالة إفلاس منذ سنة 2009 وهو ما تم تأكيده من قبل صندوق النقد الدولي في أكثر من مناسبة وفي منشور داخلي تم تسريبه إلى الصحافة عام 2017.
- الهدف الحقيقي من برامج الإنقاذ الثلاثة التي فرضت على اليونان هو إنقاذ البنوك الفرنسية والألمانية

وتحميل عملية تسديدها على كاهل المواطن اليوناني والأوروبي. علما بأن هذا الاتهام سبق وأن أطلقه السيد إريك توسان، عضو لجنة تقصي الحقائق حول الديون العمومية اليونانية منذ أبريل 2010 وعضو المجلس الدولي للمنتدى الاجتماعي العالمي ورئيس فرع لجنة إلغاء الديون على بلدان العالم الثالث في بلجيكا، حيث أعلن أن قرار صندوق النقد الدولي في 9 أيار 2010 القاضي بتقديم قرض بقيمة 30 مليار يورو لليونان كان يهدف في المقام الأول إلى إخراج البنوك الفرنسية والألمانية من المشاكل.

- لم يكن هناك قناعة لدى الجميع بما في ذلك المفوضية الأوروبية وصندوق النقد الدولي والبنك المركزي الأوروبي وألمانيا وفرنسا، بأن التقشف يشكل سياسة ناجعة لتقليص الديون وإنعاش الاقتصاد.

- ليس هناك ديمقراطية حقيقية داخل الإتحاد الأوروبي نظرا لأن ألمانيا هي من تتحكم في أي قرار صادر عن الإتحاد. ويمكن تلخيص جملة الانتقادات التي وجهها المشككون في نجاعة خطط الإنقاذ الثلاثة (2010-2012-2015) والاتفاق الأخير ليوم 22 جوان 2018 في أهم العناصر التالية:

- على الرغم من حصول اليونان على حوالي 300 مليار أورو من المساعدات خلال برامج الإنقاذ الثلاثة، فقد ارتفعت نسبة الدين العام إلى 180 % من الناتج المحلي الإجمالي وذلك أكثر مما كانت عليه في بداية الأزمة.
- ستظل اليونان تحت المراقبة إلى سنة 2032 حيث أعلن الأوروبيون أنهم سيستعرضون وضع الديون اليونانية عام 2032 ويتفقون إذا لزم الأمر على إجراءات تخفيف جديدة.

- تقلص الاقتصاد اليوناني منذ سنة 2010 بنسبة 25 %.

- ارتفاع نسبة البطالة إلى أكثر من 20 % وبين الشباب

- فوق 40 %.
- تخفيض المرتبات وجرايات التقاعد وتقليص برامج الرعاية الاجتماعية.
- الترفيع في الضرائب ونسبة الأداء على القيمة المضافة.
- إقرار اقتطاعات جديدة في جرايات المتقاعدين خلال سنة 2019 و توسيع قاعدة الضرائب في عام 2020.
- هجرة مئات الآلاف من الكفاءات والأيدي العاملة إلى الخارج.
- تنفيذ برنامج خصخصة واسع النطاق من إمدادات الكهرباء إلى البنية التحتية والمطارات والمرافئ والخدمات العامة مثل المستشفيات والمدارس والنقل العام.
- عدم توظيف المساعدات والقروض لتمويل مشاريع استثمارية وبنية تحتية بل استعملت بالخصوص لتسديد القروض السابقة وإنقاذ القطاع المالي الأوروبي بشكل مباشر أو غير مباشر. ووفقا لبعض الإحصائيات فإن نسبة 92 % من هذه الأموال ذهبت لمؤسسات التمويل الدولية والبنوك و 8 % فقط استفادت منها الحكومة اليونانية .
- تخصيص حوالي 47 مليار أورو من هذه الأموال لإعادة رسملة أكبر أربعة بنوك يونانية على أساس الحجة القائلة بأن إنقاذ البنوك الخاصة بدلا من تأميمها وتنظيفها كان ضروريا للاقتصاد في حين أن مجموعة من صناديق الوقاية الدولية مثل بولسون والمستثمرين الأجانب الآخرين تمكنوا من شراء 74 % من ملكية الأسهم لتلك البنوك التي تم إعادة تمويلها مقابل 5.1 مليار أورو فقط وتم منع المستثمرين اليونانيين من الاستثمار فيها .
- مطالبة الحكومة اليونانية بتحقيق دخل أعلى بشكل دائم من النفقات وبالتالي تحقيق فائض في الميزانية الأساسية باستثناء نفقات خدمة الديون بنسبة 3.5 %

من الناتج المحلي الإجمالي بحلول عام 2022 وبنسبة 2 % حتى عام 2060 وهو أمر صعب المنال بالنسبة لدولة كالليونان قضت 8 سنوات في أزمة حادة. وحسب صندوق النقد الدولي فإن اليونان مطالبة بتحقيق فائض أولى بنحو 7.2 % لمدة عقد من الزمن حتى يتسنى لها الوفاء بالتزاماتها وهو الأمر الذي يستحيل تحقيقه في ظل العجز في ميزان المدفوعات وارتفاع أسعار الفائدة والانكماش الاقتصادي.

في المقابل ورغم وجهة وجدية العناصر التي اعتمدها فريق المنتقدين لاتفاق 22 جوان 2018 والمعارضون من الناحية المبدئية لسياسية التقشف وخطط الإنقاذ الثلاثة، فإنه لا يمكن لأحد أن ينكر النجاح النسبي الذي حققه الوزير الأول اليوناني السيد ألكسيس تسيراس، رئيس الحزب اليساري الراديكالي (سيريزا) منذ توليه السلطة في شهر جانفي 2015 .

- أول نجاحاته أنه استطاع أن يوظف شعارات حزبه المناهضة للتقشف لوصول حزب يساري راديكالي إلى السلطة لأول مرة منذ سنة 1974 رغم أن استطلاعات الرأي حول نوايا التصويت لم تكن تعطيه سوى نسبة 4 بالمائة .

- النجاح أيضا في سياسة التحصن بالشعب وإرساء مفهوم جديد للمشاركة الشعبية يقوم على مبدأ أن لا تقتصر الانتخابات على اختيار الحزب الذي سيحكم وإنما أيضا اختيار برنامج اقتصادي . وفي هذا السياق لم يتردد في تنظيم استفتاء وانتخابات تشريعية سابقة لأوانها في نفس السنة التي فاز فيها بالانتخابات التشريعية واستطاع مع هذا كله بأن يفوز حزبه بهما ويكسب التحدي .

- استطاع أن يدير مفاوضاته مع الدائنين بأحسن ما لديه من وسائل وبكل ما توفر لديه من أوراق ضغط معتمدا في ذلك على شرعية شعبية واسعة والتلويح بحل بديل

- يرتكز على التوقف عن دفع الديون والخروج من منطقة الأورو. كما لم يتردد في إثارة مسألة المطالبة بديون اليونان من جراء الاحتلال النازي وذلك للضغط على ألمانيا التي تمتلك أهم خيوط هذه المفاوضات وسلطة القرار فيها.
- النجاح في وضع حد للأزمة وضمن عودة البلاد إلى الأسواق العالمية بعد ثلاث سنوات فقط من توليه السلطة ويكون بذلك قد أوفى بأهم وعد أطلقه خلال حملته الانتخابية ولم يدخر أي جهد من أجل تحقيقه رغم الشروط المجحفة والإجراءات التقشفية المؤلمة التي فرضت على بلاده منذ بداية الأزمة في سنة 2010.
 - الحصول على إعادة جدولة ديون اليونان وخصوصاً إطالة أمد سدادها مما سيجعلها قادرة على تغطية احتياجاتها المالية حتى نهاية 2022 وسيسمح لها بعدم الاقتراض من الأسواق إلا في الأوقات المناسبة. كما سيتيح لها ذلك أن تموّل نفسها في الأسواق بعد سنوات من الانكماش الحاد و3 برامج مساعدات.
 - تحقيق نسب نمو إيجابية خلال 2017 (1.4 %) و2018 (1.9 %) ويتوقع أن ترتفع هذه النسبة إلى نحو 2.3 % سنة 2019.
 - تسجيل فائض في الميزانية باستثناء دفعات الديون بنسبة 4 % في 2016 و2017 بعد عجز بلغ 15.1 % عام 2009.
 - تراجع مؤشر البطالة إلى 20 % بعدما بلغ نسبة 27.5 % خلال عام 2013.
 - تحقيق نجاحات كبيرة في القطاع السياحي وتوفير مداخيل ضخمة.
 - الترفيع في علامة الدين السيادي اليوناني من قبل وكالات التصنيف العالمية مثل وكالة «فيتش للتصنيف المالي» ووكالة «ستاندرد اند بورز غلوبال» بما ساعد على

استعادة الثقة التدريجية للمستثمرين والدائنين .
في المقابل لا بد من القول أنه لم يكن بمقدور الحكومة
اليونانية وحدها تحقيق هذه النجاحات لو لم تكن هناك أيضا
رغبة بل ضرورة لدى قادة الإتحاد الأوروبي لوضع حد لهذه
الأزمة نظرا لإيمانهم بأهمية اليونان كغيرها من بلدان الإتحاد
بالنسبة لاستمرارية المشروع الإتحادي الأوروبي والحفاظ على
تماسك منطقة الأورو وتحسبا لما أثارته هذه الأزمة من مخاوف
حول مستقبل الإتحاد الأوروبي خاصة بعد خروج بريطانيا وإمكانية
انتقال العدوى لدول أخرى تعاني مشاكل اقتصادية ومالية مثل
إيطاليا وإسبانيا .

فقد مثل الإتحاد الأوروبي نموذجا لتجربة اتحادية فريدة من
نوعها وشكلت منطقة الأورو مثالا إضافيا على نجاح هذه التجربة
بعد أن توصلت 19 دولة على اعتماد عملة موحدة من دون
سياسة مالية مشتركة أو تكامل سياسي حقيقي، إلا أن الأزمة
اليونانية برهنت على هشاشة هذه التجربة في أوقات الشدة
وفرضت مجموعة من التحديات على الإتحاد الأوروبي كتجربة
اتحادية ناجحة وعلى الديمقراطية الليبرالية كنموذج حكم
للمستقبل بعد أن كشفت فشل آليات التنسيق والانضباط
داخل منطقة الأورو في ظل احتفاظ الدول الأعضاء بكامل السيادة
في مسائل الميزانية وغياب آلية موحدة للمراقبة المالية وحل الأزمات .
فهل يمكن تكرار التجربة اليونانية في تونس .

قد لا يختلف اثنان على أن مظاهر وعوارض الأزمة
التونسية تشبه إلى حد بعيد تلك التي شهدتها اليونان طيلة
8 سنوات سيما من ناحية العجز والوضع المالي الهش والتراجع
المثير للنتائج المحلي ونسبة الديون المرتفعة مقارنة بالنتائج المحلي
والعجز الكبير الحاصل في الحساب الجاري والبطالة وسوء الإدارة
وانتشار الفساد والتهرب الضريبي والأسواق الموازية والاحتجاجات
الشعبية وهجرة الأدمغة . إلا أن ذلك لا يعني أن السيناريو الذي

واجهته اليونان يمكن تكراره بنفس الشكل والأسلوب في تونس في ظل غياب المقومات الموضوعية والذاتية لكل حالة ومنها بالخصوص:

- انتماء اليونان إلى الإتحاد الأوروبي ثاني أكبر قوة اقتصادية في العالم والذي لم تتردد هياكله في ضخ حوالي 300 مليار أورو لفائدة اليونان من أجل مساعدته على الخروج من هذه الأزمة والحفاظ على وحدة الإتحاد الأوروبي ومنطقة الأورو.
- عدم وجود مشكلة سعر العملة بالنسبة لديون اليونان التي تنتمي إلى دول منطقة الأورو في حين أن ديون بلادنا و وارداتها تتأثر بشكل مباشر وكبير بأي ارتفاع في قيمة سعر الأورو.
- لم يحدث أي تغيير دراماتيكي في النظام السياسي باليونان التي تعد مهدا للديمقراطية في حين أن بلادنا شهدت ثورة منذ سبعة سنوات وتعيش حاليا مرحلة انتقال ديمقراطي بكل صعوباتها وإكراهاتها الموضوعية.
- رغم حدة التجاذبات السياسية بين الأحزاب اليونانية إلا أنها تخضع لضوابط لا يمكن لأحد تجاوزها وإلى خطوط حمراء من غير المسموح بتوظيفها على حساب مصالح البلاد العليا مهما كان الهدف الانتخابي المنشود.
- عدم تعرض اليونان لعمليات إرهابية كبرى كتلك التي واجهتها بلادنا وأثرت بشكل كبير على أوضاعنا الاقتصادية والسياحية.
- وجود اختلاف في النسيج الاقتصادي والاجتماعي للبلدين.

ختاما يمكن القول أنه رغم وجود فوارق بين الواقعين التونسي واليوناني، فإنه حري بنا أن نتعلم من دروس الأزمة اليونانية وغيرها من الأزمات المماثلة التي برهنت على عدم

نجاعة أداتين قام عليهما الاقتصاد العالمي وهما «الديون الدافعة للنمو» و«الدائن كملاذ أخير للمدينين» ووضعت نقطة استفهام حول نظرية التقشف كوسيلة وحيدة يمكن التعويل عليها لسداد الديون وتقليص العجز وجذب الأموال الأجنبية مهما كان شكل الحوافز الممنوحة وأدت إلى القناعة بضرورة تخطي نظريات دفع النمو بالدين ومعاملة العجز في الموازنة العامة كظاهرة محاسبية.

فرغم أن بلادنا لا تزال بعيدة نسبيا عن دائرة الخطر ولم تبلغ مستوى العجز والإفلاس الذي وصلته اليونان خلال أزمتها المالية الخائفة، فقد أصبح من الضروري البحث عن أفضل السبل للسيطرة على عجز الموازنة والدين العام ليس فقط من خلال الاعتماد على سياسية تقشف قد تؤدي إلى تباطؤ أو انكماش اقتصادي أو تضخم مالي من جهة واللجوء إلى التداين الخارجي الذي من شأنه هو الآخر أن يزيد في تفاقم نسبة العجز ويكبل الدولة بالتزامات مجحفة من جهة ثانية وإنما أيضا من خلال وضع إستراتيجية عمل وطنية محكمة وواضحة المعالم وعدم التردد في استنباط الطرق الجريئة وتوظيف كل ورقات الضغط المتوفرة لدينا.

ومن هذا المنطلق لابد من الإسراع في صياغة عقد اجتماعي جديد يعيد الثقة لدى كل المتدخلين في الشأن الاقتصادي والاجتماعي في تونس ووضع إستراتيجية حقيقية لإصلاح القطاعات الاقتصادية تأخذ بعين الاعتبار الجوانب الاجتماعية وتضمن الدعم الشعبي المسبق لها في ظل حوكمة رشيدة وشفافة لإدارة الموازنة العامة والأموال العمومية والشأن العام والقضاء على كل أشكال الفساد وإرساء سياسة جبائية عادلة وترشيد نظام الدعم بما يخدم مصلحة المستحقين الفعليين خاصة من الفئات الضعيفة ومقاومة الفقر والبطالة.

كما بات من الملح أيضا العمل بشكل جدي على

التقليص في الهوة بين الإيرادات والمصروفات من خلال التخفيض في الإنفاق الحكومي الغير ضروري بما لا يؤدي إلى التأثير بشكل سلبي على الخدمات العامة والحماية الاجتماعية والقدرة الشرائية للمواطنين والتقليص في حجم الواردات من السلع والخدمات التي تكتسي صبغة كمالية والترفيه في حجم الصادرات إضافة إلى دعم القطاع السياحي وتنمية عائداته وتشجيع تحويلات التونسيين المقيمين بالخارج باعتبارهما أحد أهم الموارد التي من شأنها أن تدعم ميزانية الدولة و تساهم في التقليص من نسبة العجز.

من جهة أخرى لا يخفى على أحد أن المخاطر الأمنية والتجاذبات السياسية بالبلاد زادت في تعميق الأزمة الاقتصادية مما يستوجب مواصلة التصدي لكل أشكال الإرهاب والتطرف والجريمة من أجل دعم الاستقرار الأمني والحفاظ على السلم الاجتماعي والعمل الجاد على نبذ الاحتقان والتوظيف السياسي من خلال الالتزام بالحد الأدنى من أخلاقيات العمل السياسي وإعلاء مصلحة البلاد فوق كل حسابات حزبية أو إيديولوجية أو فئوية.

كما أضحي من الضروري أكثر من أي وقت مضى العمل على مزيد دعم دبلوماسيتنا وتمكينها من تجنيد كافة طاقاتها وتشريك جميع القوى السياسية والمجتمعية من أجل ضمان أحسن الظروف الملائمة لإدارة مفاوضاتنا بكل نجاعة واقتدار مع شركائنا من الدول والبنوك والمؤسسات المالية بما يخدم مصلحة بلادنا ويضمن استقلالية قرارها بعيدا عن كل الإملاءات.